

MEMOIRE MASTER 2 EN GEOPOLITIQUE

Quels sont les enjeux géopolitiques des investissements cubains ?

SOUS LA DIRECTION DE FREDERICK DOUZET



A ma maman y a la abuela

Remerciements

Je souhaite remercier ma directrice de recherche Mme Douzet pour sa patience, sa disponibilité, ses conseils et ses encouragements.

Je tiens particulièrement à remercier Ophélie ma douce et tendre pour ses relectures, ses conseils et son soutien moral de tous les instants.

Je remercie bien entendu ma famille. Premièrement mes frères et sœurs, Nicolas pour ses heures de relecture et ses compétences sur Word, Nadine pour son temps dédié à cartographier, Jonas, Nadine et Barbara pour leurs questionnements qui m'ont fait avancer.

Je voudrais également remercier mes parents, mes grands-parents, mes tantes, mes oncles et mes amis qui m'ont encouragé à étudier et toujours soutenus.

Je remercie bien sûr mes camarade de l'Institut avec qui nous avons partager et débattu nos sujet et plus particulièrement Antoine pour ses corrections et son soutien.

Je désire remercier toutes les personnes qui m'ont reçu à Cuba, leur temps dédié à débattre de la situation, leur sensibilité et leur courage.

Je voudrais enfin exprimer mes remerciements à toutes les personnes qui m'ont accordé leur temps pour discuter de la situation et m'ont permis de mieux la comprendre.

*« - Pourquoi les cubains travaillent-ils ?
- je n'arrive pas à répondre à cette question... »*

Entretien, terrain de recherche 2013.

Sommaire

Terrain de recherche	7
Introduction	11
I. Quelles sont les raisons et selon quelles représentations le gouvernement les met-il en place ?	16
A. Un double changement sur l'île.	16
1. La révolution, la chute de l'URSS et la période spéciale	16
2. Le socialisme du XXIème siècle : la nouvelle idéologie du régime	23
3. L'arrivée de Raul Castro au pouvoir	29
B. Entre préparation et incitation à la fin de l'embargo	33
1. Les principales réformes et leur incidence sur le pays	33
2. La dialectique interne / externe des réformes	39
3. Le maintien du pouvoir et la gestion du « timing »	42
C. Investissements privés et investissements publics	46
1. Quelles représentations motivent les décideurs cubains concernant les investissements ?	46
2. Les investissements privés en provenance de la diaspora	49
3. L'investissement public et les objectifs poursuivis	52
II. Des investissements a effet domino, l'exemple du port de Mariel et de la Baie de la Havane.	57
A. Le Port de Mariel, un pari cubano-brésilien	57
1. Un projet ambitieux s'inscrivant dans l'élargissement du canal de Panama	61
2. La réalisation présente et future	69
3. Les implications directes et indirectes pour Cuba	77
B. La baie de la Havane et sa Vieille Ville	81
1. L'histoire et la situation actuelle de la Havane et de sa baie	82
2. Les problématiques locales auquel le projet d'investissement doit répondre	85
3. Une réhabilitation se basant sur la Vieille Ville de la Havane	92

C. Le projet de réhabilitation de la baie	97
1. Vieille ville épicentre du tourisme et de l'investissement	98
2. Un plan de conversion du territoire ambitieux	106
3. Un plan de rénovation pour les touristes ou pour les Cubains ?	109
III. Les limites de ces plans d'investissements	113
A. Les problématiques internes et externes à ces plans d'investissements	114
1. Une situation socio-économique difficile	115
2. Les problématiques régionales dans lesquelles s'inscrit Cuba	118
3. L'utopisme face à la réalité	122
B. La relation avec les Etats-Unis	124
1. Comment s'inscrivent les Etats-Unis face à ces investissements	125
2. La situation interne des Etats-Unis vis-à-vis de Cuba	127
3. Vers la fin de l'embargo ?	132
Conclusion	135
Bibliographie	138
Annexes	155

Terrain de recherche

Lors de l'année 2012, j'ai effectué un terrain de recherche deux mois, la moitié à Cuba, l'autre à Miami. Ce terrain de recherche a débouché, au mois de septembre 2012, sur un mémoire traitant le vote de la communauté cubaine de Miami. Lors de ce terrain, la recherche à Cuba a essentiellement servi à comprendre Cuba et les cubains afin de mieux appréhender le comportement des migrants cubains ainsi que les représentations de ceux-ci vis-à-vis de leur terre d'origine. La finalité de mon mémoire n'a en réalité que peu traité de Cuba et de la situation pour se concentrer sur la communauté des immigrés cubains. Le fait d'avoir délaissé le pan « cubano-cubain » lors de ce travail a créé chez moi une certaine frustration auquel j'ai remédié cette année en opérant uniquement à Cuba pour écrire un mémoire sur la situation cubaine.

Ce terrain de recherche, effectué durant les mois de juillet et août 2013, était donc déjà connu. La situation cubaine tant au niveau historique, économique et sociale déjà largement travaillée lors de l'année précédente, je me suis donc intéressé à la situation actuelle. Il faut savoir que l'ensemble de la littérature sur la question est très orientée, la thématique qui oppose un modèle communiste à Cuba avec le modèle capitaliste principalement étasunien, déchaîne les passions. Dans ces conditions il est extrêmement difficile de se faire sa propre idée face à ces contradictions. J'ai opté pour lire le maximum de littérature de tous bords et de me faire ma propre idée lors du terrain. En ce qui concerne le sujet de mon mémoire, les informations disponibles en provenance d'un pays où la liberté de la presse est nulle, et les informations en provenance de journaux tel que le Miami Herald sont orientées de manière anticastriste à l'extrême, je décidais donc de le formuler en fonction de la situation sur place. Au delà de l'organisation logistique du voyage, j'ai emporté avec moi une littérature conséquente et un ancien ordinateur pouvant être volé sans trop de dommage.

L'arrivée à Cuba fût naturellement un choc, comme cela l'avait été lors de mon terrain précédent. Malgré ma maîtrise de la langue et la connaissance de l'environnement latino américain, Cuba, de par ses caractéristiques historiques ainsi que son modèle économique et sociale communiste, reste un pays très spécial, fermé et dominé la peur. Le régime étant allergique à la critique, la population vit dans une peur constante, la liberté d'expression est nulle et les risques encourus sont multiples. La délation omniprésente empêche les cubains de

parler librement même au sein de la famille restreinte. Un terrain de recherche dans cet environnement est particulièrement difficile, car la peur intériorisée et la méfiance de la population sont contagieuses. L'Etat étant partout, une personne ayant pu laisser entendre que le gouvernement n'était peut-être pas parfait, ou que pire encore il avait fait des erreurs, peut soudainement se trouver dans une situation très inconfortable où toutes ses futures requêtes seront refusées. Si la critique est plus forte, la prison reste possible. Cette surveillance s'opère à tous les niveaux : chaque pâté de maison a un chef, les sympathisants communistes sont une menace, les membres du parti communiste sont dangereux mais c'est la toute puissante sécurité d'Etat¹ qui est l'organe institutionnel réunissant l'ensemble des informations. Egalement appelé G2, cet organe du ministère de l'intérieur a un grand nombre d'agents infiltrés dans toutes les couches de la société cubaine et chacun le sait.

Cette surveillance permanente de la société cubaine crée une insécurité totale pour quiconque voudrait confier une doléance ou une critique. Au cours de mon terrain, il a même été suggéré que je pouvais être un agent de la sécurité d'Etat dont il fallait se méfier et à qui rien ne devait être confié. Cette présence connue du G2 crée une société où potentiellement chacun est un agent surveillant vos dires et cherchant à comprendre ce que vous pensez. Cela donne naissance à une société méfiante, infantilisée par le système et qui n'ose plus prendre d'initiatives. Ce climat oblige tout en chacun à ne jamais et d'aucune manière prononcer un avis contre le régime, ne pas remettre en cause les décisions de celui-ci et également de ne pas pointer du doigt ses carences. Dans ces conditions, les premières semaines de mon terrain de recherche se sont cantonnées à un travail d'anthropologue, beaucoup d'écoute, comprendre les non-dits, saisir les subtilités des relations, des discussions et surtout gagner la confiance. Il s'agit là d'un travail obligatoire pour tout terrain de recherche, mais dans le cas cubain celui-ci est décuplé.

Lors de cette période je me suis établi chez un couple n'ayant pas les autorisations nécessaires pour accueillir un touriste. Les avantages de ce choix furent multiples, d'une part le prix, mais également le fait que je commettais un délit avec eux. Cette transgression des lois cubaines m'a permis un fort rapprochement avec le couple qui m'accueillait, mais cela surtout permis de vivre le quotidien cubain. Le rythme, la nourriture, les inquiétudes, la peur

¹ <http://lamado32.blogspot.fr/2007/03/g2-i.html>, consulté le 15 septembre 2014.

² « Ce que dit la rue »

³ <http://archivescommunistes.chez-alice.fr/pcf/pcf4.html>, consulté le 15 septembre 2014.

⁴ <http://www.lametropole.com/article/actualites/actualites/fidel-castro-raconte-sa-maladie>, consulté le 15

et finalement l'avis politique et les événements actuelles sur l'île. Les médias sont parfaitement muselés et par conséquent il est très important d'avoir un accès à « lo que dice la calle »². Pour comprendre la pensée cubaine, il est essentiel de savoir ce qui se dit dans la rue, entre exagérations et oui-dire nombre d'informations circulent uniquement de manière orale subissant les adaptations de chaque interlocuteur de ce « média ». De plus, ces informations proviennent de « nulle part », personne ne citant ses sources, communiquée par des gens en qui on a une certaine confiance. Dans ce domaine, il faut particulièrement prendre en compte l'âge de la personne, les personnes âgées étant plus bavardes car plus imperméables aux pressions du régime.

Lors de ces semaines dans la peau d'un anthropologue, j'ai progressivement réussi à dégager quels étaient les changements marquant sur l'île. Il y a d'une part l'arrivée de Raul Castro au pouvoir, mais surtout une dynamique d'ouverture et de renouveau d'un système sclérosé pendant de longues années. Ce premier travail sur ces modifications et les influences de celles-ci est très intéressant, mais un autre projet de grande ampleur m'a attiré l'attention. L'amplification du port de Mariel en un port de classe internationale. Ce « nouveau » port aura de grandes incidences pour le pays, mais également pour la région. Considéré comme stratégique, l'étude de celui-ci sur l'île s'est avérée impossible, mais à un niveau local, l'agrandissement de ce port rend obsolète celui de la Havane, qui ne peut d'aucune manière s'adapter à cette nouvelle réalité maritime. Par conséquent un grand projet de réaménagement de toute la baie de la Havane a vu le jour et particulièrement sur la bordure du quartier de la Vieille Havane, classé patrimoine mondial de l'UNESCO. Il est très intéressant d'observer les modifications locales du à l'incidence d'un projet plus global. En effet, les décisions prises à une petite échelle met en exergue la direction prise par les décideurs politiques. Je choisis donc de m'installer dans un appartement donnant sur la baie de la Havane, dans un quartier pas encore rénové dans le processus de réhabilitation de ce patrimoine.

Au mois de juillet un accident vint contredire mon travail. Lors d'une balade en soirée autour du port de la Havane qui avait pour objectif premier d'observer de l'extérieur le port afin de mieux comprendre comment celui-ci était organisé. Lors du trajet de retour, j'ai chuté lourdement dans un trou invisible dans l'obscurité des rues non éclairées. Cette chute a provoqué une large blessure sur mon tibia gauche. Heureusement la blessure n'était que

² « Ce que dit la rue »

superficielle et je décidais, après m'être vu offrir des antibiotiques par un voisin médecin, de me mettre au repos pour une durée de trois jours. A ce moment, je n'estimais pas correctement la gravité de la blessure. Mais dans les conditions climatiques cubaine du mois de juillet, 35 degrés et 80% d'humidité les probabilités d'infection sont nettement plus hautes que dans un climat sec européen. Après quatre jours, je me rendis à l'hôpital avec une blessure infectée et je l'appris par la suite de morceaux de chair nécrosés collés sur l'os. Dans ces conditions, le risque de gangrène était devenu élevé, je considérais donc de plus en plus la possibilité de rentrer en France, mais cela voulait dire de rater mon terrain de recherche. Après avoir été très mal soigné lors de ma première visite à l'hôpital et une longue discussion sur la situation avec mon voisin médecin je décidais de retourner à l'hôpital. Je tombais cette fois-ci sur un médecin compétent qui m'informa qu'il fallait absolument nettoyer la plaie quotidiennement, chose qu'il fit et ce pendant plusieurs jours. Cette mésaventure résolue je pu continuer mon terrain de recherche sans d'autres difficultés de santé.

En ce qui concerne mon travail de recherche, il y a, surtout dans un régime communisme, une autocritique³ à faire. La peur permanente qui m'a poursuivi pendant ce séjour m'a empêché d'aller aussi loin que je l'aurais voulu. Mais cette peur provient d'une part de la réalité du système cubain, mais d'autre part est véhiculée par les cubains que l'on rencontre. Cette peur du système qu'ont intégré les cubains provient d'un temps passé, mais n'est peut-être plus aussi fort aujourd'hui. Il existe un décalage entre les représentations qu'ont les locaux du danger et la réalité de celui-ci. Je pense donc aujourd'hui avec le recul que ma situation n'était pas aussi complexe que je le pensais, mais il est difficile voir impossible de l'évaluer. C'est justement cette incertitude, quant à la réaction du système face à des agissements, qui ne sont pas à proprement parler illégaux, mais qui peuvent très rapidement être interprétés de différentes manières par le régime. Les accusations pour activités contre-révolutionnaires pouvant déboucher sur de lourdes condamnations restent comme une épée de Damoclès qui pèse sur tout en chacun. Mais quoi qu'il en soit j'éprouve quelques regrets de n'avoir peut-être pas « poussé » mes recherches plus loin en tentant de contacter plus de personnes faisant partie d'institutions officielles. Mais d'ordre général, ce terrain de recherche reste une réussite, je crois avoir compris tous les principaux enjeux du moment, j'ai pu réunir l'essentiel des documents nécessaires à la rédaction de mon mémoire et je suis donc satisfait de celui-ci.

³ <http://archivescommunistes.chez-alice.fr/pcf/pcf4.html>, consulté le 15 septembre 2014.

Introduction

L'île de Cuba est devenue avec les années un pays hors du temps, ceci du fait que l'investissement a été quasiment nul pendant plus d'un demi-siècle. L'avènement de la Révolution de janvier 1959 et l'arrivée au pouvoir des jeunes révolutionnaires transforme progressivement l'Etat en un régime communiste. Un nouveau modèle économique national est mis en place avec pour principaux objectifs un meilleur système de santé, une éducation généralisée et plus globalement la recherche de l'égalité économique. Ce modèle ne favorise pas l'investissement tant privé que public. En effet, ce système communiste structure toute la société selon son idéal. L'Etat est devenu propriétaire de l'ensemble des ressources et des structures de l'île. De manière générale, le passage au régime castriste a limité à l'extrême l'enrichissement personnel. Les acteurs privés n'ont que peu de droit et dans leur immense majorité n'en ont plus les moyens, et n'ont aucun intérêt à investir.

Dans ces conditions il est revenu à l'Etat cubain d'investir, malheureusement, même avec le soutien de Moscou, celui-ci n'a jamais pu mobilisé des fonds pour ce secteur. Cuba est aujourd'hui un pays anachronique. L'immobilier, le mobilier, les infrastructures, les voitures ont traversé les décennies sans renouvellements ou rénovations. L'usure, la salinité, les conditions climatiques et le passage des ouragans ont mené l'ensemble du territoire, et principalement l'environnement urbain à la ruine. Si nous nous plaçons dans une autre perspective, le patrimoine, peu modifié, a été sauvegardé. Grâce à l'absence de grands projets urbains d'envergure, la Havane conserve aujourd'hui tout son charme. C'est cette situation unique qui attire chaque année plus de deux millions de touristes à visiter cette perle des Caraïbes.

Cet immobilisme a pris fin en 2006, lorsque le dirigeant historique du pays, Fidel Castro, atteint d'une maladie⁴, se retire et transmet le pouvoir à son frère Raúl Castro. Ce changement à la tête du pays engendre un renouveau dans la vision de la politique économique. Ce travail se propose d'étudier l'investissement sur l'île, à travers deux projets intimement liés : la construction d'un port de classe internationale dans la baie de Mariel et la rénovation de la baie de la Havane.

⁴ <http://www.lametropole.com/article/actualites/actualites/fidel-castro-raconte-sa-maladie>, consulté le 15 septembre 2014.

Symbolisant ce nouvel élan impulsé par le nouveau chef de l'Etat, ils se heurtent aux problématiques et aux limites des nouveaux plans d'investissements. Il est toujours intéressant d'étudier les plans et les processus d'investissement car cela oblige à anticiper l'avenir, les conséquences mais aussi les volontés politiques affichées ou non qui sont à l'origine des décisions. Ce prisme est donc pertinent pour comprendre le futur de l'île mais également sa situation actuelle, car tant sur le terrain que dans les représentations des décideurs, les investissements répondent à des problématiques bien réelles qui s'inscrivent dans des enjeux mondiaux, régionaux et locaux.

Les ressources de l'Etat cubain étant très limitées, les investissements doivent être optimisés au maximum. Une multiplicité de facteurs et d'échelles est prise en compte par les décideurs afin de résoudre différents enjeux, ceux-ci n'étant pas toujours immédiatement reliés. Selon quelles représentations ces projets sont-ils décidés ? Comment s'articulent ces investissements ? Quels sont leurs objectifs affirmés ou non ? Les décideurs cubains s'inscrivent dans ces enjeux en fonctions d'objectifs économiques et politiques. La politique économique cubaine est actuellement dans une dynamique d'ouverture depuis l'arrivée au pouvoir du frère de Fidel Castro, Raul. La vision et les décisions diffèrent de l'ancienne politique appliquée par Fidel Castro. Comment ces nouveaux investissements s'inscrivent-ils dans la nouvelle politique économique ? Comment ceux-ci cherchent-ils à la favoriser ? Quelles problématiques et contradictions rencontre le régime ? Les projets peuvent paraître modestes en comparaison avec les pays occidentaux, mais à l'échelle de Cuba ceux-ci sont énormes. Quelles seront les incidences sur la société cubaine ? Une société très frustrée par la situation économique, la jeunesse en particulier est dans son immense majorité désillusionnée sur l'avenir du pays mais également sur son propre futur.

La situation interne au pays est donc tendue, mais une révolution est très peu probable, car même si médias ne sont pas crédibles aux yeux de la population, la menace que représentent les Etats-Unis suffit à faire accepter cette situation « du moindre mal ». Il n'y a que peu de monde à Cuba qui souhaite une chute du régime et le retour d'une diaspora enrichie qui viendrait tout acheter et s'approprier le pays. Ce que la population souhaite c'est un changement par le haut, une modification progressive du système gardant les acquis du communisme mais ouvrant l'économie pour améliorer la vie de chacun. Raul Castro l'a bien compris et la politique qu'il mène correspond aux aspirations de nombreux cubains, seulement les changements sont lents, et cette jeunesse n'a pas le temps d'attendre. Les

investissements qui commencent seulement à se concrétiser doivent répondre à ces attentes, mais également ouvrir le pays pour, peut-être, pousser les Etats-Unis à lever l’embargo tout en respectant les règles que le pays met en place afin de garder le contrôle et la souveraineté sur son territoire. L’investissement dans le port de Mariel s’inscrit dans cette dynamique d’amélioration des conditions de vie sur l’île en plaçant le port sur les routes maritimes régionales afin de faire baisser le coût du fret et d’améliorer, d’augmenter et de diversifier les importations. Mais la création d’emplois locaux fait également partie des objectifs affichés de ce projet, tout comme la possibilité de pousser les Etats-Unis à lever l’embargo si le port devient un point de passage ou hub important dans la région. En outre, ce nouveau port rend obsolète celui de la Havane et permet un réaménagement de toute la baie de la capitale. Nous étudierons dans un deuxième temps au cours de ce travail le projet d’investissement prévu pour la baie ainsi que ses implications pour ce secteur de la ville. Une baie partagée entre une partie portuaire et industrielle d’accès très réglementé voire interdit, une partie militaire totalement interdite et enfin différentes zones peuplées dont une, la Vieille Havane, fait partie du patrimoine mondial de l’UNESCO⁵.

Les nouveaux investissements cubains paraissent prometteurs, mais beaucoup de difficultés inhérents à l’histoire de l’île, à sa situation économique difficile mais également des obstacles pratiques et organisationnels rendent ces investissements plus complexes que peuvent les présenter les autorités. Il existe de nombreuses complications, de différents ordres, tant pratiques que législatifs qui peuvent freiner considérablement la mise en place et le développement des projets précédemment évoqué. Ces difficultés touchent tout le processus d’investissement et de modernisation du pays. L’un des défis de ce travail de mémoire est donc la pondération de ces projets entre les objectifs affichés, souvent très optimistes et les résultats réels pouvant être escomptés. Cette discordance entre les desseins des autorités et la réalité est difficilement évaluable précisément, néanmoins les relever est une nécessité pour apprécier à leur juste mesure ces projets d’investissements. Les décisions prises concernant ces projets montrent comment le régime appréhende son avenir, mais également les représentations qui marquent les décideurs. Au niveau temporel, l’étude de ces investissements offre une double perspectives : la première touchant à la manière de se placer des décideurs qui doivent aujourd’hui prendre des décisions stratégiques et la seconde concerne la façon dont ceux-ci projettent le pays dans le futur.

⁵ <http://whc.unesco.org/fr/list/204>

Ces projets d'investissements publics ou la régulation de l'investissement privé peuvent être discutés, dans leur pertinence, l'adéquation entre les objectifs et la réalité probable des résultats, mais il n'est resté pas moins que « les choses bougent » sur l'île. Nous sommes à l'aube de grands changements dans ce pays, l'activité diplomatique nouvelle qui a vu le jour ces derniers mois⁶, l'ajustement récente de la loi sur l'investissement étranger⁷, la récente poignée de main entre le Président Obama et le Président Raul Castro lors des obsèques de Nelson Mandela⁸ ainsi que la lettre ouverte de 40 personnalités étasuniennes appelant Barack Obama à l'assouplissement de l'embargo⁹ publiée le 19 mai 2014¹⁰ et enfin la visite de trois jours effectuée à la Havane par le président de la chambre de commerce étasunienne Thomas Donohue¹¹ accompagné par une délégation de chefs d'entreprises, tous ces éléments montrent que la situation actuelle ne devrait pas perdurer.

Cette situation de blocage qui a duré plus de cinquante ans devrait donc progressivement se modifier, néanmoins il est impossible de prévoir quand, comment et selon quelles modalités cette ouverture potentielle s'opérera. Car il ne faut pas négliger certains facteurs, comme l'intérêt principal des dirigeants de l'île : leur maintien au pouvoir. Comment le régime veut-il procéder pour ouvrir l'île sans perdre le contrôle de son territoire ? L'économie est actuellement positive¹², mais pas encore suffisante pour permettre au pays de sortir du marasme qui le caractérise depuis la chute de l'URSS. L'Etat cubain a donc une nécessité impérieuse d'investissement étranger¹³, mais celui-ci devra se faire selon le cadre fixé par les autorités. Comment construire un canevas tant législatif qu'en terme de structures d'accueil qui soit suffisamment attractif pour générer ces investissements étrangers, mais

⁶ <http://www.rfi.fr/ameriques/20140412-laurent-fabius-cuba-une-visite-historique-economique/>, consulté le 15 septembre 2014.

⁷ <http://www.polemicacubana.fr/?p=10157>, consulté le 15 septembre 2014.

⁸ CNN live, *Obama shakes Raul Castro's hand*, ajoutée le 10 décembre 2013, consultée le 15 septembre 2014. <http://www.youtube.com/watch?v=qteNMu0wziY>

⁹ Open Lettre to President Obama, *Support Civil Society in Cuba*, publiée le 19 mai 2014, consultée le 15 septembre 2014.

<http://www.supportcubancivilsociety.org/download/Open%20Letter%20to%20President%20Obama.pdf>

¹⁰ <http://www.reuters.com/article/2014/05/19/us-usa-cuba-policy-idUSBREA4I0AU20140519>, consulté le 15 septembre 2014.

¹¹ http://www.liberation.fr/monde/2014/05/30/la-chambre-de-commerce-americaine-plaide-pour-une-levee-de-l-embargo-contre-cuba_1029982, consulté le 15 septembre 2014.

¹² <http://www.awex.be/fr-BE/Infos%20march%C3%A9s%20et%20secteurs/Infosmarch%C3%A9s/Cuba/Pages/Indicateurs%C3%A9conomiques.aspx>, consulté le 15 septembre 2014.

¹³ <http://www.cubania.com/post/dominique-hector-des-entreprises-en-france-linvestissement-a-cuba/#more-3124>, consulté le 15 septembre 2014.

raisonnablement solides pour contrôler ces nouveaux flux financiers ainsi que les acteurs qui les accompagnent ?

Ces changements sont en cours et pourraient à terme, comme l'a dit récemment le magnat du sucre Alfonso Fanjul¹⁴, réunir la « famille cubaine », ceci principalement entre les deux côtés du détroit de Floride. Comment les Etats-Unis réagissent-ils face à ces changements ? En effet, il y a, au pays de l'Oncle Sam, plusieurs courants ayant des approches, des intérêts et des volontés contradictoires. Le peuple étasunien est un acteur majeur, mais, la législation mise en place vis-à-vis de Cuba, la diaspora cubaine et ses instances de défenses d'intérêts ainsi que l'agenda propre des acteurs politiques nationaux sont autant d'obstacles à un règlement du conflit. Quelles sont les dynamiques actuellement en cours au nord du détroit de Floride ? Au delà des Etats-Unis, le processus de transition de la société cubaine mis en œuvre par l'Etat s'inscrit dans de nombreuses problématiques régionales et continentales. Quelles sont-elles et comment celles-ci évoluent-elles ?

Au cours de ce travail je m'appliquerais, à travers ces questionnements, à comprendre, transmettre et analyser la situation cubaine à travers l'investissement. Cette mise œuvre de projets de différentes envergures sont des symboles du changement auxquels ils participent. Mais au delà des changements internes Cuba, ils montrent que les relations continentales se modifient et qu'un nouveau « monde » est en train d'émerger. Cette globalité perceptible dans des projets locaux nous apporte certaines réponses mais également d'autres questions auxquels ce travail souhaite en partie répondre.

¹⁴ <http://www.polemicacubana.fr/?p=10157>, consulté le 15 septembre 2014.

I. Quelles sont les raisons et selon quelles représentations le gouvernement met-il en place ses investissements?

I.A Un double changement sur l'île.

Il y a aujourd'hui à Cuba deux changements majeurs : un changement idéologique et un changement de président. Il existe une dialectique entre ces deux modifications, mais également un certain hasard temporel. Le résultat est que la conjonction de ces deux facteurs a créé une « fenêtre » propice à bousculer l'immobilisme qui caractérisait ce pays. Ce processus de changement a une incidence sur tous les pans de la société, mais également sur l'Etat et les décisions prises par celui-ci. Les investissements ayant actuellement cours et ceux qui sont projetés s'inscrivent dans cette modification de la société voulue par les dirigeants qui doivent s'adapter à ce processus.

I.A.1 La révolution, la chute de l'URSS et la période spéciale

L'île de Cuba a eu une histoire extraordinaire lors du XXème siècle. La révolution cubaine de 1959 a profondément marqué le pays, mais également le monde entier. Les événements qui se sont succédés sur l'île, porté par une jeunesse idéaliste, ont créé une effervescence qui s'est progressivement éteinte pour laisser place à un système politique communiste totalement sclérosé. Cet enfermement de l'île est le fait d'une dialectique entre un pan externe, l'embargo ou blocus progressivement mis en place par les Etats-Unis, et un pan interne, les institutions qui se sont progressivement mises en place n'ont jamais su se renouveler.

Au niveau externe, les relations avec le puissant voisin étasunien, tout d'abord marquées par une acceptation, à travers la reconnaissance rapide du nouveau régime par les Etats-Unis¹⁵, se sont progressivement détériorées. Il y eu tout d'abord l'expropriation dédommagée de certaines compagnies étasuniennes, tel que la *United Fruit*, lors de la réforme agraire. Puis, le refus des raffineries contrôlées par des entreprises étasuniennes, de traiter le

¹⁵ http://www.dictateurs.com/fidel_castro.php, consulté le 15 septembre 2014.

pétrole russe qui poussa la Havane à les nationaliser. Dès lors, les relations entre les deux pays vont petit à petit s'envenimer, les Etats-Unis mettant fin à leurs importations sucrières en provenance de l'île. Ces décisions poussent rapidement Cuba dans les bras de Moscou qui reprend les importations sucrières que les Etats-Unis ont délaissés. Après l'invasion ratée de la baie des cochons par des opposants cubains entraînés par la Central Intelligence Agency (CIA) nous pouvons parler d'un état de guerre entre les deux pays. Lors de l'épisode de la crise des missiles, le conflit entre les deux nations prend une dimension internationale poussant le monde au bord de son autodestruction. Ces semaines historiques d'octobre 1962 se solderont par un blocus de l'île qui est toujours en vigueur aujourd'hui. Cette rupture, premièrement avec les Etats-Unis, devint une rupture avec l'ensemble des gouvernements du continent, lorsque Cuba est exclu de l'Organisation des Etats Américains (OEA) lors du sommet de Punta del Este en Uruguay¹⁶, au mois de janvier 1962. Dans ces conditions, la Havane se tourne exclusivement vers les pays du bloc de l'est, et soutenant les révolutions de gauche sur le continent américain.

Sur le pan interne, dès leur arrivée au pouvoir, les guérilleros menés par Fidel Castro ont pris un tournant politique relativement englobant, offrant les postes de pouvoirs à des personnes morales, de poids, mais ne faisant pas partie intégrante de la révolution. Manuel Urrutia devint président et José Miró Cardona premier ministre¹⁷. Mais des dissensions se font rapidement sentir suite à la campagne des jugements révolutionnaires¹⁸, où plusieurs centaines de personnes, ayant soutenu le dictateur F. Batista, seront jugées coupables de crime de guerre et condamnées, à mort ou à de lourdes peines. Dans ces conditions, Fidel Castro devient, un mois après son arrivée à la Havane, premier ministre. Le nouvel homme fort du pays place progressivement ses hommes à des postes clés, particulièrement au sein de l'armée qui se refond totalement autour de la guérilla. Au mois de juillet, Fidel Castro démissionne de son poste de premier ministre accusant le président Urrutia d'enrichissement personnel. Celui-ci démissionne à son tour et se fait remplacer par Osvaldo Dorticós, un homme sans charisme aux ordres de Fidel Castro, redevenu premier ministre et leader incontesté de Cuba.

¹⁶ Consejo permanente de la Organización de los Estados Americanos, *La situación de Cuba en la OEA y la protección de los Derechos Humanos*, 25 avril 2003.

<http://www.oas.org/columbus/docs/cp11248s04.doc>, consulté 15 septembre 2014.

¹⁷ V. Bloch, *Genèse d'un pouvoir totalitaire*, Cuba un univers totalitaire, Communisme, L'âge de l'homme, No. 85/86, 2006, pp. 85-115.

¹⁸ <http://www.histoire-en-questions.fr/personnages/che%20execution.html>, consulté le 15 septembre 2014.

Dès lors, la promesse faite dans le *Manifeste de la Sierra Maestra*¹⁹ de convoquer des élections générales dès l'arrivée au pouvoir de la guérilla, signé par Fidel Castro en 1957, ne vit pas le jour, et ce jusqu'en 1974. Le choix de ne pas s'orienter vers un système démocratique conduit le nouvel homme fort progressivement à concentrer tous les pouvoirs. Après avoir pris le contrôle du pouvoir exécutif et de l'armée, le nouveau président s'appuie sur les structures des *Organizaciones revolucionarias integradas* (ORI) incluant les mouvements révolutionnaires du 26 juillet²⁰, le *Directoire Révolutionnaire* et le parti communiste historique²¹. Par la suite, Fidel Castro fusionne ORI avec le *Partido unido de la revolución socialista* qui devient le Parti Communiste Cubain (PCC), où il occupe le poste de secrétaire général dès sa fondation en 1965²².

Les décennies 70' et 80' virent plusieurs crises migratoires entre les Etats-Unis et Cuba, le pays de l'Oncle Sam favorisant fortement l'intégration de migrants cubains, mais les relations entre les deux pays ne furent pas modifiées. Néanmoins durant ces deux décennies, Cuba réussit à créer un système social proche des standards occidentaux grâce à sa participation au Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON)²³ instauré par l'URSS. Cette participation a permis à l'île de se spécialiser et d'exporter vers les pays soviétiques des matières premières à des prix très préférentiels. Il s'agissait en réalité de subventions déguisées octroyées par l'URSS²⁴. Cette situation permit à Cuba d'avoir une situation socio-économique acceptable sans être comparable aux pays occidentaux sur le plan économique.

En 1975 se tient le premier congrès du parti communiste cubain, seize ans après la révolution, neuf ans après sa fondation²⁵. Il s'agit réellement pour Fidel Castro d'occuper l'ensemble des pouvoirs sur l'île et de contrôler, à travers cette institution, les masses populaires²⁶. Dès lors, si ce n'est le premier plan quinquennal mis en place, Cuba glisse

¹⁹ R. Chibas, F. Pazos, F. Castro, *Manifeste, Al Pueblo de Cuba*, Bohemia, 28 juillet 1957.

http://www.chibas.org/raul_chibas_manifiesto.php, consulté le 15 septembre 2014.

²⁰ Mouvement politique fondé par Fidel Castro se référant à l'attaque de la Moncada le 26 juillet 1953

<http://www.herodote.net/almanach-ID-2868.php>, consulté le 15 septembre 2014.

²¹ R. Herrera, *Cuba et le projet communiste*, le nouveau dictionnaire du marxisme, Presses Universitaires de France. http://www.collectif-communiste-polex.org/cuba/cuba_projet_com.PDF, consulté le 15 septembre 2014.

²² http://www.pcc.cu/i_historia.php, consulté le 15 septembre 2014.

²³ Cuba a rejoint ce conseil en 1972.

²⁴ C. Nadeau, *Etude socio-économique et politique : Cuba (1989 - 2005)*, Observatoire des Amériques, Université du Québec à Montréal, décembre 2005.

²⁵ <http://www.monde-diplomatique.fr/1975/09/CASSEN/33385>, consulté le 15 septembre 2014.

²⁶ <http://www.pcc.cu/cong1.php>, consulté le 15 septembre 2014.

progressivement vers une société sclérosée où l'ensemble des pouvoirs est aux mains d'un seul homme et où la liberté d'expression devient de moins en moins possible. La position du régime face aux intellectuels et critiques avait été jalonnée par le « discours aux intellectuels » de Fidel Castro prononcé en 1961 et marqué par la citation : « Avec la révolution tout, contre la révolution rien ! ». Cette intolérance va devenir progressivement de plus en plus oppressante réduisant à néant toute critique du système en place. Mais cette absence de critique créée par la peur du régime va également empêcher toute amélioration de celui-ci, figeant le pays. Dès lors, Cuba devient une île fermée, pensant son système viable, mais il s'agit en réalité d'un rêve subventionné par l'URSS.

Le 9 novembre 1989 le mur de Berlin chute à la surprise générale, l'ensemble des barrières entre l'URSS et l'occident sont réduites à néant. Cet extraordinaire changement politique qui changea profondément le cours de l'histoire est intimement lié à la frontière. En effet, lorsque le mur de Berlin devint obsolète, l'ensemble du système Est-allemand s'effondra, puis un à un les pays de l'Europe de l'est, pour finalement déboucher sur la chute de l'ensemble du bloc soviétique. Les frontières qui se sont progressivement ouvertes à partir du 9 novembre 1989 étaient des frontières politiques, physiquement gardées, mais pas physiques au sens géographique du terme. Cuba étant une île, et par conséquent, ses frontières physiques étant les mêmes que ses frontières politiques, ce mouvement mondial n'a pas pu voir le jour dans le pays, contrairement aux autres pays appartenant à l'URSS. De plus, Cuba étant le seul pays communiste du continent américain, l'effet de contagion n'a pas eu lieu. La conjonction de ces deux facteurs ainsi qu'une politique interne bien maîtrisée par le charismatique Fidel Castro a permis au régime de se maintenir au pouvoir et d'éviter le même destin que l'URSS.

Néanmoins un monde sans les subventions de l'URSS est un réveil douloureux pour l'île. En effet, Cuba subit coup sur coup plusieurs revers économiques. Alors que l'URSS s'est effondrée, l'île ne trouve plus de débouchés pour le sucre qu'elle produit. De plus, les cours mondiaux de cette matière première baissent considérablement, alors que la pierre angulaire de l'économie cubaine est la monoculture sucrière. De plus, les Etats-Unis font pression sur les pays récemment sortis de l'URSS pour qu'ils arrêtent tout commerce avec l'île. Cuba se retrouve pour la première fois, seul face à l'embargo ou blocus imposé par les Etats-Unis.

Il existe dans ce conflit un débat sémantique entre « embargo », terme utilisé par les Etats-Unis et « blocus » utilisé par Cuba. L'embargo est « une décision unilatérale d'un pays de cesser tout commerce »²⁷ avec un autre alors que le blocus, qui contient une dimension plus militaire, est un embargo, avec en plus, l'« Ensemble des moyens mis en œuvre pour tenter d'empêcher un pays d'entretenir des relations commerciales normales avec les autres nations »²⁸. Dans le cadre du conflit avec les Etats-Unis, il s'agit d'un embargo²⁹ jusqu'en 1992, puis progressivement d'un blocus³⁰ institué premièrement cette année là avec la loi Torricelli³¹, également appelé *The Cuan Democracy Act*, qui interdit à tout bateau ayant mouillé dans un port cubain de se rendre aux Etats-Unis durant une période de 180 jours. Puis en 1996, s'y ajouta la loi Helms-Burton ou *Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act*³², plus restrictive encore, car interdisant à tout citoyen étasunien de commercer avec l'île, mais interdisant également aux entreprises ayant une activité aux Etats-Unis de le faire. Ces deux lois, mais particulièrement la Helms-Burton, sont contraires à plusieurs réglementations internationales car leur extraterritorialité rompt la souveraineté des autres Etats³³ du globe. Ces différentes législations avaient pour objectif premier d'étouffer totalement l'économie de l'île afin de susciter une révolte populaire et la chute du régime.

Suite à la chute de l'URSS, Fidel Castro instaure en 1991 la *période spéciale en temps de paix*³⁴. Il s'agissait de mesures économiques correspondant à un état de guerre, ce que nous pourrions appeler un "effort de guerre", mais dans un pays militairement en paix. Cette situation de guerre économique subie par l'île créa d'immenses pénuries, et la faim se généralisera dans tout le pays. J'ai lors de mon terrain de recherche recueilli plusieurs témoignages traitant de cette période, l'émotion de mes interlocuteurs est toujours extrêmement forte lorsqu'ils m'ont fait part de leur vie et des moyens de survivre qu'ils ont développé à cette époque. Ernesto par exemple, père de 4 enfants me conta qu'il se

²⁷ <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/embargo/28533>, consulté le 15 septembre 2014.

²⁸ <http://www.cnrtl.fr/definition/blocus>, consulté le 15 septembre 2014.

²⁹ Avec un blocus sur les armes nucléaires, suite à la crise des missiles de 1962.

³⁰ Typologie utilisée par l'Organisation des Nations Unies (ONU), <http://www.un.org/fr/ga/62/plenary/cuba/bkg.shtml>, consulté le 15 septembre 2014.

³¹ Cuban Democracy Act (« CDA »), United States Code, Title 22, Foreign Relations and Intercourse. <http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Documents/cda.pdf>, consulté le 15 septembre 2014.

³² Cuban Liberty and Democratic Solidarity (Libertad) Act of 1996, Codified in Title 22, Sections 6021-6091 of the U.S. Code. <http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Documents/libertad.pdf> consulté le 15 septembre 2014.

³³ D. M. Cruz Herrera, *Etats-Unis Cuba Les interventions d'un empire, l'autodétermination d'un peuple*, Presses de l'université du Québec, 2007.

³⁴ http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-549_fr.html consulté le 15 septembre 2014.

positionnait régulièrement dans un virage bien serré qu'il avait repéré, afin d'attendre qu'un éventuel camionneur transportant du grain, surpris par le virage, donne un coup de volant brusque et perde une infime partie de son chargement. Grains qu'il fallait patiemment ramasser et garder pour sa famille. J'ai écouté nombre de témoignages, mais celui-ci m'a particulièrement touché et illustre bien à mon sens cette période de famine sur l'île.

Contrairement à ce que souhaitait les Etats-Unis, le renforcement du blocus eu un effet inverse sur la population, Fidel Castro expliquant lors de ses discours que la situation était uniquement le fait de ce blocus sans remettre en cause le modèle économique communiste cubain³⁵. Le pays a mobilisé l'ensemble de ses ressources pour permettre à son peuple de survivre, mais aucunes modifications du système n'accompagna ce brusque changement. Finalement, le régime, au pied du mur, dut se « résigner » à ouvrir le pays au tourisme, seule solution possible à ce moment pour faire entrer des devises.

L'arrivée des touristes durant la décennie 90' a progressivement modifié le visage de l'île, particulièrement dû au fait que le système économique n'était pas en adéquation avec l'entrée de devises au cours bien supérieur à la monnaie nationale. Le capitalisme pénétra l'île à travers les dollars apportés par les touristes et les *remesas*³⁶ envoyés par la diaspora. La principale problématique du régime fut de « capter » ces entrées de devises qui bousculaient structurellement l'économie du pays. En effet, dès le début de cette crise, le dollar devint rapidement la seule monnaie ayant une réelle valeur, son cours atteignant progressivement des sommets au marché noir. Dans ces conditions, les inégalités sociales se creusèrent rapidement entre la population qui avait un *acceso al dollar*³⁷ et celle qui ne l'avait pas. Ces inégalités qui se créèrent progressivement entrèrent en contradiction avec l'idéologie du régime qui vit son message brouillé.

La situation devint tellement critique dans les années 1993 et 1994, qu'après le détournement de plusieurs bateaux vers les Etats-Unis, le gouvernement autorisa les cubains à quitter l'île. Dès lors des dizaines de milliers de cubains quittèrent Cuba sur des *balsas*³⁸, un grand nombre d'entre eux y laisseront la vie. Cette migration de grande ampleur, dans des

³⁵ http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-549_fr.html consulté le 15 septembre 2014.

³⁶ Argent envoyé par la diaspora cubaine

³⁷ « Accès au dollar », dans le jargon cubain cela désigne une personne plus riche.

³⁸ Embarcations rudimentaires.

conditions catastrophiques, poussa les autorités cubaines et étasuniennes à trouver un terrain d'entente sur la question. Une « loterie » aux visas pour les Etats-Unis fut mise en place et le nombre de *balseiros* diminua rapidement, mais aujourd'hui³⁹ encore plusieurs milliers de cubains prennent chaque année des risques inconsidérés pour quitter, sur des bateaux de fortune, cette île paradisiaque devenue leur enfer.

L'immense majorité des ressources ayant été utilisées pour la survie de la population et celle du régime, les uniques investissements qui furent consentis par le gouvernement sont ceux qui eurent une finalité économique à court terme et donc presque exclusivement pour les installations touristiques. Cela a donné naissance à un pays hors du temps, ou figé dans le passé, c'est cela que viennent chercher les deux millions de touristes annuelles. Cet immobilisme total de l'île a fini par faire penser que rien ne bougera jamais, une perte de l'espoir de changement. Après la chute de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), bons nombres de commentateurs y ont vu la fin prochaine du régime castriste. Fort est de constater que près de 25 ans plus tard le régime est, contre toute attente, toujours en place.

³⁹ Video de llegada a EE.UU, America TV, Canal 41, publiée le 15 septembre 2014. <https://www.youtube.com/watch?v=IeN3jE4oK-E>, consulté le 16 septembre 2014.

I.A.2 Le socialisme du XXI^{ème} siècle : la nouvelle idéologie du régime

Ce régime, qui a su faire preuve de longévité, dirigé d'une main de fer par son président, s'est progressivement enfermer dans des dogmes impossibles à remettre en cause qui ont fait de l'île un lieu où le changement était devenu inenvisageable. La société cubaine n'a eu comme unique alternative, lors des dernières décennies, la fuite de l'île. Mais en 1996, le sociologue allemand Heinz Dietrich publie « le socialisme du XXI^{ème} siècle », ce livre aura une forte influence sur Hugo Chavez et part la suite sur Cuba. En effet, le charismatique président vénézuélien accède au pouvoir en 1998. Ce basculement à gauche du pays latino-américain ayant les plus fortes réserves pétrolières du continent, crée un changement majeur dans la région. Ce nouveau président, très marqué à gauche sur l'échiquier politique, s'empare de ce concept de « socialisme du XXI^{ème} siècle » qu'il utilise pour la première fois en janvier 2005 lors du forum social mondial de Porto Alegre.

Ce nouveau socialisme a comme base la démocratie, représentative et directe. L'objectif est la reconquête du pouvoir par le peuple, cela veut dire une reprise en main de l'Etat et de l'économie nationale par celui-ci. La construction d'un processus d'intégration régionale pour étendre et renforcer ce nouveau modèle est également mise en lumière dans le texte fondateur⁴⁰. C'est de cette idée qu'est né : l'Alternative Bolivarienne pour l'Amérique (ALBA). En effet, en décembre 2004, Hugo Chavez et Fidel Castro se rencontrent longuement à la Havane, et décident ensemble la création de cette alliance, qui à ses débuts, ne réunissait uniquement leurs deux nations. Au niveau idéologique, le « socialisme du XXI^{ème} siècle » a une forte influence sur cette nouvelle alliance, nous pouvons le distinguer à travers quatre fondements⁴¹, basés sur la déclaration commune du 14 décembre 2004, date de la création de l'ALBA.

« 1. Le commerce et l'investissement ne doivent pas être des fins en soi, mais des instruments pour arriver à un développement juste et durable, la réelle intégration latino-américaine et caribéenne *ne peut pas être la fille aveugle du marché*, et nullement une simple stratégie pour agrandir les marchés externes en stimulant le commerce. Pour y arriver, il est nécessaire

⁴⁰ H. Dietrich, *El Socialismo del Siglo XXI*, p. 75. <http://www.rebellion.org/docs/121968.pdf>, consulté le 16 septembre 2014.

⁴¹ F. Reis Melo, *ALBA: entre a aposta pela integração e a dependência do contexto político dos país membros*, *Boltem Meridiano* 47, Vol. 13, No. 132 (juillet-août 2012), pp. 24-30.

d'avoir une participation effective de l'État en tant que régulateur et coordinateur de l'activité économique.

4. Coopération et solidarité qui se présentent à travers les plans spéciaux pour les pays les moins développés de la région, ce qui inclut un plan continental contre l'analphabétisme, utilisant les technologies modernes qui furent testées au Venezuela; un plan latino-américain de traitement gratuit de la santé pour les citoyens en carences de tels services et un plan de bourses à caractère régional, dans les zones d'intérêts majeurs pour le développement économique et social.

9. Les investissements aux capitaux latino-américains dans la propre Amérique latine et les Caraïbes seront favorisés, avec l'objectif de *réduire la dépendance des pays de la région aux investisseurs étrangers*. Pour eux il sera créé, un fond latino-américain d'investissement, une banque de développement du sud, et la société de garanties de réciprocités latino- américaine.

11. Les mesures pour que les normes de propriété intellectuelle, qui en même temps protègent le patrimoine des pays latino-américains et caribéens face à la *voracité des entreprises transnationales*, ne doivent pas se convertir en un frein à la nécessaire coopération sur tous les terrains entre nos pays ».

Ces différents principes de l'ALBA reflètent les principales préoccupations des fondateurs de ce processus d'intégration régionale. Le premier article met en exergue le fait que le commerce ne doit pas être la base de cette intégration, mais place tout de même celui-ci comme étant une priorité, sous réserve de la régulation de l'État, placé au cœur du processus. Le quatrième article met en avant d'une part, un plan, un objectif fondateur, la lutte contre l'analphabétisme et un service gratuit de santé, et d'autre part la dimension continentale de ce projet. Le point 9 démontre une volonté d'émancipation et d'indépendance face aux forces de l'argent qui doivent se plier à un cadre définit par l'État. Il s'agit alors bien d'un renforcement de l'État face aux différentes influences extérieures. Il est également fait mention de la naissance future d'organismes étatiques et inter-étatiques pouvant réguler et non stopper les capitaux et influences externes. L'article 11 affiche la défiance, la perception négative des entreprises transnationales, pour ne pas dire occidentales, à travers le qualificatif fort de « voracité »⁴².

⁴² F. Reis Melo, *ALBA: entre a aposta pela integração e a dependência do contexto político dos país membros*, Boltetim Meridiano 47, Vol. 13, No. 132 (juillet-août 2012), pp. 24-30.

A travers ces principes fondateurs, nous pouvons clairement distinguer les partis-pris qui animent les deux présidents signataires de cette alternative. A commencer par un consensus entre Fidel Castro et Hugo Chavez, pour expliquer que le sous-développement régional est principalement dû au capitalisme et aux influences étrangères. Un tel consensus est relativement nouveau au Venezuela car c'est l'arrivée de Chavez qui a créé cette nouvelle perception du monde dans ce pays, contrairement à Cuba qui a déjà cette vision depuis 54 ans, à la signature de ces fondements. La volonté de construire ce « socialisme du XXIème siècle » signe, en ce qui concerne Cuba, une rupture avec le modèle qu'elle a adopté pendant plus d'un demi-siècle. Il s'agit d'une réelle remise en cause, d'une autocritique de son propre modèle, plus précisément d'une autocritique de Fidel Castro face à ce qu'il a fait et mis en place dans son pays, ce qui, à l'âge de 78 ans, reste impressionnant. La « patte » du leader castriste se discerne par l'éducation et la santé pour tous, choses mises en place à Cuba, et auxquelles il croit profondément. Il n'en reste pas moins que le pendant chaviste est fort, car venant d'un pays largement plus puissant que Cuba. Nous pouvons finalement y voir un équilibre entre un jeune président d'une nation pétrolière puissante face à un président ancien, déjà légendaire, mais à la tête d'un pays ayant une économie nettement inférieure. Quoi qu'il en soit l'ALBA se construit en s'appuyant sur l'Etat, le seul capable de contrôler et de réguler les flux économiques et par conséquent de faire respecter les intérêts du pays et du processus d'intégration régionale.

Cette alliance est également créée comme alternative à la Zone de Libre Echange des Amériques ZLEA⁴³, une alliance continentale de libre échange promue par les Etats-Unis. « L'ALBA est une alliance politique stratégique, qui a l'objectif historique fondamental d'unir les capacités et les forces des pays qui l'intègre, dans la perspective de produire les transformations structurelles et un système de relations nécessaire pour arriver au développement intégral requis pour la continuation de notre existence en tant que nations souveraines et justes »⁴⁴. Cette nouvelle alliance signée par Cuba marque un fort changement économique sur l'île, qui peut sortir petit-à-petit des années noires de la période spéciale grâce aux nouveaux accords économiques avec le Venezuela.

En novembre 2005 lors du sommet de l'Organisation des Etats Américains (OEA) dont Cuba est exclue à cause du veto étasunien, le président argentin Nestor Kirchner lance un

⁴³ <http://www.ftaa-alca.org/intprop/natleg/Usa/RIPTep6.asp>, consulté le 16 septembre 2014.

⁴⁴ <http://www.alianzabolivariana.org/modules.php?name=Content&pa=showpage&pid=2080>, consulté le 16 septembre 2014.

« No nos van a patotear ! »⁴⁵ à l'adresse des Etats-Unis et du Canada. Ces derniers souhaitaient ajouter à l'agenda du sommet des discussions pour la création de la ZELA. Ce discours enterra définitivement la ZELA et marqua une forte rupture entre les Etats-Unis et la grande majorité des pays latino-américains.

A Cuba la situation politique et diplomatique régionale devint de plus en plus favorable à l'île, qui trouva de nouveaux appuis. Dans ces circonstances, le projet de l'ALBA, changea de nom pour devenir l'Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique. Elle s'amplifia et vu tout d'abord la Bolivie rejoindre l'alliance en 2006, puis le Nicaragua en 2007, la Dominique et le Honduras en 2008, l'Equateur, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Antigua et Barbuda en 2009 et enfin Sainte Lucie en 2013. La plupart des îles participent à ce projet afin de pouvoir acheter le pétrole vénézuélien à un prix préférentiel, mais il n'en reste pas moins que le projet devient plus large et se transforme petit-à-petit en un bloc anti-impérialiste faisant face aux Etats-Unis.

Plutôt que de parler d'anti-impérialisme qui est surtout rhétorique, nous devrions parler de rupture avec le modèle prédominant. Cette volonté de rupture se veut à tous les niveaux, afin de se battre sur tout les « points d'entrée » de l'influence étasunienne dans la région. Nous pouvons observer, dans cette volonté de contrebalancer cette influence, un pan médiatique avec la création de Telesur. Une chaîne d'information continue qui revendique, tout comme Al-Jazeera, la promotion d'une vision différente des grandes chaînes occidentales. Il existe également la Radio del Sur et Alba tv qui fonctionne comme une plateforme d'échanges, alimentée par différents mouvements de gauche du continent. Ces différents médias promeuvent l'intégration régionale selon le modèle de l'ALBA, afin de regagner la souveraineté communicationnelle⁴⁶. Il est intéressant d'observer que Telesur n'est pas le seul fait de l'ALBA et des pays qui la compose. En effet le « Venezuela possède 41% du capital, l'Argentine 20%, Cuba 19%, l'Uruguay 10 % et la Bolivie 5%. L'Équateur et le Nicaragua soutiennent également la chaîne ainsi que le Brésil, malgré le fait que ce dernier développe son propre projet de télévision internationale « TV Brasil International »⁴⁷. Il est à

⁴⁵ <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=116604>, consulté le 16 septembre 2014.

⁴⁶ http://www.institutdesameriques.fr/repository/pages/ALBA-TCP_fran_ais_9.pdf, consulté le 16 septembre 2014.

⁴⁷ J. Grajales Lopez, N Madueño Haon, Y. Zhang, *Intégration régionale dans les Amériques*, SciencePo Paris. <http://www.sciencepo.fr/opalc/sites/sciencepo.fr/opalc/files/Telesur%20un%20entrepreneur%20d'int%C3%A9gration.pdf>, consulté le 16 septembre 2014.

relever que la Colombie et le Pérou, qui soutenaient initialement le projet, se sont retirés du fait de tensions diplomatiques avec le Venezuela. Le pan médiatique de l'ALBA, a donc logiquement intégré ses membres, mais a su aller au-delà en intégrant pleinement l'Uruguay et l'Argentine ainsi que dans une certaine mesure le Brésil, pays ne faisant pas partie de l'aventure bolivarienne.

Nous pouvons donc y voir un rapprochement entre le MERCOSUR et l'ALBA en ce qui concerne la création d'un média « latino », n'étant pas dépendant de capitaux occidentaux. A ce sujet, il est à relever que Telesur est un média étatique avec une ligne éditoriale correspondant à la ligne défendue par l'ALBA. Mais la propagande et les informations très orientées sont encore trop ouvertes pour le régime cubain qui censure Telesur. En effet, Telesur n'est pas une chaîne d'information continu sur l'île, mais certains de ses programmes sont diffusés l'après-midi et le soir regroupant diverses émissions.

Ces émissions sont très suivies à Cuba, particulièrement par les cubains politisés. Ces émissions m'ont beaucoup aidé à susciter le débat auprès des personnes que j'ai rencontré, et voir leurs réactions pendant ces émissions était très significatif de leur point de vue. J'ai pu constater que cette nouvelle chaîne représente pour eux une formidable ouverture sur le monde. En effet, les moyens de cette chaîne internationale sont beaucoup plus importants que ceux de la télévision cubaine. Il y a comme un vrai décalage entre des programmes organisés, minutés, ayant un montage ainsi qu'une charte graphique correspondant aux standards internationaux, qui font face à des programmes dignes du début des années 90' proposés par les chaînes cubaines. Néanmoins la vision du monde proposée par Telesur, très marquée à gauche par rapport aux autres chaînes internationales, est malgré tout plus neutre que les médias cubains. Les téléspectateurs cubains sont donc soumis à une double lecture : d'une part une nouvelle manière de voir le monde, d'autre part leurs sentiments anti-impérialistes se trouvent renforcés, car c'est le point de vue d'une chaîne internationale, ayant plus de légitimité que les médias cubains auxquels la population ne fait que peu confiance. Néanmoins cette chaîne est censurée sur l'île⁴⁸, le contenu diffusé sur l'île est préparé sur mesure en correspondance avec l'organisme de censure. Durant mon terrain, lorsque j'ai posé la question à plusieurs reprises à différents cubains s'ils se rendaient compte que Telesur était spécialement censuré pour leur pays, et que les programmes de la chaîne différaient de ceux proposés à l'ensemble du continent, j'ai essuyé de fortes critiques. Il est en effet

⁴⁸ <http://www.cubonet.org/CNews/y05/oct05/14a9.htm>, consulté le 16 septembre 2014.

inconcevable pour eux de penser que le régime va jusqu'à censurer cette chaîne internationale. J'ai donc plusieurs fois admis que je devais me tromper afin d'éviter le conflit avec mon ou mes interlocuteurs.

Les événements cités précédemment ont produit un changement pour Cuba. Un soutien extérieur nouveau qui a pallié à la chute de l'URSS, mais également une proposition de rénovation du modèle socialiste. Ce changement arrivant de l'extérieur modifie l'île, mais sur un temps long. L'entrée dans l'ALBA de l'île, projet adossé au « socialisme du XXI^{ème} siècle » permet surtout au régime d'ouvrir la porte à des modifications institutionnelles, des réformes qui, au lieu d'entrer en contradiction avec les anciennes manières de faire et par là même délégitimer le gouvernement, sont au contraire présentées comme des réformes novatrices qui font entrer Cuba de plein pied dans le nouveau millénaire. Les modifications entreprises progressivement sur le plan interne découlent et se légitiment donc en partie sur cette nouvelle philosophie. Cela permet donc un changement au niveau idéologique, mais également au niveau pratique car cette nouvelle alliance entraîne avec elle des modifications économiques et diplomatiques bien réelles même si celles-ci ne sont pas directement visibles pour le peuple cubain.

I.A.3 L'arrivée de Raul Castro au pouvoir

De ces changements externes ont donc finalement découlé des changements internes. Ils ont fini par voir le jour en grande partie grâce à l'arrivée du petit frère de Fidel, Raul Castro, suite à une maladie de son aîné. Ce nouveau dirigeant remplacé son frère de manière progressive, premièrement comme Président des Conseils d'Etat et des ministres en juillet 2006, puis il fut élu comme président le 24 février 2008 pour enfin devenir le premier secrétaire du parti communiste cubain le 19 avril 2011. Cette transition, qui s'est faite sur plusieurs années, a également eu lieu au sein de l'institution politique cubaine. En effet, Raul Castro n'ayant pas la même vision que son frère et il a progressivement placé ses hommes aux postes clés et exclus les personnalités ayant été mis en place par Fidel Castro. Cette lutte interne a duré plusieurs années, mais aujourd'hui le gouvernement de Raul Castro est en place et les changements que celui-ci veut apporter sont en cours de réalisation.

Après toutes ses années, un réel changement au sein de l'appareil politique cubain a enfin vu le jour. Ce changement à la tête du pouvoir cubain peut paraître minime du fait qu'il s'agit du frère de Fidel Castro, que les deux hommes ont eu le même parcours de vie, frères d'armes depuis leur plus jeune âge, et une vie côte à côte durant laquelle ils ont toujours travaillé de concert ne rendant jamais leurs différents publics. Contrairement à ce que pourraient laisser croire ces similitudes, leurs représentations concernant le chemin que doit prendre Cuba diffèrent fortement. Fidel Castro, tenant d'une ligne à suivre basée en grande partie sur l'idéologie s'est fait remplacer par une personnalité ayant un esprit avant tout pratique⁴⁹, également influencé par sa fonction de ministre de la défense, place qu'il a occupé durant plus de quarante ans. Dès son arrivée Raul Castro a progressivement insufflé un changement dans les décisions politiques prises sur l'île. Des décisions qu'il ne faut pas évaluer selon nos représentations occidentales, mais qu'il faut replacer dans le contexte cubain de la fin des années 2000.

Lorsque Fidel Castro cède les rennes du pays à son frère, les institutions, mis à part l'armée, sont aux mains des hommes de confiance du Leader Maximo. Mais dès le premier discours du successeur, le changement de ton entre les deux frères est perceptible, l'amorce du changement a sonné. Pour le nouvel homme fort du pays, un mouvement pour l'île est à

⁴⁹ M.-L. Geoffray, S. Testa, *De la révolution à la réforme : Cuba par-delà les polémiques idéologiques*, Cahiers d'Amérique latines, 2009, vol. 57-58, pp. 17-30.

développer et à imposer, car les forces conservatrices en place, qui ont toujours suivis la ligne définie par Fidel, n'ont brillé, au cours de leur carrière, qu'à travers l'immobilisme. Dans ces conditions, une lutte de pouvoir interne au sein des très opaques instances dirigeantes cubaines à eu lieu.

Premièrement Raul dû s'assurer de prendre la tête du pays de manière définitive, son frère ayant laissé la porte ouverte à un potentiel retour jusqu'au 17 décembre 2007, date où une lettre fût lue à la télévision annonçant qu'il se retirait définitivement du pouvoir⁵⁰. Deuxièmement l'appareil d'Etat dû être rénové afin de permettre à Raul de placer des hommes de confiance qui n'iraient pas contre lui à la place des hommes de Fidel. Ce processus de remplacement n'a pas été sans dommages, car plusieurs personnalités ayant dédié leur vie à la révolution ont considéré qu'ils avaient une légitimité à rester à leur poste. L'éviction de certains hauts placés se produisit à travers un scandale d'Etat, comme par exemple le potentiel numéro 1 du régime si Fidel Castro venait à disparaître, Carlos Lage, Vice-Président du Conseil d'Etat⁵¹, ainsi que Pérez Roque ministre des affaires étrangère furent destitués par Raul Castro au printemps 2009⁵². Le gouvernement cubain rendit public aux membres du parti communiste un enregistrement⁵³ où les deux hommes critiquaient ouvertement, au cours d'une soirée, les frères Castro⁵⁴. Cette manœuvre sans précédents permit à Raul d'asseoir son autorité, le président de la banque centrale Francisco Soberón fut également démit de ses fonctions au mois de juin 2009, ce qui signait l'éviction définitive des trois hommes que Fidel Castro avait désignés en juin 2006 comme les superviseurs des secteurs stratégiques de l'île⁵⁵. Les hommes mis en place par Fidel Castro, avec leur idéologie proche de celui-ci et chantre de l'immobilisme, furent donc évincés, et surtout remplacés par des personnalités issues des Forces Armées (FAR), secteur au main de Raul depuis plus de quarante ans.

⁵⁰ <http://www.lefigaro.fr/international/2007/12/18/01003-20071218ARTFIG00246-castro-ne-veut-plus-saccrocher-au-pouvoir.php>, consulté le 16 septembre 2014.

⁵¹ J.-P. Clerc, *Fidel Castro une vie*, éditions l'Archipel, décembre 2012, p. 303.

⁵² <http://www.courrierinternational.com/article/2009/03/03/chez-les-castro-raul-fait-le-menage>, consulté le 16 septembre 2014.

⁵³ http://elpais.com/diario/2009/05/23/internacional/1243029605_850215.html, consulté le 16 septembre 2014.

⁵⁴ <http://aquevedo.wordpress.com/2009/06/28/cuba-la-destitucion-de-lage-y-prez-roque-y-los-conflictos-en-el-bloque-en-el-poder/>, consulté le 16 septembre 2014.

⁵⁵ J.-P. Clerc, *Fidel Castro une vie*, éditions l'Archipel, décembre 2012, p. 303.

En ce qui concerne l'investissement cubain, celui-ci est depuis de longues années aux mains de ceux-ci⁵⁶. En effet, lorsque l'URSS s'est effondrée et que Cuba est entré dans la période spéciale, les forces armées ont dû faire face à de brusques coupes budgétaires. En effet, l'année 1994 est marquée par l'adoption d'une nouvelle loi stipulant que « dès lors les forces armées doivent subvenir à leurs besoins⁵⁷ ». Auparavant une modification de la constitution avait eu lieu en juillet 1992, autorisant l'introduction de capitaux étrangers sur l'île, ceci afin de développer l'économie, mais selon des modalités d'entreprises a capitaux mixtes où l'Etat cubain garde la majorité des parts de celles-ci⁵⁸. Cette arrivée de capitaux extérieurs a permis à l'Etat cubain d'effectuer ses premiers investissements, principalement dans la création d'infrastructures touristiques, détenus, au sein de l'appareil d'Etat cubain, par les forces armées. Les investissements sur l'île se sont retrouvés, dans leur grande majorité, au mains des forces armées, qui sont considérées comme plus fiables, moins corrompues et nouvellement organisées par une nouvelle génération d'officiers ayant fait des études au sein des grandes écoles de management européennes. Le choix de déléguer cette place importante aux FAR est également dû à leur loyauté⁵⁹ forte au régime ainsi qu'à leur chef Raul Castro qui a réellement construit dans son ensemble l'institution, devenue la colonne vertébrale du régime⁶⁰, durant près d'un demi-siècle.

L'arrivée de Raul Castro au pouvoir entraînant avec lui les forces armées révolutionnaires a grandement favorisé les réformes. Lors de son premier discours le 26 juillet 2006, Raul Castro signe un fort changement de ton par rapport à celui de son frère. Il annonce des réformes, mais surtout il décriminalise la société cubaine admettant qu'il est très difficile de vivre à Cuba pour la majorité de ses concitoyens et indirectement il légitime ce que nous pourrions appeler « le système D », omniprésent sur l'île. Cet esprit pratique qui anime Raul cherche à modifier la législation, les conditions de vies du peuple cubain et les infrastructures avec un objectif réaliste, quitte à délaissier certains dogmes communistes. C'est cette vision qui marquera l'ensemble des décisions futures ainsi qu'un tournant majeur pour le pays. Les

⁵⁶ J.-M. Caroit, *Les militaires contrôlent le noyau dur de l'économie cubaine*, Le Monde, 9 août 2006. http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2006/08/08/a-cuba-les-militaires-controlent-le-noyau-dur-de-l-economie_801859_3222.html, consulté le 16 septembre 2014.

⁵⁷ *Idem*.

⁵⁸ A. Vega, *Cuba, El Socialismo y Sus Exodos*, Palibrio, 2013, p. 443.

⁵⁹ <http://www.utexas.edu/lbj/faculty/busby/wp-content/uploads/cubanmilenglish.pdf>, consulté le 16 septembre 2014.

⁶⁰ J. Roy, *Cuba : transición, sucesión, seguridad – contexto de la actuación europea*, University of Miami, p. 21. [http://www6.miami.edu/eucenter/publications/RoyCuseg10_081229SpecialEdi_\(2\).pdf](http://www6.miami.edu/eucenter/publications/RoyCuseg10_081229SpecialEdi_(2).pdf), consulté le 16 septembre 2014.

représentations des décideurs sont modifiées, la sclérose qui s'était emparée de l'ensemble de la société laisse timidement place à de nouvelles idées et à des décisions plus audacieuses. Ils n'en reste pas moins que toutes les strates de la population sont empreintes par les décennies de « fidelisme », et les représentations de la population comme celles des décideurs sont comme tiraillées entre le nouveau et l'ancien Cuba. La peur de « dépasser les bornes » reste très présente même si des espaces de liberté s'ouvrent progressivement.

I.B Entre préparation et incitation à la fin de l’embargo

I.B.1 Les principales réformes et leur incidence sur le pays

Le couronnement du nouveau dirigeant se fait le 19 avril 2011⁶¹, lors du VI^{ème} congrès du Parti Communiste Cubain (PCC). Cela faisait près de cinq ans que Raul était de fait à la tête du pays, mais ce n’est que lors de cet événement que son statut de chef du pays est devenu totalement officiel. Lors de ce congrès, qui eût lieu 14 ans après le précédent, la nouvelle ligne politique est adoptée, reflétant la volonté de Raul, mais également une certaine volonté populaire. En effet, cette adoption a fait suite à des discussions concernant la nouvelle ligne politique dans tout le pays, plus de huit millions de cubains y ont participé selon les autorités nationales⁶². Il faut souligner que ces discussions se sont déroulées dans un cadre institutionnel et que par conséquent la liberté de parole est très relative voir quasi inexistante⁶³, mais formuler de nouvelles suggestions constructives ne serait-ce que minime est un grand changement pour une population totalement muselée durant des décennies. Il est à relever que les différences, entre le projet de texte proposé au mois de novembre 2010⁶⁴ avant les discussions populaires et le texte final⁶⁵ adopté lors du congrès, sont très faibles. Ces discussions ont néanmoins ouvert un nouvel espace, rendu la critique possible, mais surtout offert à Raul Castro une légitimité accrue, tant face aux tenants de l’immobilisme que face au peuple.

Cette « actualisation » du modèle cubain, selon la terminologie officielle⁶⁶, vise à promouvoir l’investissement étranger, encourager l’entrepreneuriat des *cuentaspropistas*⁶⁷,

⁶¹ <http://www.latinreporters.com/cubapol20042011cq.html>, consulté le 16 septembre 2014.

⁶² <http://www.juventudrebelde.cu/cuba/2011-04-16/mas-de-ocho-millones-de-cubanos-discutieron-los-lineamientos-de-la-politica-economica-y-social-del-partido-y-la-revolucion/>, consulté le 16 septembre 2014.

⁶³ <http://blog.lefigaro.fr/amerique-latine/2011/02/les-cubains-dubitatifs-face-aux-reformes-economiques.html>, consulté le 16 septembre 2014.

⁶⁴ VI Congreso del Partido Comunista de Cuba, *Lineamientos de la Política Económica y Social del Partido y la Revolución*, Projet.

<http://www.latinreporters.com/cubaVIcongresoPCproyecto.pdf>, consulté le 16 septembre 2014.

⁶⁵ VI Congreso del Partido Comunista de Cuba, *Lineamientos de la Política Económica y Social del Partido y la Revolución*, publié le 18 avril 2011.

<http://www.latinreporters.com/cuba6eCongresPCCDirectivesDefinitives.pdf>, consulté le 16 septembre 2014.

⁶⁶ <http://www.elmundo.es/america/2011/04/19/cuba/1303169765.html>, consulté le 16 septembre 2014.

⁶⁷ http://www.alternatives-economiques.fr/les-cuentapropistas-2c-la-micro-ent_fr_art_1186_62395.html, consulté le 16 septembre 2014.

Cuentaspropistas, littéralement comptes propres. Il s’agit des petits artisans développant une activité capitaliste

permettre aux paysans de cultiver une partie de leur terre pour leur propre compte⁶⁸ ou encore favoriser les investissements à court, moyen et long terme. La nouvelle feuille de route compte 291 points qui, de manière générale, ouvrent le pays sur l'économie que nous pouvons appeler capitaliste, mais ceci à une petite échelle et surtout extrêmement régulé. Cela signe néanmoins un basculement fort pour le pays qui découvre ce capitalisme tant honni, maintenant autorisé et favorisé. La méconnaissance de cette « philosophie » capitaliste par les cubains est très intéressante à observer, car après tant d'années à être infantilisés par un système paternaliste à l'extrême, ils ont de réelles difficultés à comprendre et surtout à mettre en œuvre cette nouvelle liberté entrepreneuriale. Les nouveaux entrepreneurs sont souvent désemparés face aux décisions qu'ils doivent prendre, choses qu'ils n'ont pas dû faire pendant une vie entière. Nous pourrions mettre cette capacité en relation avec l'âge, mais il est étonnant de voir des personnes retraitées monter des affaires florissantes et des personnes relativement jeunes éprouver des fortes difficultés face à ce nouveau défi. Il faut également ajouter que les cubains ayant les capacités financières pour se lancer à leur compte ont dans leur quasi totalité de la famille à l'étranger qui finance les fonds permettant l'ouverture de ces business.

La libéralisation de l'économie touche également l'immobilier, la réforme de l'habitation s'est faite par décret le 7 novembre 2011⁶⁹. Cette nouvelle loi 288, permet aux cubains de vendre leurs biens immobiliers⁷⁰. C'est un changement structurel majeur pour la population qui devient réellement propriétaire de l'endroit qu'elle habite. En effet, jusqu'alors le patrimoine immobilier de l'île appartenait à l'Etat et l'unique moyen de déménager passait par le système de la *permuta*⁷¹, qui consistait à permuter son bien avec celui de quelqu'un d'autre. Il y avait presque toujours des dessous de table formellement interdits qui accompagnaient ces échanges. La grande nouveauté pour la population est qu'aujourd'hui elle est totalement propriétaire. Ceci a généré un boom de l'immobilier⁷² sur l'île qui découvre ce nouveau marché, mais les prix sont très faibles par rapport aux prix du marché dans les

⁶⁸ J. Mixhe, *L'alternative au modèle socialiste cubain actuel : des Lineamentos du VIe Congrès du Parti aux perspectives d'intensifications des relations avec l'Union Européenne*, Etudes Caribéennes, No 23, décembre 2012.

⁶⁹ <http://www.radiorebelde.cu/noticia/decreto-ley-288-elimina-prohibiciones-vivienda-cubana-20111107/>, consulté le 16 septembre 2014.

⁷⁰ *Idem*.

⁷¹ R. Núñez Fernández, *La permuta : an effective instrument for housing transactions in Cuba*, Institute for Housing and Urban Development Studies, No. 19, 2008.






⁷² <http://www.idealista.com/news/inmobiliario/internacional/2012/06/04/460995-la-venta-de-casas-en-cuba-se-dispara-por-la-nueva-ley-de-vivienda>, consulté le 16 septembre 2014.

capitales mondiales. En effet, un appartement de plus de 100 mètres carré dans le centre historique de La Havane coûte environ 10'000 dollars.

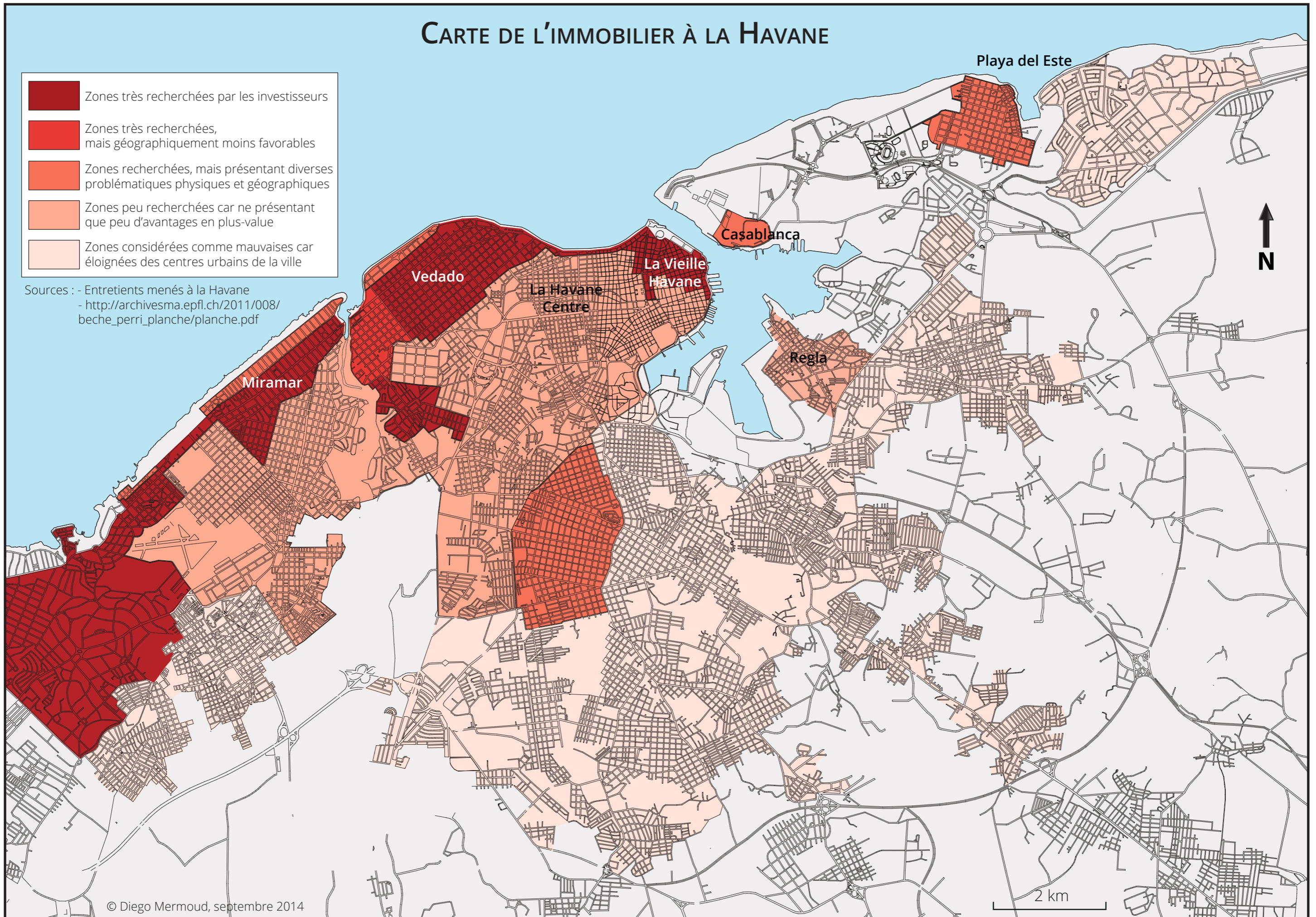
Au cours de mon terrain de recherche j'ai étudié ce phénomène et eu un grand nombre de discussions avec de nouveaux entrepreneurs de l'immobilier. J'ai dressé, ci-après, une carte du prix de l'immobilier par quartier dans la ville de la Havane. Il est très difficile d'articuler un prix au mètre carré car la valeur des biens varient fortement en fonction de l'état dans lequel celui-ci se trouve, une grande partie de la ville étant actuellement au bord de la ruine. Néanmoins, comme dans toute ville, il existe des secteurs plus chers que d'autres. Ces évaluations se basent sur des témoignages que j'ai recueilli auprès de personnes impliquées dans des transactions immobilières, elles regroupent plusieurs facteurs. Premièrement la spéculation. Cela veut dire les zones où, selon les représentations des acteurs, le prix va fortement monter, dans le cas où la diaspora cubaine souhaiterait investir dans une résidence secondaire, ou si les touristes pourraient, dans le futur, acheter un bien immobilier, ce qui, aujourd'hui est formellement interdit. Deuxièmement l'état général du bien en lui-même, mais l'état général de l'immeuble a également une forte influence, car un magnifique appartement rénové dans un immeuble au bord de l'effondrement⁷³ voit sa valeur grandement baisser. Troisièmement la proximité avec la mer, car le sel étant corrosif, les immeubles faisant face à la mer sont considérés comme étant à risque dans leur structure physique.

⁷³ http://www.desdecuba.com/sin_evasion/?p=1937

CARTE DE L'IMMOBILIER À LA HAVANE

-  Zones très recherchées par les investisseurs
-  Zones très recherchées, mais géographiquement moins favorables
-  Zones recherchées, mais présentant diverses problématiques physiques et géographiques
-  Zones peu recherchées car ne présentant que peu d'avantages en plus-value
-  Zones considérées comme mauvaises car éloignées des centres urbains de la ville

Sources : - Entretiens menés à la Havane
- http://archivesma.epfl.ch/2011/008/beche_perri_planche/planche.pdf



En outre de cette ouverture économique interne et externe, une loi plus récente, datant du 14 janvier 2013, offre la possibilité aux cubains de sortir du pays sans restriction⁷⁴. Auparavant, le régime s'était toujours gardé le droit d'autoriser ou pas les citoyens à quitter leur pays. Ce processus d'autorisation passait par l'obtention pour tout voyageur de la fameuse *carta blanca* ou *tarjeta blanca*, qui était simplement un laissez-passer délivré selon des modalités obscures. Cela voulait dire que le gouvernement se laissait le droit d'interdire à quiconque de quitter le territoire national, et ce sans formuler de raisons. En réalité le motif d'interdiction était défendu par le régime, comme un outil permettant de lutter contre « la fuite des cerveaux ». Il est vrai que Cuba décerne de très bonnes formations à un prix dérisoires et que, ayant de grandes difficultés financières, le pays ne souhaitait pas financer, par exemple, la formation des médecins opérants aux Etats-Unis. Néanmoins ces cartes blanches délivrées à discrétion, permettaient également de faire pression sur les opposants politiques et servait d'épée de Damoclès et d'outil de domination sur toute la population. Le choix de Raul Castro⁷⁵ de supprimer cette carte blanche signe une profonde modification dans la relation entre le gouvernement et son peuple. En effet, les problématiques liées à la sortie du pays sont repoussées vers l'obtention du visa du pays d'accueil, chose qui était déjà le cas, mais le mécontentement est maintenant donc redirigé vers les institutions consulaires des pays étrangers. Il est à préciser que l'obtention du passeport conserve des restrictions pour les « cerveaux », les sportifs de haut niveau ou encore les opposants politiques qui peuvent se voir refuser l'obtention d'un passeport. Les restrictions sont donc aujourd'hui plus faibles car une fois le passeport obtenu rien ne peut empêcher le citoyen de voyager, mais celles-ci ne sont tout de même pas totalement supprimées⁷⁶.

Actuellement la combinaison de la loi permettant de vendre sa maison et la suppression de la carte blanche pousse beaucoup de cubains à vendre leurs biens afin de pouvoir financer leur départ de l'île. Ce processus, existant maintenant depuis une année, pousse le marché de l'immobilier vers le bas, car une grande proportion de la population souhaite vendre mais le nombre d'acheteur est restreint. En effet, sans argent venu de l'extérieur il est parfaitement impossible pour un cubain d'acquérir un bien, les acheteurs devant obligatoirement être cubains et résidents de l'île. A de rares exceptions, seule la

⁷⁴ http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2012/10/16/cuba-elimine-le-permis-de-sortie-pour-les-voyages-a-l-etranger_1775938_3222.html, consulté le 16 septembre 2014.

⁷⁵ http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2012/10/16/cuba-elimine-le-permis-de-sortie-pour-les-voyages-a-l-etranger_1775938_3222.html, consulté le 16 septembre 2014.

⁷⁶ <http://www.dw.de/cuba-libre-de-voyager/a-16519661>, consulté le 16 septembre 2014.

diaspora investi, à bon compte, généralement à travers leurs liens de parenté, mais cela reste toutefois très insuffisant pour répondre à l'offre.

Cependant le processus découlant de la compatibilité de ces deux nouvelles lois est plus complexe, car il offre réellement une mobilité accrue pour la population cubaine avec l'extérieur et principalement avec la Floride toute proche. Nous assistons aujourd'hui à un rapprochement structurel entre les deux rives du détroit de Floride, car si auparavant l'immense majorité des départs étaient définitifs, les nouvelles disposition de la loi d'émigration entrée en vigueur le 14 janvier 2013 permettent aux résidents cubains de quitter le pays durant 24 mois sans perdre leur résidence officielle sur l'île⁷⁷. De plus, les cubains ayant émigrés peuvent maintenant demander à revenir vivre sur l'île, chose qui était totalement interdite pendant des décennies. Les cubains ayant quitté l'île étaient jusque là considérés d'une certaine manière comme des traîtres à la nation.

Dans ces conditions, un mouvement de va et vient entre Cuba et la Floride se met progressivement en place. Les personnes âgées vivant sur l'île se rendent dans leur famille aux Etats-Unis afin de s'occuper de tâches familiales telles que la garde des enfants ou autre, ceci en bénéficiant de l'autorisation de séjour que permettent les lois d'immigrations étasuniennes favorables aux cubains. Et ces familles peuvent passer leurs vacances, voire les vacances d'été pour les enfants, sur l'île et sous la garde des grands-parents et de la famille. Tout ceci en améliorant, en rénovant la maison familiale et en aidant les entrepreneurs familiaux à lancer leur affaire. Ces récentes réformes vont donc progressivement « télescoper » la population de l'île avec la proche diaspora. Les lois favorables aux migrant cubains adoptées aux Etats-Unis en 1966 sous le nom de Cuban Adjustment Act, permettent aux cubains arrivés au pays de l'Oncle Sam, d'obtenir un permis de séjour presque automatiquement. Dès lors, si les autorités cubaines ouvrent progressivement les frontières, les lois migratoires étasuniennes ne seront pas adaptées à cette nouvelle réalité⁷⁸. Néanmoins une modification de celles-ci sera lente car le lobbysme d'organisations défendant les intérêts de la communauté cubaine, tel que la Cuban American National Fondation (CANF), ainsi que les blocages au sein de l'appareil législatif, seront de lourds obstacles. Nous sommes, quoi qu'il en soit, à l'heure d'aujourd'hui, dans une dynamique de hausse de l'immigration cubaine

⁷⁷ <http://www.24horas.cl/internacional/cuba-elimina-carta-blanca-que-los-ciudadanos-necesitan-para-salir-de-la-isla-351104>, consulté le 16 septembre 2014.

⁷⁸ http://www.huffingtonpost.com/arturo-lopez-levy/now-it-is-not-the-time-to_b_3518237.html, consulté le 16 septembre 2014.

vers les Etats-Unis, 14'362 visas délivrés en 2012 et 29'927 en 2013⁷⁹. Ce mouvement devrait perdurer, même si celui-ci devrait quelque peu s'équilibrer avec l'augmentation des visites de la diaspora sur l'île.

I.B.2 La dialectique interne et externe des réformes

Les différentes réformes mises en œuvre actuellement ont une incidence directe sur le pays et la population. Néanmoins ces nouvelles législations ont une portée plus large car elles influencent les relations de Cuba avec l'étranger. Comme nous l'avons vu précédemment, les réformes concernent Cuba, le territoire national, et dans une moindre mesure la relation entre la diaspora cubaine et sa terre d'origine. Néanmoins la nouvelle ligne politique adoptée et son cortège de lois qui l'accompagne ont une incidence externe bien comprise par les décideurs cubains. La configuration du pays face à l'étranger, découlant de son histoire tumultueuse, entraîne une incidence externe et ce, à plusieurs niveaux.

La première touchée par les réformes internes, au-delà de la population cubaine, est la diaspora cubaine. En effet, celle-ci a presque toujours les yeux tournés vers sa terre d'origine, ce regard est particulier car il regroupe plusieurs sentiments ou émotions contradictoires. Un mélange de colère, de tristesse mais également de nostalgie, une envie de retour vers sa terre natale, ainsi qu'une certaine admiration pour les cubains restés au pays. Cette combinaison d'amour-haine varie fortement selon les opinions politiques, la génération ou encore l'époque, les raisons ou encore les conditions qui marquèrent l'exil. Quoi qu'il en soit cette population a un besoin marqué de renouer avec sa terre d'origine, même si le retour définitif n'est que très peu envisagé par celle-ci⁸⁰. Ce besoin de rester en contact avec ses racines, suscite principalement deux objectifs chez la diaspora d'aujourd'hui : se rendre sur l'île en vacances de manière régulière et savoir sa famille restée sur l'île en bonne conditions économiques. Ces deux points ont été parfaitement compris par le régime, qui indirectement, à travers les réformes internes, donne satisfaction aux volontés de la diaspora, en particulier celle vivant aux Etats-Unis.

⁷⁹ <http://www.reuters.com/article/2014/01/09/us-cuba-usa-idUSBREA0810J20140109>, consulté le 16 septembre 2014.

⁸⁰ Entretiens réalisés entre 2012 et 2014 à Miami, en France et en Suisse.

L'extension à 24 mois du temps permit hors du pays ne modifiant en rien le statut de résident, tout comme les droits allant de pair, offre maintenant de nouvelles perspectives à la diaspora, particulièrement en ce qui concerne l'investissement. L'autorisation de vendre sa maison a une double, voire triple optique de la part du régime. La première est simplement de favoriser l'investissement de la diaspora dans des bien immobiliers, et donc d'augmenter les investissements directs sur l'île et ce à travers la famille. Mais cela peut également pousser une partie de la diaspora à investir directement pour son propre compte, en faisant les démarches permettant de retrouver son statut de résident sur l'île. Ce nouvel encrage direct de la diaspora favorisera naturellement la venue régulière de celle-ci afin de profiter de son bien, nouvellement acquis, et augmentera donc le tourisme cubain à Cuba et part là même l'entrée de devises dans le pays.

Nous pouvons également voir dans cette loi, la fin, de fait, des vellétés de récupération de leur bien, de la diaspora s'étant exilé lors de l'arrivée des révolutionnaires au pouvoir. Le différent concerne 7'000 cas, relevés par la « Foreign Claims Settlement Commission (FCSC) »⁸¹ une agence dépendante du Département d'Etat étasunien, pour une valeur estimée à 6 milliards⁸² de dollars. Sans entrer dans les détails de cette problématique qui a longtemps été un sujet de discorde entre la diaspora et Cuba, avec pour intermédiaire le gouvernement des Etats-Unis représentant les intérêts de ses citoyens ayant été spoliés, la situation devrait se résoudre avec un dédommagement directe de l'Etat cubains aux personnes concernées selon des modalités qui reste à définir⁸³.

Quoi qu'il en soit, ces décisions qui permettent, voire encouragent, la diaspora à investir et à se rendre sur l'île, ouvrent la voie à une certaine réconciliation. Une réconciliation d'un peuple, de familles parfois déchirées qui peuvent envisager nouvellement un avenir commun. Ce processus a actuellement, et aura plus encore dans le futur, un effet sur l'opinion public de la diaspora cubaine poussant dans le sens d'un rapprochement avec l'île. Nous verrons par la suite plus précisément ce qu'il en est au sein de la communauté cubaine vivant aux Etats-Unis, mais de manière générale, l'extrémisme anticastriste qui dominait

⁸¹ Pourrait être traduit par : Commission des réclamations étrangères

⁸² A. Zamora, *The impact of Cuba's New Real Estate Laws on the island and the diaspora*, Cuba in Transition : Volume 22 (août 2012), pp. 208-211.

⁸³ *Idem*.

pendant plusieurs années est en déclin. La majorité de la jeunesse et des migrants économiques souhaitent une normalisation avec leur pays d'origine, non par convergence politique mais plutôt par lassitude de ces années de conflits et d'interdictions. Cette volonté, qui s'affirme progressivement au sein de la communauté cubaine, aura comme conséquence un certain relâchement de la pression faite par celle-ci sur les autorités étasuniennes, ainsi qu'un affaiblissement des lobbyistes tenants d'une ligne dur avec le régime castriste. Cette ouverture du pays a donc une incidence, très indirecte, sur la politique des Etats-Unis à l'égard de l'île.

Au delà des Etats-Unis, les réformes ont aussi une incidence sur l'Amérique latine et la région des Caraïbes. Car les réformes modifient quelque peu les relations qu'entretient Cuba avec les pays du continent, et remettent en cause la certaine exclusivité qu'entretenait le pays avec le Venezuela et les pays composant l'ALBA. A nouveau il nous faut distinguer les visions à ce sujet des deux frères Castro, Fidel a été l'artisan de nouvelles relations fortes et très marquées à gauche alors que son frère a une vision plus englobante et souhaite nouer des relations avec un large panel de pays, en ne se fondant pas uniquement sur l'orientation politique.

Au-delà de cette différence quant aux représentations concernant l'intérêt national cubain, il nous faut également relever une réalité qui a entraîné le régime sur ce nouveau chemin : la maladie, puis la mort d'Hugo Chavez. Cet événement a rendu la relation entre les deux pays plus précaire malgré le fait que le nouveau président vénézuélien Nicolas Maduro soit un ardent défenseur de la cause cubaine. Celui-ci ayant fait une partie de ses études à la Havane⁸⁴, certains pensent que sa nomination est un choix direct du régime cubain⁸⁵, mais sa faible victoire avec 50,75% des voix⁸⁶ face au candidat de la droite Henrique Capriles met en péril le maintien d'un gouvernement de gauche au pouvoir à long terme. En cas de basculement à droite du Venezuela, Cuba peut s'attendre à une baisse drastique des livraisons de pétrole ainsi que la révocation des accords qui lui sont favorables et peut-être retomber dans un marasme économique comparable à celui qui marqua la chute de l'URSS. Dans ces

⁸⁴ http://internacional.elpais.com/internacional/2014/03/28/actualidad/1396026665_272257.html, consulté le 16 septembre 2014.

⁸⁵ <http://www.france24.com/fr/20130411-nicolas-maduro-venezuela-election-presidentielle-apres-chavez-henrique-capriles/>, consulté le 16 septembre 2014.

⁸⁶ http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/04/15/venezuela-capriles-denonce-la-volonte-de-changer-le-choix-exprime-par-le-peuple_3159632_3222.html, consulté le 16 septembre 2014.

conditions, le Venezuela n'étant plus un partenaire fiable, la nécessité de diversifier les dépendances du pays s'est révélée indispensable.

Cuba s'est donc adaptée à cette réalité à travers ses réformes, en particulier avec l'ouverture à l'investissement étranger. La lecture de la nouvelle politique économique du pays doit intégrer ces intérêts multi-scalaires. Les objectifs des réformes répondent généralement à plusieurs problématiques à la fois, et elle ont été pensées pour répondre aux problématiques locales, régionales et globales qui touchent le pays. Ces réformes répondent donc à une multiplicité de problématiques et d'enjeux, toutefois l'objectif central pour le régime reste, son maintien au pouvoir.

I.B.3 Le maintien du pouvoir et la gestion du « timing »

Le régime castriste a su montrer à travers le temps, que ses capacités à se maintenir au pouvoir sont exceptionnelles aux vues des difficultés que le pays a traversé. Nous pouvons y voir un respect à la lettre des conseils faits par Machiavel dans *le Prince* :

« Quiconque, dans une principauté nouvelle, jugera qu'il lui est nécessaire de s'assurer contre ses ennemis, de se faire des amis, de vaincre par force ou par ruse, de se faire aimer et craindre des peuples, suivre et respecter par les soldats, de détruire ceux qui peuvent et doivent lui nuire, de remplacer les anciennes institutions par de nouvelles, d'être à la fois sévère et gracieux, magnanime et libéral, de former une milice nouvelle et dissoudre l'ancienne, de ménager l'amitié des rois et des princes, de telle manière que tous doivent aimer à l'obliger et craindre de lui faire injure »⁸⁷. Ces principes énoncés par Machiavel comme devant être respectés pour se maintenir au pouvoir ont été parfaitement mis en œuvre par Fidel Castro.

Même si tous les points soulevés sont forts pertinents et qu'il serait intéressant d'étudier plus en profondeur comment le régime cubain les a utilisés, nous allons nous focaliser sur un seul : se faire aimer et craindre des peuples. Ce point est particulièrement relevant, car il met en lumière la dualité des sentiments qui habitent le peuple cubain lorsque l'on aborde le thème de leur chef légendaire. La crainte est telle, qu'il n'est que très rarement

⁸⁷ N. Machiavel, *Le Prince et autres textes*, 1515, Union générale d'Éditions, Paris, 1962, pp. 34-35.

cité, ou énoncé par un simple "il" ou "lui". Le signe de quelqu'un qui se touche la barbe remplace son nom dans l'immense majorité des discussions, tout comme son frère pour qui le signe est la moustache.

Néanmoins comme le relevait un de mes interlocuteurs lors d'une interview, aucun grand rassemblement n'a été convoqué sur l'immense place de la Révolution de la Havane depuis que Fidel s'est retiré. La raison est simple, une manifestation sans Fidel Castro ne mobiliserait pas. Et ce malgré les pressions en tout genre que le régime peut utiliser pour mobiliser les foules. Cela veut dire que le régime, sans Fidel à sa tête, n'inspire pas la même crainte, ni le même amour. Raul Castro ne peut donc pas utiliser les mêmes recettes que son frère, sa poigne sur la population est plus faible, ce qui l'oblige à modifier le pays par les réformes afin que la situation lui permette de se maintenir au pouvoir. Cette raison sine qua non pour rester à la tête du pays est un facteur prépondérant dans la construction et les objectifs que poursuivent les réformes.

C'est dans cet état d'esprit qu'il faut également appréhender le sens de ces réformes, qui de manière générale répondent aux attentes de la population, même si elles portent avec elles un effet clivant. L'arrivée de clivage que nous pourrions qualifier de légitimes, ou tout du moins ne pouvant pas être qualifié de contre-révolutionnaire par le régime, est quelque chose de nouveau sur l'île. Ce qualificatif de contre-révolutionnaire a longtemps permis d'emprisonner ou de faire pression sur les individus qui ne suivaient pas totalement la ligne décidée par le régime. Cela s'inscrit dans la vision de Fidel Castro définit lors de son discours aux intellectuels de 1961 : « Dentro de la Revolución todo ; contra la Revolución, ningún derecho »⁸⁸. Cette politique reposant sur une dichotomie du bien contre le mal, où le mal contre-révolutionnaire a annihilé toute opposition et critique.

A contrario, les réformes mises en place par Raul Castro ouvre la porte à des critiques et à l'apparition de nouveaux clivages, ceci du fait que les différents courants respectent le cadre initialement fixé par le régime. Ces nouveaux clivages appartiennent à un mouvement plus large appelé « Nouvelle gauche » qui rassemble dans ses rangs une multiplicité de courant à Cuba et à l'étranger. Le premier clivage qui apparaît face à ces changements est économique, il oppose les tenants d'une ouverture plus forte face à ceux, conservateurs, qui ne voudrait pas voir de si grandes modifications. Le second clivage, qui s'inscrit également dans

⁸⁸ <http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1961/esp/f300661e.html>, consulté le 16 septembre 2014.
Traduction : Dans la Révolution tout, hors de la Révolution aucun droit.

les réformes mises en place récemment, oppose un courant « libéral » défendant des droits individuels renforcés notamment civils et politiques, contre les tenants d'une vision axée sur l'égalitarisme privilégiant les droits à une vie digne, à un logement, à un travail et à des services sociaux de base en terme de santé et d'éducation⁸⁹. Le troisième clivage concerne la politique, une large partie de la « nouvelle » gauche soutient le droit à la création de syndicats, d'associations et souhaitent une démocratie plus directe et représentative, alors qu'une minorité considère que la démocratie telle qu'elle existe dans le monde a échoué. Ce mouvement s'apparente aux mouvements Occupy et des indignés⁹⁰.

Ces différents clivages nés des réformes de Raul Castro, s'inscrivant cependant tous très à gauche si nous les plaçons sur un échiquier politique européen, sont un nouveau défi pour le gouvernement qui se doit de tenir en compte ces nouveaux courants, encore peu structurés, mais qui à l'avenir devrait progressivement se construire pour devenir influents et organisés. En effet, la dynamique actuelle du régime visant l'ouverture, une répression d'opposants politiques se situant dans le cadre idéologique des positions abordées ou défendues par le gouvernement ou des institutions étatiques dans le passé, semble aujourd'hui peu probable. Ce serait en effet totalement contre-productif de retomber dans la répression et d'anéantir le travail d'ouverture du pays. Néanmoins si le régime se sent menacé dans sa survie par une organisation appartenant à cette « nouvelle gauche », qui ne serait pas cooptée par les institutions politiques étatiques et se positionnerait contre lui, la répression pourrait rapidement refaire surface.

Ce nouveau jeu politique, qui n'est pas institutionnalisé et apparent, existe néanmoins et il est intégré à la ligne politique fixée par le gouvernement. En effet, le rapport de force entre ces clivages joue un rôle sur la gestion du « timing » de la mise en place des réformes. En effet, la prise en compte des différentes sensibilités est une nécessité pour le régime qui doit jouer sur la temporalité et l'envergure de ses réformes, afin de réussir son « actualisation » dans la douceur et ne pas créer les conditions pouvant le mener à sa propre chute. La Perestroïka⁹¹ de Mikhaïl Gorbatchev qui fut un facteur déstabilisant et qui mena l'URSS à la chute reste dans les mémoires des décideurs cubains. Cette « actualisation » du modèle socio-économique cubain est un processus qu'il faut donc réaliser avec doigté. Dans

⁸⁹ <http://www.contretemps.eu/interventions/existe-t-il-«-nouvelle-gauche»-cuba>, consulté le 16 septembre 2014.

⁹⁰ <http://www.contretemps.eu/interventions/existe-t-il-«-nouvelle-gauche»-cuba>, consulté le 16 septembre 2014.

⁹¹ Traduction : restructuration

ces conditions, la temporalité choisie peut paraître lente, mais cette lenteur est une nécessité pour l'accomplissement de ces nouveaux objectifs, bien que le régime peut soudainement se crispier et revenir en arrière s'il sent la situation lui échapper. Le « tempo » qui caractérise le développement de réformes est donc mûrement réfléchi, la question de son rythme peut être débattue, mais dans une société qui a quasiment vécu à l'arrêt durant de longues années, les modifications actuellement en cours vont à un rythme très élevé. Il ne faut pas appréhender ces réformes et la rythmique qui les accompagne, selon nos représentations occidentales, mais bien comprendre dans quel « monde » celles-ci se situent et correspondent. Il faut également prendre en compte, comme nous l'avons souligné précédemment, la dimension internationale que comportent ces réformes qui reste également un facteur dans cette gestion du « timing », en particulier dans la relation avec les Etats-Unis et la levée potentielle de l'embargo.

I.C Investissements privés et investissements publics

I.C.1 Quelles représentations motivent les décideurs cubains concernant les investissements ?

Les réformes entreprises par le régime cubain sont donc multiples, touchent à presque tous les pans de la société et ont plusieurs dimensions. Nous allons nous intéresser maintenant plus précisément aux réformes touchant à l'investissement public et privé. L'investissement en tant que tel n'est pas contraire aux dogmes communistes, mais celui-ci est pensé comme étant uniquement le fait de l'Etat, ce à travers des plans élaborés par l'institution étatique et s'étalant généralement sur cinq ans, le plan quinquennal. Toutefois, l'investissement à Cuba n'est pas le seul fait de l'Etat et ce depuis 1988⁹². En effet, la crise économique résultant de la chute de l'URSS a poussé, contre son gré⁹³, le gouvernement à légiférer et autoriser la création d'entreprises mixtes à capital étatique cubain et étranger. La promulgation de nouvelles lois qui furent décidées lors du IV^{ème} sommet du Parti Communiste Cubain (PCC), encouragèrent l'investissement étranger directe (IED), même si ces entreprises sont toujours restés aux mains du gouvernement à travers une participation majoritaire de celui-ci. Lors de ce sommet, qui eu lieu au mois de mars 1990, le congrès adopta le texte suivant au sujet de l'investissement étranger :

« Como complemento a los esfuerzos inversionistas que debe realizar el país, se estimula la inversión extranjera en las ramas y territorios donde resulte conveniente por su aporte en términos de capital, tecnología y mercado, utilizando para ese fin diferentes modalidades de asociación, tales como empresas mixtas, producciones cooperadas, acuerdos de comercialización, cuentas de participación y otras; según las regulaciones establecidas en nuestra legislación. »⁹⁴

⁹² A. Vega, *Cuba, el socialismo y sus éxodos*, Editions Palibrio, 2013.

⁹³ R. Cruz, *Inversión extranjera directa en la Cuba posterior a Castro : problemas, oportunidades y recomendaciones*, Cuba Transition Project, Université de Miami, pp. 51.

⁹⁴ IV Congreso PCC, *Resolución sobre el desarrollo del País*, Granma, publié le 17 octobre 1991. http://congresopcc.cip.cu/wp-content/uploads/2011/02/IV-congreso_Resoluci%C3%B3n-economica.pdf, consulté le 16 septembre 2014.

Traduction : « En complément des efforts d'investissements que doit réaliser le pays, il faut encourager l'investissement étranger dans les branches et territoires où ces apports sont nécessaires en terme de capitaux, de technologie et de marché. Pour ce faire il faut utiliser différentes modalités d'association, comme les entreprises mixtes, la production en coopération, accords commerciaux, les comptes de participation entre autre ; selon les régulations établies par notre législation. »

Cela signe donc l'entrée officielle du capitalisme sur l'île, mais ce fut également le commencement d'un processus où le régime communiste fit une entorse à son idéologie en acceptant de s'appuyer sur le capitalisme pour la survie de son système. Cette contradiction du régime touchant de sa propre idéologie, a poussé celui-ci à sur-réglementer ce capitalisme naissant, à travers la loi N° 77 dite « loi de l'investissement étranger », promulguée le 5 septembre 1995⁹⁵. L'entrée du capitalisme sur l'île a touché une grande variété de secteurs : le tourisme et la construction d'hôtels, le secteur minier, l'énergie, les télécommunications, la finance ainsi que l'activité immobilière et agricole⁹⁶. Sans revenir exhaustivement sur chaque secteur, nous pouvons dire que l'investissement étranger direct a produit certains résultats encourageants, tel que par exemple l'entreprise mixte Havana Club International, datant de 1993, associant l'entreprise cubaine Cubaron et la française Pernod-Ricard. En 12 ans, l'entreprise est passée d'une production de 350'000 caisses annuelles à plus de 2 millions⁹⁷. Le secteur touristique a largement bénéficié de ces investissements et a permis à l'île de fortement développer l'offre et provoquer l'arrivée massive de touristes qui ont « sauver » l'économie cubaine⁹⁸. Mais ce processus a également montré nombres de faiblesses et d'effets pervers. La bureaucratie, la corruption ou encore la législation stricte et mal adaptée ont fortement freiné et mis à mal les résultats attendus. Partant de ce constat l'article premier du chapitre traitant de l'investissement sur l'île de la nouvelle ligne politique adoptée par le VI^{ème} congrès du parti communiste cubain en avril 2011 est évocateur :

« Las inversiones fundamentales a realizar responderán a la estrategia de desarrollo del país a corto, mediano y largo plazos, erradicando la espontaneidad, la improvisación, la superficialidad, el incumplimiento de los planes, la falta de profundidad en los estudios de factibilidad y la carencia de integralidad al emprender una inversión. »⁹⁹

⁹⁵ http://www.cubagob.cu/rel_ext/cpi/ley.htm, consulté le 16 septembre 2014.

⁹⁶ A. Vega, *Cuba, el socialismo y sus éxodos*, Editions Palibrio, 2013.

⁹⁷ L. Salgues, *L'investissement étranger et les entreprises européennes dans l'économie Cubaine : bilan et perspectives*, Mémoire de Master 2, IHEAL Paris III, pp. 85.

⁹⁸ <http://cafeuerte.com/cuba/8477-empresas-mixtas-en-cuba-incognitas-y-urgencias/>, consulté le 16 septembre 2014.

⁹⁹ VI Congreso del Partido Comunista de Cuba, *Lineamientos de la Política Económica y Social del Partido y la Revolución*, publié le 18 avril 2011.

<http://www.latinreporters.com/cuba6eCongresPCCDirectivesDefinitives.pdf>, consulté le 16 septembre 2014.

Traduction : « Les investissements fondamentaux à réaliser répondront à la stratégie de développement du pays à court, moyen et longue terme, éradiquant la spontanéité, l'improvisation, la superficialité, la non-exécution des plans, le manque de profondeur des études de faisabilité et les carences d'intégrité pour entreprendre un investissement. »

Ce texte officiel qui cadre la nouvelle ligne politique d'investissement est sans concessions face aux fautes du passé. Cette manière indéniable d'assumer ses erreurs, symbolise le nouvel état d'esprit du régime. Celui-ci ambitionne de rectifier celles-ci, de ne pas les renouveler et de, cette fois-ci, exploiter pleinement, et de manière assumée, le capitalisme sur l'île. L'investissement à travers la participation d'acteurs extérieurs, dans les représentations des décideurs cubains, est donc quelque chose d'accepté et d'assumé qui doit être favorisé et régulé sans dogme pour parvenir à de bons résultats. C'est à travers cette vision qu'au mois d'avril 2014 le nouveau texte de loi, dite loi N° 118 remplaçant la loi dite N° 77, a été promulgué (voire annexe No. 1)¹⁰⁰, avec une entrée en vigueur le 28 juin 2014.

L'investissement à Cuba est pensé par le gouvernement selon trois voies, l'investissement purement étatique, l'investissement étranger capitaliste et enfin l'investissement à petite échelle de particuliers cubains et étranger. La régulation de ces trois voies est par conséquent différente car elle ne poursuit pas les mêmes objectifs et n'a pas les mêmes contraintes. L'investissement purement étatique n'est que peu régulé, les décisions sont considérées comme faisant partie de l'intérêt national, et celles-ci sont prises à un très haut niveau. Les choix du gouvernement touchent aux intérêts vitaux, par exemple énergétiques, mais ceux-ci ont également comme priorité la construction de structures pouvant favoriser, voire rendre possible, l'investissement étranger direct. L'exemple le plus marquant actuellement est la transformation du port de Mariel et la construction d'une zone franche aux alentours du port. La régulation de l'investissement dans la zone s'est fait par le décret N° 313 promulgué en septembre 2013¹⁰¹. Cet investissement étranger doit être favorisé et régulé en même temps, la nouvelle loi N° 118 a pour objectif de cadrer l'arrivée de ces capitaux et les modalités d'exploitation sur l'ensemble du territoire. Finalement l'investissement, plus particulier, touchant directement la population est régulé par une batterie de lois n'ayant pas toute, comme objectif direct la régulation, mais les nouvelles dispositions concernant l'immobilier et le micro-entrepreneuriat par exemple sont pensées et construites pour favoriser et réguler l'investissement privé à une petite échelle.

¹⁰⁰ Voire annexe No. 1. Ley No. 118, Ley de la Inversión Extranjera, Tabloide Especial, Granma, Avril 2014. http://www.granma.cu/file/pdf/2014/04/16/G_2014041609.pdf, consulté le 17 septembre 2014.

¹⁰¹ Gazette Officielle No. 26 Extraordinaire, publié le 23 septembre 2013. <http://www.cubalegalinfo.com/asuntos-mercantiles/zona-desarrollo-mariel/decreto-ley-313-creacion-zona-especial-desarrollo-mariel>, consulté le 17 septembre 2014.

Il y a donc, dans les représentations des décideurs cubains plusieurs strates, plusieurs secteurs propres, s'adressant à des acteurs différents, ayant des objectifs variés mais poursuivant tous, dans leur globalité, le même objectif : le développement économique de l'île. Chaque secteur doit répondre à la même dichotomie, favoriser l'investissement en libéralisant, tout en contrôlant celui-ci en le régulant. Trouver le juste milieu entre ces deux objectifs opposés représente le défi actuel du régime cubain. Son expérience en la matière est limitée aux partenariats effectués depuis la chute de l'URSS. Et ce nouveau modèle économique entre en contradiction avec le modèle socialiste national qui a diabolisé le capitalisme pendant de longues décennies.

I.C.2 Les investissements privés

Comme nous l'avons vu, l'investissement privé nouvellement refondé peut prendre plusieurs formes. D'une part l'investissement à travers la création d'entreprises cubaines, étrangère et mixte. Et d'autre part l'investissement dans l'immobilier ou la micro-entreprise¹⁰². Le vice-président cubain Marino Murillo a annoncé, au mois de mai 2014, que l'île avait besoin d'un investissement étranger direct de 2 – 2,5 milliards de dollars pour amorcer son envol économique¹⁰³. Il ne précise pas la forme que celui-ci doit prendre. Il est aujourd'hui difficile de savoir quelle sera l'ampleur future de cet investissement, mais également quelle forme sera privilégiée par les investisseurs. L'acquisition d'un bien immobilier restant le seul fait des cubains, l'investissement dans ce secteur n'est pas à proprement parlé étranger, même si les fonds proviennent de la diaspora et donc de l'extérieur. Quoiqu'il en soit ce processus favorisant l'arrivée de capitaux en provenance de l'étranger a deux grandes dynamiques : l'investissement d'entreprises et l'investissement de particuliers.

Cet investissement d'entreprise étrangère doit permettre à l'île de développer le marché national, et surtout produire à Cuba afin de faire baisser les importations, mais

¹⁰² https://www.tresor.economie.gouv.fr/8235_les-investissements-directs-a-l-etranger-ide, consulté le 17 septembre 2014.

¹⁰³ <http://www.elnuevoherald.com/2014/05/09/1744657/cuba-necesita-de-2000-a-2500-millones.html>, consulté le 17 septembre 2014.

également à terme, de pouvoir exporter dans la région¹⁰⁴. Cuba favorise donc l'entrée des entreprises dans la zone franche de Mariel en proposant toutes les infrastructures nécessaires à leur création, des garanties concernant la propriété, le rapatriement des capitaux investis ainsi que de larges exemptions d'impôts¹⁰⁵. Ces dispositions visent à attirer un grand nombre d'entreprises et à développer l'emploi dans cette zone franche pour, à terme, pousser les entreprises à s'établir dans tout le pays. Cette stratégie comporte le risque que les entreprises « utilisent » la « zone de développement intégral de Mariel »¹⁰⁶ et ne s'étendent pas sur l'île où les dispositions seront moins favorables. Mais cela ne reste pas moins un point d'entrée qui peut-être transformera les représentations des acteurs économiques étrangers au sujet de l'île et de ses possibilités de développer des business financièrement intéressants. Cela représente également un examen pour le régime et Cuba, car la réactivité des institutions cubaines à répondre aux problématiques des entrepreneurs sera cruciale pour la réussite de ce projet.

Concernant l'investissement de particulier, l'immobilier représente un marché très important, les prix étant très bas les opportunités sont grandes, néanmoins les risques inhérents à ce marché sont également présent. Le risque de bulle immobilière, la vétusté des immeubles et le flou qui demeure au sujet de la législation, particulièrement en ce qui concerne la tenue des registres du cadastre, peuvent empêcher le développement de ce secteur qui a souffert d'une absence d'investissement durant des décennies. Quant à l'investissement dans la micro-entreprise, la législation et l'imposition élevée ont fortement freinées ce secteur qui a connu tout d'abord un fort essore. En effet, le régime a tout d'abord autorisé 178¹⁰⁷ nouveaux métiers afin de permettre aux 500'000 fonctionnaires¹⁰⁸ licenciés de se reconvertirent en entrepreneur travaillant pour leur propre compte, les *cuentas propistas*. La régulation qui a accompagné l'ouverture de ces nouveaux métiers¹⁰⁹ (voire annexe No. 2), ayant une forme capitaliste, ainsi que le régime de taxation prévu par la législation, ont

¹⁰⁴ <http://www.cubania.com/post/dominique-hector-des-entreprises-en-france-linvestisseme-a-cuba/#more-3124>, consulté le 17 septembre 2014.

¹⁰⁵ <http://www.panamericanworld.com/es/articulo/zona-especial-de-desarrollo-del-mariel-impulsara-economia-cubana>, consulté le 17 septembre 2014.

¹⁰⁶ Nom donné à la zone franche de 466 km²

¹⁰⁷ <http://www.juventudrebelde.cu/cuba/2010-09-24/actividades-autorizadas-para-el-ejercicio-del-trabajo-por-cuenta-propia/>, consulté le 17 septembre 2014.

¹⁰⁸ <http://www.rfi.fr/ameriques/20100914-licenciement-500-000-fonctionnaires-cuba/>, consulté le 17 septembre 2014.

¹⁰⁹ Liste des activités pouvant être exercées en « compte propre ». Voir annexe No. 2

empêché le développement de ceux-ci, menant à la ruine une grande proportion de ces nouveaux entrepreneurs. Le rêve de devenir son propre patron s'est transformé en cauchemar pour une partie d'entre eux, du fait de la législation, mais également à cause de la méconnaissance des règles et problématiques du capitalisme. Ce manque de préparation, la déficience du pan pédagogique qui aurait du faire partie intégrante de ce projet de reconversion d'une grande proportion de la population, a provoqué la faillite de nombre de protagoniste participant à ce changement sociétal. L'extrême zèle de la police a, par ses contrôles incessants, également empêché le développement de cette micro-économie¹¹⁰.

La conversion de l'économie et la nouvelle législation accompagnant l'investissement des entreprises pourrait également se retrouver face à des institutions ayant une méconnaissance des réalités de l'homme d'affaire étranger. Les us et coutumes qu'engendre le capitalisme, totalement intégré par notre société et dans nos représentations occidentales, ne sont pas forcément compréhensibles pour une population ayant vécu dans un système communiste pendant plus d'un demi-siècle. Le système communiste induit un renversement dans les relations commerciales, cela veut dire que dans un magasin d'Etat vous pouvez attendre plus de cinq minutes, que le vendeur, se trouvant en face de vous, finisse son sudoku avant de vous servir¹¹¹. Les professions dites de service, ne s'exerce pas dans la mise à disposition totale du client. Cela peut paraître totalement impossible, mais c'est la réalité du système communiste qui inverse totalement la relation de pouvoir entre le vendeur et le client. Il en va de même au sein des institutions étatiques, les fonctionnaires ne sont pas au service de la population, mais profitent de leur position pour exiger des biens aux personnes souhaitant effectuer une démarche. Cette socialisation communiste ne favorisant pas l'émergence du capitalisme sera une embûche supplémentaire au développement économique de l'île.

La venue d'investisseurs étrangers accompagnés de leurs équipes et de leur savoir faire est donc une nécessité pour le développement de l'île à un niveau financier, mais également dans la formation des employés cubains à la réalité du capitalisme. Le gouvernement poursuit, à travers la future implantation d'entreprises étrangères sur l'île, trois objectifs : le développement des secteurs « vitaux », l'accès à de nouvelles technologies et la

¹¹⁰ L. Eligio, D. Omni, *On your own*, Production : Estado de Sats / OmniZonafranca, 2014. <http://www.youtube.com/watch?v=PbvtEKNK7Ms>, consulté le 17 septembre 2014.

¹¹¹ Terrain de recherche à Cuba du 30 juin au 4 septembre 2013.

recherche de financements¹¹². Ces objectifs devraient permettre au pays de rattraper une partie du retard accumulé pendant les dernières décennies, en poussant les entreprises à amener leur savoir-faire et à former spécifiquement leurs nouveaux employés cubains. L'éducation cubaine est reconnue comme étant de très bonne qualité, néanmoins les ressources qui accompagnent les formations sont très faibles et l'apprentissage technique est souvent obsolète par rapport au reste du monde. Les cours se sont également quelque peu figés dans le temps et ne correspondent pas à la réalité du XXI^{ème} siècle. Dès lors, les acteurs économiques étrangers pourraient se retrouver violemment face à la réalité cubaine et les investissements s'avérer plus compliqué qu'ils ne se le représentaient. Cependant, les opportunités de développer des entreprises florissantes pourraient être bien réelles¹¹³.

I.C.3 L'investissement public et les objectifs poursuivis

En ce qui concerne l'investissement public, celui-ci se concentre sur les entreprises mixtes et nationales, mais également et surtout sur les infrastructures favorisant l'essor économique de l'île. L'objectif de l'investissement étatique cubain est de bénéficier de résultats à court, moyen et long terme¹¹⁴. Il existe donc une hétérogénéité d'investissements ayant une ampleur plus ou moins grande, à différentes échelles et poursuivant des objectifs temporellement variés. L'investissement pour la rénovation du port de Mariel, que nous étudierons plus en profondeur par la suite, est de loin le projet le plus grand et le plus ambitieux jamais mené par le régime. Mais il existe d'autres investissements tournés principalement vers la gestion énergétique et le tourisme. L'objectif global qui unit toutes les décisions d'investissement est de donner les outils au pays pour se développer, en partie à l'aide des capitaux étrangers.

En ce qui concerne, le secteur énergétique, il s'agit principalement de maintenir et d'agrandir les capacités de raffinage et la production d'électricité de l'île. Les installations

¹¹² <http://www.cubania.com/post/dominique-hector-des-entreprises-en-france-linvestisseme-a-cuba/#more-3124>, consulté le 17 septembre 2014.

¹¹³ http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2014/03/140330_cuba_inversion_extranjera_analisis_yv.shtml, consulté le 17 septembre 2014.

¹¹⁴ Lineamentos de la política económica y social del partido y la revolución, VI Congreso del Partido Comunista de Cuba, 18 avril 2011, article 116.

sont vieillissantes et n'ont pas les capacités suffisantes pour offrir l'énergie nécessaire au développement futur du pays. Dans ces conditions, le Venezuela va investir pour agrandir les capacités de la raffinerie de Cienfuegos permettant à celle-ci de passer à un raffinage de 65'000 barils par jours à 150'000¹¹⁵. L'électricité est quant à elle principalement produite par des centrales thermoélectriques fonctionnant majoritairement au pétrole brut¹¹⁶, mais également au gaz et peut-être demain à la biomasse tirée de la canne à sucre¹¹⁷. Le secteur énergétique bénéficie d'une partie de l'investissement étatique cubain, qui se tourne aujourd'hui vers les énergies renouvelables et la construction de parcs éoliens et solaires¹¹⁸. Car même si les capacités de productions sur l'île ne sont pas énormes, la vieillesse et la vétusté des installations les rendent très polluantes et c'est un préjudice pour la population mais également pour le tourisme et l'image que donne Cuba. L'arrivée sur l'île d'entreprises étrangères, ayant un savoir-faire et une technologie plus avancée, sera également un bienfait pour l'amélioration de ce secteur qui pourra bénéficier de l'investissement extérieur pour se développer, et limiter la pollution que génèrent les infrastructures.

En ce qui concerne le tourisme, ce secteur est en croissance constante, mis à part en 2009, lors de la crise économique mondiale. Les investissements y ayant attiré sont une priorité pour le gouvernement, ceci afin d'augmenter le nombre de touristes et les devises qui les accompagnent, ceci du fait que le « retour sur investissement » est relativement rapide. Depuis l'ouverture de l'île au tourisme international, poussé par la chute de l'URSS, ce secteur est devenu une pierre angulaire de l'économie cubaine¹¹⁹.

¹¹⁵ <http://www.noticierodigital.com/forum/viewtopic.php?p=11415564&sid=78fe5e9eddd61dbf4b8f42618173f7d1>, consulté le 17 septembre 2014.

¹¹⁶ V. Castellanos, *Las Centrales Eléctricas y Estado Actual del Teatro de Operaciones para Enfretamiento de Grandes Derrames de Hidrocarburo*, IPIN, CSR, 2010. <http://www.ipen.org.br/downloads/simposio-Cuba/2-Las-Centrales-Elctricas-y-Estado-Actual-del-Teatro-de-Operaciones.pdf>, consulté le 17 septembre 2014.

¹¹⁷ <http://puntosinapsis.wordpress.com/2014/06/27/cuba-potencia-el-empleo-de-biomasa-para-producir-electricidad/>, consulté le 17 septembre 2014.

¹¹⁸ <http://www.juventudrebelde.cu/ciencia-tecnica/2012-08-07/por-el-predominio-gradual-de-las-energias-renovables/>, consulté le 17 septembre 2014.

¹¹⁹ J. García Molina, *La economía cubana desde el siglo XVI al XX: del colonialismo al socialismo con mercado*, Comisión Económica para América Latina (CEPAL) du Mexique, février 2005, pp. 1-54.



Source : - http://www.one.cu/aec2011/esp/15_tabla_cuadro.htm
 - <http://hoy.com.do/turismo-se-recupera-en-cuba-tras-un-dificil-ano-2013/>

Les chiffres concernant l'entrée de devises à travers le tourisme sont donnés par l'Office National de la statistique et de l'information de Cuba. Ils permettent d'avoir un ordre de grandeur, mais les considérer comme exact serait une erreur, le marché noir ainsi que grand nombre de choses non déclarées ne sont pas tenu en compte. Néanmoins nous pouvons constater que la moyenne des dépenses par touriste est de 1'000 \$, mais que cette moyenne a tendance à baisser ses dernières années. La baisse des dépenses individuelles oblige le régime à fortement favoriser la croissance du nombre de touristes afin d'avoir également une croissance de l'entrée de devises. L'investissement dans ce secteur est donc une priorité pour le gouvernement, les capacités d'accueil doivent donc être augmentées et ceci nécessite des investissements hôteliers ainsi que la facilitation de l'accueil chez l'habitant.

La stratégie mise en place par le régime face à l'arrivée de cette population étrangère a tout d'abord été de la faire voyager dans le pays uniquement dans des territoires lui étant dédiés. Coupée de toute relation avec la population locale, cela permettait au régime d'éviter une « contamination » des idées, mais également un contrôle total sur la récupération des devises dépensées par les touristes. Ce régime strict qui prévalait durant les années 90' s'est

peu à peu étiolé¹²⁰, mais reste tout de même présent dans les représentations de la population cubaine. La relation avec un étranger hors du cadre professionnel peut toujours paraître suspect, mais ce sentiment est clairement en train de s'atténuer. Concernant le tourisme, si ce n'est quelques baroudeurs, l'immense majorité profite d'un séjour luxueux, dans des hôtels correspondant aux standards occidentaux et se rendant sur des plages payantes excluant totalement la population cubaine. En effet, si l'entrée de la plage coûte 5 CUC¹²¹ cela correspond à deux semaines de salaire pour la majorité des cubains, il est donc impossible pour eux d'y accéder. Alors que pour un touriste, le prix peut paraître relativement faible d'autant plus que le régime justifie cette taxe par la préservation de l'environnement local, chose qui est parfaitement compréhensible, voire logique pour un touriste occidental, mais qui masque en réalité une séparation voulue entre les touristes et la population. La recherche d'un contact direct avec la population de la part des touristes occidentaux est majoritairement à des fins de prostitutions. En effet, j'ai été choqué durant mon terrain de recherche de constater qu'une part importante du tourisme était sexuelle, touchant tous les âges et ne faisant pas de distinction de genre. La prostitution étant interdite à Cuba, les personnes s'adonnant à cette activité prennent de grands risques face à la loi, mais également face aux maladies sexuellement transmissibles.

La création d'entreprises mixtes dans le secteur du tourisme s'est faite dès 90', ceci permit de réunir les capitaux nécessaires à la construction et la rénovation d'hôtels afin de recevoir dans de bonnes conditions les touristes nouvellement arrivés. Ce processus de construction a été le fait d'entités étatiques cubaines et de grands groupes hôteliers étrangers. Ce secteur, régulé par les dispositions de la loi N° 77 sur l'investissement étranger¹²² a permis un fort essor du tourisme international, la nouvelle législation qui est née cette année a également pour objectif de renforcer ce secteur et d'augmenter les capacités hôtelières de l'île¹²³. Pour exemple, la Secrétaire d'Etat chargée du Commerce extérieur, de la promotion du Tourisme et des Français de l'étranger, Fleur Pellerin¹²⁴, a visité Cuba lors de la foire du

¹²⁰ <http://en.mercopress.com/2008/03/31/raul-ends-tourist-apartheid-opens-hotels-to-cubans>, consulté le 17 septembre 2014.

¹²¹ Le CUC est le peso Cubano Convertible. Il s'agit d'une monnaie indexée sur le dollar étasunien qui s'adresse avant tout aux touristes. Les cubains eux ont le Peso Cubain CUP valant 24 fois moins. Terrains de recherches 2011 et 2013.

¹²² http://www.cubagob.cu/re_l_ext/cpi/ley.htm, consulté le 17 septembre 2014.

¹²³ <http://www.lechotouristique.com/article/cuba-va-augmenter-sa-capacite-hoteliere-de-40,55696>, consulté le 17 septembre 2014.

¹²⁴ <http://www.gouvernement.fr/gouvernement/fleur-pellerin>, consulté le 17 septembre 2014.

tourisme de la Havane au mois de mai 2014¹²⁵, à cet occasion un accord pour la création d'une entreprise mixte a été conclu¹²⁶ entre l'entreprise Accor et une entité étatique cubaine.

La rénovation, la préservation de plusieurs sites touristiques sont une priorité pour le gouvernement, ceci afin de pouvoir offrir aux touristes différents lieux qui rendent le séjour sur l'île attrayant. Nous aborderons, lors du prochain chapitre, ce processus d'investissement dans la préservation, à travers l'exemple de la vieille ville et de baie de la Havane. Mais de manière générale, la gestion de l'investissement public a été, lors de ses dernières années, marqué par le détournement d'argent, la lenteur voire l'abandon des objectifs poursuivis. Toutefois le régime est convaincu qu'il est possible de corriger les erreurs du passé et compte bien améliorer ce secteur afin de le rendre plus efficace, plus régulé, dans le but de remplir les objectifs fixés. Néanmoins l'écart qui sépare les discours de la réalité reste grand. Les habitudes prises par l'institution qui gère l'investissement public, et ce jusqu'au plus bas de l'échelle, seront difficile à corriger, même si la volonté politique est forte. La transformation de ce secteur pourrait s'accompagner d'une « purge »¹²⁷, afin de renouveler les équipes et de mettre fin aux activités de corruption, empêchant la réussite des objectifs prévus. Mais ce processus de purge a montré son inefficacité, et il s'agit bien de modifier les mentalités ainsi que les représentations des acteurs afin de les pousser à changer leurs habitudes et par là même permettre au pays de se développer.

¹²⁵ <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/cuba/la-france-et-cuba/visites-8483/article/cuba-deplacement-de-fleur-pellerin>, consulté le 17 septembre 2014.

¹²⁶ <http://www.elnuevoherald.com/2014/05/06/1742679/cuba-intenta-levantar-el-sector.html>, consulté le 17 septembre 2014.

¹²⁷ Comme la plupart des régimes communistes, le système de purge, où tout le monde se voit licencié ou mettre en prison à cours sur l'île. Il n'y a pas de documents officiels et pas d'article sur le sujet, néanmoins lors de mon terrain de recherche « la rue cubaine » parlait d'une purge de grande ampleur dans le secteur du tabac et des cigares lors de l'été 2013.

II. Des investissements a effet domino, l'exemple du port de Mariel et de la Baie de la Havane.

II.A. Le Port de Mariel, un pari cubano-brésilien

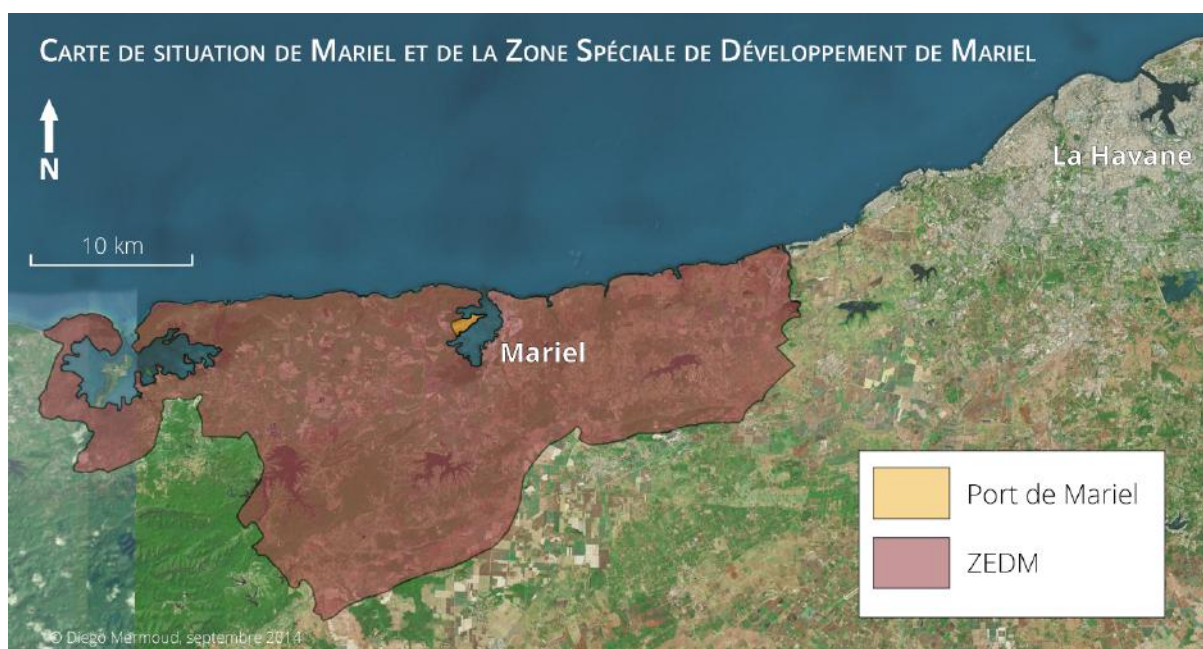
L'arrivée au pouvoir de Raul Castro a, comme nous l'avons vu, marqué un fort changement sur l'île de Cuba. Le symbole de ces changements est le projet d'investissement le plus ambitieux actuellement sur l'île : la réhabilitation du port de Mariel. Géographiquement situé à 45 km à l'est de la Havane, sur la côte nord de l'île, ce port est entré dans l'histoire pour avoir été le point de départ d'une vague migratoire en 1980, également appelé l'« exode de Mariel », qui vit 124'776¹²⁸ cubains quitter l'île. Ce port, que nous pourrions qualifier de nouveau, tant la différence en taille et en envergure de cette œuvre surpasse la structure préexistante, est actuellement en construction. La première étape de celle-ci inaugurée le 27 janvier 2014 par Raul Castro et la présidente du Brésil, Dilma Rouseff¹²⁹. Ce projet ambitieux de « mégaport »¹³⁰ est né d'une rencontre entre les frères Castro et le président brésilien de l'époque, Lula da Silva, lors de la visite de celui-ci au mois de janvier 2008¹³¹. Lors de cette visite, le projet de Mariel n'est pas mentionné par la presse, mais il s'agit du premier pas sur l'île du pays le plus peuplé d'Amérique Latine. Le traumatisme de la chute de l'URSS a poussé les dirigeants cubains à diversifier leurs partenariats nationaux, jusqu'à lors très orienté vers l'ALBA et le Venezuela en particulier. L'arrivée du Brésil sur l'île, avec comme tête de pont la réhabilitation du port de Mariel, symbolise cette ouverture à de nouveaux accords bilatéraux et projette Cuba dans le XXI^{ème} siècle, car il serait impossible pour le régime castriste de financer seul un tel chantier.

¹²⁸ S. Chun, G. Grenier, *Anti-Castro Political Ideology among Cuban Americans in the Miami Area : Cohort and Generational Differences*, Latino Research, Vol. 2, No 1 (Novembre 2004)

¹²⁹ <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2014/01/27/97002-20140127FILWWW00502-inauguration-d-un-megaport-a-cuba.php>, consulté le 17 septembre 2014.

¹³⁰ <http://www.cubadebate.cu/fotorreportajes/2014/01/27/infografia-mariel-un-mega-puerto-preparado-para-el-futuro/#.U8-9XEh8kVo>, consulté le 17 septembre 2014.

¹³¹ <http://www.elcorreo.eu.org/Le-president-du-Bresil-debute-une>, consulté le 17 septembre 2014.



Source : - <http://www.juventudrebelde.cu/multimedia/fotografia/mariel-el-camino-mas-corto/mapa-de-la-zedm/>

La rénovation, voire la création du port de Mariel, est non seulement la réalisation d'un port de classe internationale, mais également un projet plus large comprenant une zone spéciale de développement afin de permettre à des entreprises nationales, mixtes ou étrangères de développer une activités dans des conditions fiscales favorables. Ce double projet, portuaire et de zone franche, est principalement financé par la banque de développement du Brésil (BNDES) à hauteur de 682 millions de dollars pour un coût total de 957 millions de dollars¹³². Le financement de la BNDES est faite sur la base d'un crédit à l'exportation¹³³ pour les autorités cubaines. Le gouvernement cubain s'acquitte de sa dette selon différentes modalités, la principale étant l'envoi de 6'000¹³⁴ médecins au Brésil¹³⁵, les autres formes n'étant pas évoquées par le régime. Contactée, la BNDES a indiqué que l'ensemble des accords en relations avec le port de Mariel était classifié. Les acteurs principaux dans ce projet sont donc les gouvernements cubain et brésilien, à travers le

¹³² <http://economia.terra.com.br/bndes-financiamento-de-porto-cubano-foi-operacao-normal,a650ed0e0ef36410VgnVCM3000009af154d0RCRD.html>, consulté le 17 septembre 2014.

¹³³ Crédit à l'exportation : un crédit à l'exportation consiste à permettre à l'acheteur étranger d'un bien ou d'un service exporté d'en différer le paiement. En conséquence, l'acheteur doit payer des intérêts sur ce prêt. Souvent, lorsqu'un crédit à l'exportation est consenti à un acheteur dans un pays en développement ou dans un marché naissant, l'entreprise qui vend les biens et services souscrit une assurance afin de se protéger, notamment, contre l'insolvabilité de l'acheteur. <http://www.halifaxinitiative.org/fr/content/lexique-de-termes-financiers>

¹³⁴ <http://m.end.com.ni/noticias?idarticulo=285252>, consulté le 17 septembre 2014.

¹³⁵ <http://www.cubanet.org/colaboradores/medicos-cubanos-en-brasil-el-camino-cimarron/>, consulté le 17 septembre 2014.

constructeur brésilien Odebrecht associé à l'entreprise étatique cubaine Quality S.A.¹³⁶ et enfin en ce qui concerne uniquement le port, celui-ci sera géré par la société singapourienne PSA International¹³⁷.

Ce projet pharaonique a commencé le 24 février 2010¹³⁸. Après une première ligne de crédits de 300 millions débloquée¹³⁹ par le Brésil, la décision d'étendre ce financement ainsi que l'ampleur du projet a été prise par le président brésilien Lula Da Silva. La première phase de la construction s'est faite en quatre ans presque jour pour jour, les travaux n'ont pas laissé transparaître des difficultés particulières et la maîtrise de la planification a montré le sérieux des entreprises en charge. La présence d'une immense majorité d'entreprises brésiliennes habituées à respecter les délais a très probablement été un facteur déterminant.

CARTE DE L'ÉVOLUTION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU PORT DE MARIEL



¹³⁶ <http://www.odebrecht.com/es/odebrecht-infraestructura-latinoamerica-concluye-la-revitalizacion-del-puerto-mariel-en-cuba>, consulté le 17 septembre 2014.

¹³⁷ http://www.porttechnology.org/news/psa_international_port_mariel_cuba_terminal_operate#.U9BCaBY1rI0, consulté le 17 septembre 2014.

¹³⁸ <http://www.elmundo.es/america/2010/02/24/brasil/1267035972.html>, consulté le 17 septembre 2014.

¹³⁹ <http://www.cubaencuentro.com/cuba/noticias/brasil-dispuesto-a-ampliar-su-inversion-en-el-puerto-del-mariel-221197>, consulté le 17 septembre 2014.

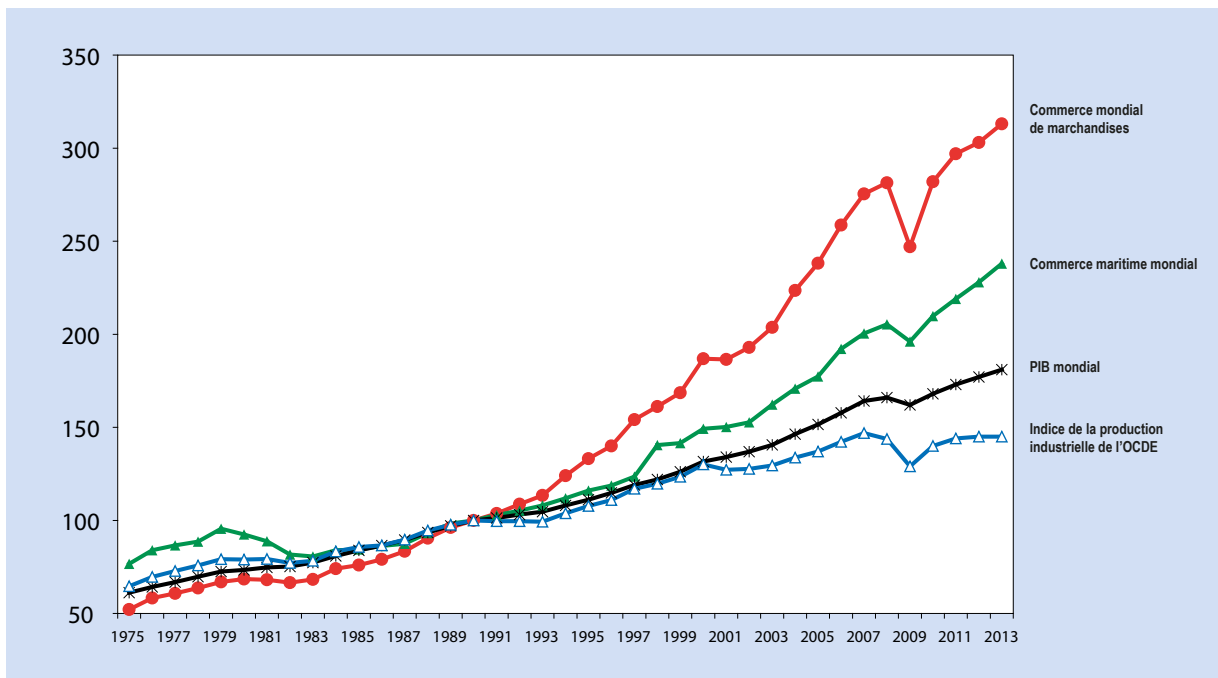
Concernant le Brésil, cela permet d'investir un pays stratégiquement placé sur les routes maritimes mondiales dans une zone qui va gagner en importance avec l'agrandissement du canal de Panama. Le pays lusophone se positionne face aux Etats-Unis dans l'optique de devenir, dans le futur, une puissance régionale et mondiale. La réussite de la construction du port de Mariel, par une entreprise brésilienne, envoie également un signal dans la région concernant les capacités du pays à mener à bien des projets d'une grande ampleur. La position du Brésil se voit donc renforcée à tous les niveaux, le positionnement maritime ayant toujours à travers l'histoire été un facteur de puissance pour les nations. La relation avec les Etats-Unis sera également modifiée car le Brésil en prenant le parti de soutenir le régime castriste tempère fortement les spéculations concernant la chute de ce dernier. Ce partenariat s'inscrit dans ce que nous pourrions appeler « le monde de demain », où la puissance brésilienne étend son influence, politique, économique et peut-être militaire. Le port de Mariel accompagné de sa zone franche permettra aux entreprises brésiliennes : le stockage, la transformation de matières premières ainsi que la création de produits manufacturés et technologiques. De cette manière, cela devrait permettre d'écouler les produits brésiliens sur le territoire cubain ainsi qu'au niveau régional et par là même, si l'embargo venait à prendre fin, concurrencer les produits étasuniens sur leur sol national. Les Etats-Unis pourraient « payer » leur incapacité à actualiser leur position face à l'île cubaine, et aujourd'hui le temps joue contre eux, même si le pays peut se prévaloir d'une proximité et d'une puissance économique bien supérieure au Brésil.

Contrairement aux relations qu'entretiennent le Venezuela et Cuba, basées sur une convergence idéologique, la relation cubano-brésilienne repose sur des fondements stratégiques, basé sur l'intérêt national des deux pays. Par conséquent les liens tissés ne sont, contrairement au Venezuela, pas sous l'épée de Damoclès d'un basculement politique au Brésil, et même si le régime cubain venait à tomber, l'intérêt pour ce projet n'oscillerait pas pour les deux pays.

II.A.1 Un projet ambitieux s'inscrivant dans l'élargissement du canal de Panama

Au cours des dernières décennies le commerce maritime mondial s'est fortement développé, doublant durant ces vingt-cinq dernières années. L'augmentation des échanges mondiaux a été provoquée par la mondialisation des échanges, qui n'a pu se faire que grâce à l'extension du transport maritime. Cette dialectique entre l'offre et la demande de transport de marchandises a fortement stimulé ce secteur qui aujourd'hui, et ce depuis maintenant un demi-siècle, est en croissance constante.

Indice du PIB mondial, indice de la production industrielle de l'OCDE, commerce mondial de marchandises et commerce maritime mondial (1975 - 2013) (1990 = 100)

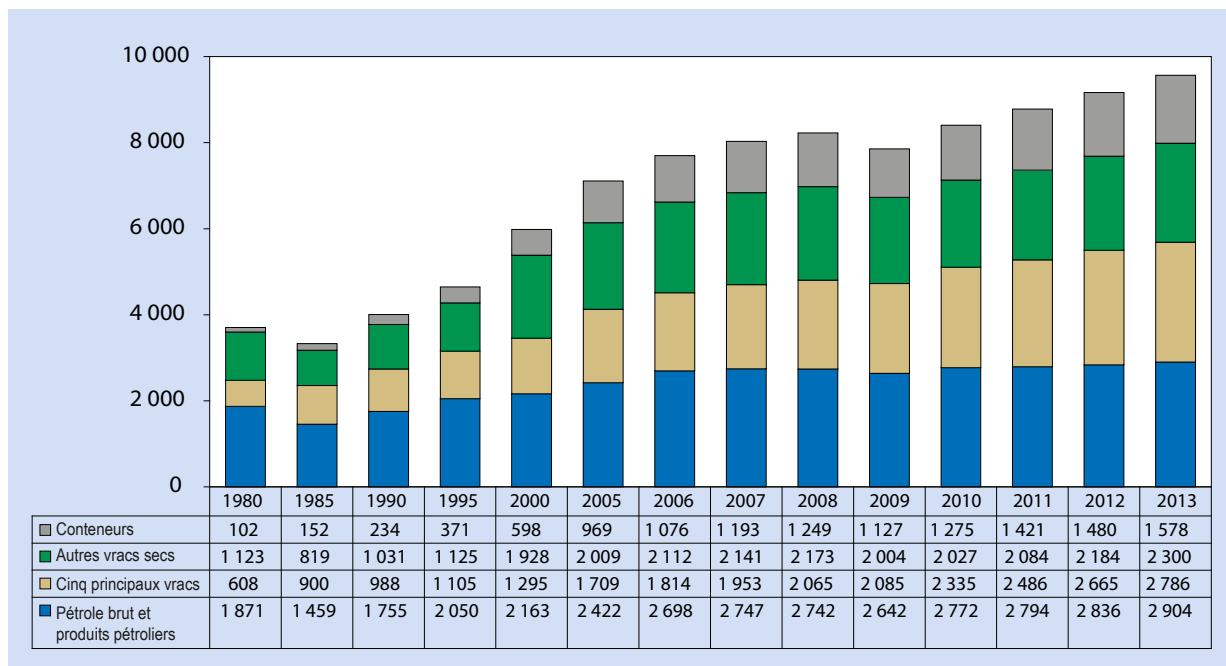


Source : - United Nations Conference on Trade and Development UNCTAD, *Review of Maritime Transport 2013*, United Nations. http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/rmt2013_en.pdf, consulté le 17 septembre 2014.

Le transport maritime mondial se compose de deux pans : d'une part le vrac, qui consiste à acheminer des produits directement dans la cale du navire ou à l'intérieur d'espaces prévus à cet effet, ces produits pouvant être liquides ou solides, par exemple le pétrole ou le sable. Et d'autre part le transport utilisant des conteneurs. La conteneurisation est l'idée de Malcolm McLean, développée au cours des années 1950, selon laquelle en normalisant les dimensions de « boîtes », en simplifiant la manutention de celles-ci et en adaptant toute la

chaîne de transport à ces « containers », l'efficacité du transport pourrait être augmentée¹⁴⁰. Un conteneur est comptabilisé selon l'unité : équivalent vingt pied (EVP) ou en anglais twenty-foot equivalent unit (TEU). Le graphique suivant montre l'augmentation à travers le temps de la part de conteneurs utilisés dans le trafic maritime mondial, ceci en fonction du poids.

Trafic maritime international, diverses années (millions de tonnes chargées)



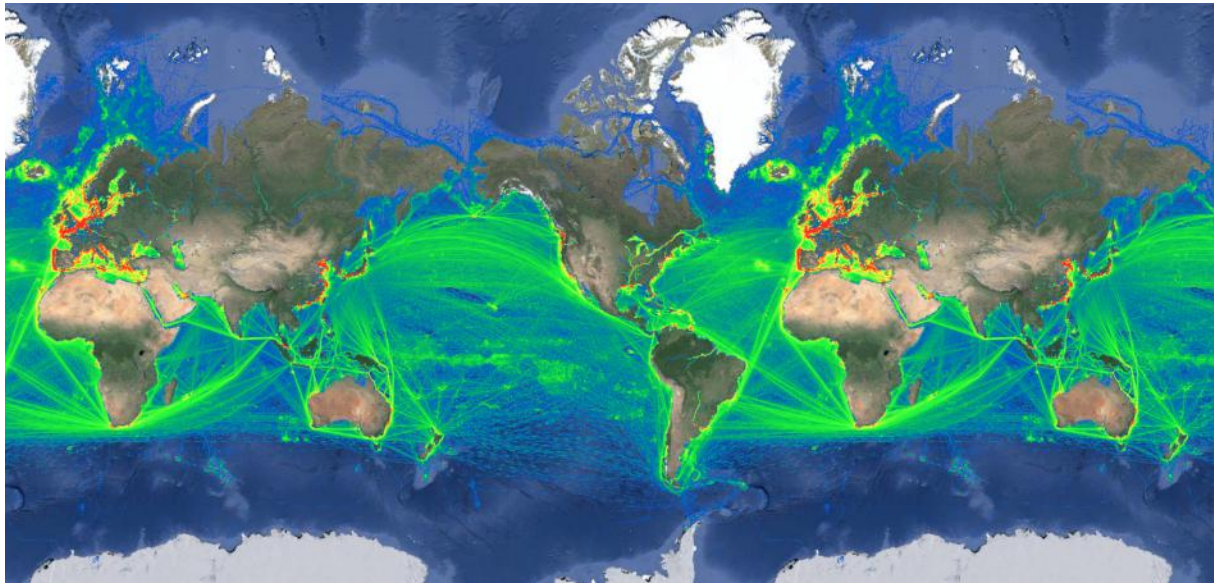
Source : United Nations Conference on Trade and Development UNCTAD, *Review of Maritime Transport 2013*, United Nations. http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/rmt2013_en.pdf, consulté le 17 septembre 2014.

L'augmentation des échanges par voie maritime a été fortement favorisée par la conteneurisation. Ce processus a touché toute la chaîne de transport, que se soient les navires fluviaux, les trains et les camions. Le passage d'un mode de transport à un autre se fait à travers une plateforme intermodale, celle-ci agit comme centre logistique qui transfère les conteneurs d'un mode de transport à un autre. Les ports sont des plateformes intermodales prédominantes dans le commerce mondial et les quantités de conteneurs transférés sont généralement utilisées pour déterminer la taille et l'importance du port.

¹⁴⁰ A. Frémont, *Conteneurisation et mondialisation. Les logiques des armements de lignes régulières*, Texte d'Habilitation à Diriger des Recherches, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, décembre 2005. http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/35/67/13/PDF/Texte_HDR_Fremont.pdf, consulté le 17 septembre 2014.

Il existe bien entendu des pôles qui centralisent la fabrication ou la réception de marchandises, ainsi que les principaux canaux qui agissent comme des goulets d'étranglement et où le trafic est très dense. Les pôles sont aujourd'hui l'Europe et principalement sa façade donnant sur la Manche, la côte chinoise qui délivre les produits manufacturés dans le monde entier et les côtes océaniques des Etats-Unis.

Trafic maritime mondial en 2014



Source : <https://www.marinetraffic.com/fr/>, fond de carte : Google maps

L'augmentation du commerce maritime mondial a également été favorisée par l'agrandissement de la taille des navires, particulièrement du nombre de conteneurs pouvant être accueillis par ceux-ci. En effet, le fret mondial est un marché libéralisé où les coûts de transports ont une importance cruciale, ceci tant par la taille du navire que par le chemin emprunté. Car plus un navire est grand, plus les coûts unitaires par conteneur baissent.

La norme ayant eu cours durant les dernières décennies fut la norme dite panamax, celle-ci correspond à la taille maximale pouvant être accueilli par le canal de Panama, les dimensions sont de : 294,13 m de longueur, 32,21 m de largeur et de 12,04 m de tirant d'eau¹⁴¹. Ces dimensions permettent au navire de transporter environ 4'500 EVP¹⁴², mais

¹⁴¹ Profondeur à laquelle un navire s'enfonce (dans l'eau) depuis le dessous de la quille jusqu'à la ligne de flottaison. <http://www.cnrtl.fr/lexicographie/tirant>

¹⁴² Les porte-conteneurs géant : mythe ou réalité, Note de Synthèse, Institut Supérieur d'Economie Maritime (ISEMAR), No. 52, février 2003. <http://www.isemar.asso.fr/fr/pdf/note-de-synthese-isemar-52.pdf>, consulté le 17 septembre 2014.

aujourd'hui une grande part des navires neufs, appelés post-Panamax, ont des capacités de plus de 10'000 EVP¹⁴³ et peuvent aller jusqu'à 18'000 EVP¹⁴⁴. Cette augmentation de la capacité des navires rend le canal de Panama obsolète pour ces géants des mers et lui fait perdre progressivement des parts du trafic maritime mondial. C'est pour cette raison que les autorités panaméennes ont voulu adapter le canal à cette réalité et ont proposé la création d'une nouvelle voie d'eau aux dimensions élargies. Le peuple panaméen a largement approuvé le 22 octobre 2006 par référendum la construction de celle-ci¹⁴⁵. Dès lors les travaux ont commencé en 2007 afin de creuser une troisième voie afin d'accueillir des navires pouvant transporter entre 13'000 et 14'000 EVP ayant des dimensions de 366 m de long, 49 m de large et un tirant d'eau de 15,2 m. Cette œuvre pharaonique coûtant plus de 4 milliards d'euros¹⁴⁶ devrait se terminer à la fin de l'année 2015¹⁴⁷.

L'ouverture de cette nouvelle voie aura un impact sur le trafic maritime mondial, plus particulièrement sur les côtes Est et Ouest des Etats-Unis, ainsi que sur la région des Caraïbes et plus largement sur l'Amérique latine. En effet, une grande partie du commerce d'importation des Etats-Unis vient d'Asie, la traversée de l'océan Pacifique se fait sur des post-Panamax afin de réduire au maximum les coûts. Ne pouvant pas traverser le canal, une grande proportion de ceux-ci décharge son contenu dans les ports du Pacifique comme Oakland ou de Long Beach. Mais la majorité de la population du pays de l'Oncle Sam se trouve à l'est du fleuve Mississippi, par conséquent la majorité du fret déchargé sur la côte ouest doit être acheminé par voir ferroviaire ou routière à proximité de la côte est. Ce processus lent et coûteux sera inévitablement chamboulé par le chantier panaméen¹⁴⁸. En effet, la possibilité de livrer les marchandises directement sur la côte est sans passer par les plateformes intermodales de la côte ouest aura une influence positive tant sur les coûts que sur le temps de transport. Toutefois les ports de l'Atlantique devront être prêts à recevoir ces bâtiments géants ainsi que leur chargement, pour ce faire le canevas du port idéal est

¹⁴³ <http://www.wk-transport-logistique.fr/actualites/detail/75392/rapport-brs-les-commandes-de-porte-conteneurs-geants-prolongeraient-la-crise.html>, consulté le 17 septembre 2014.

¹⁴⁴ <http://www.wk-transport-logistique.fr/actualites/detail/36971/mrsk-line-commande-dix-porte-conteneurs-de-18-000-evp.html>, consulté le 17 septembre 2014.

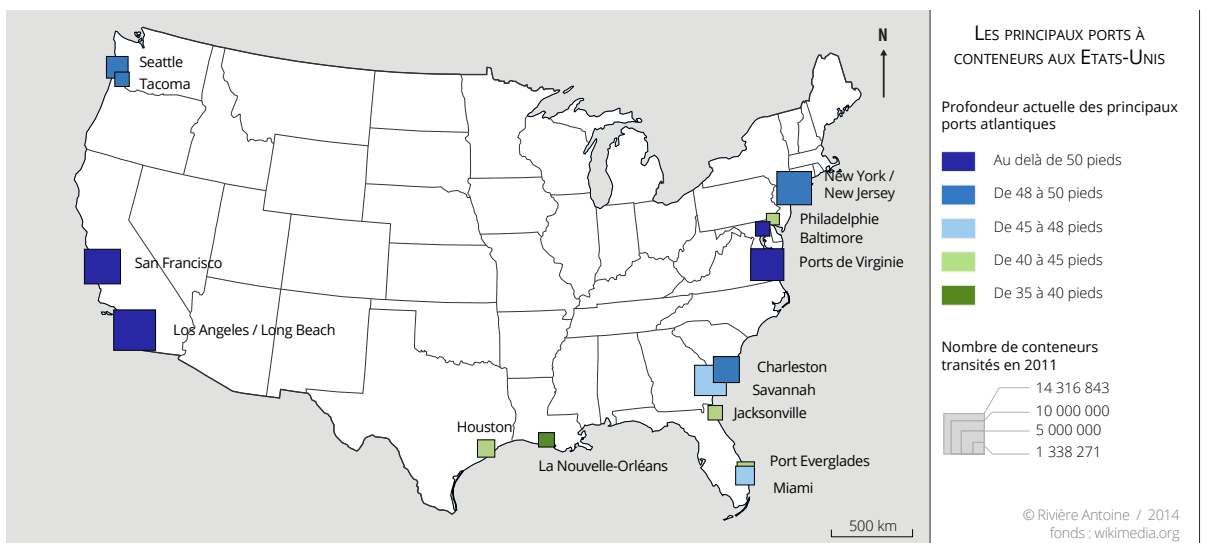
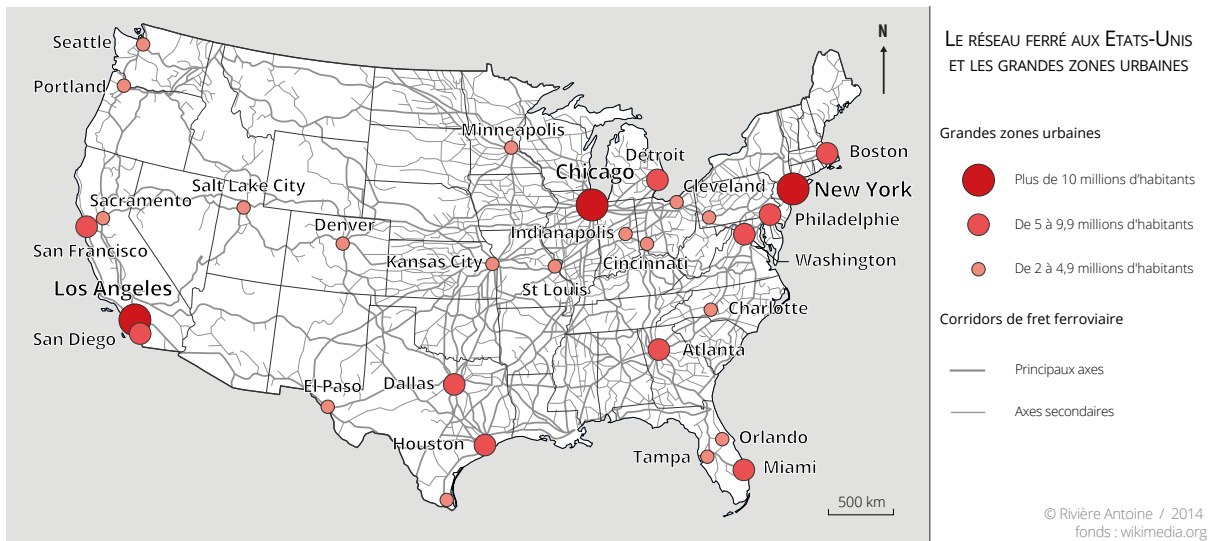
¹⁴⁵ http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2006/10/23/plebiscite-en-faveur-de-l-elargissement-du-canal-de-panama_826417_3222.html, consulté le 17 septembre 2014.

¹⁴⁶ *Idem.*

¹⁴⁷ <http://lainfo.es/fr/2014/08/04/travaux-du-canal-de-panama-culminent-en-decembre-2015/>, consulté le 17 septembre 2014.

¹⁴⁸ A. Rivière, *L'élargissement du canal de Panama bouleverse l'activité portuaire américaine*, Revue de Défense Nationale, Tribune No. 545, juin 2014.

déterminé par trois critères : la profondeur, l'espace disponible aux alentours et la qualité de la connexion au réseau de fret¹⁴⁹.



Sources : - <http://www.vuessurlemonde.com/2014/06/27/le-canal-de-panama-bouleverse-lactivite-portuaire-americaine/>

Comme nous pouvons le constater, peu de ports de la côte Est ont la profondeur appropriée pour recevoir les portes conteneurs répondant à la nouvelle norme panamax. Les travaux d'adaptation sont extrêmement coûteux, certains ports ne pourront pas créer les conditions adéquates pour des raisons physiques et économiques. En effet, il n'est pas toujours possible pour un port d'atteindre une profondeur de plus de 15 m, le processus pour

¹⁴⁹ A. Rivière, *L'élargissement du canal de Panama bouleverse l'activité portuaire américaine*, Revue de Défense Nationale, Tribune No. 545, juin 2014.

les atteindre passe par un dragage du fond marin afin de créer un chenal assez profond pour permettre aux navires de se rendre au port. Parfois cette opération peut s'avérer impossible pour des raisons relatives aux courants qui ramènent les sables extraits par les navires de drainage ou pour des raisons économique, lorsque le drainage est si coûteux que le port perd sa rentabilité. Dans ces conditions, une course s'est engagée entre plusieurs acteurs afin de « capter » des parts de marché de ce fret. Il y a d'une part les ports atlantiques des Etats-Unis qui se battent pour devenir des pôles pouvant recevoir directement ces Ultra Large Containers Vessels (ULCV)¹⁵⁰, mais également les ports caribéens qui s'inscrivent dans une course au « hub ».

En effet, nous pouvons constater que les ports étasuniens du golfe du Mexique ainsi qu'une part des ports orientaux n'auront pas la profondeur requise. Ils devront par conséquent être livrés par des bateaux plus petits eux-mêmes chargés par les ULCV dans un port de transbordement ou hub. Les ports des Caraïbes sont séparés en trois catégories : les hubs globaux, les hubs sous régionaux et les ports de service¹⁵¹. Les auteurs F. Pinnock et I. Ajagunna distinguent dans leur étude trois ports globaux : Freeport au Bahamas, Kingston en Jamaïque et Caucedo en République Dominicaine. Ces trois ports interviennent fortement dans le trafic maritime régional et leur statut de « hub » leur confère une importance économique et stratégique. L'élargissement du canal de Panama va naturellement augmenter les flux maritimes dans la zone des Caraïbes, c'est dans cette course qui est maintenant lancée entre les différents ports de la région que s'inscrit le port de Mariel.

Actuellement le port de Freeport aux Bahamas est le port qui semble le plus à même de répondre aux problématiques posées, avec sa profondeur de 16 mètres, de l'espace disponible pour des extensions, et l'importance des investissements en prévision de l'accueil des ULCV. A terme le port des Bahamas devrait avoir une capacité de transbordement de 6,7 millions d'EVP par an et une longueur de quai de 3850 m¹⁵² ce qui lui permet de prétendre à la place de port numéro un dans la région. En ce qui concerne le port de Kingston, son chenal d'accès a été porté à 15 mètres de profondeur, les capacités de transbordement devraient être

¹⁵⁰ Navires-conteneur ultra grand

¹⁵¹ F. Pinnock, I. Ajagunna, *The Caribbean Maritime Transportation Sector : Achieving Sustainability through Efficiency*, The Caribbean Papers, The Centre for International Governance Innovation, No.13, mars 2012. <https://www.cigionline.org/sites/default/files/no.13.pdf>, consulté le 17 septembre 2014.

¹⁵² <http://www.transportjournal.com/fr/home/echos-des-regions/artikeldetail/race-in-the-caribbean.html>, consulté le 17 septembre 2014.

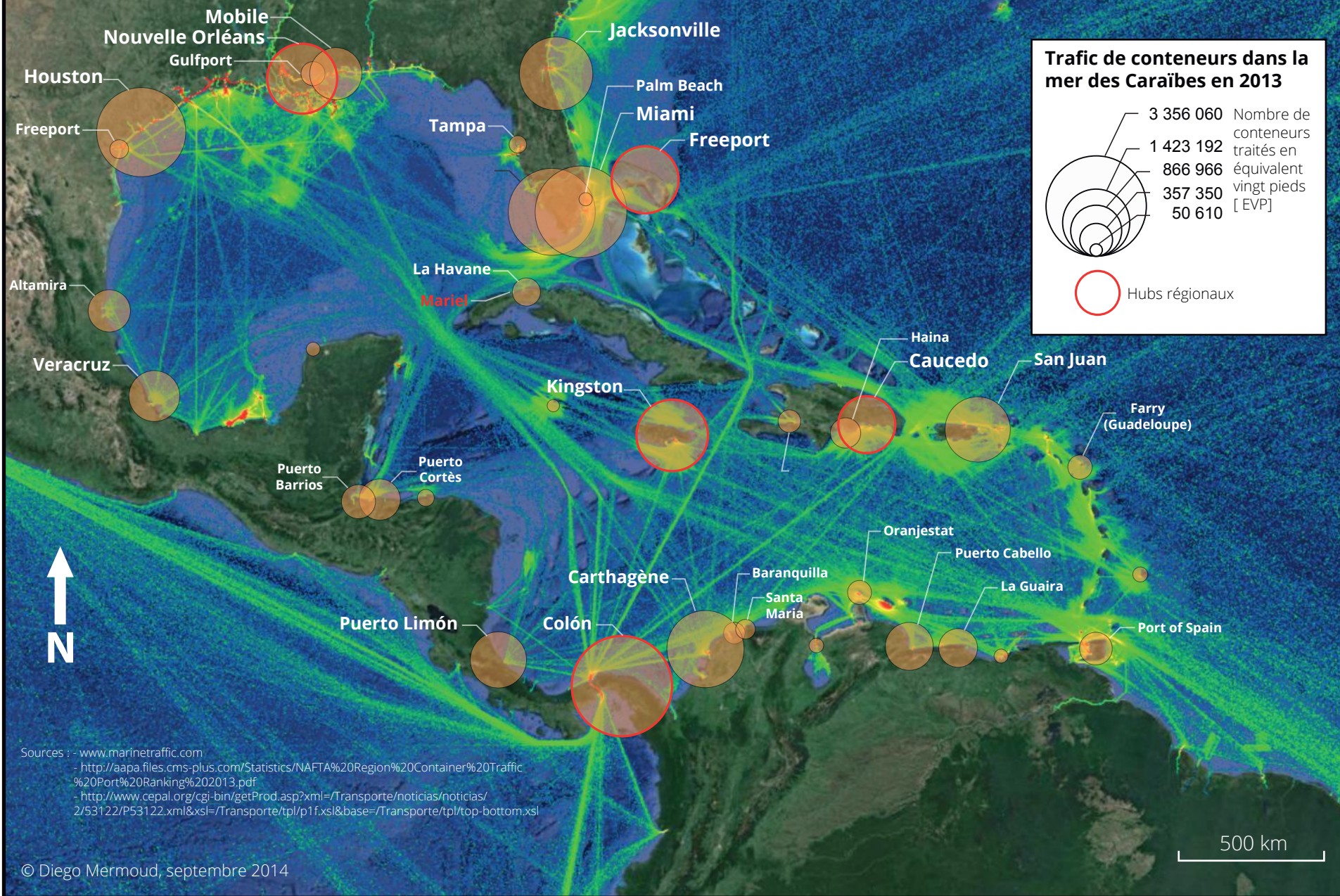
portées de 2,8 millions d’EVP à 3,2 millions d’EVP mais concernant les espaces pouvant être utilisés pour développer les infrastructures, des oppositions environnementales sont apparues. Un projet de création d’un port à trente kilomètres de Kingston dans les Goat Islands, une zone naturelle protégée, subit également des pressions sociales concernant sa sauvegarde. Le port de Caucedo en République Dominicaine est quant à lui nettement moins mis en avant dans la littérature et les articles touchant à cette thématique, néanmoins des projets d’agrandissement ont vu le jour et nombres d’armateurs de classe mondiale utilise ce port¹⁵³. Il semble toutefois que ce port ne s’inscrive pas dans la course de pôle majeur. Enfin, le port de Miami a récemment investi la somme de 220 millions de dollars¹⁵⁴ afin d’obtenir une profondeur de 15 mètres lui permettant d’entrer dans la course aux navires géant et à hauteur de 2 milliards pour les infrastructures portuaires¹⁵⁵.

¹⁵³ http://www.diariolibre.com/economia/2014/06/02/i635571_multinacionales-quieren-invertir-caucedo.html, consulté le 17 septembre 2014.

¹⁵⁴ <http://www.transportjournal.com/fr/home/echos-des-regions/artikeldetail/race-in-the-caribbean.html>, consulté le 17 septembre 2014.

¹⁵⁵ Carabbean Maritime, *Port of Miami*, No. 22, mai - septembre 2014.
<http://issuu.com/landmarine/docs/cm22/1?e=1056874/7609170>

CARTE DU TRAFIC MARITIME ET DES PORTS DE LA RÉGION DES CARAÏBES



Chaque port de la région a ses points forts et ses points faibles. Les zones franches, permettant aux entreprises d'entreposer, voire de transformer certaines marchandises dans des conditions extrêmement favorables, sont devenues progressivement la norme et le fait de le proposer aux entreprises n'est aujourd'hui plus déterminant. La majorité des ports sont bâtis par de grands constructeurs ayant un savoir-faire comparable, tout comme les gestionnaires de ports qui sont très peu nombreux et gèrent la plupart des grands ports mondiaux. Dès lors, au delà de la position géographique, les points cruciaux des ports de transbordement sont leurs capacités à recevoir les navires rapidement, en générant le moins possible d'attente pour éviter une perte financière aux armateurs.

D'un point de vue géographique, nous pouvons distinguer parmi les hubs globaux deux groupes, d'une part les ports ayant pour objectif de desservir les ports du golfe du Mexique et d'autre part ceux cherchant à desservir la côte est des Etats-Unis. Bien entendu nous parlons ici d'objectifs globaux et non-exclusifs basés sur l'emplacement géographique. Sur ce point les ports de Kingston et Mariel sont mieux placés pour desservir à la fois les ports du golfe du Mexique et ceux de l'Atlantique. Au contraire, les ports de Freeport, de Miami et de Caucedo sont mieux placés pour accéder à la côte est de l'Amérique du nord. Dans ces conditions, la concurrence entre les ports est inégale, nous pouvons même penser que les navires géants qui traverseront le canal de Panama s'arrêteront premièrement à Kingston ou à Mariel afin de décharger les marchandises à destination du golfe du Mexique, avant de continuer vers Freeport, Caucedo ou Miami pour débarquer celles à destination de la côte orientale des Etats-Unis.

Dans cette dynamique, les ports de Kingston et Mariel sont géographiquement favorisés d'autant plus que les courants marins entrent par le sud de la mer des Caraïbes pour ressortir par le détroit de Floride. Il est difficile aujourd'hui d'affirmer lequel de ces ports saura le mieux tirer son épingle du jeu, même s'ils ont tous de fortes chances de voir leur activité augmenter. Quoiqu'il en soit il s'agit d'une course, où le premier qui aura les faveurs des armateurs et qui répondra correctement à leurs exigences sera fortement favorisé. Tout bateau utilisant un port n'utilise pas un port concurrent, dès lors pour se développer il faut rapidement capter le trafic puis ne plus le perdre. Plus un port devient important plus il aura les faveurs des armateurs et des entreprises, plus son activité se développera. Le défi est de réussir à s'agrandir sans jamais être congestionné, car dans ce cas, les armateurs se tournent

immédiatement vers les ports concurrents. Il s'agit bien d'une course, le premier navire géant qui traversera le canal de Panama, signera le départ de celle-ci.

II.A.2 La réalisation présente et future

Le port de Mariel s'inscrit dans cette course au transbordement dans la zone des Caraïbes et de la côte est. Cette rivalité de pouvoir entre les ports de la région pour capter le trafic maritime et les richesses qui en découlent est parfaitement géopolitique. Dans cette lutte, le port de Mariel se positionne de la manière la plus favorable au niveau technique et géographique, mais reste tributaire du blocus, embargo imposé par les Etats-Unis. En terme géographique, la position du port est extrêmement avantageuse : à l'entrée du détroit de Floride, c'est-à-dire au plus proche de la côte étasunienne, et au centre de la mer des Caraïbes. Cet emplacement propice a, de plus, la profondeur requise pour accueillir les post-panamax qui sortiront du canal de Panama élargi. Les 17,9 mètres de profondeur du chenal et du port seront amplement suffisants pour recevoir tous les types de navires, même ceux ayant un tirant d'eau plus grand que les dimensions du futur canal élargi¹⁵⁶. Il n'en reste pas moins que selon certaines informations non vérifiables, mais obtenues à travers deux canaux distincts, des rochers au fond de la baie pourraient empêcher l'entrée de navires à fort tirant d'eau. Les entreprises pouvant remédier à ce genre de problématiques complexes sont au nombre de trois dans le monde et selon certain le temps d'attente pour régler cette question pourrait dépasser les deux ans. Cette problématique, très difficile à évaluer et maintenue secrète, pourrait quelque peu freiner le développement du port. Toutefois, elle ne remet en aucun cas les fondements du projet de Mariel.

Au delà de l'emplacement et de la profondeur, le port de Mariel se construit en utilisant les meilleures technologies actuelles. En ce qui concerne ses infrastructures, celles-ci se reposent sur un quai de 702 mètres¹⁵⁷ comportant quatre grues de 83 mètres de hauteurs¹⁵⁸

¹⁵⁶ http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2014/01/140127_inauguran_puerto_moderno_cuba_fv_bd.shtml, consulté 18 septembre 2014.

¹⁵⁷ <http://www.prensa.com/impreso/economia/cuba-inaugura-muelle-del-puerto-mariel/265724>, consulté 18 septembre 2014.

¹⁵⁸ <http://hdezsoto.wordpress.com/2013/08/25/el-puerto-del-mariel-y-las-eras-post-panamax-y-ultra-post-panamax/>, consulté 18 septembre 2014.

pouvant travailler sur tous types de navires. Leur constructeur chinois nommé « Shanghai Zhenhua Heavy Industries Co., Ltd » est également le fournisseur du port de Miami¹⁵⁹, tout comme le constructeur brésilien Odebrecht également présent dans la construction de l'extension du port de Floride. Il y a donc des similitudes frappantes entre les ports de Mariel et de Miami allant à l'encontre des représentations qui nous font voir deux mondes séparés, inconciliables. Aujourd'hui, plusieurs entreprises parviennent à travailler des deux côtés du détroit de Floride cela montre symboliquement qu'il est possible de se rapprocher et que les infrastructures de Mariel auront le niveau des meilleurs ports du « premier monde ».

Concernant ses capacités, le port pourrait gérer 822'000 conteneurs par année¹⁶⁰, ce qui le place bien évidemment comme le plus grand port du pays, mais également dans le top 20 des ports latinos américains¹⁶¹. L'inauguration du port eu lieu le jour avant l'ouverture du sommet de la Communauté d'Etats Latino-Américains et Caraïbes (CELAC) qui se tenait le 28 et 29 janvier à la Havane¹⁶². L'ouverture du port a donc été faite lorsque tous les projecteurs étaient tournés vers Cuba. Cette communication exemplaire et parfaitement maîtrisée par les autorités cubaines, couplé à l'accueil du sommet de la CELAC a signé le grand retour de Cuba sur la scène continentale. La présence du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) Ban Ki-Moon¹⁶³ a également offert une dimension mondiale au sommet et à Cuba. L'inauguration du port s'est faite en présence des présidents des pays appartenant à l'ALBA, ce qui marque le soutien des pays de l'alliance au projet, même si celui-ci est financé par le Brésil qui n'en est pas membre. Selon les dernières informations disponibles, au 9 juillet 2014, 57 bateaux ont utilisé le port de Mariel depuis son ouverture, c'est-à-dire qu'environ 15'000 conteneurs ont été transbordés¹⁶⁴, ce qui semble être très peu en comparaison avec les 263'886 EVP qui ont transité par le port de la Havane en 2013 selon les statistiques de la CELAC¹⁶⁵. Le port de Mariel devrait progressivement capter

¹⁵⁹ <http://eichikawa.com/2013/10/la-empresa-china-zpmc-suministra-equipos-al-puerto-de-miami-y-al-puerto-del-mariel-en-cuba.html>, consulté 18 septembre 2014.

¹⁶⁰ <http://www.radiometropolitana.icrt.cu/?p=8314>, consulté 18 septembre 2014.

¹⁶¹ <http://www.cepal.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/Transporte/noticias/noticias/2/53122/P53122.xml&xsl=/Transporte/tpl/p1f.xsl&base=/Transporte/tpl/top-bottom.xsl>, consulté 18 septembre 2014.

¹⁶² <http://blogs.mediapart.fr/edition/mediapart-en-espanol/article/040214/ii-cumbre-de-la-celac-la-habana-28-y-29-de-enero-plan-de-accion-para-2014>, consulté 18 septembre 2014.

¹⁶³ <http://www.granma.cu/cuba/2014-01-27/ban-ki-moon-visita-centro-historico-de-la-habana>, consulté 18 septembre 2014.

¹⁶⁴ <http://radiofloridafrances.wordpress.com/2014/07/10/le-terminal-de-conteneurs-du-mega-port-cubain-du-mariel-a-accueilli-57-bateaux-au-cours-de-ses-6-premiers-mois/>, consulté 18 septembre 2014.

¹⁶⁵ <http://www.cepal.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/Transporte/noticias/noticias/2/53122/P53122.xml&xsl=/Transporte/tpl/p1f.xsl&base=/Transporte/tpl/top-bottom.xsl>, consulté 18 septembre 2014.

l'ensemble du trafic maritime afin de fermer progressivement le port de la Havane devenu obsolète. Ce basculement entre les deux ports semble se faire si nous nous référons aux dernières cartes fournies par le site www.marinetraffic.com :



Dès lors, il est difficile de savoir si le port de Mariel n'est que très récemment monté en puissance, ou bien si les chiffres de transbordement fournis par les autorités cubaines à la CELAC pour le port de la Havane ne correspondent pas à la réalité. Pour avoir vécu durant deux mois, lors de mon terrain de recherche, à proximité et avec une vue imprenable sur le port de la Havane, le chiffre fourni par la CELAC me paraît largement surévalué. En effet, la majorité des navires mouillants dans la baie de la Havane n'est absolument pas celle des portes conteneurs, mais plutôt celle des vraquiers ou des cargos de taille modeste. De plus, la cadence d'arrivée ou de départ des navires était très faible, entre zéro et trois par jour.

Les connections au fret national cubain, routières et ferroviaires, doivent être mises en place pour pouvoir acheminer les marchandises débarquées vers les bassins de consommation. Ce système intermodal est en cours de réalisation, l'accent est mis sur le ferroviaire pour les longues distances, et sur le routier pour les destinations plus proches ou n'ayant pas de connections avec le rail. La rénovation de la « Via central », le chemin de fer traversant le milieu de l'île dans sa longueur, progresse, mais certains tronçons étaient jusqu'alors limités à

20 km/h en raison du « haut degré de détérioration des voies »¹⁶⁶. La connexion entre le port et le réseau ferré national n'étant pas encore établie¹⁶⁷, le fret est actuellement limité au trafic routier, mais celui-ci devrait progressivement monter en puissance une fois ces travaux ferroviaires terminés.

Au delà du port et des infrastructures ferroviaires et routières, la Zone de Développement Spéciale de Mariel (ZDEM)¹⁶⁸ est au moins aussi importante que le port en lui-même. En effet la pertinence même de la construction du port doit être mis en relation avec l'ouverture de cette zone franche. Celle-ci s'étant sur un territoire de 43 km² à l'heure actuelle¹⁶⁹, mais la zone prévue à terme sera de 465,4 km²¹⁷⁰. Ce territoire immense est régi par une législation spéciale dit décret-loi 313, publiée dans la Gazette Officielle le 23 septembre 2013¹⁷¹. Les objectifs affichés sont :

1. Contribuer au développement national.
2. Générer des exportations et promouvoir la substitution des importations.
3. Faciliter le transfert de technologies avancées et de savoir-faire et de compétences dans la gérance commerciale.
4. Attirer les investissements étrangers.
5. Générer de nouveaux emplois ainsi que des financements à long terme.
6. Faciliter la viabilité environnementale.
7. Développer les infrastructures nécessaires pour contribuer au progrès économique
8. Créer un système logistique permettant un haut niveau d'efficacité dans les processus d'importation, exportation et distribution.
9. Stimuler l'établissement d'entreprises nationales et étrangères.
10. Garantir son articulation avec le reste de l'économie.¹⁷²

¹⁶⁶ Cubavision, *Avanzan trabajos de moderna ferrovía al Puerto del Mariel*, PERIODICO26CUBA, publié le 2 avril 2014.

<https://www.youtube.com/watch?v=kUzEoGk34fg>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁶⁷ *Idem.*

¹⁶⁸ En espagnol : Zona de Desarrollo Especial del Mariel

¹⁶⁹ G. Rubio, *Destino Mariel, Cuba*, Cubavision, Sistema Informativo de la Televisión Cubana, juin 2014.

<https://www.youtube.com/watch?v=x7kg8ihW3ZM>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁷⁰ http://www.zedmariel.com/pages/esp/Informacion_General.php, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁷¹ Gaceta Oficial de la República de Cuba, Ministerio de Justicia, Decreto-Ley Número 313 « De la Zona Especial de desarrollo Mariel », No. 26, 23 septembre 2013.

[http://www.zedmariel.com/DOCUM/Decreto-Ley%20No.%20313\(ESP\).pdf](http://www.zedmariel.com/DOCUM/Decreto-Ley%20No.%20313(ESP).pdf), consulté le 18 septembre 2014.

¹⁷² *Idem.*

Nous constatons que l'Etat cubain affiche clairement ses objectifs consistant à créer une effervescence économique dans une zone définie afin d'avoir une pierre angulaire sur laquelle son économie nationale pourrait s'appuyer. Les caractéristiques d'une zone franche, et celle de Mariel n'y fait pas exception, est la facilitation pour les entreprises au niveau fiscal et logistique. Dans le cas cubain le paradoxe est qu'un régime d'idéologie communiste va s'appuyer sur une zone aux conditions ultra-libérales pour faire décoller son économie. Le second des objectifs officiels est de s'occuper d'un des plus grands problèmes de l'économie cubaine, sa balance commerciale. En effet, celle-ci est négative depuis de longues années, ce qui réduit au strict minimum les importations, dont les conséquences se ressentent immédiatement dans les magasins étatiques presque vides. La production sur le territoire national est une nécessité absolue pour le régime afin d'éviter les importations coûteuses. Dans un second temps une augmentation des exportations permettrait de favoriser la production locale, l'emploi et par conséquent l'économie du pays. Les dernières décennies ayant sclérosé Cuba, le retard technique et technologique à combler aujourd'hui est immense. Seule l'arrivée d'entreprises étrangères permettrait d'actualiser le savoir-faire cubain.

L'investissement étranger est quant à lui indispensable à la concrétisation du projet de Mariel. Au mois de mai de cette année, 23 projets ont été proposé aux autorités cubaines¹⁷³ venant de différents pays, du Brésil bien évidemment, mais également d'Espagne, de France, d'Italie, de Russie, de Chine et de Hollande¹⁷⁴. Il est impossible de connaître leur crédibilité, mais quoi qu'il en soit un intérêt pour l'île s'est récemment fait sentir au sein de la diplomatie mondiale. Nous pouvons relever la visite du ministre français des affaires étrangères Laurent Fabius le 12 avril 2014, après une absence de plus de 31 ans de la diplomatie française sur l'île à un tel niveau¹⁷⁵. Le président russe a symboliquement choisi Cuba comme première destination lors de sa tournée sud-américaine qui s'est déroulée 11 au 16 juillet 2014. Lors de sa visite sur l'île, Vladimir Poutine a mis fin à un conflit vieux de plus de 20 ans concernant la dette cubaine à l'URSS non honorée à la Russie. En effet, 90% de cette dette de 35,2 milliards de dollars a été annulée et les 10% restant seront placés sur des comptes qui seront

¹⁷³ <http://www.radiorebelde.cu/boletin/ascienden-23-proyectos-interesados-zona-desarrollo-mariel-20140507/>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁷⁴ *Idem.*

¹⁷⁵ http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2014/04/13/laurent-fabius-en-visite-a-cuba-amie-de-la-france_4400407_3222.html, consulté le 18 septembre 2014.

investis par la Russie directement dans l'économie cubaine¹⁷⁶ et par exemple l'entreprise pétrolière et gazière russe Rosneft a décidé au printemps la création du base logistique dans ZEDM¹⁷⁷.

Les autorités cubaines font tout ce qui est en leur pouvoir pour rendre attractif cette zone. La bureaucratie y est limitée à une seule entité, le bureau de la ZEDM, répondant à toutes les problématiques pouvant affecter les investisseurs¹⁷⁸. La centralisation du pouvoir décisionnel permet d'offrir par exemple des garanties quant au temps de réponse de l'administration, ceci afin de rassurer des investisseurs méfiants à l'égard d'une bureaucratie communiste réputée, à raison, très lente. Un autre point qui préoccupe fortement les investisseurs est la menace de nationalisation de leurs investissements par le régime castriste. En effet, les régimes de ce type ont déjà nationalisé par le passé et des pays ayant une idéologie comparable comme le Venezuela ont nationalisé récemment des entreprises occidentales¹⁷⁹. C'est pourquoi des garanties ont été formulées par le ministre cubain du commerce extérieur Rodrigo Malmierca affirmant que : « *les investissements étrangers ne peuvent pas être expropriés* », soulignant que le cadre légal est « *bien défini* » et que le climat des affaires est favorable¹⁸⁰. Pour garantir un maximum de sécurité aux investisseurs¹⁸¹, la garantie de l'usufruit du sol acquis est de 50 ans pour la ZEDM¹⁸².

Les secteurs qui devraient ouvrir la voie à l'investissement dans la zone sont : le photovoltaïque, la biotechnologie, la pharmaceutique, l'industrie chimique, l'industrie lourde, industrie de la construction et également des centre logistiques¹⁸³. Le Brésil a bien sûr montré un vif intérêt pour investir dans cette zone, principalement dans les secteurs des équipements

¹⁷⁶ http://www.liberation.fr/monde/2014/07/11/poutine-annule-90-de-la-dette-due-par-cuba-a-l-ex-urss_1061923, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁷⁷ <https://opinamoslibremente.wordpress.com/tag/zdemariel/>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁷⁸ <http://www.radiorebelde.cu/noticia/oficina-mariel-ofrece-novedosas-facilidades-para-inversion-20131031/>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁷⁹ <http://www.france24.com/fr/20110319-nationalisation-chavez-venezuela-commerce-expropriation-entreprise/>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁸⁰ http://www.lantenne.com/notes/Mariel-pas-de-nationalisation-a-craindre-pour-les-investisseurs_b6024042.html, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁸¹ <http://www.lariposte.com/ou-va-cuba-vers-le-capitalisme-ou,1508.html>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁸² http://www.zedmariel.com/pages/esp/Servicio_tarif_Suelo.php, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁸³ G. Rubio, *Destino Mariel, Cuba*, Cubavision, Sistema Informativo de la Televisión Cubana, juin 2014. <https://www.youtube.com/watch?v=x7kg8ihW3ZM>, consulté le 18 septembre 2014.

de santé, des médicaments et des vaccins. Le chiffre de 290 millions¹⁸⁴ de dollars a été articulé par la présidente Dilma Rousseff lors de son discours inaugural¹⁸⁵. Ces secteurs sont ceux que Cuba maîtrise le mieux en terme de technologie et l'alliance avec des investissements brésiliens pourraient s'avérer très fructueuse. Cela s'explique également par les conditions fiscales qui sont très favorables : 12% d'imposition sur les bénéfices, 1% sur les ventes et les services pour les entités qui commercialisent des biens ou des services et enfin 14% de contribution à la sécurité sociale pour les salaires payés, ce qui correspond aux charges patronales¹⁸⁶. De plus, une exonération fiscale sur le bénéfice ainsi que sur les charges patronales est en vigueur pendant les dix premières années, tout comme une exonération de 50% sur les ventes et services, ainsi que sur les taxes douanières¹⁸⁷. Cette taxation relativement faible a pour objectif d'attirer les entreprises, mais un certain flou règne encore sur le régime fiscal, particulièrement en ce qui concerne les charges patronales.

Le futur de ce complexe est très difficile imaginer. En cas de réussite, les quais devraient être fortement rallongés pour atteindre la distance de 2400 m¹⁸⁸. La ZEDM avec 465,4 km² est tellement étendue qu'il est presque impossible de se l'imaginer totalement exploitée. Il a donc des dispositions permettant au projet du port de Mariel de devenir si nécessaire un gigantesque centre économique régional. Mais les avis sur la question sont très divergeant, le magnat du sucre Alfonso Fanjul, cubain-américain a manifesté au mois de février 2014 son désir d'investir à Cuba¹⁸⁹, alors que le chef d'entreprise Carlos Saladrigas a déclaré au journal espagnol *El Mundo* « qu'il fallait être fou pour investir à Cuba »¹⁹⁰. Ces différents points de vue symbolisent les incertitudes régnant autour de ce projet. Quoi qu'il en soit, il s'agit pour le régime cubain et le gouvernement brésilien, d'un pari à tenter.

¹⁸⁴ Cuba Hoy, *Cuba: Palabras de Dilma Rousseff al inaugurar Terminal de Contenedores de Mariel*, publié le 27 janvier 2014.

https://www.youtube.com/watch?v=5f4Is5nyT_c, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁸⁵ *Idem*.

¹⁸⁶ J. Marcheco, *Cuba – Zona Especial de Desarrollo Mariel, 100 Preguntas y Respuestas*, octobre 2013.

<https://www.cubastandard.com/wp-content/uploads/2013/10/SSRN-id2340033.pdf>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁸⁷ <http://www.americaeconomia.com/economia-mercados/finanzas/cuba-apuesta-por-inversiones-y-empresas-extranjeras-para-zona-especial-de>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁸⁸ G. Rubio, *Mariel, una puerta abierta al mundo*, Cubavision, Sistema Informativo de la Televisión Cubana, janvier 2014.

<https://www.youtube.com/watch?v=3XQYoJTKGsA>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁸⁹ <http://www.ibtimes.com/sugar-mogul-alfonso-fanjul-wants-invest-cuba-1553293>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁹⁰ <http://www.cubania.com/post/investir-a-cuba/>, consulté le 18 septembre 2014.

II.A.3 Les implications directes et indirectes pour Cuba

L'ouverture de ce complexe logistique et industriel a un coût faramineux pour l'économie cubaine. Toutefois, le régime castriste a pris le risque d'investir dans ce port. En effet, il s'agit bien d'un risque, car le résultat de ce projet reste aujourd'hui très aléatoire. Les raisons invoquées par le régime pour justifier cet investissement sont variées. Nous pouvons d'abord distinguer l'obsolescence du port de la Havane, la profondeur ne pouvant être adaptée aux dimensions des post-Panamax, principalement à cause d'un tunnel routier sous-marin passant sous l'entrée de la baie. Cependant, cet obstacle ne nécessitait en aucun cas la construction d'un tel projet pharaonique, les économies faites, par un fret moins cher grâce aux bateaux plus grands, déchargeant dans le port de Mariel, ne seront d'aucune manière suffisantes pour couvrir les coûts de la construction du port ainsi que les infrastructures logistiques ferroviaires et routières qui l'accompagne.

L'objectif de la réhabilitation du port de Mariel est d'attirer, dans un premier temps, des investisseurs étrangers ne venant pas des Etats-Unis. Les conditions actuelles, inaugurés cette année, correspondent certainement aux projections faites sans aucunes participations des Etats-Unis. Cela devrait avoir pour conséquence une augmentation des produits dans le pays et une augmentation de l'emploi limitée à la région de Mariel. L'arrivée des capitaux étrangers aura inévitablement une incidence positive sur l'économie cubaine, particulièrement localiser entre la Havane et à Mariel.

Une incidence directe de ce projet sera également le renforcement du régime castriste. En effet, si un nombre conséquent d'entreprises s'établit sur l'île, que les conditions propices à un bon développement sont réunies, alors les possibilités d'une chute du gouvernement seront amoindries. Toutefois il ne faut pas négliger l'impact direct au niveau social, car le niveau de salaire des ouvriers dans la ZEDM aura sans aucun doute des répercussions sur la société cubaine. En effet, le salaire des employés cubains dans la zone franche est régulé par une législation fiscale particulière dictée par Gazette Officielle No. 23 du 7 mai 2014¹⁹¹. Cette nouvelle législation relativement complexe fait entrer malgré lui l'investisseur étranger de plein fouet dans la réalité cubaine. En effet, le salaire médian cubain est d'environ 500 pesos

¹⁹¹ Gazette Officielle No. 26 Extraordinaire, Ministerio de Justicia, publié le 7 mai 2014.
<http://www.zedmariel.com/DOCUM/Gaceta%20Oficial%20No.%2023%20Extraordinaria%20de%207%20de%20mayo%20de%202014.pdf>, consulté le 18 septembre 2014.

cubains (CUP), l'équivalent de 20 pesos convertibles (CUC) indexé sur le dollar étasunien, le taux de change étant depuis plusieurs années à 24 CUP pour 1 CUC. Dès lors si une entreprise paie son salarié cubain au prix du marché international, par exemple 1'000 euros, l'employé cubain touchera un salaire cent fois supérieur à ses compatriotes. Jusqu'à aujourd'hui, tous les employés travaillant pour une entreprise étrangère travaillent institutionnellement pour l'Etat cubain. Celui-ci facture un salaire correspondant aux standards mondiaux et verse un salaire d'une vingtaine d'euros au salarié cubain, la différence lui revenant. Ce système extrêmement profitable à l'Etat cubain n'est pas applicable dans la ZEDM car la Havane veut des travailleurs motivés répondant aux exigences des entreprises internationales. Or la cadence et l'efficacité des travailleurs sur l'île est en accord ce fameux proverbe local : « *Comme ils (l'Etat) font semblant de me payer, je fais semblant de travailler !* ». La nouvelle réglementation spécifique aux travailleurs cubains dans la ZEDM est actuellement sujette à controverse. En effet, pour limiter la différence de salaire entre les travailleurs de la ZEDM et du reste de la population active, l'Etat utilise une stratégie mêlant impôts et taux de change différencié.

Prenons l'exemple d'un salarié cubain payé par une entreprise étrangère l'équivalent de 1'000 dollars USD ; l'Etat ponctionnera d'abord 20% de la paie qu'il redistribuera à « *l'agence employeur* »¹⁹², qui correspond à un avatar d'agence intérim étatique. Normalement il faut ajouter une taxe de 14% destinée aux charges patronales¹⁹³ ainsi que les 5% nécessaires à l'assurance sociale de chaque salarié¹⁹⁴, mais comme il n'est pas encore dit, et si oui à quel moment, si ceux-ci seront déduits du salaire, nous avons choisis de ne pas les intégrer à cet exemple. Dès lors, l'employé cubain devrait théoriquement toucher la somme de 800 dollars. Mais en réalité le salaire est perçu en CUP, cette monnaie étant la norme pour le paiement des salaires sur l'île, dont le cours normal de 24 CUP pour 1 dollar. Or le taux de change est adapté de manière défavorable pour le travailleur cubain, soit 10 CUP pour 1 dollar. Cela veut dire qu'au lieu de toucher $24 \times 800 = 19'200$ CUP le salaire sera de $10 \times 800 = 8'000$ CUP soit l'équivalent de $8'000 / 24 = 333$ CUC ou dollars¹⁹⁵. Cette législation

¹⁹² http://www.diariodecuba.com/cuba/1398063294_8224.html, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁹³ J. Marcheco, *Cuba – Zona Especial de Desarrollo Mariel, 100 Preguntas y Respuestas*, octobre 2013. <https://www.cubastandard.com/wp-content/uploads/2013/10/SSRN-id2340033.pdf>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁹⁴ <http://www.juventudrebelde.cu/cuba/2014-05-07/definen-impuesto-sobre-ingresos-personales-para-trabajadores-contratados/>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁹⁵ http://www.diariodecuba.com/cuba/1398063294_8224.html, consulté le 18 septembre 2014.

spéciale a pour objectif de limiter fortement le salaire des travailleurs de la ZEDM tout en leur offrant un salaire près de vingt fois le salaire médian.

Cette différence salariale à l'intérieur du pays aura sans nul doute des répercussions sur la population. Une certaine légitimité à exiger de l'Etat des salaires plus élevés va s'instaurer et il est difficile de savoir comment ce paramètre nouveau sera géré par les autorités. En outre, l'engagement des travailleurs passant à travers cette agence employeur, l'objectivité concernant les qualités et les qualifications seront à coup sûr brouillés par des considérations politiques et de copinage. Comme c'est aujourd'hui le cas pour une grande partie des employés travaillant pour des entreprises étrangères, à des postes étatiques élevés ou ayant une relation avec le tourisme. Cette épée de Damoclès persistera, l'« agence employeur » servira d'outil de domination sur les travailleurs afin d'éviter toute exigences de changements politiques de cette futur classe aisée cubaine.

Le port de Mariel terminé et le canal de Panama élargi feront entrer Cuba dans une nouvelle ère, mais l'ampleur du développement économique de la ZEDM, et par extension celle du pays, est encore incertaine. Toutefois le retour progressif de plusieurs pays sur l'île, à travers des relations diplomatiques renforcées ou de nouveaux accords commerciaux, confirme que le changement n'est pas seulement une utopie cubaine, mais bien une réalité perceptible et perçue par de nombreux acteurs internationaux. Cet impact indirect sera peut-être le plus fort à moyen ou long terme, car les lignes bougent grâce à ce point d'appui, ce point d'accroche qu'est le projet du port de Mariel. Enfin demeure en toile de fond la question de l'embargo ; le blocus imposé par les Etats-Unis pourrait-il se lever grâce à Mariel ? C'est de toute évidence l'un des objectif que nous pouvons percevoir à travers le symbole officiel de la ZEDM. Il est étonnant d'observer cette symbolique qui n'est pas en adéquation avec la réalité actuelle, mais uniquement corrélée à un monde futur hypothétique.



Source : - http://www.zedmariel.com/pages/esp/Informacion_General.php, consulté le 18 septembre 2014.

Les réformes du président Raul Castro génèrent structurellement l'émergence d'une classe moyenne. Le pouvoir économique de cette population permettra également au Brésil de conquérir ce marché cubain émergent en s'appuyant sur le nouveau port. Les entreprises brésiliennes auront de nouvelles débouchées¹⁹⁶ et la Havane aura indirectement accès à une quantité de nouveaux produits aujourd'hui introuvables. Ces changements auront logiquement une forte incidence sur la population cubaine, dans sa structure et dans sa relation avec le pouvoir étatique. Mais cela offrira de nouvelles possibilités économiques au gouvernement qui pourra dès lors investir dans de nouveaux projets, et par là même déclencher un cercle économique vertueux.

¹⁹⁶ <http://www.cartacapital.com.br/internacional/por-que-o-brasil-esta-certo-ao-investir-em-cuba-1890.html>, consulté le 18 septembre 2014.

II.B. La baie de la Havane et sa Vieille Ville

La création du port de Mariel a également eu pour conséquence de rendre le port de la Havane totalement obsolète. Il n'y a en effet aucun sens à garder un port d'un autre âge lorsqu'un nouveau port de classe mondiale voit le jour à seulement 45 km. La baie de la Havane est un territoire particulier, car il est composé de zones très variées et qui se sont jusqu'alors trouvées en concurrence : on trouve des zones d'habitations dans le quartier UNESCO de la Vieille Havane, ainsi que dans les « villages » de Reglas et Casablanca ; le port de commerce, qui a été jusqu'à l'ouverture du port de Mariel le plus important de l'île ; le port et la zone militaires, destinés à défendre cet emplacement stratégique, sont toujours en fonction ; enfin, une grande zone industrielle comprenant notamment une raffinerie, complète ce large panel d'utilisation du sol. Depuis la révolution castriste, les investissements se sont fait au compte-goutte, mais nous pouvons affirmer que, jusqu'à la fin des années 1970, l'accent a été mis sur la zone industrielle et le port de commerce, longtemps considérés comme prioritaires.

Ce n'est que lorsque le pouvoir a pris conscience de la valeur historique du quartier de la Vieille Havane que les choses ont progressivement changé. Ceci en partie pour répondre à une volonté populaire, car le mécontentement était fort du fait des odeurs pestilentielles générées par les industries. Mais également pour valoriser un espace faisant partie du patrimoine national au bord de la ruine et ayant un besoin absolu d'investissement. Ce processus a progressivement ouvert l'investissement étatique vers les zones d'habitations, délaissant le port et la zone industrielle qui sont aujourd'hui dans un état de délabrement avancé. L'ouverture du port de Mariel a sonné le glas du port de la Havane et, plus largement, de la zone industrielle qui sera progressivement déplacée dans la ZEDM, offrant dès lors ces territoires à une autre utilisation. Les décisions prises à une petite échelle au sujet de la rénovation de la Baie de La Havane, actuellement en cours de réalisation, reflètent les intentions plus larges des décideurs, particulièrement au sein d'un régime vertical tel que l'Etat cubain. A travers l'étude des décisions sur la rénovation de la baie, nous pourrions entrevoir comment les décideurs cubains se projettent dans le futur.

II.B.1 L'histoire et la situation actuelle de la Havane et de sa baie

La découverte de Cuba par les européens a eu lieu le 28 octobre 1492 lors du premier voyage de Christophe Colomb. Ce n'est qu'en 1509 que les espagnols atteignent pour la première fois la baie de la Havane, qu'ils nomment alors *Puerto de Carenas*¹⁹⁷. En 1514, Diego Velázquez de Cuéllar fonde la ville de San Cristóbal de la Habana sur la côte sud de l'île, à proximité de l'actuelle ville de Batabanó¹⁹⁸. Ce n'est que cinq ans plus tard que la ville est fondée officiellement à son emplacement géographique actuel. Le nom de la Havane, la Habana en espagnol, est tiré du nom de la fille du cacique¹⁹⁹ de la tribu tainos Habaguanex²⁰⁰ chef du territoire où la ville a été érigée. La Havane ne doit pas son développement aux richesses de son territoire, mais principalement à sa position stratégique. En effet, les courants marins qui remontent du sud vers le nord en longeant le golfe du Mexique avant de déboucher, via le détroit de Floride, sur l'Océan Atlantique, rendent son emplacement extrêmement favorable en termes de navigation. Cette situation va la transformer progressivement en point névralgique du commerce entre le Nouveau et l'Ancien Monde. Les ressources pillées sur le continent étaient réunies à la Havane avant d'entreprendre la traversée de l'océan pour l'Espagne. La situation géographique stratégique de l'île de Cuba lui valut le nom de *Clef du Golfe*²⁰¹.

Les richesses réunies dans la capitale cubaine éveillèrent rapidement la convoitise des corsaires. En 1536, un corsaire anonyme français exigea 700 ducats sous peine de mettre le feu à la ville alors bâtie en bois, puis 700 autres quelques jours plus tard²⁰². Cet événement poussa les autorités havanaises à demander à la couronne d'Espagne que l'on « approvisionnât d'artillerie et de munitions le port de la Havane »²⁰³. A partir de 1540, la ville devint une étape majeure pour les bateaux transportant les trésors américains vers l'Europe, ce qui modifia fortement la population, provoqua une extension de la ville et

¹⁹⁷ Port de Carénages, caréner étant le nettoyage et la réparation de la partie immergée d'un bateau. <http://www.planmaestro.ohc.cu/recursos/papel/libros/desafioutopia.pdf>, consulté le 18 septembre 2014.

¹⁹⁸ S. Roumette, *les guides de l'état du monde, Cuba*, éditions La Découverte, 2011.

¹⁹⁹ Chef de tribu

²⁰⁰ <http://www.circuloguinero.org/contentES/historiaDeGuines/1501-1600.html>, consulté le 18 septembre 2014.

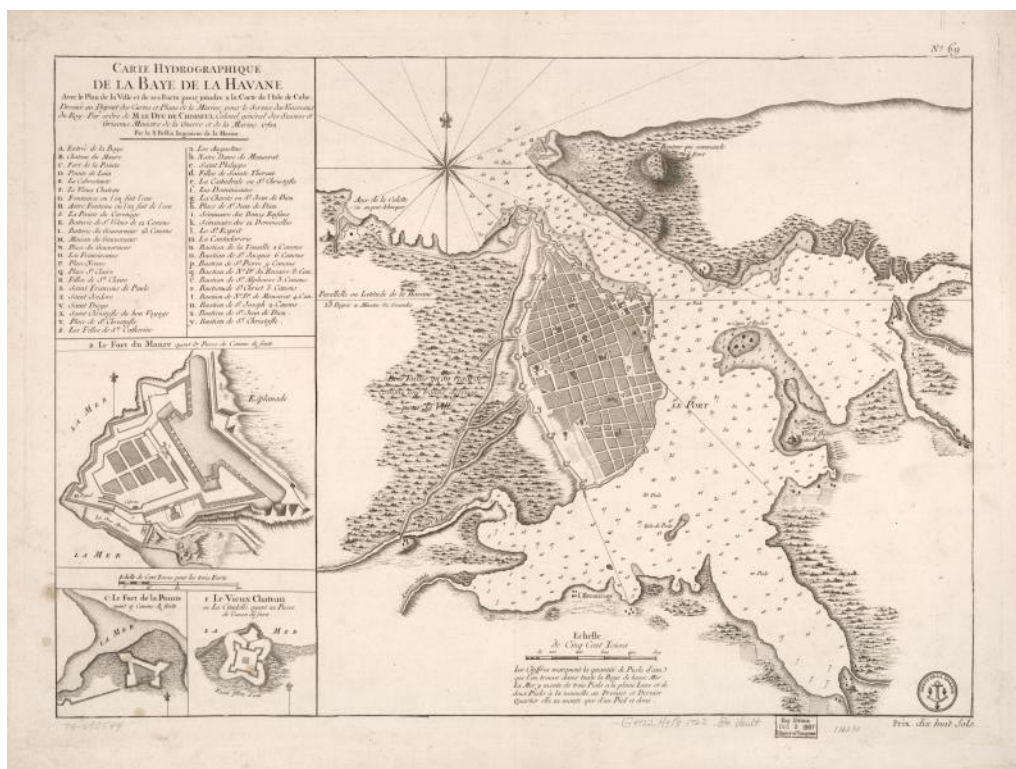
²⁰¹ <http://www.juventudtecnica.cu/juventud%20t/hipertextos/llave%20del%20golfo.html>, consulté le 18 septembre 2014.

²⁰² E.-M. Masse, *L'isle de Cuba et la Havane*, imprimerie Lebègue, 1825.

²⁰³ G. Marcel, *Les corsaires français au XVIe siècle dans les Antilles*, Extrait du Compte rendu du Congrès international des Américanistes, en septembre 1902, Editions Ernest Leroux, Paris, 1902.

également une croissance des richesses²⁰⁴. En 1555, le corsaire français Jacques de Sors attaqua, pillra puis mit le feu à la Havane²⁰⁵. Cet épisode douloureux dans l'histoire de la ville lui permit néanmoins de se reconstruire de manière fortifiée, devenant une ville militaire²⁰⁶. L'année 1592 voit la Havane recevoir le titre de ville du roi Philippe II, ce qui ouvre une période d'extension. Le titre de capitale de l'île est obtenu en 1607, puis en 1634 le roi espagnol qualifie la ville dans un décret de : « Clef du Nouveau Monde et Rempart des Caraïbes »²⁰⁷, ce symbole de clef orne toujours aujourd'hui les armoiries de la ville²⁰⁸. A partir de 1674, la ville érige des murs d'enceinte afin de se protéger des corsaires, mais surtout des autres puissances européennes. La défense de la ville s'articule autour de trois forts placés à l'entrée de la baie. La muraille, quant à elle, fait le tour de la ville, enfermant celle-ci sur elle-même²⁰⁹. Les travaux furent terminés plus de 70 ans plus tard, en 1740.

Carte de la Havane en 1762



Source : - <http://maps.bpl.org/id/14721>, consulté le 18 septembre 2014.

²⁰⁴ Sous la direction de P. Rodriguez, *PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral*, Plan Maestro, Oficina del Historiador, 2011.

²⁰⁵ M. Acerra, G. Martinière, Coligny, *les Protestants et la Mer*, Presse de l'Université de Paris-Sorbonne, 1989.

²⁰⁶ S. Roumette, *les guides de l'état du monde, Cuba*, éditions La Découverte, 2011.

²⁰⁷ <http://www.sprachcaffe.com/francais/sejour-linguistique-espagnol/cuba-infos-la-havane.htm>, consulté le 18 septembre 2014.

²⁰⁸ http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/f/f8/Coat_of_Arms_of_La_Habana.svg, consulté le 18 septembre 2014.

²⁰⁹ http://archivesma.epfl.ch/2012/053/martinez_enonce/ENT_BOOK_F.pdf, consulté le 18 septembre 2014.

Cette protection face à l'extérieur de manière totalement fermée fut une erreur dans la conception urbanistique de la ville. D'une part parce que l'agrandissement de la ville ne fut pas anticipé, d'autre part parce que cet enfermement dans un espace clos généra un mélange de paranoïa et d'hystérie au sein de la population²¹⁰. De plus, cette protection se révélera conséquente mais pas invincible puisqu'en 1762, lors de la guerre de sept ans, la Havane tomba aux mains des Britanniques après six mois de siège. Cette défaite sera un coup dur pour le prestige de l'Espagne qui récupérera néanmoins la ville lors du traité de Paris de 1763. En ce qui concerne la cité, cette victoire britannique sera bénéfique à son développement car de nouvelles connexions seront mises en place avec les comptoirs britanniques. Lors du départ des Britanniques, les Espagnols, tirant les leçons de la bataille perdue, entamèrent la construction d'une forteresse afin de rendre la ville totalement imprenable.

Le XIX^{ème} siècle fut marqué par une forte extension de la ville, poussée par l'aristocratie locale fuyant l'enfermement et les mauvaises conditions de vie du centre historique de la ville²¹¹. Ce déplacement couplé à une situation économique extrêmement favorable a donné naissance au quartier du Vedado. Cette migration interne à la ville a été mieux organisée au niveau urbanistique du fait que ce territoire était à l'origine interdit à la construction. C'est en 1858 que la mairie approuve la parcellisation de ce territoire qui est alors investi par une population ayant un pouvoir économique élevé et qui, par conséquent, se font bâtir des habitations relativement grandes et luxueuses²¹². L'organisation de ce nouveau territoire s'est faite en « damier ». En 1863, les murs d'enceintes de ce qui devient progressivement la Vieille ville sont détruits pour laisser place à ce nouveau quartier. En 1877, les autorités approuvent l'extension du Vedado, ce qui déplace progressivement le centre de la ville.

Le XX^{ème} fut pour la Havane et sa baie l'époque de son industrialisation, mais également, et ce jusqu'à la révolution, de sa transformation en une « ville-loisir »²¹³ dédiée à accueillir dans les meilleures conditions les touristes étrangers, en particulier étasuniens. De volumineux investissements en provenance du pays de l'Oncle Sam ont permis la création de grands projets touristiques, notamment la construction de grands hôtels dans le Vedado.

²¹⁰ *Idem.*

²¹¹ <http://www.cubania.com/post/la-havane-san-cristobal-la-habana-vedado/>, consulté le 18 septembre 2014.

²¹² *Idem.*

²¹³ C. Gavira, *Transformación urbana en Cuba: La Habana*, Revista española de la opinión pública, No. 42, octobre – décembre 1975, pp. 181-184.

La construction d'un tunnel passant sous l'embouchure de la baie, inauguré en 1953²¹⁴, symbolise ces capacités d'investissements massifs qui étaient possibles durant les années cinquante. Mais ni ces investissements, ni la haute qualité de vie des élites et des touristes ne doivent occulter la grande pauvreté qui sévissait dans les campagnes et qui touchait l'immense majorité de la population. C'est ce fort déséquilibre entre l'opulence très centralisée et la pauvreté généralisée qui a permis à la révolution castriste d'obtenir facilement un fort appui populaire et de triompher en 1959. Dès lors, le nouveau pouvoir en place a focalisé ses investissements sur des projets industriels et stratégiques qui ne comprenaient pas les zones d'habitations. La réforme urbaine²¹⁵ de 1960 a également bousculé le territoire de la ville de la Havane, permettant à la population pauvre d'investir les habitations laissées vacantes par les exilés et obligeant les cubains aisés à accueillir des familles pauvres dans leur demeure. Après plusieurs décennies d'investissements quasiment inexistantes, la rénovation de la vieille ville de la Havane a été décidée par Fidel Castro et sa mise en œuvre a été confiée à l'historien de la ville de la Havane, Eusebio Leal Spengler²¹⁶. La rénovation de la vieille ville de la Havane a commencé en 1981. L'année suivante, le quartier est entré dans le patrimoine mondial de l'UNESCO. Nous reviendrons plus précisément sur ce quartier qui agit comme point d'appui pour la rénovation de la baie dans son ensemble.

II.B.2 Les problématiques locales auquel le projet doit répondre

Il nous faut premièrement discerner la baie de la Havane et la vieille ville. La rénovation de la vieille ville est en cours de réalisation alors que la réhabilitation de la baie n'est que relativement récente. Le Bureau de l'historien²¹⁷ qui a géré la rénovation de la vieille ville a également reçu le mandat pour celle de la baie. Dans ce processus de réhabilitation d'un territoire relativement grand (environ 842 hectares), plusieurs problématiques doivent être prises en compte et résolues. Selon les documents qui m'ont été

²¹⁴ <http://www.lettresdecuba.cult.cu/?q=articles/le-tunnel-de-la-havane-une-merveille-de-lingénierie-civile-cubaine.html>, consulté le 18 septembre 2014.

²¹⁵ Gazette Officielle, Ley de Reforma Urbana du 14 octobre 1960. <http://www.juridicas.unam.mx/publica/librev/rev/indercom/cont/41/leg/leg8.pdf>, consulté le 18 septembre 2014.

²¹⁶ <http://www.ohch.cu/oficina-del-historiador/>, consulté le 18 septembre 2014.

²¹⁷ Oficina del Historiador de Ciudad de la Havana (OHCH)

ouvert d'accès, voici celles que les autorités ont relevées et ont décidé de résoudre : la pollution, le port commercial et la zone industrielle.

La première, la pollution, tire son origine de plusieurs facteurs : les installations portuaires et industrielles sont génératrices d'une pollution des eaux, du sol et de l'air. Mais les canalisations de drainages ainsi que deux rivières débouchant dans la baie sont également des sources de pollution. En effet, celles-ci amènent avec elles une énorme quantité de débris et de pollution en tout genre en provenance de la ville de la Havane, visibles à la surface de l'eau après de fortes pluies. En outre, la proportion de matières fécales dans la baie est très haute²¹⁸ du fait qu'il n'existe pas, pour l'instant, de station d'épuration des eaux. Enfin, cela fait maintenant plusieurs décennies que des hydrocarbures lourds sont déversés dans la baie, tandis que des métaux lourds sont également présent en grandes quantités, comme nous pouvons le constater en marchant simplement au bord de l'eau.



Terrain de recherche août 2013

Remédier à cette problématique est crucial pour le futur de la baie car il est très difficile de réhabiliter une zone fortement polluée pour accueillir de nouveaux projets. Mais

²¹⁸ L. Pérez, Y. D'Angelo, J. González, R. Valiente, *Indicadores bacteriológicos de contaminación fecal en la Bahía de la Habana*, Revista Gestión y Ambiente, Vol. 16, No. 2, août 2013, pp. 71-82.

au-delà de ce point, le projet dans sa philosophie même, peut difficilement être mené à bien dans une zone totalement polluée.

La raffinerie Nico Lopez, proche de Regla, qui ne respecte aucune norme environnementale, est la principale source de pollution de l'air. Symbolisant aux yeux de tous, la pollution de l'espace de la baie, elle dégage de manière continue un nuage noir et acre ; la nuit, la flamme de son brûleur rappelle sa présence.



Terrain de recherche août 2013

En 1998, la décision a été prise de nettoyer la baie. Plus de 2'500 étudiants y ont participé²¹⁹, et un grand travail a été fait pour stopper bon nombre des sources de pollution. Le projet de décontamination a procédé à une première étape sans toutefois s'attaquer à la pollution profonde du sol et de l'eau. Néanmoins les résultats sont encourageants : lors de plusieurs entretiens, les habitants proches de la baie m'ont fait part de la forte amélioration de la qualité de l'eau depuis une dizaine d'année ; les odeurs sont également moins dérangeantes qu'elles ne l'ont été par le passé. Il y a eu une prise de conscience forte par le pouvoir qui a créé un groupe de travail étatique dédié à ce travail et investi dans ce processus. Mais les niveaux de pollution de la baie dans les années 90 étaient tels que, même si l'amélioration a

²¹⁹ <http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/111420/baja-indice-de-contaminacion-de-la-bahia-de-la-habana>, consulté le 18 septembre 2014.

été forte, la qualité de l'eau reste très mauvaise. La pêche dans la baie est normalement interdite, même si elle est tolérée dans le chenal d'entrée de la baie. La consommation de poissons venant de la baie reste tout de même extrêmement dangereuse. Mais au-delà de vouloir simplement décontaminer une zone polluée, la proximité directe avec la vieille Havane et son affluence touristique a obligé le gouvernement à réagir pour maintenir l'attractivité et le bien-être des touristes.

La seconde problématique, qui longtemps empêché d'amorcer une modification de l'utilisation du sol de la baie, est le port commercial. En effet, jusqu'à ce début d'année, celui-ci a joué un rôle prédominant pour la vitalité de l'île et a donc été jusqu'ici un facteur de blocage dans la réhabilitation de la baie. En effet, l'arrivée continue de bateaux marchands est une source permanente de pollution qui a troublé le processus de décontamination de la baie commencé en 1998. Mais l'ouverture du port de Mariel a représenté une opportunité pour repenser la baie et fermer le port de la Havane, son maintien n'ayant que peu de sens avec l'ouverture d'un port de dernière génération à seulement 45 km. Sa fermeture est une évidence car le tunnel empêche l'entrée de bateaux de grand tirant d'eau dans le chenal d'accès à la baie, la limite de tirant d'eau autorisée au niveau du tunnel étant de 11,43 m²²⁰. Ses infrastructures sont très vieillissantes, à l'exemple des grues de construction russe installées durant les années 70²²¹. Le territoire que le port occupe, ainsi que les installations dédiées, seront donc progressivement ouverts à une autre utilisation.

²²⁰ G. Rubio, *Proyecto Mariel*, Ministerio de las Fuerzas Armadas Revolucionarias, 2010.
<https://www.youtube.com/watch?v=BTG1mu0dDiI>, publié le 3 avril 2011, consulté le 18 septembre 2014.

²²¹ Entretien mené à la Havane

Port marchand de la Havane



Terrain de recherche août 2013

En relation avec le port, la zone industrielle est la troisième problématique dans la réhabilitation. Ces unités poussées au-delà de leur durée de vie normale ne correspondent plus aux normes de sécurité et sont bien entendu des sources de pollution. Leur présence est à mettre en relation directe avec celle du port, et la disparition de celui-ci offre l'opportunité d'enrayer la pollution générée par leur utilisation actuelle, de permettre leur destruction ou de leur offrir une nouvelle vie dans une autre utilisation. En ce qui concerne la raffinerie, elle devrait être fermée dans les prochaines années, ses capacités de raffinage étant remplacées par l'extension de la raffinerie de Cienfuegos sur la côte sud l'île²²². Ce déplacement des capacités de raffinage permettra d'avoir une base plus saine, ou du moins n'étant plus en processus de contamination, ce qui offrira réellement de nouvelles perceptives à ce territoire.

²²² http://www.pdvsa.com/index.php?tpl=interface.sp/design/biblioteca/readdoc.tpl.html&newsid_obj_id=5095&newsid_temas=111, consulté le 18 septembre 2014.

LA BAIE DE LA HAVANE



Utilisation du territoire

- Zones d'habitations
- Port et édifices en relation avec l'activité portuaire
- Zone Industrielle et édifices en relation avec cette activité
- Zone et port militaire
- Gares ferroviaires, routières et maritimes
- Autres édifices étatiques
- Monuments historiques et terrains de baseball
- Espaces verts
- Frontière du territoire de l'UNESCO
- Lignes de transport maritime
- Voies ferrées

Pollution de la baie

- Raffinerie Nico Lopez
- Voies de drainages

Qualité de l'eau selon les autorités

Notes allant de 5 à 1, le niveau 1 étant non pollué et le niveau 5 extrêmement pollué

- Notes de 5 à 3
- Notes de 5 à 2
- Notes de 4 à 2
- Note de 2
- Note de 1

Sources : - Terrain de recherche
 - Documents obtenus lors du terrain de recherche
 - google maps

Les zones industrielles, portuaires et militaires de la baie sont interdites à la population, rendant ce territoire socialement hors de la ville alors qu'il est géographiquement en son centre. Il s'agit donc pour la ville de se réapproprier une partie d'elle-même pour devenir harmonieuse. Ce processus passe par la connexion aux transports publics et au réseau routier, quatrième et cinquième problématiques invoquées par les plans de réhabilitation, qui doivent être repensés afin d'offrir la possibilité de circuler sur ce territoire et, par là même, de se le réapproprier. Le transport reste actuellement un grand problème sur l'île, particulièrement le transport public adressé aux cubains. Le rythme de passage des bus est très lent (un à deux par heure pour les lignes les mieux desservies), ce qui génère naturellement des files d'attentes immenses. Il arrive qu'il soit physiquement impossible de faire entrer dans le bus toutes les personnes qui le souhaitent. Sans aborder les conditions très précaires du trajet, l'exaspération des personnes ne pouvant pas monter, frustrées par une si longue attente, peut parfois générer des bagarres entre usagers ou avec le conducteur²²³. Non seulement des connexions au sein de la baie de la Havane devront donc être mise en place afin de pouvoir utiliser et profiter au mieux de ce nouveau territoire mais, de manière générale, le transport public sur l'île devrait être rénové en profondeur.

Le dernier point du cahier des charges du plan de rénovation est de renforcer l'attrait touristique de la baie. En s'appuyant sur la vieille ville qui reste le principal point de convergence touristique, l'objectif est d'étendre cette zone en proposant des activités culturelles, des espaces verts, mais également des centres commerciaux et des hôtels. Ces objectifs sont aujourd'hui encore relativement vagues, le port comme la raffinerie étant toujours en fonction. Néanmoins, les travaux de rénovations, tout en continuant dans la vieille Havane, sont en train de s'étendre aux bordures de celle-ci et les projets extérieurs commencent à voir le jour. Au-delà des projets précis à buts purement touristiques, nous sommes aujourd'hui dans un programme large visant à favoriser une plus grande présence de touristes, mais sans objectifs clairement définis concernant les constructions à ériger.

²²³ <http://www.mediavida.com/foro/videos/pelea-parada-bus-cuba-413847>, consulté le 18 septembre 2014.

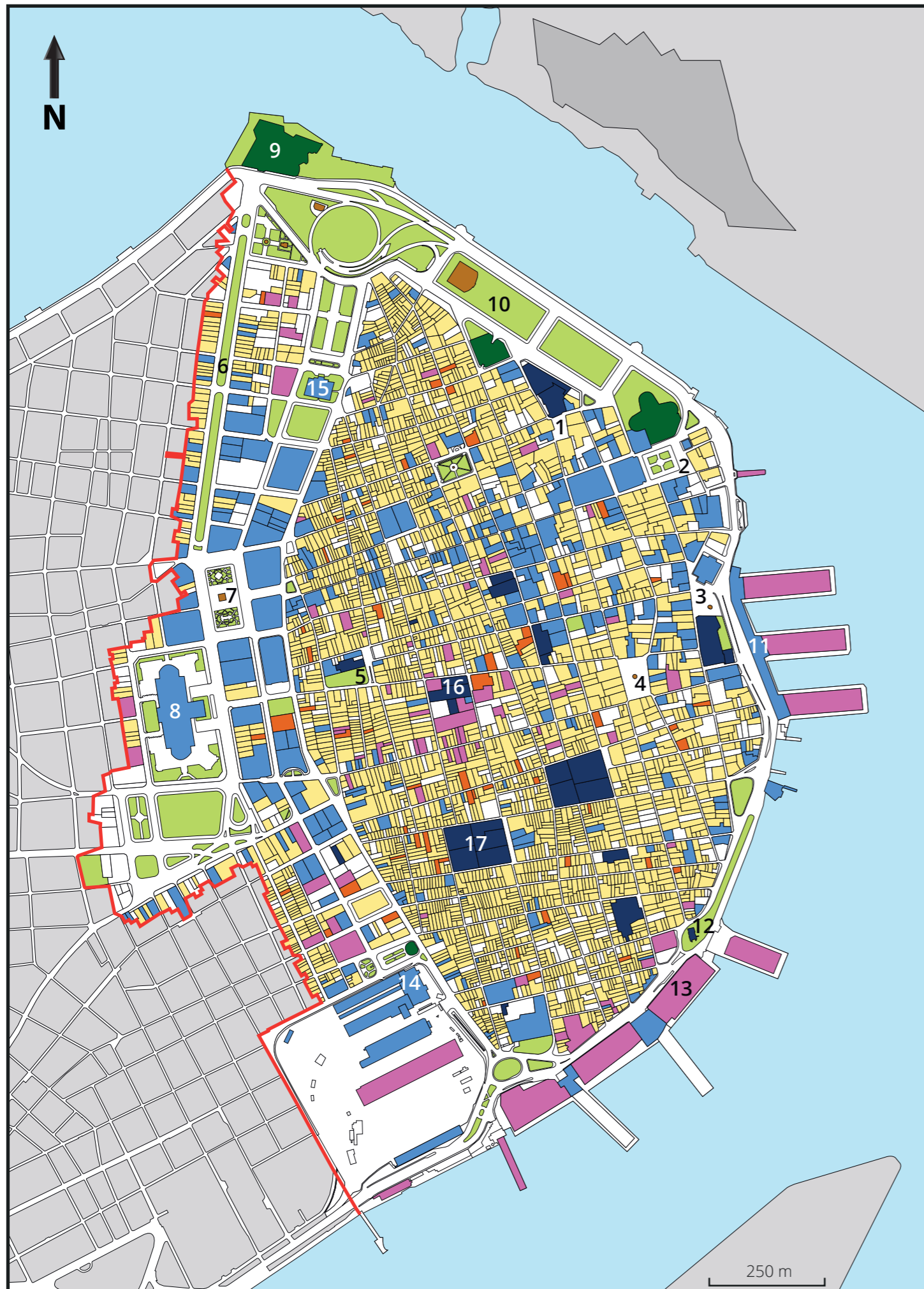
II.B.3 Une réhabilitation se basant sur la Vieille Ville de la Havane

La vieille ville, appartenant depuis 1982 au patrimoine mondial de l'UNESCO, a été le point de départ de tout le processus de rénovation. Premièrement, du fait que l'Etat cubain a obtenu des subventions de la part de l'ONU pour mener à bien ce projet. Deuxièmement, parce qu'à partir de la chute de l'URSS le tourisme a été ouvert, et que par conséquent ce lieu faisant partie du patrimoine mondial est rapidement devenu l'épicentre du tourisme sur l'île. Le projet de « récupération du centre historique »²²⁴ démarra tout d'abord 1985, puis en 1991 de nouveaux plans furent proposés, mais la situation économique catastrophique du pays empêcha de les mener à bien. Ce n'est qu'en décembre 1994 que se fonde le Bureau de l'Historien attaché à un bureau d'architectes ayant pour mission de proposer un « Plan Maître de Revitalisation Intégrale de la Vieille Havane »²²⁵. Ce bureau préposé à la gestion de la rénovation, sous la direction d'Eusebio Leal Spengler, a réuni une équipe de spécialistes provenant de disciplines variées : elle comptait ainsi des architectes, des urbanistes, des ingénieurs de différentes spécialités, des géographes, des cartographes, des informaticiens, des économistes, des historiens, des juristes, des sociologues et même des psychologues. C'est donc une équipe multidisciplinaire et abordant la problématique selon des représentations différentes qui a été chargée de ce projet. La sauvegarde des monuments historiques a bien entendu été la priorité de cette rénovation, puis les places aux abords de ces monuments et enfin les voies d'accès à ceux-ci. Cet attachement aux monuments historiques a structurellement créé un plan de revitalisation destiné aux touristes et n'a pas visé, par exemple, les maisons en fonction de leur délabrement. Nous pouvons l'observer à travers ces cartes du centre historique montrant comment le territoire est utilisé.

²²⁴ « Lineamentos Generales para la Recuperación del Centro Historico »

²²⁵ Sous la direction de P. Rodriguez, *PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral*, Plan Maestro, Oficina del Historiador, 2011.

CARTE DE LA RÉPARTITION DU TERRITOIRE DE LA VIEILLE HAVANE



- Habitations domestiques
- Administrations publiques
- Edifices religieux
- Monuments historiques
- Espaces verts
- Edifices militaires
- Edifices publics producteurs de richesses
- Centres de soins
- Considérés comme indéfinis, mais dans une grande proportion, édifices en ruine, parfois réhabilité en parking
- Frontière du territoire de l'UNESCO

Principaux monuments :

- | | |
|---------------------------|----------------------------|
| 1. Place de la Cathédrale | 10. Amphithéâtre |
| 2. Place d'Armes | 11. Douane |
| 3. Place de San Francisco | 12. Promenade de Paula |
| 4. Plaza Vieja | 13. Magasins de San José |
| 5. Place du Christ | 14. Gare Centrale FFCC |
| 6. Promenade du Prado | 15. Musée de la Révolution |
| 7. Parque Central | 16. Manzana 148 |
| 8. Capitole National | 17. Belén |
| 9. La Pointe | |

Sources : - Terrain de recherche
 - Documents obtenus lors du terrain de recherche
 - PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral,
 Plan Maestro, Oficina del Historiador, 2011.

CARTE DE LA STRUCTURE SPATIALE TOURISTIQUE DE LA VIEILLE HAVANE

- Installations extrahôtelières (commerciales, gastronomiques et culturelles)
- Hôtels existants
- Hôtels potentiels
- Monuments historiques
- Espaces verts
- Zone d'attractivité touristique
- Rues touristiques principales, rénovées
- Rues touristiques secondaires, en cours de rénovation
- Frontière du territoire de l'UNESCO

Principaux monuments :

- | | |
|---------------------------|----------------------------|
| 1. Place de la Cathédrale | 10. Amphithéâtre |
| 2. Place d'Armes | 11. Douane |
| 3. Place de San Francisco | 12. Promenade de Paula |
| 4. Plaza Vieja | 13. Magasins de San José |
| 5. Place du Christ | 14. Gare Centrale FFCC |
| 6. Promenade du Prado | 15. Musée de la Révolution |
| 7. Parque Central | 16. Manzana 148 |
| 8. Capitole National | 17. Belén |
| 9. La Pointe | |

Sources : - Terrain de recherche
 - Documents obtenus lors du terrain de recherche
 - PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral,
 Plan Maestro, Oficina del Historiador, 2011.



Comme nous pouvons le constater, la rénovation s'est progressivement étendue au-delà des monuments historiques et les bâtiments ainsi rénovés, furent utilisés pour proposer différents services aux touristes. Des structures tels que des hôtels et des restaurants ont ainsi vu le jour, contrôlée par l'Etat à travers l'entreprise Habaguanex dépendante du ministère de la défense. Ce sont donc les militaires, avec à leur tête Raul Castro, qui ont hérité de la gestion de ces structures touristiques. L'argent récolté à travers ces commerces était réinvesti dans la rénovation de la Vieille Ville. Ce cercle vertueux n'est peut-être pas sans faille : lors de mon séjour, des rumeurs invérifiables faisaient état d'une purge au sein de l'organe militaire de la Vieille Havane suite au détournement de 34 millions de pesos cubains. Quoiqu'il en soit, la rénovation du centre historique, déclaré zone de « Haute Signification pour le Tourisme » par le Conseil des Ministres en novembre 1995, poursuit les objectifs de :

1. Faire de la culture l'axe transversal du développement intégral du Centre Historique.
2. Protéger le patrimoine hérité, réhabilitant le territoire à travers un Plan Spécial de Développement Intégral, juridiquement contraignant, qui concilie la conservation des valeurs culturelles avec les nécessités de développement socioéconomique durable.
3. Conserver le caractère résidentiel du Centre Historique, en garantissant que la population résidente puisse y rester, ceci selon des paramètres d'habitabilité, de densité et de qualité de vie les plus appropriés.
4. Doter le territoire d'une infrastructure technique et de services qui assure le fonctionnement correspondant aux nécessités contemporaines.
5. Atteindre un développement intégral autofinancé qui rend récupérable et productif l'investissement dans la récupération du patrimoine, en impulsant une économie locale qui garantit un développement durable²²⁶.

Ces objectifs qui jalonnent la rénovation du centre historique ont été respectés par le Bureau de l'Historien, et c'est pour cette raison que lui a été confié le projet de réhabilitation de baie de la Havane. Néanmoins de nombreux quartiers sont en ruine du fait de leur positionnement géographique éloigné des centres touristiques. Ce qui donne pour impression

²²⁶ Sous la direction de P. Rodriguez, *PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral*, Plan Maestro, Oficina del Historiador, 2011.

que cette rénovation est finalement pour les touristes et non pour les cubains. Ceux-ci ne profitent que rarement de la rénovation de leur appartement, mais bénéficient de la nouvelle possibilité d'ouvrir un petit commerce²²⁷ ou une maison d'hôte. Ces nouveaux capitalistes en terre communistes, pour la plupart d'anciens fonctionnaires licenciés lors des réformes structurels mis en place par Raul Castro, ont été des milliers à commencer une activité indépendante, majoritairement financée par un investissement privé en provenance de la diaspora. Force est de constater qu'après une période de forte expansion de ce nouvel Eldorado, nombre de commerces se sont révélés économiquement non viables et, qu'aujourd'hui, leur nombre s'est stabilisé. Quoi qu'il en soit, le nombre important de touristes de passage dans la vieille ville rend ce territoire très attractif pour ces petits entrepreneurs qui bénéficient d'une partie de la manne financière laissée par les visiteurs.

Aujourd'hui la rénovation de la Vieille ville s'étend au bord de mer et par conséquent aux infrastructures portuaires qui connectent le centre historique au reste du monde à travers son port à bateaux de croisières, mais également aux autres « villages » de la baie avec des bateaux-bus appelés « lanchita ». Plus au sud, les entrepôts sont transformés pour accueillir de nouvelles activités et vont bientôt se développer au-delà de la frontière marquant le territoire reconnu comme patrimoine mondial. Mais le cœur du projet reste et restera ce magnifique quartier hors du temps qu'est la « Habana Vieja ».

²²⁷ « Cuenta propia », littéralement compte propre. Les cubains se lançant dans le petit entrepreneuriat sont appelés les « cuentas propistas ».

II.C. Le projet de réhabilitation de la baie

Ce projet de réhabilitation est très ambitieux, car il nécessite de construire une nouvelle ville dans un environnement pollué depuis plusieurs décennies. L'objectif est d'étendre fortement l'espace relativement restreint du quartier de la Vieille Havane afin de proposer un territoire attractif principalement pour les loisirs. En effet, ce plan de rénovation se structure en trois étapes : la rénovation du quartier de la Vieille Havane actuellement en cours et ce depuis de nombreuses années, la rénovation du port touristique et de la côte sud du quartier de la vieille Havane actuellement en cours de réalisation mais depuis peu, et enfin la rénovation de la baie actuellement en projet. La rénovation de la baie s'appuiera sur le prolongement direct du centre historique, mais également sur les villages de Regla et Casablanca qui seront prochainement mieux connecté grâce à la rénovation de la gare maritime et au changement des embarcations dédiées.

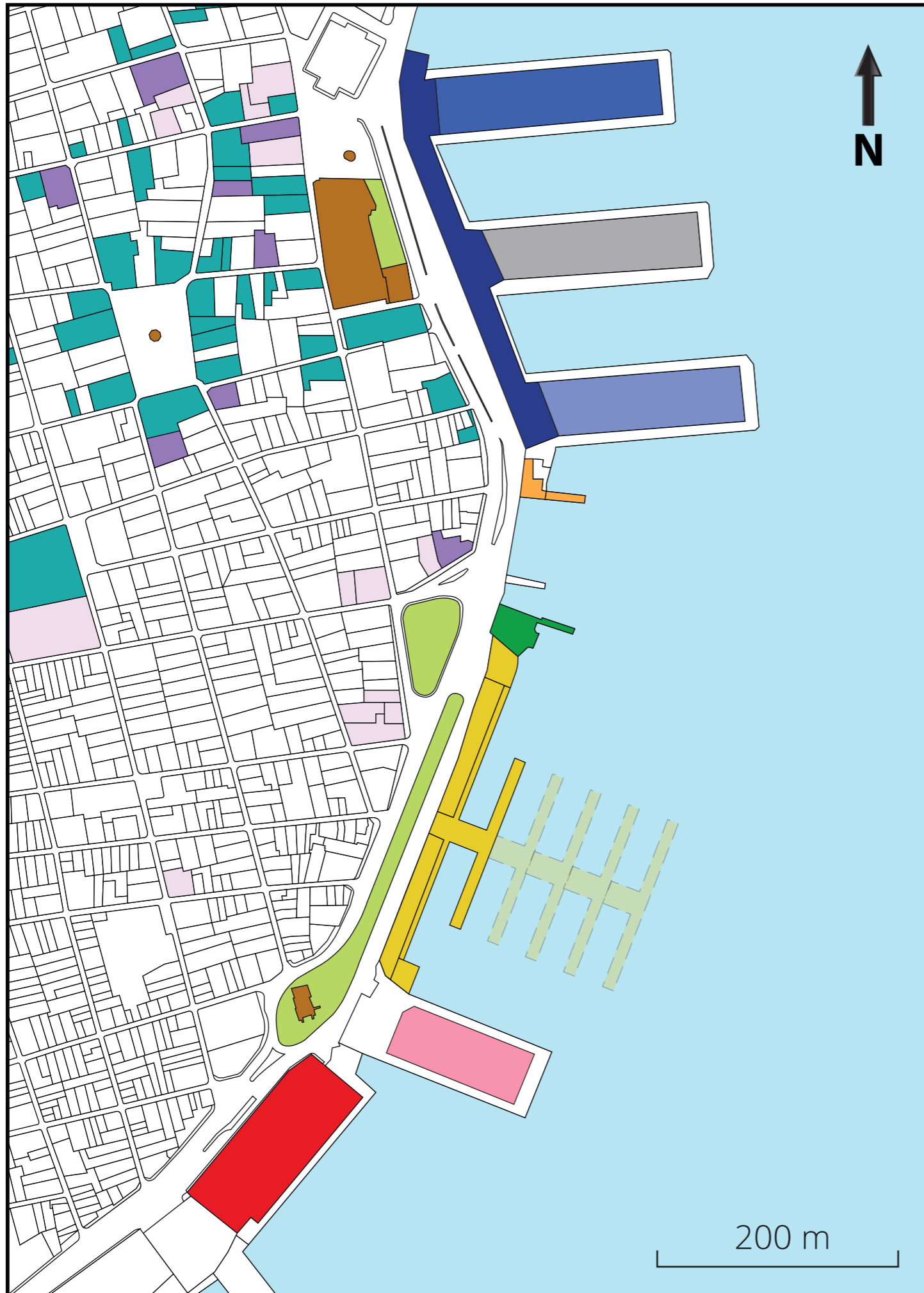
II.C.1 L'Avenue du port, un carrefour maritime en expansion

La balade au bord de la mer a toujours été le front mer du nord de la vieille ville : le Malécon. Ce symbole de la Havane connu dans le monde entier permet de longer la côte sur toute la longueur de la ville. Lieu de rencontre et de fête le week-end, c'est un des passages obligés des touristes visitant la ville. Cette promenade continue le long du centre historique, longeant le chenal d'entrée de la baie. Celui-ci s'est longtemps arrêté au bâtiment des douanes, ceci du fait que la suite du chemin n'avait pas été rénovée, qu'il n'existait pas d'objets touristiques à visiter en le continuant et finalement que la pollution rendait cette zone peu propice à la balade. L'ouverture d'un marché dit des « artisans » en novembre 2009²²⁸, regroupant un nombre conséquent de vendeurs de produits touristiques, a poussé les touristes à se rendre à ce marché pour y acheter des souvenirs. La dépollution ainsi que la rénovation d'un chemin d'accès à ce marché ont provoqué un accroissement du passage touristique. L'inauguration le 15 mars 2014 d'une brasserie artisanale²²⁹ à côté de ce marché est une tentative pour les autorités de favoriser le tourisme dans cette zone afin d'étendre la zone touristique et par conséquent le nombre de quartier potentiellement bénéficiaires de cette manne financière. Cette brasserie ayant une capacité de 500 places a vécu un début très mitigé, et reste selon mes informations relativement vide. La principale raison de ce manque d'engouement est l'éloignement de ces structures par rapport aux monuments historiques de premiers ordres ainsi que le nombre insuffisant de touristes, qui aujourd'hui ne manquent pas d'espace dans les zones qui leur ont jusque-là été dédiées. En outre, la voie d'accès à cette zone passant devant le port touristique ainsi que la gare maritime est aujourd'hui en cours de rénovation mais n'est pas terminée.

²²⁸ <http://www.havanatimes.org/sp/?p=70263>, consulté le 18 septembre 2014.

²²⁹ <http://www.cubadebate.cu/noticias/2014/03/15/moderna-cerveceria-es-inaugurada-en-el-puerto-de-la-habana/#.VBQK2-cQsso>, consulté le 18 septembre 2014.

CARTE DE L'AVENUE DE PAULA ET LES PROJETS EN COURS DE RÉALISATION



-  Bâtiment des douanes
-  Quai d'amarage des bateaux de croisières, actuellement en fonction
-  Quai d'amarage devant être rénové pour accueillir des bateaux de croisières
-  Quai d'amarage, actuellement réhabilité en parking
-  Nouvelle gare maritime devant être rénovée
-  Gare maritime actuellement en fonction, reliant la Vieille Havane à Regla et Casablanca
-  Promenade maritime en cours de construction
-  Port de plaisance potentiel
-  Brasserie artisanale, ouverte au printemps 2014
-  Marché des artisans
-  Installations extrahôtelières (commerciales, gastronomiques et culturelles)
-  Hôtels existants
-  Hôtels potentiels
-  Monuments historiques
-  Espaces verts

Voire annexe No. 4 pour un descriptif précis des projets

Sources : - Terrain de recherche
 - Documents obtenus lors du terrain de recherche
 - PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral,
 Plan Maestro, Oficina del Historiador, 2011.

© Diego Mermoud, septembre 2014



En ce qui concerne le pan maritime de la rénovation en cours de réalisation, celui-ci se divise en trois projets distincts. Premièrement la rénovation des trois quais du bâtiment des Douanes, deuxièmement la gare maritime et enfin la promenade maritime de Paula. Concernant le bâtiment des Douanes, le premier quai a déjà été rénové et il permet depuis plusieurs années d'accueillir les bateaux de croisières mouillant dans la baie. Le nombre de ces bateaux touristiques faisant escale dans la capitale cubaine est en chute constante depuis 2006 : s'ils étaient 30'000 à avoir foulé le sol cubain en utilisant ce moyen de transport cette année-là, ils n'ont été que 7'000 en 2007, 5'000 en 2008, 4'000 en 2009, 2'000 en 2010 et à peine 1'000 en 2011²³⁰. Malgré cela, le port touristique permettant aujourd'hui d'accueillir un bateau de croisière est en cours de rénovation afin de doubler ses capacités pour recevoir deux bateaux de ce type au même moment. Durant mon séjour de deux mois à proximité de ce port, aucun bateau de croisière n'a mouillé à la Havane. Lors des entretiens effectués avec les habitants du quartier, il m'a été dit que fût une époque un bateaux de croisière mouillait dans le port à une cadence d'environ une fois par mois, mais que cette cadence avait largement diminué ces dernières années. Les raisons de cette chute sont difficilement explicables : certains analyste penchent pour une décision au plus haut niveau de l'Etat cubain, Fidel Castro ayant dit, lors d'un discours en 2005, que les voyageurs utilisant les bateaux de croisières laissaient des « poubelles, cannettes vides et papiers ». D'autres se prononcent en argumentant que ce type de touristes ne dépensent que peu d'argent. Du côté de la Havane, ce sont les pressions des Etats-Unis sur les compagnies de croisières qui ont découragé celles-ci de s'arrêter à Cuba. Dans ces conditions, il semble que l'ouverture d'une seconde place d'amarrage pour bateau de croisière, avec la rénovation du troisième quai, soit peu judicieuse voir totalement hors de propos, sauf si celle-ci s'inscrit dans un avenir qui verrait une arrivée plus massive de bateaux de ce type. C'est ce qui semble aujourd'hui être l'objectif des autorités cubaines²³¹ qui espèrent l'arrivée de 125 bateaux de croisières dans les différents ports de l'île en cette année 2014²³².

²³⁰ <http://www.elnuevoherald.com/2013/12/17/1637680/compania-canadiense-inaugura-cruceros.html>, consulté le 18 septembre 2014.

²³¹ *Idem.*

²³² <http://cubaintensa.com/noticia/2013/12/11/cuba-espera-125-cruceros-en-2014>, consulté le 18 septembre 2014.

En ce qui concerne le deuxième quai, celui-ci sera converti en un parking de 424 places²³³ (Voire annexe No. 4) qui aura officiellement pour fonction de régler les problèmes de stationnement dans le centre historique. La réalité d'un engorgement des voitures créant de véritables problématiques liées au stationnement dans la vieille ville semble aujourd'hui limitée, mais ce plan s'inscrit dans le futur de la ville et cherche donc à anticiper. Nous pouvons également penser que ce parking permettra d'ouvrir un centre de location de voiture pour les touristes arrivés en bateau de croisière ou se trouvant à proximité. Ce projet de rénovation du port touristique est clairement surdimensionné par rapport à la situation actuelle, le bâtiment des Douanes pourra sans aucun problème accueillir les bateaux de croisières ne mouillant pas aux Etats-Unis même si l'augmentation de leur arrivée se fait forte. Ces nouvelles capacités en cours de réalisation sont dimensionnées pour recevoir le maximum de bateaux de croisières si les relations avec les Etats-Unis demeurent, mais la nouvelle structure pourra également encaisser le choc de la levée de l'embargo s'il était décidé par les autorités étasuniennes. Il s'agit réellement d'un compromis entre les deux voies, une préparation à la fin de l'embargo mais n'étant pas démesurée car pouvant être exploité à travers d'autres voies dans le cas où la levée de l'embargo ne verrait pas le jour. Il n'en reste pas moins que le coût d'un tel investissement pour les autorités cubaines est lourd, ce qui a tendance à faire pencher la balance vers la préparation de la fin de l'embargo comme objectif principal. Ceci du fait que la ville de Miami est reconnue comme étant la « capitale mondiale des bateaux de croisière »²³⁴ et que par conséquent tous les facteurs sont réunis pour provoquer une véritable explosion de ce marché entre Miami et la Havane, qui deviendraient les points d'arrivée et de départ pour la communauté cubaine dans son ensemble, mais également pour les touristes étasuniens qui se sont vu interdire l'accès à l'île durant plus d'un demi-siècle.

Le second pan de la rénovation de l'Avenue est la gare maritime ainsi que des embarcations effectuant la liaison entre le centre historique et les « villages » de Regla et de Casablanca. La terminologie de « village » peut paraître inappropriée, car dans le cadre d'une ville la dénomination de « quartier » est la norme. Mais les spécificités du territoire de la baie, avec les zones interdites du port marchand, militaire et de la zone industrielle, coupent totalement ces espaces du reste de la ville. Ceux-ci sont donc principalement connectés à la

²³³ Voire annexe No. 4. Sous la direction de O. Inclán, *Lineamientos de diseño urbano para la avenida del puerto*, Bureau de l'historien, novembre 2009.

²³⁴ <http://www.caribbeannewsdigital.com/noticia/miami-recibe-2014-con-el-mes-de-cruceros>, consulté le 18 septembre 2014.

ville à travers les allers et retours de la lanchita. Il est possible de rejoindre la ville par la route, mais l'utilisation du bateau presque gratuit est nettement favorisée par la population. Il n'en reste pas moins qu'actuellement tant les gares maritimes que les bateaux bus correspondent à des standards cubains et d'aucune manière aux standards exigés par des touristes. L'utilisation de ce moyen de transport est souvent vue par les touristes comme une aventure dans laquelle ils pourraient laisser leur vie. L'état de délabrement avancé de toutes les infrastructures ayant trait à ce moyen de transport réfrène aisément une grande proportion de touristes, en plus du fait qu'il n'y a aucune indication tant sur son emplacement que sur les prix du transport. Ce manque de clarté bénéficie au personnel qui pratique des prix à géométrie variable en fonction des capacités de négociation des touristes.

L'objectif aujourd'hui est de rénover l'ancienne gare maritime tombée en ruine et laissée à l'abandon pendant plusieurs décennies, et de remplacer la flotte vieillissante par de nouveaux bateaux. Ce projet, lorsqu'il sera mené à bien, aura une incidence directe sur l'attractivité touristique de cette zone de la Havane et aura tendance à faire augmenter le nombre de touristes qui iront visiter la brasserie ainsi que le marché des artisans. Mais ce sont surtout les villages de Reglas et de Casablanca qui verront l'arrivée de nombreux touristes. En ce qui concerne Casablanca, le côté pittoresque du village, sa proximité avec la statue du Christ de la Havane ainsi que l'accès rapide au fort de la Cabaña a d'ores et déjà conduit de nombreux touristes à effectuer ce périlleux voyage en lanchita. Mais le village de Reglas n'ayant pas réellement d'attraction touristique et donc presque exempt de visiteur verra probablement une forte augmentation de ceux-ci, qui plus est lorsque la zone industrielle et le port marchand se verront transformés. Ces deux futurs pôles de la baie de la Havane seront par conséquent les points d'ancrage du processus de réhabilitation de la baie.

Le troisième projet de l'Avenue est la promenade maritime. Ce projet en cours de réalisation peut paraître de premier abord sans réel intérêt. Il s'agit de la voie d'accès reliant le port à bateaux de croisières et la gare maritime au marché des artisans et à la Brasserie. Toutefois sa forme ainsi que sa fonction de simple promenade attire l'attention, car un investissement aussi grand pour un projet n'ayant aucune fonctionnalité commerciale semble pour le moins étrange venant d'un pays n'ayant que des ressources extrêmement limitées et où chaque projet doit prouver son intérêt. Il est étonnant, dans un environnement qui compte des kilomètres de front mer maritime piéton, de vouloir investir dans un passage maritime flottant. En étudiant les anciens projets de rénovation de ce territoire, nous pouvons constater

que l'idée de construire un port de plaisance a longtemps fait partie des plans proposés par les architectes, et ce jusqu'à récemment. Ceci du fait que c'est endroit est historiquement un port de plaisance.

Carte proposée fin 2010

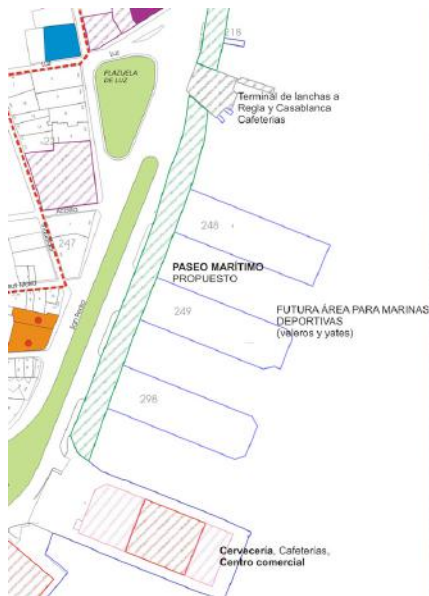


Photo du site incorporée aux dossiers d'étude



Sources : documents obtenus lors du terrain de recherche, été 2013.

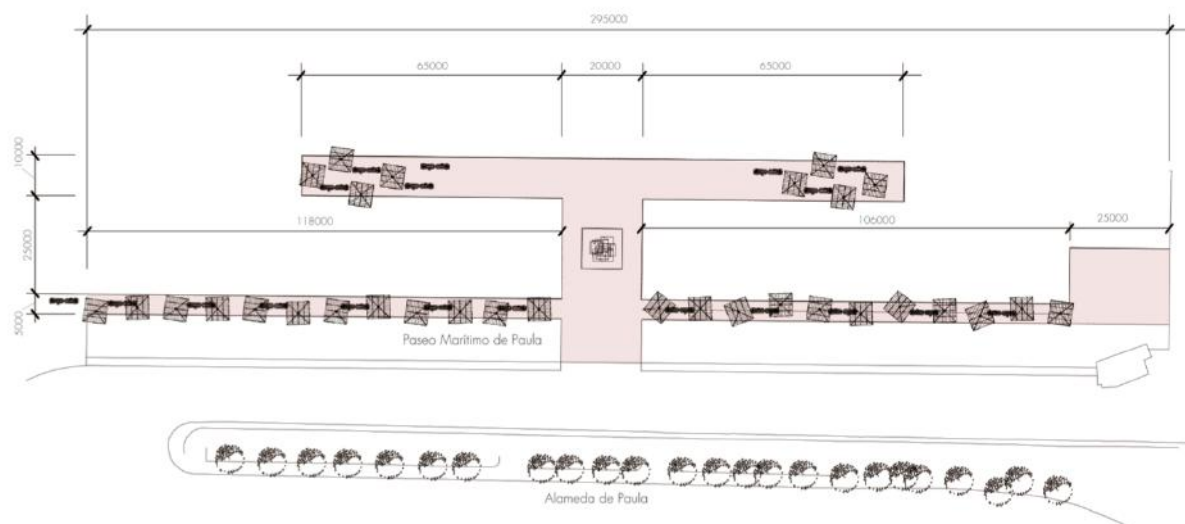
Lors du terrain de recherche, j'ai obtenu un document²³⁵ (voire annexe No. 3) faisant mention de la volonté du bureau du Plan Maître faisant partie du Bureau de l'Historien du Centre Historique de construire à cet endroit un port pouvant accueillir des embarcations de loisir et/ou de sport. Mais un memento, en annexe, est adressé à la hiérarchie demandant : « Une étude plus approfondie du sujet devrait être soumise aux décisions relatives à la sécurité maritime, les possibilités d'exploitation du port et la défense, il serait souhaitable de mener des consultations appropriées avec les organismes chargés de les réaliser ». Nous pouvons ici constater l'importance stratégique de cette décision non pas prise par l'historien de la ville, mais bien par les hautes instances du régime castriste. Car la construction d'un port de cette nature implique immédiatement la question : pour qui construire ce port de plaisance ? La réponse doit être cherchée de l'autre côté du détroit de Floride, ceci du fait que l'immense majorité des embarcations ont été utilisées par les « balseros »²³⁶ pour quitter l'île.

²³⁵ Voir annexe No. 3. Evaluación de la creación de Marinas en el litoral del Centro Histórico

²³⁶ balseros vient de balsa qui veut dire radeau. En effet, les cubains souhaitant s'exiler ont longtemps utilisé des embarcations de fortune pour fuir l'île. Ce voyage très dangereux et très meurtrier a été tenté par un grand

Nous pouvons donc penser que les principaux usagers de ce port, s'il venait à voir le jour, auraient comme origine la Floride toute proche. Mais la législation étasunienne interdit aux bateaux ayant mouillé à Cuba de mouiller aux Etats-Unis. Cette loi faisant partie du blocus, la décision des autorités cubaines concernant cette infrastructure portuaire montre comment celles-ci se projettent dans l'avenir. La problématique de l'embargo est mentionnée à mot couvert à la fin de ce document : « La faisabilité économique d'un projet de cette nature est également un facteur à prendre en compte, compte tenu des coûts d'investissement élevés et les conditions spécifiques de notre pays». La décision finale sur le projet de la part des autorités compétentes a débouché sur la construction d'une promenade maritime.

Carte du projet actuellement en construction



Sources : documents obtenus lors du terrain de recherche, été 2013.

Lors d'un entretien avec l'un des chefs du port à la retraite ayant travaillé tout au long de sa vie à différents postes au sein de cette infrastructure, je lui ai présenté les différents documents auxquels j'avais eu accès. Sa réponse fut sans équivoque : selon lui et à la lumière de ces documents il m'a dit être persuadé que cette promenade maritime était très vraisemblablement la base d'un port de plaisance. En effet, cette forme en T peut rapidement

nombre de cubain en particulier dans les 90', mais aujourd'hui encore des cubains tente cette traversée folle. Les garde-côtes étasuniens ont interceptés 16 cubains, déshydratés sur une embarcation de fortune le 6 septembre 2014.

<http://www.elnuevoherald.com/2014/09/10/1839759/llegan-16-balseros-cubanos-deshidratados.html>, consulté le 18 septembre 2014.

être prolongée selon la même structure afin d'obtenir une marina. Le fait que la structure soit très robuste, construite à l'aide de plongeur travaillant à projeter le béton des fondations, plaide également en faveur d'un possible projet étendu²³⁷. Il s'agit donc pour les autorités de préparer une éventuelle levée de l'embargo sans toutefois investir dans des structures qui n'auront pas d'utilité. De plus, la gestion de l'arrivée de bateaux privés au centre de la ville représente un défi de taille pour les autorités, tant sur le plan législatif que logistique. Car l'arrivée soudaine de cubains-américain ayant les capacités de voyager selon leur bon vouloir pourrait bousculer les relations entre les deux côtes du détroit de Floride et plus largement la société cubaine tant à Cuba qu'aux Etats-Unis.

Dans leur ensemble, les trois projets maritimes en cours de réalisation cherchent un équilibre entre une amélioration des fonctionnalités actuellement existantes et une préparation à une fin possible de l'embargo. En effet, les infrastructures nouvellement rénovées seront peut-être trop performantes pour la réalité cubaine sans modification des relations avec les Etats-Unis, mais en cas de levée du blocus, le pays sera quelque peu préparé au choc que représentera l'arrivée massive de touristes venant du pays de l'Oncle Sam. Le régime, qui aujourd'hui souhaite la fin de cette situation, doit, pour se maintenir au pouvoir, garder le contrôle de son territoire et surtout avoir les infrastructures permettant aux millions de touristes étasuniens de visiter l'île dans de bonnes conditions afin d'augmenter ce secteur économique crucial pour le développement futur de Cuba.






²³⁷ <http://www.cubania.com/post/le-nouveau-visage-du-port-de-la-havane/>

II.C.2 Un plan de reconversion du territoire ambitieux

Le projet de réhabilitation de la baie de la Havane n'est aujourd'hui pas encore défini. Il n'existe pas de plans précis des futures constructions, mais uniquement des projets en discussion ainsi que des grandes lignes directrices encore sujettes à modifications. Le concret actuellement concerne l'avenue du port qui offrira l'ouverture du centre historique sur sa baie. Comme nous l'avons précédemment vu, la pollution existante et les sources de pollution doivent premièrement être assainies. Ce processus de décontamination a déjà franchi une première étape en limitant certaines pollutions directes, mais la seconde étape de ce processus sera bien plus lourde. En effet, il s'agira de construire des stations d'épurations pour empêcher l'arrivée de la pollution en provenance de la ville. Un premier projet est en cours de réalisation, selon les informations que j'ai obtenues lors des entretiens menés avec des habitants du quartier. Une seconde station devrait également voir le jour afin de limiter la pollution arrivant de l'autre cours d'eau se jetant dans la baie.

PROJETS DE RÉHABILITATION DE LA BAIE DE LA HAVANE



-  Edifices
-  Monuments historiques et terrains de baseball
-  Espaces verts
-  Frontière du territoire de l'UNESCO
-  Voies ferrées

Projets prévus par les autorités

-  Parc de la baie
-  Plage et port de plaisance
-  Port culturel
-  «Nouvelle Urbanisation»
-  Centre sportif

Sources :

- Terrain de recherche
- Documents obtenus lors du terrain de recherche
- google maps
- O. Casteña, C. Castillo de la Cruz, Bahía de la Habana, Centrando una idea de intervención, Opus Habana, Oficina del Historiador de la Ciudad, Vol. XIII, No. 3, février - juillet 2011, pp. 56-63.

La fermeture complète du port marchand est également une nécessité en terme de pollution, mais surtout afin de pouvoir investir ce nouveau lieu qui devrait être transformé en deux zones, le parc de la baie et le port culturel. Le projet du parc de la baie comprend le recyclage des silos, des entrepôts et des bâtiments du port marchand pour les transformer en hôtels, en habitations, en galeries, en cafétérias, en magasins, et restaurants²³⁸. Ce nouveau parc devrait également avoir un pan maritime, avec la création d'un port pouvant accueillir de petites embarcations, un centre de recherche maritime, un planétarium, un espace pouvant accueillir diverses activités nautiques et sportives. Le port culturel, quant à lui, devrait se transformer, en utilisant les structures préexistantes, en une zone accueillant des ateliers, des musées, des salles d'expositions, des écoles d'art, d'architecture et de design. Des amphithéâtres seront également aménagés afin de recevoir des cinémas, des théâtres ou encore des cafés thématiques²³⁹. Cette nouvelle utilisation du territoire sera donc orientée sur les loisirs et permettra aux visiteurs de profiter de cet espace si longtemps interdit.

En ce qui concerne la zone industrielle, les travaux de fermeture des industries seront longs, et la fermeture de la raffinerie Nico Lopez sera un prérequis avant les travaux de décontamination des sols. Ce territoire appelé à devenir la zone de « nouvelle urbanisation »²⁴⁰, serait converti en un espace aux bâtiments mixtes aux fonctions multiples, avec l'ouverture de centres commerciaux, la construction d'habitations pour tous les niveaux de revenus, d'ambassades, d'hôtels, d'agences immobilières, de marchés comportant des commerces spécifiques, de banques, d'hôpitaux, de théâtres, d'auditorium, de places couvertes ou encore de centres scolaires spécifiques²⁴¹. Ce territoire, même si ce n'est pas explicitement évoqué, s'adressera aux élites, qu'elles soient cubaines ou étrangères. Il y a peut-être une contradiction sur ce point car il sera toutefois difficile de convaincre les membres d'une classe sociale élevée, de s'établir sur le territoire le plus contaminé actuellement.

²³⁸ O. Casteña, C. Castillo de la Cruz, *Bahía de la Habana, Centrando una idea de intervención*, Opus Habana, Oficina del Historiador de la Ciudad, Vol. XIII, No. 3, février – juillet 2011, pp. 56-63.

²³⁹ *Idem.*

²⁴⁰ *Idem.*

²⁴¹ O. Casteña, C. Castillo de la Cruz, *Bahía de la Habana, Centrando una idea de intervención*, Opus Habana, Oficina del Historiador de la Ciudad, Vol. XIII, No. 3, février – juillet 2011, pp. 56-63.

Nous pouvons dire de manière générale qu'il s'agit de réutiliser au maximum les infrastructures existantes tout en changeant radicalement les fonctions de ces territoires. Le seul territoire qui ne verra pas sa fonction changer sera le centre sportif actuellement existant. Il devrait être rénové et étendu afin d'accueillir un plus grand nombre d'activités sportives avec la création d'une piste d'athlétisme, d'un terrain de football, de stades en tous genres ainsi que la faculté des sport de l'université de la Havane et des centres de santé. Ce nouveau centre sportif à proximité du territoire de la « nouvelle urbanisation » sera sans nul doute un argument de valorisation de cette zone.

Le projet de la baie est un défi immense ; la période de construction pour le mener à bien sera longue, mais cette reconquête d'un territoire interdit depuis plusieurs décennies aura une incidence forte sur le devenir de la ville. Le territoire dédié au tourisme et aux loisirs sera multiplié par six, inter-relié par un réseau routier, un réseau de transports publics utilisant le bus et le bateaux-bus, et également grâce à un système de routes piétonnes et cyclables. Mais la question qui vient naturellement à l'esprit concerne la population visée par cette nouvelle œuvre urbanistique.

II.C.3 Un plan de rénovation pour les touristes ou pour les cubains ?

L'objectif du plan de rénovation est la réception ainsi que l'exploitation d'une arrivée plus massive de touristes. Ce projet ne verrait évidemment pas le jour si le centre historique n'était pas visité par des centaines de milliers de touristes chaque année. Toutefois l'afflux de touristes sur ce territoire augmentera dans le futur, ceci du fait que l'amélioration des conditions d'accueil ainsi que l'ouverture de nouveaux espaces d'intérêt favorisera la venue de visiteurs. Cela veut dire que si le nombre de touristes visitant l'île venait à stagner, cela n'empêcherait pas une augmentation significative du tourisme, mais au détriment d'autres territoires de l'île. Ce processus de concentration touristique et de concurrence avec d'autres sites de l'île, et particulièrement de la Havane, verra sans aucun doute le jour. Le quartier du Vedado aujourd'hui très prisé pour ses hôtels, pourrait donc voir son nombre de nuitées et l'affluence de touristes diminuer. Mais l'augmentation du tourisme est une quasi-certitude : les récentes lois permettant aux cubains d'origine vivant aux Etats-Unis ainsi que la levée de la « carta blanca » favorise fortement l'arrivée de touristes cubains venant redécouvrir leur

pays. L'ouverture de nouvelles lignes de bateaux de croisières²⁴² sera également un facteur d'augmentation, particulièrement dans la zone de la baie qui verra les navires mouiller en son centre. Cette augmentation de l'afflux touristique aura comme conséquence première de remplir les capacités d'accueil du centre historique, mais celui-ci ne sera peut-être pas suffisant pour accueillir le nombre grandissant de touristes. Les villages de Regla et de Casablanca, aujourd'hui uniquement visités la journée, devraient progressivement se transformer en lieu de séjour de nuit pour les touristes.

En ce qui concerne la population locale, elle devrait bénéficier de ces nouvelles rénovations qui ne sont pas pensées pour elle, mais qui ont tout de même l'objectif de ne pas les exclure. La population de l'île dans son ensemble, mais particulièrement à la Havane, commence à se déliter avec l'arrivée du petit capitalisme. Une classe moyenne ayant de la famille à l'extérieur lui envoyant de l'argent, les « cuentas propistas » ayant su mener à bien un commerce florissant ou encore les hauts fonctionnaires ou cadres du parti communiste, ont aujourd'hui des moyens leur permettant de dépenser un peu d'argent de manière récréative. Le nouveau projet de la baie devrait donc à moyen terme accueillir les touristes, les élites cubaines ainsi que des cubains faisant partie de cette nouvelle classe moyenne. Les populations pauvres de certains quartiers du centre historique et des villages de Regla et de Casablanca devraient quant à elle se faire pousser progressivement hors de ce territoire. Mais l'augmentation de la valorisation du terrain pourrait leur permettre de vendre leur bien immobilier à un prix relativement haut, ce qui devrait leur garantir une vie plus agréable dans un quartier plus pauvre de la ville. Cette gentrification future de la baie aura une incidence directe sur la société cubaine, car celle-ci a vécu dans un monde où l'égalitarisme a été pendant plus de cinq décennies le cheval de bataille du régime. Les disparités sociales vont, avec l'arrivée du tourisme de masse, favoriser les « cuentas propistas » habitant sur ce territoire et exclure les populations n'ayant pas eu les moyens de monter ou de maintenir une activité capitaliste. Cette scission future au sein de la société cubaine sera inévitablement exacerbée sur ce territoire. Les rivalités pour contrôler cette future zone économiquement très attrayante seront fortes et imprévisibles.

²⁴² <http://www.elnuevoherald.com/2013/12/17/1637680/compania-canadiense-inaugura-cruceros.html>, consulté le 18 septembre 2014.

Ce plan de réhabilitation, d'une telle ampleur, couvrant un territoire aussi grand, ne verrait sans doute pas le jour sans la levée de l'embargo. Dans ce projet, il reste en trame de fond une thématique taboue mais omniprésente : le blocus de l'île va-t-il être levé par les Etats-Unis ? Cette question sans réponse a obligé les décideurs cubains à jouer aux équilibristes, en prenant des décisions ambitieuses et pouvant être considérées effectivement comme une préparation à la fin de l'embargo, mais restant néanmoins modérées dans le sens où le projet ne sera pas surdimensionné en cas de maintien du blocus. Toutefois, nous pouvons dire qu'il y a un certain optimisme quant à la fin de l'embargo chez les décideurs cubains car les projections futures du tourisme, si la situation reste la même, ne rendent pas vitales ces nouvelles infrastructures. Mais seront-elles suffisantes en cas de levée brusque du blocus ? En effet, si celui-ci venait à se lever des milliers d'embarcations privées pourraient se rendre périodiquement sur l'île et à la Havane. Le nombre de bateaux de croisière faisant escale à la Havane pourrait exploser, le potentiel touristique de la levée de l'embargo serait énorme. Selon des études de marché effectuées par des entreprises de tourisme étasuniennes, plus de 5 millions de touristes²⁴³ étasuniens pourraient s'ajouter aux près de trois millions de touristes qui viennent visiter Cuba annuellement, si l'embargo venait à tomber. En plus de cette véritable avalanche touristique potentielle, des milliers voire des dizaines de milliers d'étasuniens et de cubains-américains vivant en Floride pourraient déferler sur l'île chaque week-end en bateau.

Selon l'urbaniste cubain Julio César Pérez, professeur invité à l'Université de Harvard, « la Havane est prête pour un changement sensible »²⁴⁴. Cette petite phrase relayée dans plusieurs journaux et aux multiples interprétations montre que cet investissement prépare un changement. Cet investissement, qui n'a jamais été chiffré officiellement, est estimé à 100 millions de dollars par l'économiste cubain Arturo López-Levy de l'Université de Denver²⁴⁵. Une grande partie des coûts est liée à la décontamination de l'eau et du sol, mais il n'est resté pas moins que cela représente pour l'Etat cubain un investissement conséquent ; un investissement pour le futur de la baie, pour l'adapter au XXI^{ème} siècle, pour faire rayonner la ville dans la région et dans le monde comme un symbole fort de réussite du modèle cubain.

²⁴³ <http://www.radiohc.cu/especiales/exclusivas/293-una-nueva-imagen-para-el-puerto-habanero>, consulté le 18 septembre 2014.

²⁴⁴ <http://www.elnuevoherald.com/2013/09/14/1567142/una-nueva-cara-para-la-bahia-de.html>, consulté le 18 septembre 2014.

²⁴⁵ <http://www.radiohc.cu/especiales/exclusivas/293-una-nueva-imagen-para-el-puerto-habanero>, consulté le 18 septembre 2014.

Mais cet investissement est également un calcul économique intelligent qui offrira au régime des entrées monétaires conséquentes et ce durant de nombreuses années, particulièrement dans un monde post-embargo. Il n'est resté pas moins que ce projet prend, d'une certaine façon, le visage d'un pari, un pari sur la fin du blocus et plus généralement un pari sur l'avenir de Cuba.

III. Les limites de ces plans d'investissements

La nation cubaine est actuellement en pleine transformation, le paradigme économique subit un profond changement, ce qui a naturellement des répercussions sociales et sociétales. Les investissements de très grande envergure qui sont aujourd'hui entrepris, s'inscrivent et favorisent ce changement décidé à la tête de l'Etat. Cette modification du système cubain, correspondant à une volonté politique du pouvoir en place, vise à faire rentrer le pays dans une nouvelle ère, celle du XXI^{ème} siècle. Toutefois il existe un certain décalage entre les représentations des décideurs, les objectifs fixés par ceux-ci, et la réalité. Nous pouvons dire de manière générale que c'est l'optimisme qui domine, voire l'utopisme, dans un pays connaissant mal le capitalisme et victime des représentations qu'il en a.

Au delà du facteur purement économique, l'embargo étasunien, les relations avec les pays d'Amérique latine ainsi que les relations avec l'Union Européenne, la Chine, le Canada ou encore la Russie auront des répercussions directes sur les investissements effectués par le pays. La situation interne des Etats-Unis vis-à-vis de Cuba progresse petit-à-petit vers une ouverture, mais des points de blocages restent nombreux. Quant aux pays d'Amérique latine, l'Alliance pour les Peuples de notre Amérique (ALBA) est aujourd'hui déstabilisée par les événements internes au Venezuela, la mort d'Hugo Chavez a créé une vacance de leadership qui n'a jusque ici pas été comblé par le nouveau président N. Maduro. Dans ces conditions l'élan réformateur et unificateur de la gauche latino américaine marque le pas, le Marché Commun du Sud (MERCOSUR) est aujourd'hui bloqué et cela signe le retour des Etats nation avec l'arrivée sur l'île du Brésil, mais sans les autres pays qui composent cette union économique. Concernant la Chine, le Canada et l'Union Européenne, l'attrait pour investir à Cuba existe, mais il reste encore très limité. La Russie a récemment signé des accords d'investissements, mais ceux-ci commencent seulement à voir le jour. Les investissements cubains ne seront pleinement exploités que lorsque les discours de bonne volonté feront place à un réel investissement massif sur l'île. Le passage à la réalisation de ces investissements étrangers, aujourd'hui encore incertain, est une barrière pour l'investissement étatique qui pourrait se révéler peu pertinent dans le cas où ces financements extérieurs ne verraient pas le jour.

III.A Les problématiques internes et externes à ces plans d'investissements

Les chiffres officiels annoncés par les autorités cubaines concernant les statistiques nationales ne peuvent pas réellement être pris en considération car la double monnaie est utilisée par les autorités pour annoncer des chiffres souvent fantaisistes, ne correspondant pas à la réalité. Après deux mois de terrain de recherche, la réalité reste impressionnante, la pauvreté est partout, les difficultés pour se nourrir de la population sont permanentes. Les carences de l'Etat touchent tous les pans de la société et les difficultés du quotidien sont perpétuelles. La situation économique reste donc très difficile, ce qui fragilise ces plans d'investissements pouvant à tout moment être suspendus face à une nécessité plus grande. Le passage des ouragans représente chaque année un défi de taille pour l'île qui peut soudainement se retrouver dans une situation d'urgence l'obligeant à repousser les travaux prévus. Le fait que ces investissements soient effectués par une économie à la « limite » induit logiquement une certaine insécurité, une incertitude sur les travaux entrepris. Le port de Mariel, est aujourd'hui le seul investissement public à bénéficier d'une certaine sécurité, grâce au partenariat avec le Brésil.

Ces projets d'investissement ont comme principales problématiques externes, la relation de Cuba avec les Etats-Unis mais également les relations futures entre les pays du continent, particulièrement latino-américain. L'ALBA a été, durant la première décennie 2000, la pierre angulaire de la diplomatie cubaine, la relation avec le Venezuela s'est renforcé à un point tel que la situation de forte dépendance est devenue comparable à celle qu'entretenait l'île avec l'URSS. A son arrivée au pouvoir Raul Castro s'est employé à diversifier les dépendances du pays, avec l'arrivée du Brésil, pays à l'économie plus florissante et en expansion, mais également à travers une diplomatie active sur tout le continent afin de nouer, renouer ou consolider les relations avec les pays latino-américains. Le sommet de la CELAC organisé à la Havane au début de cette année a été la consécration pour Cuba et de son nouveau président sur la scène régionale voire internationale. Toutefois cette nouvelle stature diplomatique ne s'est pas encore réellement concrétisée économiquement, le défi reste aujourd'hui de matérialiser ces nouvelles relations pour valider et utiliser les infrastructures dans lesquelles le gouvernement a investi, et par là même, développer l'économie nationale et le pays.

III.A.1 Une situation socio-économique difficile

Après la crise des années 90', puis la timide reprise effectuée durant la première décennie des années 2000, l'économie cubaine est aujourd'hui dans une période de croissance faible, voire de stagnation. Le modèle économique communiste est aujourd'hui dans un processus d' « actualisation ». La refonte du système socio-économique national a un coût élevé pour la société et l'économie cubaine, de plus, les ressources pour mener à bien cette transformation profonde sont très limitées. Dès lors, les changements législatifs ainsi que les investissements sont comme les étincelles qui doivent déclencher l'investissement étranger, seul capable de relancer l'économie nationale. Il s'agit donc pour l'Etat cubain d'une tentative cruciale de créer un cercle vertueux permettant le décollage économique de la perle des Caraïbes.

Mais sans cette décision de transition économique, la pertinence des projets d'investissement ne serait pas la même et ceux-ci n'auraient sans doute pas vu le jour. Cette relation entre la transition interne et l'investissement va de pair, l'investissement est nécessaire pour créer un changement économique et sociétale, mais les changements aux niveaux législatif et sociétal sont requis pour attirer les investissements. Toutefois les chances de réussite ne sont pas garanties car les facteurs externes ont une forte influence, du fait qu'une grande proportion des ressources de l'Etat provient de l'extérieur de l'île. La crise mondiale a, par exemple, touché l'île à travers la baisse puis la stagnation du tourisme. Mais l'année 2014 s'annonce bonne pour le secteur touristique, en hausse au premier trimestre de 5,3%²⁴⁶, la reprise ayant déjà vu le jour en 2013 avec une croissance annuelle de 0,5% par rapport à 2012²⁴⁷, pour atteindre 2,85 millions de visiteur. Cette activité économique a rapporté pour l'exercice 2013, 1,804 milliards de dollars, en hausse de 1,9%.

Au delà du tourisme, le cours mondiale du nickel est également un facteur externe bénéfique pour l'île, car Cuba est le 6^{ème} producteur mondiale et son exploitation de cobalt lui rapporte 2,2 milliards annuels²⁴⁸ soit plus que le tourisme.

²⁴⁶ <http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/a-cuba-le-tourisme-en-hausse-de-5-3-au-premier-trimestre-51b91736e4b0de6db9cb2c9c>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁴⁷ *La Lettre de Veille Economique de Cuba*, Direction Générale du Trésor, Publication des Services économiques, No. 3, Mars-Avril-Mai 2014.

²⁴⁸ <http://investorintel.com/gold-silver-intel/cracking-open-cuba-next-vietnam/>, consulté le 19 septembre 2014.

Le montant annuel des « remesas »²⁴⁹, récupérées par le régime à travers les magasins d'Etat, est également important car il s'agit d'une injection directe, d'un investissement dans l'économie cubaine, celui-ci s'est élevé à 2,77 milliards de dollars en 2013 en hausse de 6,57% selon le « Havana Consulting Group »²⁵⁰. Mais aujourd'hui la principale source de devise est l'exportation de services médicaux, à travers principalement l'envoi de médecins à l'étranger, qui s'élèvera pour cette année à 8,2 milliards de dollars selon la directrice de l'entreprise étatique Servicios Médicos Cubanos S.A., Yilian Jiménez.²⁵¹ Ces ressources financière qui maintiennent l'économie cubaine peuvent soudainement se tarirent et avoir un impact directe et incontrôlable sur l'économie nationale. C'est donc dans ce climat d'incertitude que le gouvernement de l'île déploie son investissement qui pourrait, en fonction des circonstances, devenir difficile à financer sur la durée et donc potentiellement inachevable.

Au niveau sociétal, les changements en cours sont un réel bouleversement pour la population qui après cinquante ans d'immobilisme est quelque peu prise de cours face aux nouvelles responsabilités qui lui incombent. L'Etat omniprésent et omnipotent se désengage progressivement des charges qu'il occupait auparavant, et la population n'a pas toujours les capacités autant psychologiques, pratiques, qu'économiques pour faire face à cette nouvelle réalité. Le résultat est qu'il y a et qu'il y aura « les déçus de la transition », des populations qui se retrouveront dans une position sociale ou économique inférieure à celles qu'elles occupaient avant le processus.

Aujourd'hui il y a un certain délitement de l'Etat, même sur ses points forts que sont l'éducation et la santé. Lors de mon terrain de recherche, j'ai pu constater à quel point l'éducation est critiquée, car victime d'une absence de moyens, elle est de plus en plus corrompue par la nouvelle classe moyenne qui n'hésite pas à corrompre les professeurs afin que ceux-ci valident les résultats de mauvais élèves. Le niveau général est également fortement critiqué, chose qui n'était pas une thématique récurrente lors de mon premier terrain de recherche en 2012. Concernant les études universitaires, l'opinion politique est de plus en plus prédominante pour l'accession aux places d'étudiant, ce qui génère un mécontentement

²⁴⁹ Argent envoyé par la diaspora cubaine à leur famille restée sur l'île

²⁵⁰ <http://cafefuerte.com/cuba/9915-ano-2013-record-de-remesas-y-viajeros-a-cuba/>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁵¹ <http://www.elmundo.com.ve/noticias/economia/internacional/servicio-de-medicos-cubanos-aportaran-un-record-de.aspx>, consulté le 19 septembre 2014.

et qui laisse place au copinage.

Du côté de la santé, le gouvernement a, au début de cette année, plus que doublé le salaire des médecins²⁵², mais les infrastructures et le niveau général de la médecine cubaine ne correspondent pas à la propagande que fait le régime au niveau international. Car en réalité il s'agit d'un système médical basé sur la prévention, le nombre de médecin pour 1000 habitant étant de 6,4, soit le plus élevé au monde²⁵³, cela permet d'avoir des structures très proches des citoyens et d'être très réactif lorsqu'un problème de santé plutôt minime voit le jour. Une femme enceinte reçoit la visite d'un médecin de manière hebdomadaire et les centres de premiers soins, fonctionnant souvent en permanence, sont nombreux et sont d'une densité très forte. Mais lorsque survient un accident, une urgence, les capacités de réactions ainsi que les outils à dispositions du corps médical sont très limités et datent d'une époque révolue dans nos centres hospitaliers occidentaux. La mort récente d'une personne qui m'a accueillie durant mon terrain de recherche, suite à un accident domestique où l'ambulance a mis 5 heures pour venir la chercher au centre de la Havane, montre que les moyens sont encore terriblement manquants.

La transition aujourd'hui en cours de réalisation s'inscrit toutefois dans une volonté populaire, particulièrement chez les jeunes en quête de perspectives. Elle va plutôt à l'encontre de la volonté des plus anciens qui voient ces changements comme dangereux et allant souvent contre leurs intérêts. Mais sans cette modification politico-économique, la jeunesse désabusée aurait peut-être explosé car l'exaspération en son sein est aujourd'hui largement majoritaire. Une désillusion profonde face au système tel qu'il était sous Fidel Castro, est aujourd'hui tempérée par un réel espoir dans le changement opéré. Mais si celui-ci ne parvient pas à se développer, un désir de révolte pourrait naître. La mort de Fidel Castro, personnage qui inspire encore aujourd'hui la crainte et également un certain respect, pourrait ouvrir la voie à une transition par le bas dans le cas où l'actualisation du modèle cubain se transformerait en échec ou tarderait trop à voir le jour.

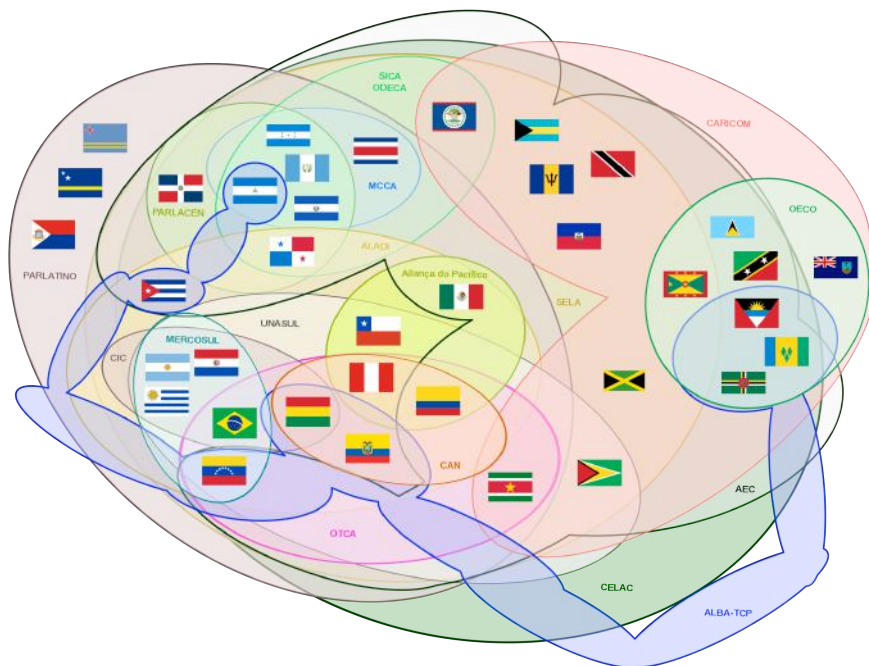
²⁵² http://www.nacion.com/mundo/latinoamerica/Cuba-aumenta-salario-medicos-dentistas_0_1403659710.html, consulté le 19 septembre 2014.

²⁵³ <http://www.statistiques-mondiales.com/medecins.htm>, consulté le 19 septembre 2014.

III.A.2 Les problématiques régionales dans lesquelles s'inscrit Cuba

Le continent américain est aujourd'hui très apaisé au niveau diplomatique, si nous faisons exception du blocus en vigueur sur Cuba de la part des Etats-Unis. Après plusieurs décennies de dictatures militaires et d'interventionnisme de la part de Washington, la situation est aujourd'hui relativement calme, seul un coup d'Etat au Honduras en 2009 ainsi que la persistance du conflit colombien entre le gouvernement central et la guérilla nous rappelle que cette éclaircie est fragile. La dynamique régionale latino américaine est actuellement dominée par la coopération entre les pays, comme nous avons pu le constater récemment lors du sommet de la CELAC regroupant toutes les nations d'Amérique du sud et des Caraïbes. Il y a donc un consensus de fond entre les pays de la région pour développer l'économie continentale et il ne reste que peu de conflits diplomatiques majeurs entre les pays de la région, si ce n'est un anti-impérialisme persistant au sein de la population et des gouvernements de gauche latino américains. Toutefois le modèle à suivre au niveau économique n'est pas l'objet d'un assentiment général, nous pouvons aujourd'hui distinguer, parmi la multitude d'alliances et d'unions, quatre modèles cherchant à s'imposer sur le continent à travers différents processus d'intégration régionale.

Les différents processus d'intégration régionale latino américains



Source :- http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/d/d3/Diagrama_OIG_latino-americanas_e_caribenhas2-pt.svg/2000px-Diagrama_OIG_latino-americanas_e_caribenhas2-pt.svg

CARTE DES PRINCIPAUX ACCORDS D'INTÉGRATION DU CONTINENT AMÉRICAIN



Sources : - http://lib.utexas.edu/maps/world.html/world_Maps/world_maps
 - <http://www.alenaaujourd'hui.org>
 - <http://www.alianzabolivariana.org>
 - <http://www.mercosur.int>
 - <http://www.caricom.org>

Premièrement le modèle très étatisé défendu par l'ALBA. Nourri d'idéalisme mais limité en réalisme, ce modèle a été le plus incisif ces dernières années. Mais la mort du président Hugo Chavez et le marasme économique que traverse le Venezuela ont mis en frein à cette alliance politico-économique. Le second modèle est celui défendu par le MERCOSUR. D'inspiration européenne, cette union économique regroupant historiquement l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay est aujourd'hui paralysée par des désaccords entre les différents pays. L'arrivée au forceps du Venezuela au sein de cette union, placée au centre gauche sur l'échiquier politique et dans son modèle économique, a encore compliqué sa construction, mais un certain rapprochement entre le MERCOSUR et l'ALBA est actuellement en train de voir le jour. Toutefois ce rapprochement ne s'effectue pas de manière institutionnelle directe entre les deux entités, mais plutôt à travers des rapprochements bilatéraux entre les nations composant ces deux alliances : la construction du port de Mariel en est l'exemple le plus marquant. La Communauté Caribéenne (CARICOM) est quant à elle proche de l'ALBA car de nombreux pays la composant bénéficient d'accords pétroliers très favorables avec le Venezuela. Mais au niveau continental, cette communauté n'a pas de réel poids, si ce n'est au niveau symbolique. En effet, il reste important pour les puissances régionales de compter sur l'appui des pays de la CARICOM afin d'offrir un visage d'unité, lors de, par exemple, le sommet de la CELAC ou de l'OEA.

A l'opposé de ces trois processus marqués politiquement à gauche, l'ALENA est une zone de libre-échange comprenant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Il s'agit d'une union économique de type néolibéral qui est entrée en vigueur en 1994²⁵⁴. Cet « Accord a systématiquement éliminé la plupart des obstacles, tarifaires et non tarifaires, au libre-échange et à l'investissement entre les trois pays de l'ALENA »²⁵⁵. Ce processus fortement influencé, voir dirigé par Washington, est également une manière de promouvoir l'idéologie néolibérale dans la région. Ce processus d'intégration régionale avait comme objectif d'être un premier pas, avant la mise en œuvre sur tout le continent, de la ZLEA. Cet accord de libre-échange continental a été proposé lors du premier sommet des Amériques qui s'est tenu en décembre 1994 à Miami. Cette proposition a été faite par les Etats-Unis à tous les pays du continent, exception faite de Cuba qui n'était pas convié au sommet. Les négociations pour parvenir à un accord ont duré plus de 10 ans, pour finalement ne déboucher sur rien. Les puissances du sud

²⁵⁴ <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/nafta-alena/index.aspx?lang=fra>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁵⁵ http://www.alenaaujourd'hui.org/faq_fr.asp#faq-1, consulté le 19 septembre 2014.

du continent s'y sont finalement opposées, l'Argentine, le Venezuela de manière formelle et surtout le Brésil qui l'a finalement bloqué définitivement.

Enfin, l'Alliance du Pacifique est le processus d'intégration régionale le plus récent, officiellement fondée en avril 2011. Ce projet, regroupant le Mexique, la Colombie, le Pérou et le Chili, est basé sur le libre-échange et se revendique comme étant une renaissance de la ZLEA à un niveau régional²⁵⁶. L'Alliance du Pacifique se compose de pays ayant de forts liens avec Washington et ayant tous signé des accords de libre-échange avec les Etats-Unis. Ce projet est une « réponse » à l'influence grandissante de l'ALBA dans la région, basée sur le libéralisme contrairement à l'alliance bolivarienne. Ce projet concurrent étant encore très jeune, il est difficile d'évaluer sa réalité actuelle et future, mais il suscite énormément d'intérêts et ce, dans le monde entier. Lors du sommet de l'alliance en mai 2013, « les pays devenus observateurs avant le sommet ont pu se faire entendre lors des débats, mais sans droit de vote. Dans ce cadre, le Canada était représenté par le Premier ministre Stephen Harper, l'Espagne par le président du gouvernement Mariano Rajoy, le Guatemala par le président Otto Pérez Molina, le Costa Rica par la présidente Laura Chinchilla, le Panama par le président Ricardo Martinelli, l'Uruguay (autre pays du Mercosur) par le vice-président Danilo Astori et la Nouvelle Zélande, l'Australie et le Japon par des ministres »²⁵⁷. La présence de telles personnalités lors de ce sommet montre le grand intérêt que portent alors certains pays à cette alliance. Au niveau économique les pays de l'alliance ont attiré près de 70 milliards de dollars d'investissements étrangers directs, et lors du sommet de 2013, un accord sur l'exonération des droits de douane sur 90% des échanges commerciaux des quatre pays a été conclu. Ce nouveau processus d'intégration régionale, étant aussi une alliance, est le principal concurrent de l'ALBA, suivant une politique, une philosophie diamétralement opposée. C'est ainsi un contre-projet à l'ALBA, qui lui empêche un accès direct à l'Océan Pacifique, et suit le projet étasunien libre-échangiste.

Il y a donc des rivalités de pouvoir entre les processus d'intégration, pour imposer leur propre modèle politico-économique sur le continent, mais il ne faut également pas négliger les rivalités entre les Etats au sein même des différentes unions. Dans le cas cubain, la rivalité principale est entre le Venezuela et le Brésil qui sont en concurrence pour étendre leur zone d'influence régionale. L'arrivée du Brésil à Mariel symbolise le leadership pris par le Brésil.

²⁵⁶ <http://www.latinreporters.com/amlateco24052013iv.html>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁵⁷ *Idem.*

III.A.3 L'utopisme face à la réalité

La révolution cubaine a été marquée par de nombreux discours, majoritairement prononcés par le grand orateur Fidel Castro. Ces allocutions faites quelque fois devant des centaines de milliers de personnes se sont caractérisées par l'union entre « le peuple » et l'orateur. Ces moments de symbiose ont vu le jour, au delà des qualités de l'orateur, grâce à la défense d'une idéologie, mais également des objectifs à poursuivre et finalement un idéalisme sociétal à atteindre. Mais la différence entre le discours optimiste et la réalité a mené Cuba vers sa situation actuelle. En effet, la volonté des dirigeants cubains de mener le pays vers un idéal communiste et de créer une société parfaite n'a malheureusement pas vu le jour. Les difficultés quotidiennes de la population montrent à elles seules que le régime a échoué. Il ne faut pas considérer que l'ensemble des entreprises du régime cubain ont été des échecs, car certains buts ont été atteints. Nombre d'entreprises louables ont avancé et permis le maintien de l'idéal révolutionnaire des jours de la victoire. L'alphabétisation, l'ouverture des universités à toutes les classes sociales ou encore un système de santé permettant à la population d'avoir une espérance de vie²⁵⁸ comparable aux pays occidentaux, alors que la richesse du pays est largement inférieure, montre que certains projets furent des réussites. Ce sont généralement les secteurs, les métiers de vocation qui ont le mieux réussi sur l'île. Des métiers qui comportent en eux une motivation intrinsèque pour ceux qui les ont choisis, peu influencés par la rémunération. Mais bon nombre d'objectifs du gouvernement, proclamés lors des discours, se sont révélés être des échecs cuisants.

Nous pouvons le constater par exemple avec l'ouverture des petites entreprises capitalistes qui devaient remplacer les postes supprimés dans la structure étatique. Un demi-million de cubains devait se faire licencier et trouver un nouveau revenu en « montant » leur propre affaire. La préparation pour cette transition a été inexistante, et le « slogan » capitaliste a fait croire à chaque entrepreneur cubain que la richesse était pour bientôt. L'Etat a également pensé que cette simple ouverture de nouveaux métiers à titre privé allait permettre d'absorber ces fonctionnaires licenciés. Il n'en a rien été, la législation accompagnant cette ouverture au petit capitalisme était très mal adaptée, ce qui a conduit une proportion considérable de ces nouveaux entrepreneurs à faire faillite. Cet exemple nous montre bien le décalage, entre les objectifs et la réalité, qui demeure dans les réformes du pays. En ce qui

²⁵⁸ <http://data.worldbank.org/country/cuba>, consulté le 19 septembre 2014.

concerne les nouveaux investissements étudiés au cours de ce travail, cette problématique reste omniprésente.

III.B La relation avec les États-Unis

L'histoire de Cuba est intimement liée à son puissant voisin depuis maintenant plus d'un siècle. L'arrivée des États-Unis sur l'île s'est faite durant la guerre d'indépendance cubaine qui opposait les révolutionnaires cubains emmenés par José Martí, aux colons espagnols. Cette guerre qui débuta en 1895, fût marquée par l'explosion du navire de guerre étasunien USS Maine dans la baie de la Havane le 15 février 1898²⁵⁹. Cette explosion qui causa la mort de plus de 250 marins étasuniens fût imputé aux espagnols et déclencha la guerre entre l'Espagne et les États-Unis. Lors de la signature du traité de paix entre les deux nations à Paris en décembre 1898²⁶⁰, les indépendantistes cubains ne sont pas conviés et se font en quelque sorte « voler » leur indépendance par les États-Unis. Au delà de voir les troupes étasuniennes rester stationnées sur l'île, les autorités cubaines se font imposer en 1901, un amendement à leur constitution par les États-Unis, le désormais fameux amendement Platt. Celui-ci stipule, dans son article 3, que :

« Le gouvernement de Cuba accepte que les États-Unis puissent exercer le droit d'intervention pour préserver l'indépendance de Cuba et maintenir un gouvernement capable de protéger les vies, la propriété et la liberté individuelle est d'accomplir les obligations qui, concernant Cuba, ont été imposées aux États-Unis par le traité de Paris et qui doivent désormais être assumées et accomplies par le gouvernement de Cuba. »²⁶¹

Les cubains ne sont donc absolument pas souverains au lendemain de leur guerre d'indépendance. Cet amendement reste un traumatisme fort, qui est profondément ancré dans les représentations de la population cubaine et jusqu'à nos jours. La première moitié du XX^{ème} siècle fût marquée par une pénétration très forte des entreprises étasuniennes à Cuba. Celles-ci s'emparèrent de pans entiers de l'économie et au niveau politique les décisions des dirigeants furent toujours subordonnées au pays de l'Oncle Sam à travers l'amendement constitutionnel de 1901. Dès lors, ce n'est que lors de l'avènement de révolution castriste que l'île devient réellement indépendante de toute puissance extérieure.

²⁵⁹ L. Fisher, *Destruction of the Maine (1898)*, The Law Library of Congress, août 2009.
<http://www.loc.gov/law/help/usconlaw/pdf/Maine.1898.pdf>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁶⁰ <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1898paris.htm>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁶¹ <http://www.tlfq.ulaval.ca/AXL/amsudant/Cuba-Platt-amend.htm>, consulté le 19 septembre 2014.

L'indépendance face aux Etats-Unis est toujours un argument du régime pour se renforcer et se maintenir au pouvoir. En effet, malgré tous les manquements du régime, les difficultés du quotidien, et la peur permanente, la population cubaine reste reconnaissante envers les révolutionnaires pour lui avoir offert cette indépendance tardivement acquise. Une certaine peur mêlée à l'admiration domine aujourd'hui la population de l'île, qui craint toujours l'envahissement par les Etats-Unis. Mais à travers l'histoire commune, les visites de la diaspora et la proximité géographique, les cubains ont dans leurs représentations, la croyance que l'avenir de leur pays reste intimement lié à celui des Etats-Unis.

III.B.1 Comment les Etats-Unis s'inscrivent-ils face à ces investissements ?

Nous pouvons dire qu'aujourd'hui, c'est plutôt l'indifférence qui prédomine aux Etats-Unis quant aux changements sur l'île. En effet, l'administration Obama n'a pas fait des normalisations des relations avec Cuba une priorité. Les voix réclamant un changement politique de la part de Washington sont de plus en plus fortes, mais dans la pratique l'administration n'a pas fait de gestes concrets pour améliorer ses relations avec le régime castriste. Lors de son premier mandat, l'administration étasunienne a fait un acte en direction de l'île en augmentant le plafond des « remesas » envoyées par la diaspora ainsi qu'en facilitant les voyages à Cuba²⁶². Cette décision avait pour objectif de favoriser le petit capitalisme naissant, et permettre à la communauté cubaine, séparée par le détroit de Floride, de renouer des liens. L'administration étasunienne a donc pris des dispositions pour favoriser l'investissement privé à Cuba, mais il s'agissait en réalité de lever les mesures décidées en 2004 par le président George W. Bush qui souhaitait asphyxier Cuba en tarissant cet afflux monétaire sur l'île²⁶³. Par conséquent, il n'y a pas eu de réels changements dans la politique des Etats-Unis si nous nous plaçons dans la période historique post-URSS.

²⁶² http://internacional.elpais.com/internacional/2009/04/13/actualidad/1239573609_850215.html, consulté le 19 septembre 2014.

²⁶³ http://www.liberation.fr/monde/2004/07/02/george-bush-durcit-l-embargo-pour-asphyxier-cuba_485094, consulté le 19 septembre 2014.

Nous pouvons toutefois relever la poignée de main entre le président Barack Obama et le président Raul Castro lors de l'enterrement de Nelson Mandela²⁶⁴ sous le regard bienveillant de la présidente brésilienne Dilma Rousseff. Ce geste symbolique montre un certain désir d'ouverture de la part des Etats-Unis, mais peu de mesures concrètes ont été prises lors du deuxième mandat de B. Obama.

Au delà de l'administration étatique fédérale étasunienne, certains événements sont à relever. Lors de l'ouverture du port de Mariel, le premier navire à accoster est venu décharger 500 conteneurs de poulet congelé un provenance des Etats-Unis²⁶⁵. La visite de trois jours à la Havane, au printemps dernier, du président de la chambre de commerce étasunienne Thomas Donohue²⁶⁶, accompagné par une délégation de chefs d'entreprises, montre également qu'il y a des signes d'ouverture de la part des Etats-Unis. Le voyage à Cuba du rappeur Jay-Z et de la chanteuse Beyoncé²⁶⁷, réputés très proches de la famille Obama, peut aussi être vu comme un signe d'ouverture de la part du président des Etats-Unis.

Au niveau des investissements faits par le régime castriste, peu de réactions institutionnelles se sont fait sentir du côté nord du détroit de Floride. Le port de Miami a procédé à un investissement de 2 milliards de dollars²⁶⁸ afin de s'adapter aux nouvelles dimensions des navires traversant le canal de Panama élargi. Mais cet investissement ne doit pas être perçu comme une « réponse » au port de Mariel, mais simplement comme une adaptation des infrastructures portuaires d'un grand port à une nouvelle réalité, ceci dans une concurrence interportuaire nationale et régionale. Quoi qu'il en soit le développement du port de Miami aura une incidence négative sur le port de Mariel et devrait limiter l'influence de celui-ci dans la région ainsi que sur la politique étasunienne. Dès lors, malgré les efforts déployés à tous les niveaux par les autorités cubaines, allant dans une direction positive et facilitant la fin potentielle de l'embargo, la décision finale de commencer des négociations

²⁶⁴ CNN live, *Obama shakes Raul Castro's hand*, ajoutée le 10 décembre 2013, consultée le 19 septembre 2014. <http://www.youtube.com/watch?v=qteNMu0wziY>

²⁶⁵ <http://www.martinoticias.com/content/pollos-estados-unidos-inauguran-puerto-mariel/31496.html>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁶⁶ http://www.liberation.fr/monde/2014/05/30/la-chambre-de-commerce-americaine-plaide-pour-une-levee-de-l-embargo-contre-cuba_1029982, consulté le 15 septembre 2014.

²⁶⁷ <http://www.theguardian.com/world/2013/apr/07/beyonce-jayz-cuba-holiday-republicans>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁶⁸ http://www.miamidade.gov/portmiami/press_releases/2013-10-07-new-gantry-cranes-arrive.asp, consulté le 19 septembre 2014.

reviendra aux Etats-Unis. Car contrairement à ce que voudraient croire les autorités cubaines, la levée de l'embargo n'est pas une priorité pour les Etats-Unis qui restent concentrés sur des problématiques mondiales bien plus complexes et importantes pour le futur du pays de l'Oncle Sam.

III.B.2 La situation interne des Etats-Unis vis-à-vis de Cuba

Au niveau interne de nombreux changements structurels sont en cours. Premièrement la population étasunienne dans son ensemble est devenue favorable à la levée de l'embargo, 56% des étasuniens se prononcent pour une normalisation des relations avec l'île selon le sondage mené par le Think Tank Atlantic Council²⁶⁹. La proportion de personnes favorables à cette normalisation des relations entre les deux pays augmente en Floride pour atteindre le 63%. Il y a donc au sein du plus grand swing state des Etats-Unis un changement fort concernant l'embargo. En effet, pendant de longues décennies lorsqu'un candidat à l'élection présidentielle du pays venait faire campagne en Floride, son discours était invariablement marqué par un ton agressif à l'égard de Cuba, complété de promesse de renforcement de l'embargo afin de faire chuter le dictateur Castro. Les représentations des floridiens à l'égard de la politique nationale vis-à-vis de l'île castriste sont donc en pleine mutation. Ce changement majeur aura une incidence directe sur la politique des Etats-Unis, car la relation avec Cuba est une thématique majeure pour gagner le vote de la communauté d'origine cubaine historiquement très anticastriste.

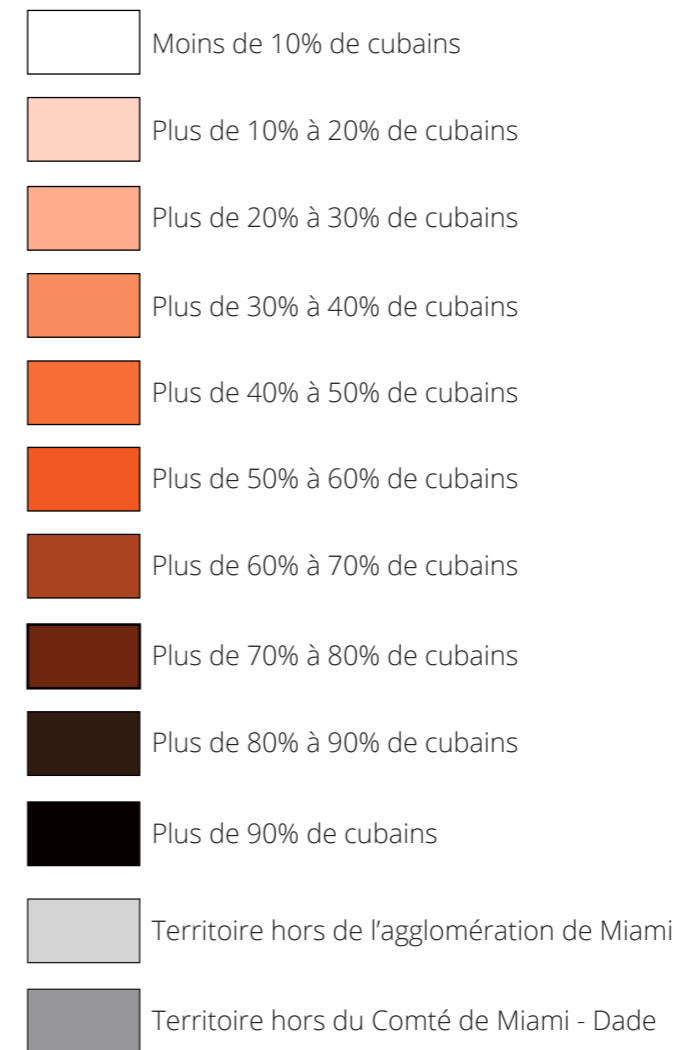
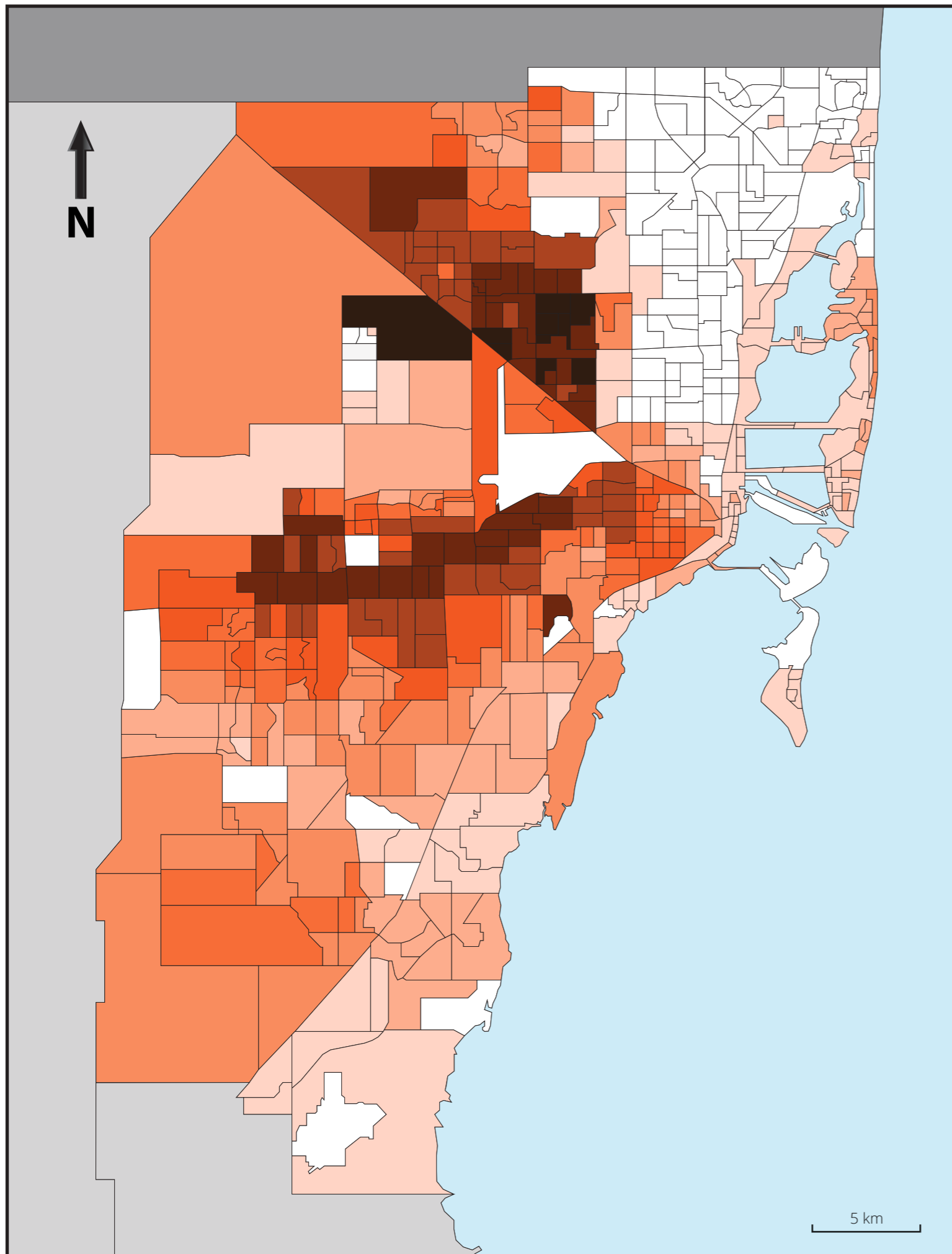
Cette communauté, étudiée lors de ma première année à l'Institut Français de Géopolitique, concrétiser par un mémoire ayant pour titre : « Le vote de la communauté cubaine dans le comté de Miami-Dade, un enjeu intérieur prépondérant sur l'intérêt national extérieur des Etats-Unis ? », est également en pleine transformation. En effet, structurellement les anciennes générations ayant fuit l'île pour des raisons idéologiques, font aujourd'hui place à une génération d'origine cubaine moins politisée mêlée à de nouveaux arrivants ayant quitté l'île pour des raisons principalement économiques. Selon la dernière étude publiée par G. Grenier, professeur à Florida International University, cubain d'origine et spécialiste de la

²⁶⁹ A. Arshat, *US-Cuba, A New Public Survey Supports Policy Change*, Atlantic Council, Latin America Center, 10 février 2014. <http://www.atlanticcouncil.org/>, consulté le 19 septembre 2014.

communauté cubaine de Miami, la proportion de cette communauté à souhaiter la fin de l'embargo va vers un renforcement²⁷⁰. La différence de génération reste toutefois très marquée, si cette communauté dans son ensemble souhaite à 52% la fin de l'embargo, cette proportion baisse à 40% chez les plus de 65 ans, et monte à 62% chez les 18-29 ans. Cette dynamique générale peut également être observée lors des dernières élections présidentielles.

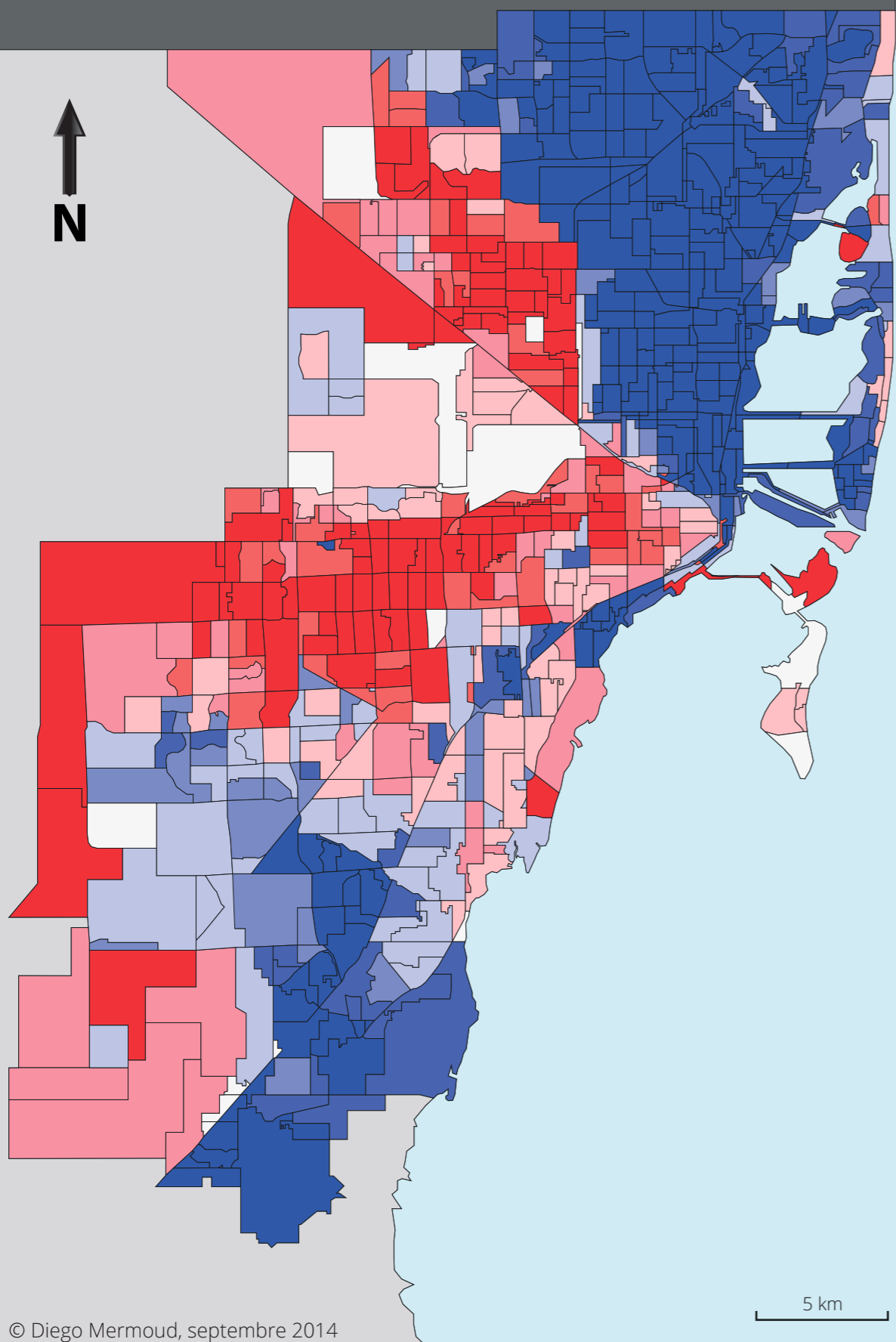
²⁷⁰ G. Grenier, H Gladwin, *2014 FIU Cuba Poll, How Cuban Americans in Miami View U.S. Policies Toward Cuba*, Florida International University, Cuban Research Institute, juin 2014.
<https://cri.fiu.edu/research/cuba-poll/2014-fiu-cuba-poll.pdf>, consulté le 19 septembre 2014.

PROPORTION DE CUBAINS PAR «UNITÉ DE RECENSEMENT» EN 2010 À MIAMI-DADE



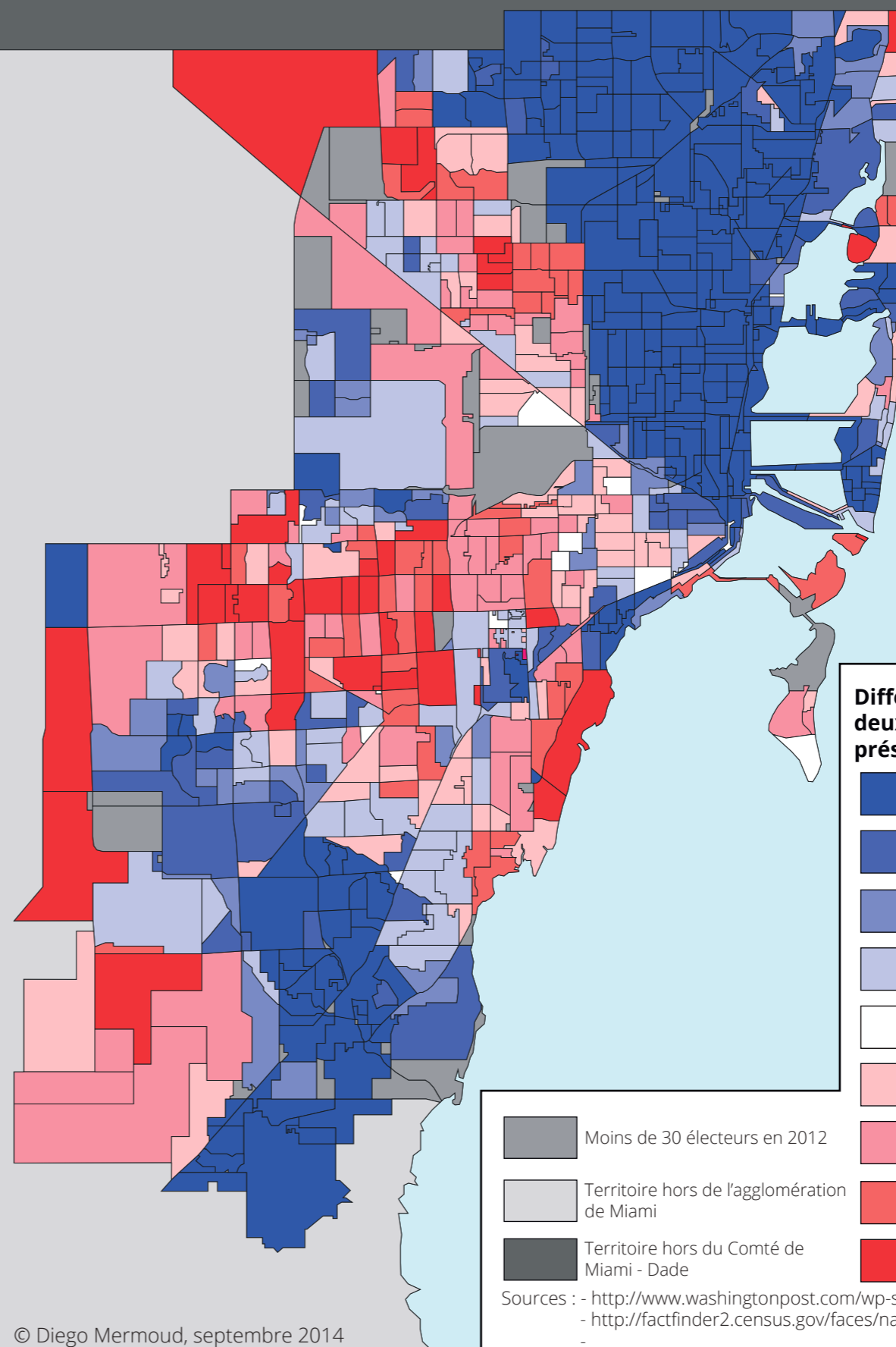
Sources : - <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/special/nation/census/2010/>
- <http://factfinder2.census.gov/faces/nav/jsf/pages/index.xhtml>

RÉSULTATS DE L'ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLE 2008 PAR CIRCONSCRIPTION À MIAMI-DADE



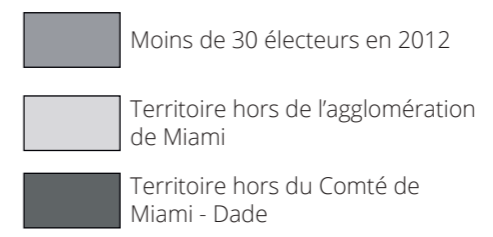
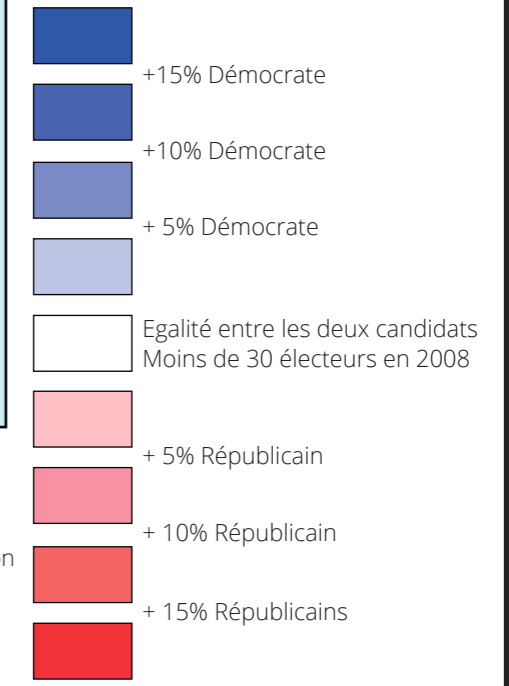
© Diego Mermoud, septembre 2014

RÉSULTATS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2012 PAR CIRCONSCRIPTION À MIAMI-DADE



© Diego Mermoud, septembre 2014

Différence entre le résultat des deux candidats, lors des présidentielles de 2008 et 2010



Sources : - <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/special/nation/census/2010/>
- <http://factfinder2.census.gov/faces/nav/jsf/pages/index.xhtml>

En effet, nous pouvons constater que la proportion de la population cubaine à voter pour le parti républicain, considéré comme étant plus dur à l'égard du régime cubain, s'est modérée dans les quartiers à prédominance cubaine. Le vote est soumis à de nombreux facteurs et il n'est pas possible d'expliquer cette tendance uniquement par une volonté de la communauté cubaine à voir l'embargo se lever. Toutefois il existe une corrélation entre le vote dans les quartiers cubains lors de la présidentielle 2012 et celle de 2008 avec les résultats obtenus par le sondage du professeur Grenier. La dynamique générale de cette communauté, qui a durant de longues années fait preuve d'intransigeance à l'égard de la politique étrangère des Etats-Unis par rapport à Cuba, se dirige aujourd'hui vers un réel assouplissement. La jeunesse cubaine de Miami, sans porter Fidel Castro dans son cœur, souhaite avant tout une normalisation des relations pour des raisons pratiques. La volonté de pouvoir se rendre sur l'île en vacance sans tracas administratifs, la possibilité d'inviter facilement de la famille chez eux, aider un cousin à monter son affaire ou encore investir une partie de son épargne dans l'immobilier afin de passer sa retraite sur l'île.

La levée des restrictions de voyage pour les cubains ainsi que la possibilité pour les cubains de la diaspora de récupérer plus facilement leur résidence sur l'île a ouvert un mouvement de va et vient en pleine expansion, entre les deux rives du détroit de Floride. Ce mouvement qui s'amplifie fortement. Au premier semestre de cette année 327'000 personnes ont transité entre les Etats-Unis et Cuba²⁷¹ en hausse de 10%. L'immense majorité, 90,7%, ont fait le voyage depuis l'aéroport de Miami, nous pouvons donc réellement voir un rapprochement entre les deux communautés qui commencent enfin à se retrouver après de longues décennies de séparation.

Les facteurs internes sont donc aujourd'hui favorables à un rapprochement entre les deux nations. La communauté cubaine renoue des liens, les anticastristes perdent petit-à-petit en influence et le peuple étasunien dans son ensemble souhaite majoritairement une normalisation des relations. Il y a donc aujourd'hui une « fenêtre » pouvant mener à une paix durable entre Cuba et les Etats-Unis. Mais il faudra tout de même passer par dessus nombre d'intérêts conservateurs influents, tel que par exemple, la Cuban American National Foundation (CANF)²⁷², lobby anticastriste très puissant et très intransigent.

²⁷¹ <http://cafefuerte.com/miami/17093-unos-327-mil-pasajeros-viajaron-a-cuba-desde-eeuu-en-la-primera-mitad-del-ano/>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁷²

III.B.3 Vers la fin de l'embargo ?

La prochaine échéance qui permettra de distinguer plus clairement quelles sont les intentions des Etats-Unis, qui sont jusqu'ici restées très opaques, sera le VII^{ème} sommet de l'Organisation des Etats Américains qui aura lieu au mois d'avril 2015 dans la ville de Panama²⁷³. Cuba est le seul pays à ne pas faire parti de cette organisation regroupant tous les pays du continent, le pays a en effet été exclu au mois de janvier 1962²⁷⁴ dans un contexte de crise avec les Etats-Unis. Lors du dernier sommet de cette institution à Carthagène en Colombie, le président hôte Juan Manuel Santos, allié des Etats-Unis, a déclaré qu'« *Un prochain sommet sans Cuba serait inacceptable* »²⁷⁵. Cuba a très récemment reçu une invitation formelle de la part des autorités panaméennes pour se rendre à ce sommet²⁷⁶, ce qui met les Etats-Unis en porte-à-faux avec leur position d'exclusion de Cuba en vigueur depuis plus de cinquante ans. La présence de Cuba à ce sommet est aujourd'hui une certitude, celle des Etats-Unis ne devrait pas faire défaut, mais la question est de savoir à quel niveau.

Deux voies semblent aujourd'hui possibles, la première prendrait forme si le président Obama se rend personnellement à Panama, car cela serait un signal fort en direction de l'île et d'une normalisation qui pourrait voir le jour avant la fin du deuxième mandat du président étasunien. Ce premier chemin vers le règlement du conflit semble actuellement difficile, mais des éléments plaident en sa faveur. En effet, après les élections de midterm le 4 novembre de cette année, B. Obama sera définitivement libéré de toute élection. Dès lors, sachant que le second mandat du premier président noir des Etats-Unis n'a pas été marqué par de grandes victoires, principalement dû à un blocage des institutions au niveau du Congrès, il est possible que le président décide d'entrer dans l'Histoire en mettant fin à l'embargo. Le 20 juin 2014, *MercoPress*, média uruguayen, a publié un article, repris de l'hebdomadaire *Busqueda*, indiquant que Barack Obama avait demandé au très respecté président de l'Uruguay, José Mujica, lors de la visite de celui-ci le 12 mai 2014 à la Maison Blanche²⁷⁷, de transmettre un

²⁷³ www.summit-americas.org/SIRG/2014/091514/wp_fr.doc, consulté le 19 septembre 2014.

²⁷⁴ http://www.elhistoriador.com.ar/articulos/americas_latina/revolucion_cubana/exclusion_de_cuba_de_la_oea.php, consulté le 19 septembre 2014.

²⁷⁵ <http://abonnes.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/ARCHIVES/archives.cgi?ID=a1fa578aebec24ceea4c39b4e78137fd9a8ce997a04f08e1&print=1>

²⁷⁶ <http://www.telesurtv.net/english/news/Panama-Invites-Cuba-to-OAS-Summit-20140919-0031.html>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁷⁷ <http://www.nytimes.com/2014/05/13/world/americas/uruguayan-leader-meets-with-obama-to-talk-trade-and-human-rights.html>, consulté le 19 septembre 2014.

message au président Castro. Ce message serait : « let's talk about lifting the trade embargo »²⁷⁸, complété, selon l'agence de presse reuters, par une demande de libération du citoyen étasunien Alan Gross²⁷⁹. Ces informations montrent qu'un règlement du conflit, ou tout du moins une entrée en négociation, pourrait voir le jour avant la fin de la présidence Obama.

Mais il existe aujourd'hui un blocage que nous pourrions qualifier de pratique entre les deux pays. D'une part cinq agents secrets cubains ont été emprisonnés aux Etats-Unis en 1998 pour espionnage et condamnés à de lourdes peines²⁸⁰. Ces espions avaient pour mission d'infiltrés les groupes anticastristes de Miami afin de connaître les éventuelles menaces d'attentat à Cuba²⁸¹. Ils sont aujourd'hui considérés comme des héros sur l'île, et trois d'entre eux sont encore aujourd'hui en prison aux Etats-Unis. D'autre part le citoyen étasunien Alan Gross purge actuellement une peine de 15 ans de prison à Cuba pour avoir amené des téléphones satellites à la communauté juive cubaine²⁸². Ces téléphones permettant de contourner le système de surveillance cubain sont formellement interdits dans le pays. Un échange de prisonniers serait de toute évidence le premier pas nécessaire avant une résolution plus large du conflit. Ce pas reste difficile à franchir des deux côtés du détroit de Floride, car ces prisonniers sont utilisés des deux côtés comme outils permettant de maîtriser le tempo des négociations. Il faudra donc une confiance rétablie, voir un pré-accord global pour amener les deux pays à signer la libération de ces prisonniers, victimes d'un conflit qui les dépasse.

La seconde voie possible pouvant mener à une fin de l'embargo, si la première ne voyait pas le jour, devrait se situer après 2018. Il est plus difficile de dessiner les contours de ce chemin tant les facteurs déstabilisants peuvent être nombreux sur une aussi longue période. Toutefois la fin annoncée du règne d'un président Castro, Raul ayant déclaré qu'il allait se retirer du pouvoir en 2018²⁸³, pourrait offrir une nouvelle fenêtre de négociation.

²⁷⁸ « Parlons de la levée de l'embargo sur le commerce ». <http://en.mercopress.com/2014/06/20/mujica-delivers-obama-message-to-castro-let-s-talk-about-lifting-the-trade-embargo>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁷⁹ <http://www.reuters.com/article/2014/06/20/us-usa-cuba-idUSKBN0EV1ZE20140620>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁸⁰ <http://www.cubadiplomatica.cu/chile/5H%C3%A9roes/Resumendelcasodelos5.aspx>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁸¹ *Idem*.

²⁸² <http://www.bringalanhome.org>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁸³ <http://www.ladepeche.fr/article/2013/02/24/1569167-cuba-raul-castro-reelu-pour-un-second-mandat.html>, consulté le 19 septembre 2014.

En effet, son successeur désigné Miguel Diaz-Canel a une tendance qui va vers l'ouverture²⁸⁴, mais il faut toutefois se méfier des successeurs désignés, car nombre d'entre eux sont finalement tombés en disgrâce.

Du côté étasunien, les modifications démographiques dans l'Etat de Floride affaiblissent le poids de la communauté cubaine, qui elle-même se modifie et devient moins extrémiste dans son anticastrisme, devrait faciliter la normalisation des relations cubano-étasuniennes. Si la candidature d'Hillary Clinton se confirme et que la favorite des sondages gagne la présidentielle en 2016, elle pourra commencer des négociations avec un nouveau président cubain ne représentant pas un risque politique aussi élevé qu'une négociation directe avec un Castro. L'ancienne première Dame a récemment montré sa volonté de mettre fin à l'embargo, premièrement dans son livre publié au mois de juin 2014²⁸⁵, puis au mois de juillet de cette année lors d'un interview au magazine Fusion²⁸⁶.

Il ne s'agit pas ici de faire des prédictions hasardeuse, mais simplement de montrer que certaines voies pour arriver à une fin du conflit commencent à voir le jour, et ce jusqu'aux plus hauts niveaux de l'Etat étasunien. Du côté cubain, les investissements nous ont montré que l'île se prépare chaque jour un peu plus à cette éventualité. Néanmoins cette organisation d'un monde post-embargo ne veut pas nécessairement dire que le régime cubain le souhaite dans l'immédiat. Cependant le régime va en direction de dispositions favorables à l'ouverture. Le discours étatique cubain a toujours été d'exiger la fin d'un embargo injuste, néanmoins le blocus a permis en partie au régime de se maintenir au pouvoir pendant de longues décennies. Il y a donc aujourd'hui une corrélation entre les volontés réelles des dirigeants cubains et le discours prononcé par ceux-ci. Cette réalité n'a peut-être pas toujours été vraie. Aujourd'hui nous pouvons donc dire que les lignes bougent et que les positions des deux pays se rapprochent après plus d'un demi siècle.

²⁸⁴ <http://www.challenges.fr/media/20131009.AFP8172/cuba-le-directeur-du-quotidien-granma-releve-de-ses-fonctions.html>

²⁸⁵ <http://www.npr.org/blogs/itsallpolitics/2014/06/10/319534329/clinton-position-on-cuba-signals-new-political-era>, consulté le 19 septembre 2014.

²⁸⁶ J. Ramos, *Hillary Clinton thinks the Cuban embargo has been a failure*<http://fusion.net/video/3275/hillary-clinton-thinks-the-cuban-embargo-has-been-a-failure/>, publié le 5 septembre 2014.
<http://fusion.net/video/3275/hillary-clinton-thinks-the-cuban-embargo-has-been-a-failure/>, consulté le 19 septembre 2014.

Conclusion

L'étude de ces différents investissements en cours, ainsi que des projets futurs, montre que Cuba prépare activement la fin du blocus imposé par les Etats-Unis. Ces investissements sont énormes, si nous les mettons en relation avec les ressources de l'île, mais ils restent toutefois mesurés car leur pertinence ne s'évanouit pas en cas de maintien de l'embargo. Ils ont été décidés afin de répondre à une multiplicité de problématiques, mais au-delà de celles-ci, ils correspondent aux représentations des décideurs quant à l'avenir. Car ils concordent de près avec les changements politiques, législatifs et économiques, actuellement mis en place par le régime. Ces investissements entrent donc en corrélation avec le futur que se projettent les décideurs cubains en général, et Raul Castro en particulier, concernant le régime, le pays et finalement toute la société cubaine. Ceci dans l'espérance que cette société vivra dans un « monde » sans embargo, mais où la souveraineté nationale sera sauvegardée.

Ce changement sociétal est déjà en vigueur aujourd'hui, il ne va pas arriver, il est déjà là ! La levée des restrictions de voyage touchant les citoyens cubains ainsi que l'autorisation de vendre sa maison, devenue propriété privée, bouleverse la société qui peut aujourd'hui se déplacer, accéder à un capital et avoir, par là même, de nouvelles perspectives. Les investissements s'inscrivent dans cette dynamique de modernisation du pays, toutefois ces projets comportent nombre de faiblesses et les décideurs cubains devant prendre des décisions en équilibre entre deux futurs possibles. Cette incertitude face au devenir de Cuba a néanmoins tendance à se réduire, et la levée de l'embargo se dessine.

Ce processus de normalisation des relations entre les deux pays, si elle se produit, aura de fortes incidences sur les deux entités étatiques. Pour les Etats-Unis, il s'agira d'une défaite, ou tout du moins une non-victoire sur un pays ayant une population et des ressources beaucoup plus faibles. Cette symbolique, comparable à David triomphant sur Goliath, aura des répercussions à Cuba, aux Etats-Unis mais plus largement sur tout le continent voire le monde. Les représentations qui accompagnent le pays de l'Oncle Sam seront durablement modifiées au sein de l'opinion publique mondiale mais également au sein des décideurs et stratèges. En Amérique latine, où l'anti-impérialisme découlant de l'interventionnisme étasunien du XX^{ème} siècle est très important, cette levée de l'embargo sera immanquablement perçue comme une victoire sur l'empire. La résolution de ce conflit aura un « prix » des deux

côtés du détroit de Floride. Pour Cuba les secousses d'un tel séisme reste difficilement prévisible, le maintien d'une limitation de la liberté d'expression deviendra impossible, les mouvements sociaux difficilement réprimandables par la force et les inégalités sociales se creuseront inévitablement.

En effet, cette évolution va générer des opportunités, mais également des perdants victime de ce changement. La population cubaine vivant sur l'île, ayant des ressources quasi inexistantes et n'étant mentalement que peu adaptée pour vivre dans un environnement régit par l'économie de marché, devra s'appuyer sur la diaspora pour réussir à prendre part à ce qui s'annonce comme un véritable boom économique. En effet, si nous nous attardons sur la réalité qui a prédominé lors de l'ouverture des pays de l'URSS à l'économie de marché, nous pouvons constater que les inégalités se sont creusées à une vitesse vertigineuse. Cet accroissement très probable des disparités aura des incidences fortes sur la population, la transition pourrait se complexifier, voire être troublée par le mécontentement d'une partie de la population.

Toutefois cette situation exceptionnelle d'un pays ayant été coupé du capitalisme, pendant la plus forte expansion de celui-ci, lui confère des avantages certains. Le pays est resté très préservé au niveau environnemental, nombre d'erreurs n'ont pas été commises, non par intelligence politique, mais par manque de moyens. Ce niveau de préservation extraordinaire pourrait être maintenu par les autorités, aujourd'hui plus sensibilisées à cette problématique. La régulation, par un pouvoir centralisé, de l'économie et de la législation pourrait permettre de poursuivre ce rêve de société idéale. Cet utopisme, fortement influencé par la figure du Che Guevara, a marqué durablement les décideurs de la plus grande île des Caraïbes et pourrait se poursuivre mais en intégrant cette fois ci le capitalisme.

La gestion de telles mutations sera le défi du régime castriste, mais également de la société cubaine. Le processus démocratique sera inéluctablement remis en question, et ce sera donc bien au peuple cubain de prendre son destin en mains, afin d'« inventer »²⁸⁷ une société en concordance avec leurs aspirations. Et pourquoi pas inspirer d'autres sociétés à suivre ce nouveau modèle qu'il reste encore à créer.

²⁸⁷ « Inventer ». Terme utilisé par les cubains pour qualifier tous les vols ou solutions leur permettant d'améliorer leur quotidien.

Ce processus, s'il devient réalité, créa de fait la réunion d'un peuple établi dans deux pays, séparés par une centaine de kilomètres, et par la même la réunion de deux nations en conflit depuis plus de cinquante ans. Ce même peuple, longtemps séparé, s'est développé dans deux sociétés diamétralement opposées, des différences sociologiques se sont considérablement creusées, certaines représentations sont antagonistes entre les populations des deux rives du détroit de Floride. Malgré l'hétérogénéité des points de vues et des représentations au sein des deux communautés, la réunion du peuple cubain sera également un défi de taille. Les capacités de travail, par exemple, seront discordantes entre un peuple migrant ayant suivi le « rêve américain » et un peuple n'ayant que très peu travaillé dans un système communiste peu motivant. L'arrivée d'internet qui remplacera l'« internet physique »²⁸⁸ actuel, la double résidence sur l'île et aux Etats-Unis ainsi que les nouvelles relations personnelles qui marqueront la réunion du peuple cubains seront les outils qui permettront aux deux communautés de se « réapproprier ».

Mais au-delà des préoccupations purement cubaines, la levée de l'embargo signerait la réunion de l'ensemble du continent, particulièrement entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique latine. Ce processus plus profond pourrait influencer durablement les relations et le futur du « nouveau monde », le climat de défiance entre le nord et le sud du continent pourrait laisser place à une dynamique de coopération qui pourrait se révéler florissante pour l'ensemble des acteurs. De nouveaux projets, de nouveaux investissements pourraient émerger, mais en évoluant dans des relations marquées par un plus grand respect de la souveraineté nationale et plus largement par le respect des peuples et de leurs singularités.

²⁸⁸ L'accès à internet étant très limité de par son coût et son débit, les cubains ont « créé » un internet physique basé sur des clés USB, que de nombreuses personnes possèdent, qui permettent de s'échanger des vidéos, des jeux, des informations, etc.

Bibliographie

Ouvrages

M. Villanueva, *Le peuple cubain aux prises avec son histoire*, éditions L'Harmattan, 2004.

V. Bloch, *Cuba, un régime au quotidien*, éditions Choiseul, 2011.

Reporters sans frontières, *Cuba, le livre noir*, éditions La Découverte 2004.

L. Abrassart, *Cuba, La révolution trahie*, éditions Milan 2006.

D. M. Cruz Herrera, *Etats-Unis Cuba Les interventions d'un empire, l'autodétermination d'un peuple*, Presses de l'université du Québec, 2007.

H. Dietrich, *El Socialismo del Siglo XXI*. <http://www.rebellion.org/docs/121968.pdf>

J.-P. Clerc, *Fidel Castro une vie*, éditions l'Archipel, décembre 2012.

A. Vega, *Cuba, El Socialismo y Sus Exodos*, Palibrio, 2013.

N. Machiavel, *Le Prince et autres textes*, 1515, Union générale d'Editions, Paris, 1962.

S. Roumette, *les guides de l'état du monde, Cuba*, éditions La Découverte, 2011.

E.-M. Masse, *L'isle de Cuba et la Havane*, imprimerie Lebègue, 1825.

G. Marcel, *Les corsaires français au XVIe siècle dans les Antilles*, Extrait du Compte rendu du Congrès international des Américanistes, en septembre 1902, Editions Ernest Leroux, Paris, 1902.

O. Languepin, *Cuba La faillite d'une utopie*, éditions folio Le Monde actuel, 1999.

S. Berstein, P. Milza, *Histoire du XXe siècle – Tome 4, Vers le monde nouveau du XXIe siècle*, éditions Hatier, 2010.

S. Lamrani, *Fidel Castro, Cuba et les Etats-Unis*, éditions Le Temps des Crises, 2006.

M. Gonzalez-Pando, *The Cuban Americans*, éditions The New Americans, 1998.

J. Nye, *The paradox of American power : Why the world's only superpower can't go it alone*, Oxford University Press, 2003.

Sous la direction de P. Rodriguez, *PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral*, Plan Maestro, Oficina del Historiador, 2011.

Revues scientifiques

V. Bloch, *Genèse d'un pouvoir totalitaire*, Cuba un univers totalitaire, Communisme, L'âge de l'homme, No. 85/86, 2006, pp. 85-115.

R. Herrera, *Cuba et le projet communiste*, le nouveau dictionnaire du marxisme, Presses Universitaires de France.

http://www.collectif-communiste-polex.org/cuba/cuba_projet_com.PDF, consulté le 15 septembre 2014.

C. Nadeau, *Etude socio-économique et politique : Cuba (1989 - 2005)*, Observatoire des Amériques, Université du Québec à Montréal, décembre 2005.

F. Reis Melo, *ALBA: entre a aposta pela integração e a dependência do contexto político dos país membros*, Boltetim Meridiano 47, Vol. 13, No. 132 (juillet-août 2012), pp. 24-30.

J. Grajales Lopez, N Madueño Haon, Y. Zhang, *Intégration régionale dans les Amériques*, SciencePo Paris.

<http://www.sciencepo.fr/opalc/sites/sciencepo.fr.opalc/files/Telesur%20un%20entrepreneur%20d'intégration.pdf>, consulté le 16 septembre 2014

M.-L. Geoffray, S. Testa, *De la révolution à la réforme : Cuba par-delà les polémiques idéologiques*, Cahiers d'Amériques latines, 2009, vol. 57-58, pp. 17-30.

J. Roy, *Cuba : transición, sucesión, seguridad – contexto de la actuación europea*, University of Miami, p. 21. [http://www6.miami.edu/eucenter/publications/RoyCuseg10_081229SpecialEdi_\(2\).pdf](http://www6.miami.edu/eucenter/publications/RoyCuseg10_081229SpecialEdi_(2).pdf), consulté le 16 septembre 2014.

J. Mixhe, *L'alternative au modèle socialiste cubain actuel : des Lineamentos du VIe Congrès du Parti aux perspectives d'intensifications des relations avec l'Union Européenne*, Etudes Caribéennes, No 23, décembre 2012.

R. Núñez Fernández, *La permuta : an effective instrument for housing transactions in Cuba*, Institute for Housing and Urban Development Studies, No. 19, 2008.

A. Zamora, *The impact of Cuba's New Real Estate Laws on the island and the diaspora*, Cuba in Transition : Volume 22 (août 2012), pp. 208-211.

R. Cruz, *Inversión extranjera directa en la Cuba posterior a Castro : problemas, oportunidades y recomendaciones*, Cuba Transition Project, Université de Miami, pp. 51.

L. Salgues, *L'investissement étranger et les entreprises européennes dans l'économie Cubaine : bilan et perspectives*, Mémoire de Master 2, IHEAL Paris III, pp. 85.

V. Castellanos, *Las Centrales Eléctricas y Estado Actual del Teatro de Operaciones para Enfretamiento de Grandes Derrames de Hidrocarburo*, IPIN, CSR, 2010.

<http://www.ipen.org.br/downloads/simposio-Cuba/2-Las-Centrales-Electricas-y-Estado-Actual-del-Teatro-de-Operaciones.pdf>, consulté le 17 septembre 2014.

R.-P. Desse, H. Dupuy, *Mercosur : vers la « grande Amérique latine » ?*, Ellipses Editions, 2008.

M. Milagros, J. Laguardia, *El Caribe en el siglo XXI, coyunturas, perspectivas y desafíos*, Editions Ciencias Sociales, 2011.

J. García Molina, *La economía cubana desde el siglo XVI al XX: del colonialismo al socialismo con mercado*, Comisión Económica para América Latina (CEPAL) du Mexique, février 2005, pp. 1-54.

S. Chun, G. Grenier, *Anti-Castro Political Ideology among Cuban Americans in the Miami Area : Cohort and Generational Differences*, Latino Research, Vol. 2, No 1 (Novembre 2004)

A. Frémont, *Conteneurisation et mondialisation. Les logiques des armements de lignes régulières*, Texte d'Habilitation à Diriger des Recherches, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, décembre 2005.

http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/35/67/13/PDF/Texte_HDR_Fremont.pdf, consulté le 17 septembre 2014.

Les porte-conteneurs géant : mythe ou réalité, Note de Synthèse, Institut Supérieur d'Economie Maritime (ISEMAR), No. 52, février 2003. <http://www.isemar.asso.fr/fr/pdf/note-de-synthese-isemar-52.pdf>, consulté le 17 septembre 2014.

A. Rivière, *L'élargissement du canal de Panama bouleverse l'activité portuaire américaine*, Revue de Défense Nationale, Tribune No. 545, juin 2014.

F. Pinnock, I. Ajagunna, *The Caribbean Maritime Transportation Sector : Achieving Sustainability through Efficiency*, The Caribbean Papers, The Centre for International Governance Innovation, No.13, mars 2012.

<https://www.cigionline.org/sites/default/files/no.13.pdf>, consulté le 17 septembre 2014.

C. Gavira, *Transformación urbana en Cuba: La Habana*, Revista española de la opinión pública, No. 42, octobre – décembre 1975, pp. 181-184.

L. Fisher, *Destruction of the Maine (1898)*, The Law Library of Congress, août 2009. <http://www.loc.gov/law/help/usconlaw/pdf/Maine.1898.pdf>, consulté le 19 septembre 2014.

B. Giblin, *Nouvelle Géopolitique en Amérique latine*, Hérodote, No. 123 (avril 2006), pp. 3-8.

K. Artaraz, *Cuba's Internationalism Revisited: Exporting Literacy, ALBA, and a New Paradigm for South-South Collaboration*, Bulletin of Latin American Research, (2011), pp. 22-37.

E. Karmon, *Amérique latine, défi de l'Iran aux Etats-Unis dans leur arrière-cour*, Outre-terre, No. 28 (2011), pp. 531-555.

L. Pérez, Y. D'Angelo, J. González, R. Valiente, *Indicadores bacteriológicos de contaminación fecal en la Bahía de la Habana*, Revista Gestión y Ambiente, Vol. 16, No. 2, août 2013, pp. 71-82.

O. Sariñas Gómez, *Maritimidad y Turismo en la Habana : una relación para el desarrollo*, Investigación y Desarrollo, Vol. 20, No. 1, 2012, pp. 54-73.

Documents

Open Lettre to President Obama, *Support Civil Society in Cuba*, publiée le 19 mai 2014, consultée le 15 septembre 2014.

<http://www.supportcubancivilsociety.org/download/Open%20Letter%20to%20President%20Obama.pdf>

Consejo permanente de la Organización de los Estados Americanos, *La situación de Cuba en la OEA y la protección de los Derechos Humanos*, 25 avril 2003.

<http://www.oas.org/columbus/docs/cp11248s04.doc>, consulté le 15 septembre 2014.

R. Chibas, F. Pazos, F. Castro, Manifeste, *Al Pueblo de Cuba*, Bohemia, 28 juillet 1957.

http://www.chibas.org/raul_chibas_manifiesto.php, consulté le 15 septembre 2014.

Cuban Democratic Act (« CDA »), United States Code, Title 22, Foreign Relations and Intercourse. <http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Documents/cda.pdf>, consulté le 15 septembre 2014.

Cuban Liberty and Democratic Solidarity (Libertad) Act of 1996, Codified in Title 22, Sections 6021-6091 of the U.S. Code. <http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Documents/libertad.pdf> consulté le 15 septembre 2014.

VI Congreso del Partido Comunista de Cuba, *Lineamientos de la Política Económica y Social del Partido y la Revolución*, Projet.

<http://www.latinreporters.com/cubaVICongresoPCproyecto.pdf>, consulté le 16 septembre 2014.

VI Congreso del Partido Comunista de Cuba, *Lineamientos de la Política Económica y Social del Partido y la Revolución*, publié le 18 avril 2011.

<http://www.latinreporters.com/cuba6eCongresPCCDirectivesDefinitives.pdf>, consulté le 16 septembre 2014.

IV Congreso PCC, *Resolución sobre el desarrollo del País*, Granma, publié le 17 octobre 1991.

http://congresopcc.cip.cu/wp-content/uploads/2011/02/IV-congreso_Resoluci%C3%B3n-economica.pdf, consulté le 16 septembre 2014.

Ley No. 118, Ley de la Inversión Extranjera, Tabloide Especial, Granma, Avril 2014.

http://www.granma.cu/file/pdf/2014/04/16/G_2014041609.pdf, consulté le 17 septembre 2014.

Gazette Officielle No. 26 Extraordinaire, publié le 23 septembre 2013.

<http://www.cubalegalinfo.com/asuntos-mercantiles/zona-desarrollo-mariel/decreto-ley-313-creacion-zona-especial-desarrollo-mariel>, consulté le 17 septembre 2014.

United Nations Conference on Trade and Development UNCTAD, *Review of Maritime Transport 2013*, United Nations.

http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/rmt2013_en.pdf, consulté le 17 septembre 2014.

Gaceta Oficial de la República de Cuba, Ministerio de Justicia, Decreto-Ley Número 313 « De la Zona Especial de desarrollo Mariel », No. 26, 23 septembre 2013.
[http://www.zedmariel.com/DOCUM/Decreto-Ley%20No.%20313\(ESP\).pdf](http://www.zedmariel.com/DOCUM/Decreto-Ley%20No.%20313(ESP).pdf), consulté le 18 septembre 2014.

J. Marcheco, *Cuba – Zona Especial de Desarrollo Mariel, 100 Preguntas y Respuestas*, octobre 2013.
<https://www.cubastandard.com/wp-content/uploads/2013/10/SSRN-id2340033.pdf>, consulté le 18 septembre 2014.

Gazette Officielle No. 26 Extraordinaire, Ministerio de Justicia, publié le 7 mai 2014.
<http://www.zedmariel.com/DOCUM/Gaceta%20Oficial%20No.%2023%20Extraordinaria%20de%207%20de%20mayo%20de%202014.pdf>, consulté le 18 septembre 2014.

Sous la direction de P. Rodriguez, *PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral*, Plan Maestro, Oficina del Historiador, 2011.

M. Acerra, G. Martinière, *Coligny, les Protestants et la Mer*, Presse de l'Université de Paris-Sorbonne, 1989.

F. Martinez, *Havana Bay*, Ecole Polytechnique de Lausanne, EPFL, 2010.
http://archivesma.epfl.ch/2012/053/martinez_enonce/ENT_BOOK_F.pdf, consulté le 18 septembre 2014.

Changing Cuba Policy – In the United States National Interest, Staff Trip Report to the Committee on Foreign Relations United States Senate, One Hundred Eleventh Congress, First Session, 23 février 2009
<http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/CPRT-111SPRT47260/pdf/CPRT-111SPRT47260.pdf>

A. Arsht, *US-Cuba, A New Public Survey Supports Policy Change*, Atlantic Council, Latin America Center, 10 février 2014.

G. Grenier, H Gladwin, *2014 FIU Cuba Poll, How Cuban Americans in Miami View U.S. Policies Toward Cuba*, Florida International University, Cuban Research Institute, juin 2014.
<https://cri.fiu.edu/research/cuba-poll/2014-fiu-cuba-poll.pdf>, consulté le 19 septembre 2014.

Gazette Officielle, Ley de Reforma Urbana du 14 octobre 1960.
<http://www.juridicas.unam.mx/publica/librev/rev/indercom/cont/41/leg/leg8.pdf>, consulté le 18 septembre 2014.

La Lettre de Veille Economique de Cuba, Direction Générale du Trésor, Publication des Services économiques, No. 3, Mars-Avril-Mai 2014.

Magazines

Caribbean Maritime, *Port of Miami*, No. 22, mai - septembre 2014.

<http://issuu.com/landmarine/docs/cm22/1?e=1056874/7609170>, consulté le 18 septembre 2014.

O. Casteña, C. Castillo de la Cruz, *Bahía de la Habana, Centrando una idea de intervención*, Opus Habana, Oficina del Historiador de la Ciudad, Vol. XIII, No. 3, février – juillet 2011, pp. 56-63.

Vidéos

CNN live, *Obama shakes Raul Castro's hand*, ajoutée le 10 décembre 2013, consultée le 15 septembre 2014. <http://www.youtube.com/watch?v=qteNMMu0wziY>

Video de llegada a EE.UU, America TV, Canal 41, publiée le 15 septembre 2014. <https://www.youtube.com/watch?v=IeN3jE4oK-E>, consulté le 16 septembre 2014.

Y. Billion, *Loin de Fidel : Les écoles du capitalisme*, Prod. Zaradoc, Diff. France 5, Durée 1h21mn (2005)

B. De Palma, *Scarface*, Prod. Universal Pictures, Durée 2h50 mn (1983)

C. Bosch, J. Domènech, D. Trueba, *Balseros*, Prod. Bausan et TV3, Durée 2h00 mn (2002)

Turismo sexual, *Turistas Sin Escrupulos*, dailymotion, en trois parties
http://www.dailymotion.com/video/x5ohbk_reportage-1-3-cuba-tourisme-sexuel_news
http://www.dailymotion.com/video/x5p1a4_reportage-2-3-cuba-tourisme-sexuel_news
http://www.dailymotion.com/video/x5p1g7_reportage-3-3-cuba-tourisme-sexuel_news

L. Eligio, D. Omni, *On your own*, Production : Estado de Sats / OmniZonafranca, 2014.
<http://www.youtube.com/watch?v=PbvtEKNK7Ms>, consulté le 17 septembre 2014.

Cubavision, *Avanzan trabajos de moderna ferrovía al Puerto del Mariel*, PERIODICO26CUBA, publié le 2 avril 2014.
<https://www.youtube.com/watch?v=kUzEoGk34fg>, consulté le 18 septembre 2014.

G. Rubio, *Destino Mariel, Cuba*, Cubavision, Sistema Informativo de la Televisión Cubana, juin 2014.
<https://www.youtube.com/watch?v=x7kg8ihW3ZM>, consulté le 18 septembre 2014.

Cuba Hoy, *Cuba: Palabras de Dilma Rousseff al inaugurar Terminal de Contenedores de Mariel*, publié le 27 janvier 2014.
https://www.youtube.com/watch?v=5f4Is5nyT_c, consulté le 18 septembre 2014.

G. Rubio, *Mariel, una puerta abierta al mundo*, Cubavision, Sistema Informativo de la Televisión Cubana, janvier 2014.
<https://www.youtube.com/watch?v=3XQYoJTKGsA>, consulté le 18 septembre 2014.

J. Ramos, *Hillary Clinton thinks the Cuban embargo has been a failure*[http](http://fusion.net/video/3275/hillary-clinton-thinks-the-cuban-embargo-has-been-a-failure/), Fusion, publié le 5 septembre 2014.
<http://fusion.net/video/3275/hillary-clinton-thinks-the-cuban-embargo-has-been-a-failure/>, consulté le 19 septembre 2014.

G. Rubio, *Proyecto Mariel*, Ministerio de las Fuerzas Armadas Revolucionarias, 2010.
<https://www.youtube.com/watch?v=BTGlmu0dDiI>, publié le 3 avril 2011, consulté le 18 septembre 2014.

Internet

<http://archivescommunistes.chez-alice.fr/pcf/pcf4.html>, consulté le 15 septembre 2014.

<http://llamado32.blogspot.fr/2007/03/g2-i.html>, consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.lametropole.com/article/actualites/actualites/fidel-castro-raconte-sa-maladie>, consulté le 15 septembre 2014.

<http://whc.unesco.org/fr/list/204>, consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.rfi.fr/ameriques/20140412-laurent-fabius-cuba-une-visite-historique-economique/>, consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.polemicacubana.fr/?p=10157>, consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.reuters.com/article/2014/05/19/us-usa-cuba-policy-idUSBREA4I0AU20140519>, consulté le 15 septembre 2014.

http://www.liberation.fr/monde/2014/05/30/la-chambre-de-commerce-americaine-plaide-pour-une-levee-de-l-embargo-contre-cuba_1029982, consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.awex.be/frBE/Infos%20march%C3%A9s%20et%20secteurs/Infosmarch%C3%A9s/Cuba/Pages/Indicateurs%C3%A9conomiques.aspx>, consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.cubania.com/post/dominique-hector-des-entreprises-en-france-linvestissement-a-cuba/#more-3124>, consulté le 15 septembre 2014.

http://old.grand-sud-mag.com/index.php?option=com_content&task=view&id=16&Itemid=2, consulté le 15 septembre 2014.

http://www.dictateurs.com/fidel_castro.php, consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.histoire-en-questions.fr/personnages/che%20execution.html>, consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.herodote.net/almanach-ID-2868.php>, consulté le 15 septembre 2014.

http://www.pcc.cu/i_historia.php, consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.monde-diplomatique.fr/1975/09/CASSEN/33385>, consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.pcc.cu/cong1.php>, consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/embargo/28533>, consulté le 15 septembre 2014

<http://www.cnrtl.fr/definition/blocus>, consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.un.org/fr/ga/62/plenary/cuba/bkg.shtml>, consulté le 15 septembre 2014.

http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-549_fr.html consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.ftaa-alca.org/intprop/natleg/Usa/RIPTep6.asp>, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.alianzabolivariana.org/modules.php?name=Content&pa=showpage&pid=2080>, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.rebellion.org/noticia.php?id=116604>, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.cubanet.org/CNews/y05/oct05/14a9.htm>, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.lefigaro.fr/international/2007/12/18/01003-20071218ARTFIG00246-castro-ne-veut-plus-saccrocher-au-pouvoir.php>, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.courrierinternational.com/article/2009/03/03/chez-les-castro-raul-fait-le-menage>, consulté le 16 septembre 2014.

http://elpais.com/diario/2009/05/23/internacional/1243029605_850215.html, consulté le 16 septembre 2014.

<http://aquevedo.wordpress.com/2009/06/28/cuba-la-destitucin-de-lage-y-prez-roque-y-los-conflictos-en-el-bloque-en-el-poder/>, consulté le 16 septembre 2014.

J.-M. Caroit, *Les militaires contrôlent le noyau dur de l'économie cubaine*, Le Monde, 9 août 2006.

http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2006/08/08/a-cuba-les-militaires-controlent-le-noyau-dur-de-l-economie_801859_3222.html, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.utexas.edu/lbj/faculty/busby/wp-content/uploads/cubanmilenglish.pdf>, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.latinreporters.com/cubapol20042011cq.html>, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.juventudrebelde.cu/cuba/2011-04-16/mas-de-ocho-millones-de-cubanos-discutieron-los-lineamientos-de-la-politica-economica-y-social-del-partido-y-la-revolucion/>, consulté le 16 septembre 2014.

<http://blog.lefigaro.fr/amerique-latine/2011/02/les-cubains-dubitatifs-face-aux-reformes-economiques.html>, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.elmundo.es/america/2011/04/19/cuba/1303169765.html>, consulté le 16 septembre 2014.

http://www.alternatives-economiques.fr/les-cuentapropistas-2c-la-micro-ent_fr_art_1186_62395.html, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.radiorebelde.cu/noticia/decreto-ley-288-elimina-prohibiciones-vivienda-cubana-20111107/>, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.idealista.com/news/inmobiliario/internacional/2012/06/04/460995-la-venta-de-casas-en-cuba-se-dispara-por-la-nueva-ley-de-vivienda>, consulté le 16 septembre 2014.

http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2012/10/16/cuba-elimine-le-permis-de-sortie-pour-les-voyages-a-l-etranger_1775938_3222.html, consulté le 16 septembre 2014.

http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2012/10/16/cuba-elimine-le-permis-de-sortie-pour-les-voyages-a-l-etranger_1775938_3222.html, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.dw.de/cuba-libre-de-voyager/a-16519661>, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.24horas.cl/internacional/cuba-elimina-carta-blanca-que-los-ciudadanos-necesitan-para-salir-de-la-isla-351104>, consulté le 16 septembre 2014.

http://www.huffingtonpost.com/arturo-lopez-levy/now-it-is-not-the-time-to_b_3518237.html, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.reuters.com/article/2014/01/09/us-cuba-usa-idUSBREA0810J20140109>, consulté le 16 septembre 2014.

http://internacional.elpais.com/internacional/2014/03/28/actualidad/1396026665_272257.html, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.france24.com/fr/20130411-nicolas-maduro-venezuela-election-presidentielle-apres-chavez-henrique-capriles/>, consulté le 16 septembre 2014.

http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/04/15/venezuela-capriles-denonce-la-volonte-de-changer-le-choix-exprime-par-le-peuple_3159632_3222.html, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1961/esp/f300661e.html>, consulté le 16 septembre 2014.

<http://www.contretemps.eu/interventions/existe-t-il-«-nouvelle-gauche»-cuba>, consulté le 16 septembre 2014.

http://www.cubagob.cu/rel_ext/cpi/ley.htm, consulté le 16 septembre 2014.

<http://cafefuerte.com/cuba/8477-empresas-mixtas-en-cuba-incognitas-y-urgencias/>, consulté le 16 septembre 2014.

https://www.tresor.economie.gouv.fr/8235_les-investissements-directs-a-l-etranger-ide, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.elnuevoherald.com/2014/05/09/1744657/cuba-necesita-de-2000-a-2500-millones.html>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.cubania.com/post/dominique-hector-des-entreprises-en-france-linvestissement-a-cuba/#more-3124>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.panamericanworld.com/es/articulo/zona-especial-de-desarrollo-del-mariel-impulsara-economia-cubana>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.juventudrebelde.cu/cuba/2010-09-24/actividades-autorizadas-para-el-ejercicio-del-trabajo-por-cuenta-propia/>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.rfi.fr/ameriques/20100914-licenciement-500-000-fonctionnaires-cuba/>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.cubania.com/post/dominique-hector-des-entreprises-en-france-linvestissement-a-cuba/#more-3124>, consulté le 17 septembre 2014.

http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2014/03/140330_cuba_inversion_extranjera_analisis_y_v.shtml, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.noticierodigital.com/forum/viewtopic.php?p=11415564&sid=78fe5e9eddd61dbf4b8f42618173f7d1>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://puntosinapsis.wordpress.com/2014/06/27/cuba-potencia-el-empleo-de-biomasa-para-producir-electricidad/>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.juventudrebelde.cu/ciencia-tecnica/2012-08-07/por-el-predominio-gradual-de-las-energias-renovables/>, consulté le 17 septembre 2014.

http://www.one.cu/aec2011/esp/15_tabla_cuadro.htm, consulté le 17 septembre 2014.

<http://hoy.com.do/turismo-se-recupera-en-cuba-tras-un-dificil-ano-2013/>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://en.mercopress.com/2008/03/31/raul-ends-tourist-apartheid-opens-hotels-to-cubans>, consulté le 17 septembre 2014.

http://www.cubagob.cu/rel_ext/cpi/ley.htm, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.lechotouristique.com/article/cuba-va-augmenter-sa-capacite-hoteliere-de-40,55696>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/fleur-pellerin>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/cuba/la-france-et-cuba/visites-8483/article/cuba-deplacement-de-fleur-pellerin>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.elnuevoherald.com/2014/05/06/1742679/cuba-intenta-levantar-el-sector.html>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2014/01/27/97002-20140127FILWWW00502-inauguration-d-un-megaport-a-cuba.php>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.cubadebate.cu/fotorreportajes/2014/01/27/infografia-mariel-un-mega-puerto-preparado-para-el-futuro/#.U8-9XEh8kVo>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-president-du-Bresil-debute-une>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://economia.terra.com.br/bndes-financiamento-de-porto-cubano-foi-operacao-normal,a650ed0e0ef36410VgnVCM3000009af154d0RCRD.html> consulté le 17 septembre 2014.

<http://m.end.com.ni/noticias?idarticulo=285252>, consulté le 17 septembre 2014.
<http://www.cubanet.org/colaboradores/medicos-cubanos-en-brasil-el-camino-cimarron/>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.odebrecht.com/es/odebrecht-infraestructura-latinoamerica-concluye-la-revitalizacion-del-puerto-mariel-en-cuba>, consulté le 17 septembre 2014.

http://www.porttechnology.org/news/psa_international_port_mariel_cuba_terminal_operate#.U9BCaBY1rI0, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.elmundo.es/america/2010/02/24/brasil/1267035972.html>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.cubaencuentro.com/cuba/noticias/brasil-dispuesto-a-ampliar-su-inversion-en-el-puerto-del-mariel-221197>, consulté le 17 septembre 2014.

<https://www.marinetraffic.com/fr/>

<http://www.wk-transport-logistique.fr/actualites/detail/75392/rapport-brs-les-commandes-de-porte-conteneurs-geants-prolongeraient-la-crise.html>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.wk-transport-logistique.fr/actualites/detail/36971/mrsk-line-commande-dix-porte-conteneurs-de-18-000-evp.html>, consulté le 17 septembre 2014.

http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2006/10/23/plebiscite-en-faveur-de-l-elargissement-du-canal-de-panama_826417_3222.html, consulté le 17 septembre 2014.

<http://lainfo.es/fr/2014/08/04/travaux-du-canal-de-panama-culminent-en-decembre-2015/>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.vuessurlemonde.com/2014/06/27/le-canal-de-panama-bouleverse-lactivite-portuaire-americaine/>, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.transportjournal.com/fr/home/echos-des-regions/artikeldetail/race-in-the-caribbean.html>, consulté le 17 septembre 2014.

http://www.diariolibre.com/economia/2014/06/02/i635571_multinacionales-quieren-invertir-caucedo.html, consulté le 17 septembre 2014.

<http://www.transportjournal.com/fr/home/echos-des-regions/artikeldetail/race-in-the-caribbean.html>, consulté le 17 septembre 2014.

http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2014/01/140127_inauguran_puerto_moderno_cuba_fv_bd.shtml, consulté 18 septembre 2014.

<http://www.prensa.com/impreso/economia/cuba-inaugura-muelle-del-puerto-mariel/265724>, consulté 18 septembre 2014.

<http://hdezsoito.wordpress.com/2013/08/25/el-puerto-del-mariel-y-las-eras-post-panamax-y-ultra-post-panamax/>, consulté 18 septembre 2014.

<http://eichikawa.com/2013/10/la-empresa-china-zpmc-suministra-equipos-al-puerto-de-miami-y-al-puerto-del-mariel-en-cuba.html>, consulté 18 septembre 2014.

<http://www.radiometropolitana.icrt.cu/?p=8314>, consulté 18 septembre 2014.

<http://www.cepal.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/Transporte/noticias/noticias/2/53122/P53122.xml&xsl=/Transporte/tpl/p1f.xsl&base=/Transporte/tpl/top-bottom.xsl>, consulté 18 septembre 2014.

<http://blogs.mediapart.fr/edition/mediapart-en-espanol/article/040214/ii-cumbre-de-la-celac-la-habana-28-y-29-de-enero-plan-de-accion-para-2014>, consulté 18 septembre 2014.

<http://www.granma.cu/cuba/2014-01-27/ban-ki-moon-visita-centro-historico-de-la-habana>, consulté 18 septembre 2014.

<http://radiofloridafrances.wordpress.com/2014/07/10/le-terminal-de-conteneurs-du-mega-port-cubain-du-mariel-a-accueilli-57-bateaux-au-cours-de-ses-6-premiers-mois/>, consulté 18 septembre 2014.

<http://www.cepal.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/Transporte/noticias/noticias/2/53122/P53122.xml&xsl=/Transporte/tpl/p1f.xsl&base=/Transporte/tpl/top-bottom.xsl>, consulté 18 septembre 2014.

<http://www.radiorebelde.cu/boletin/ascienden-23-proyectos-interesados-zona-desarrollo-mariel-20140507/>, consulté le 18 septembre 2014.

http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2014/04/13/laurent-fabius-en-visite-a-cuba-amie-de-la-france_4400407_3222.html, consulté le 18 septembre 2014.

http://www.liberation.fr/monde/2014/07/11/poutine-annule-90-de-la-dette-due-par-cuba-a-l-ex-urss_1061923, consulté le 18 septembre 2014.

<https://opinamoslibremente.wordpress.com/tag/zdemariel/>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.radiorebelde.cu/noticia/oficina-mariel-ofrece-novedosas-facilidades-para-inversion-20131031/>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.france24.com/fr/20110319-nationalisation-chavez-venezuela-commerce-expropriation-entreprise/>, consulté le 18 septembre 2014.

http://www.lantenne.com/notes/Mariel-pas-de-nationalisation-a-craindre-pour-les-investisseurs_b6024042.html, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.lariposte.com/ou-va-cuba-vers-le-capitalisme-ou,1508.html>, consulté le 18 septembre 2014.

http://www.zedmariel.com/pages/esp/Servicio_tarif_Suelo.php, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.americaeconomia.com/economia-mercados/finanzas/cuba-apuesta-por-inversiones-y-empresas-extranjeras-para-zona-especial-de>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.ibtimes.com/sugar-mogul-alfonso-fanjul-wants-invest-cuba-1553293>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.cubania.com/post/investir-a-cuba/>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.juventudrebelde.cu/cuba/2014-05-07/definen-impuesto-sobre-ingresos-personales-para-trabajadores-contratados/>, consulté le 18 septembre 2014.

http://www.diariodecuba.com/cuba/1398063294_8224.html, consulté le 18 septembre 2014.

http://www.zedmariel.com/pages/esp/Informacion_General.php, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.cartacapital.com.br/internacional/por-que-o-brasil-esta-certo-ao-investir-em-cuba-1890.html>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.planmaestro.ohc.cu/recursos/papel/libros/desafioutopia.pdf>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.circuloguinero.org/contentES/historiaDeGuines/1501-1600.html>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.juventudtecnica.cu/juventud%20t/hipertextos/llave%20del%20golfo.html>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.sprachcaffe.com/francais/sejour-linguistique-espagnol/cuba-infos-la-havane.htm>, consulté le 18 septembre 2014.

http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/f/f8/Coat_of_Arms_of_La_Habana.svg, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.cubania.com/post/la-havane-san-cristobal-la-habana-vedado/>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.lettresdecuba.cult.cu/?q=articles/le-tunnel-de-la-havane-une-merveille-de-lingénierie-civile-cubaine.html>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.ohch.cu/oficina-del-historiador/>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/111420/baja-indice-de-contaminacion-de-la-bahia-de-la-habana>, consulté le 18 septembre 2014.

http://www.pdvs.com/index.php?tpl=interface.sp/design/biblioteca/readdoc.tpl.html&newsid_obj_id=5095&newsid_temas=111, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.mediavida.com/foro/videos/pelea-parada-bus-cuba-413847>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.havanatimes.org/sp/?p=70263>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.cubadebate.cu/noticias/2014/03/15/moderna-cerveceria-es-inaugurada-en-el-puerto-de-la-habana/#.VBQK2-cQsso>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.elnuevoherald.com/2013/12/17/1637680/compania-canadiense-inaugura-cruceros.html>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://cubaintensa.com/noticia/2013/12/11/cuba-espera-125-cruceros-en-2014>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.caribbeannewsdigital.com/noticia/miami-recibe-2014-con-el-mes-de-cruceros>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.elnuevoherald.com/2014/09/10/1839759/llegan-16-balseros-cubanos-deshidratados.html>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.elnuevoherald.com/2013/12/17/1637680/compania-canadiense-inaugura-cruceros.html>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.radiohc.cu/especiales/exclusivas/293-una-nueva-imagen-para-el-puerto-habanero>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.elnuevoherald.com/2013/09/14/1567142/una-nueva-cara-para-la-bahia-de.html>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.radiohc.cu/especiales/exclusivas/293-una-nueva-imagen-para-el-puerto-habanero>, consulté le 18 septembre 2014.

<http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/a-cuba-le-tourisme-en-hausse-de-5-3-au-premier-trimestre-51b91736e4b0de6db9cb2c9c>, consulté le 19 septembre 2014.

<http://investorintel.com/gold-silver-intel/cracking-open-cuba-next-vietnam/>, consulté le 19 septembre 2014.

<http://cafefuerte.com/cuba/9915-ano-2013-record-de-remesas-y-viajeros-a-cuba/>, consulté le 19 septembre 2014.

<http://www.elmundo.com.ve/noticias/economia/internacional/servicio-de-medicos-cubanos-aportaran-un-record-de.aspx>, consulté le 19 septembre 2014.

http://www.nacion.com/mundo/latinoamerica/Cuba-aumenta-salario-medicos-dentistas_0_1403659710.html, consulté le 19 septembre 2014.

<http://www.statistiques-mondiales.com/medecins.htm>, consulté le 19 septembre 2014.

<http://mjp.univ-perp.fr/traites/1898paris.htm>, consulté le 19 septembre 2014.

<http://www.tlfq.ulaval.ca/AXL/amsudant/Cuba-Platt-amend.htm>, consulté le 19 septembre 2014.

http://internacional.elpais.com/internacional/2009/04/13/actualidad/1239573609_850215.html, consulté le 19 septembre 2014.

http://www.liberation.fr/monde/2004/07/02/george-bush-durcit-l-embargo-pour-asphyxier-cuba_485094, consulté le 19 septembre 2014.

<http://www.martinoticias.com/content/pollos-estados-unidos-inauguran-puerto-mariel/31496.html>, consulté le 19 septembre 2014.

http://www.liberation.fr/monde/2014/05/30/la-chambre-de-commerce-americaine-plaide-pour-une-levee-de-l-embargo-contre-cuba_1029982, consulté le 15 septembre 2014.

<http://www.theguardian.com/world/2013/apr/07/beyonce-jayz-cuba-holiday-republicans>, consulté le 19 septembre 2014.

http://www.miamidade.gov/portmiami/press_releases/2013-10-07-new-gantry-cranes-arrive.asp, consulté le 19 septembre 2014.

<http://cafefuerte.com/miami/17093-unos-327-mil-pasajeros-viajaron-a-cuba-desde-eeuu-en-la-primera-mitad-del-ano/>, consulté le 19 septembre 2014.

www.summit-americas.org/SIRG/2014/091514/wp_fr.doc, consulté le 19 septembre 2014.

http://www.elhistoriador.com.ar/articulos/america_latina/revolucion_cubana/exclusion_de_cuba_de_la_oea.php, consulté le 19 septembre 2014.

<http://abonnes.lemonde.fr/cgibin/ACHATS/ARCHIVES/archives.cgi?ID=a1fa578aebec24cee4c39b4e78137fd9a8ce997a04f08e1&print=1>

<http://www.telesurtv.net/english/news/Panama-Invites-Cuba-to-OAS-Summit-20140919-0031.html>, consulté le 19 septembre 2014.

<http://www.nytimes.com/2014/05/13/world/americas/uruguayan-leader-meets-with-obama-to-talk-trade-and-human-rights.html>, consulté le 19 septembre 2014.

<http://en.mercopress.com/2014/06/20/mujica-delivers-obama-message-to-castro-let-s-talk-about-lifting-the-trade-embargo>, consulté le 19 septembre 2014.

<http://www.reuters.com/article/2014/06/20/us-usa-cuba-idUSKBN0EV1ZE20140620>, consulté le 19 septembre 2014.

<http://www.cubadiplomatica.cu/chile/5H%C3%A9roes/Resumendelcasodelos5.aspx>, consulté le 19 septembre 2014.

<http://www.bringalanhome.org>, consulté le 19 septembre 2014.

<http://www.ladepeche.fr/article/2013/02/24/1569167-cuba-raul-castro-reelu-pour-un-second-mandat.html>, consulté le 19 septembre 2014.

<http://www.challenges.fr/media/20131009.AFP8172/cuba-le-directeur-du-quotidien-granma-releve-de-ses-fonctions.html>, consulté le 19 septembre 2014.

<http://www.npr.org/blogs/itsallpolitics/2014/06/10/319534329/clinton-position-on-cuba-signals-new-political-era>, consulté le 19 septembre 2014.

Annexes

Annexe No. 1 :

Ley No. 118, Ley de la Inversión Extranjera, Tabloide Especial, Granma, Avril 2014.
http://www.granma.cu/file/pdf/2014/04/16/G_2014041609.pdf, consulté le 17 septembre 2014.

Annexe No. 2 :

Liste des activités pouvant être exercées en « compte propre ».

Annexe No. 3 :

Evaluación de la creación de Marinas en el litoral del Centro Histórico
Document trouvé à Cuba.

Annexe No. 4 :

Sous la direction de O. Inclán, *Lineamientos de diseño urbano para la avenida del puerto*,
Bureau de l'historien, novembre 2009.

Projet approuvé, et aujourd'hui en cours de réalisation.

Annexe No. 1

Ley No. 118 Ley de la Inversión Extranjera



FOTO: JORGE LUIS GONZÁLEZ

Asamblea Nacional del Poder Popular

JUAN ESTEBAN LAZO HERNÁNDEZ, Presidente de la Asamblea Nacional del Poder Popular de la República de Cuba.

HAGO SABER: Que la Asamblea Nacional del Poder Popular de la República de Cuba, en su Primera Sesión Extraordinaria de la VIII Legislatura, del día 29 de marzo de 2014 ha aprobado lo siguiente:

POR CUANTO: Nuestro país ante los desafíos que enfrenta para alcanzar un desarrollo sostenible puede, por medio de la inversión extranjera, acceder a financiamiento externo, tecnologías y nuevos mercados, así como insertar productos y servicios cubanos en cadenas internacionales de valor y generar otros efectos positivos hacia su industria doméstica, contribuyendo de esta manera al crecimiento de la nación.

POR CUANTO: Los cambios que tienen lugar en la economía nacional como consecuencia de la actualización del modelo económico cubano regido por los Lineamientos de la Política Económica y Social del Partido y la Revolución, aconsejan revisar y adecuar el marco legal de la inversión extranjera que establece la Ley No.77 "Ley de la Inversión Extranjera", de 5 de septiembre de 1995, para ofrecer mayores incentivos a esta y asegurar que la atracción del capital extranjero contribuya eficazmente a los objetivos del desarrollo económico sostenible del país y a la recuperación de la economía nacional, sobre la base de la protección y el uso racional de los recursos humanos y naturales y del respeto a la soberanía e independencia nacionales.

POR CUANTO: La Constitución de la República establece entre otras formas de propiedad, la de las empresas mixtas, sociedades y asociaciones económicas y prevé, con respecto a la propiedad estatal, la transmisión total o parcial de objetivos económicos destinados a su desarrollo, con carácter

excepcional, si ello resultare útil y necesario al país.

POR TANTO: La Asamblea Nacional del Poder Popular, en uso de las atribuciones que le están conferidas en el artículo 75, inciso b) de la Constitución de la República, acuerda dictar la siguiente:

LEY No. 118 LEY DE LA INVERSIÓN EXTRANJERA

CAPÍTULO I DEL OBJETO Y CONTENIDO

ARTÍCULO 1.1.- Esta Ley tiene por objeto establecer el marco legal de la inversión extranjera en el territorio nacional sobre la base del respeto a la ley, la soberanía e independencia de la nación y el beneficio mutuo, para contribuir a nuestro desarrollo económico en función de una sociedad socialista próspera y sostenible.

2.- La presente Ley y su legislación complementaria establecen un régimen de facilidades, garantías y seguridad jurídica al inversionista que propicia la atracción y el aprovechamiento del capital extranjero.

3.- La inversión extranjera en el país se orienta a la diversificación y ampliación de los mercados de exportación, el acceso a tecnologías de avanzada, la sustitución de importaciones, priorizando la de alimentos. Del mismo modo a la obtención de financiamiento externo, la creación de nuevas fuentes de empleo, la captación de métodos gerenciales y la vinculación de la misma con el desarrollo de encadenamientos productivos, así como al cambio de la matriz energética del país mediante el aprovechamiento de fuentes renovables de energía.

4.- Las disposiciones que contiene esta Ley incluyen las garantías a los inversionistas, los sectores destinatarios de inversiones extranjeras, las modalidades que pueden adoptar estas, las inversiones en bienes inmuebles, los aportes y su valoración, así como

el régimen para su negociación y autorización. También establecen el régimen bancario, el de exportación e importación, el laboral, el tributario, el de reservas y seguros y el de registro e información financiera; las normas relativas a la protección del medio ambiente, el uso racional de los recursos naturales, la protección a la innovación científica y tecnológica; instituye las acciones de control a la inversión extranjera y el régimen de solución de conflictos.

CAPÍTULO II DEL GLOSARIO

ARTÍCULO 2.- En esta Ley y su Reglamento se utilizan con la acepción que en cada caso se indica, los términos siguientes:

a) **Asociación económica internacional:** unión de inversionistas nacionales y extranjeros dentro del territorio nacional para la producción de bienes, la prestación de servicios o ambos, con finalidad lucrativa, que comprende las empresas mixtas y los contratos de asociación económica internacional.

b) **Autorización:** título habilitante expedido por el Consejo de Ministros o por el jefe del organismo de la Administración Central del Estado en el que se delegue, para la realización de alguna de las modalidades de inversión extranjera previstas en esta Ley.

c) **Capital Extranjero:** capital procedente del extranjero, así como la parte de los dividendos o beneficios pertenecientes al inversionista extranjero que sean reinvertidos a tenor de esta Ley.

d) **Cargos de dirección superior:** cargos de miembros de los órganos de dirección y administración de la empresa mixta y de la empresa de capital totalmente extranjero, así como de los representantes de las partes en los contratos de asociación económica internacional.

e) **Concesión administrativa:** título habilitante que otorga, con carácter temporal, el Consejo de Ministros para la gestión de un servicio público, la realización de

una obra pública o la explotación de un bien de dominio público, bajo los términos y condiciones que se establezcan.

f) **Contrato de asociación económica internacional:** acuerdo entre uno o más inversionistas nacionales y uno o más inversionistas extranjeros para realizar actos propios de una asociación económica internacional sin constituir persona jurídica distinta a las partes.

g) **Empresa de capital totalmente extranjero:** entidad mercantil con capital extranjero sin la concurrencia de ningún inversionista nacional o persona natural con capital extranjero.

h) **Empresa Mixta:** compañía mercantil cubana que adopta la forma de sociedad anónima por acciones nominativas en la que participan como accionistas uno o más inversionistas nacionales y uno o más inversionistas extranjeros.

i) **Entidad empleadora:** entidad cubana con personalidad jurídica facultada para concertar con una empresa mixta o de capital totalmente extranjero, un contrato mediante el cual facilite a solicitud de esta los trabajadores necesarios, quienes conciertan sus contratos laborales con dicha entidad.

j) **Haberes:** salarios, ingresos y demás remuneraciones, así como los incrementos, compensaciones u otros pagos adicionales que perciban los trabajadores cubanos y extranjeros, con excepción de los provenientes del fondo de estimulación económica, si este existiere.

k) **Inversión extranjera:** aportación realizada por inversionistas extranjeros en cualesquiera de las modalidades previstas en la Ley, que implique en el plazo por el que se autorice, la asunción de riesgos en el negocio, la expectativa de obtener beneficios y una contribución al desarrollo del país.

l) **Inversionista extranjero:** persona natural o jurídica, con domicilio y capital en el extranjero, que participa como accionista

en una empresa mixta o participe en una empresa de capital totalmente extranjero o figure como parte en un contrato de asociación económica internacional.

m) **Inversionista nacional:** persona jurídica de nacionalidad cubana, con domicilio en el territorio nacional, que participa como accionista en una empresa mixta, o sea parte en un contrato de asociación económica internacional.

n) **Zona Especial de Desarrollo:** zona en la que se establecen un régimen y políticas especiales, con el objetivo de fomentar el desarrollo económico sostenible a través de atracción de inversión extranjera, la innovación tecnológica y la concentración industrial, con vistas a incrementar las exportaciones, la sustitución efectiva de importaciones y la generación de nuevas fuentes de empleo, en una constante articulación con la economía interna.

CAPÍTULO III DE LAS GARANTÍAS A LOS INVERSIONISTAS

ARTÍCULO 3.- El Estado cubano garantiza que los beneficios concedidos a los inversionistas extranjeros y a sus inversiones se mantienen durante todo el período por el que hayan sido otorgados.

ARTÍCULO 4.1.- Las inversiones extranjeras dentro del territorio nacional gozan de plena protección y seguridad jurídica y no pueden ser expropiadas, salvo que esa acción se ejecute por motivos de utilidad pública o interés social previamente declarados por el Consejo de Ministros, en concordancia con lo dispuesto en la Constitución de la República, los tratados internacionales suscritos por la República de Cuba en materia de inversiones y la legislación vigente, con la debida indemnización por su valor comercial establecido de mutuo acuerdo, pagadero en moneda libremente convertible.

2.- De no llegarse a acuerdo sobre el valor comercial, la fijación del precio se efectúa por una organización de prestigio internacional en la valoración de negocios, autorizada por el Ministerio de Finanzas y Precios y contratada al efecto por acuerdo de las partes

que intervienen en el proceso de expropiación. De no existir acuerdo entre ellos con respecto a la selección de la referida organización, a su elección, se realizará un sorteo para determinarla o se acudirá a la vía judicial.

ARTÍCULO 5.- Las inversiones extranjeras son protegidas en el país, contra reclamaciones de terceros que se ajusten a derecho o la aplicación extraterritorial de leyes de otros estados, conforme a las leyes cubanas y a lo que dispongan los tribunales cubanos.

ARTÍCULO 6.1.- El plazo de la autorización otorgada para el desarrollo de las operaciones de una empresa mixta, de las partes en un contrato de asociación económica internacional o de la empresa de capital totalmente extranjero, puede ser prorrogado por la propia autoridad que lo otorgó, siempre que se solicite por las partes interesadas antes del vencimiento del plazo fijado.

2.- De no prorrogarse el plazo a su vencimiento, se procederá a la liquidación de la empresa mixta, del contrato de asociación económica internacional o de la empresa de capital totalmente extranjero, según lo acordado en los documentos constitutivos y lo dispuesto en la legislación vigente. Lo que corresponda al inversionista extranjero, será pagado en moneda libremente convertible, salvo pacto expreso en contrario.

ARTÍCULO 7.1.- El inversionista extranjero parte en una asociación económica internacional puede, previo acuerdo de las partes, vender o transmitir en cualquier otra forma al Estado, a un tercero o a las partes en la asociación, previa Autorización, total o parcialmente, sus derechos en ella, recibiendo en moneda libremente convertible el precio equivalente, salvo pacto expreso en contrario.

2.- El inversionista extranjero en una empresa de capital totalmente extranjero puede, vender o transmitir en cualquier otra forma, al Estado o a un tercero, previa Autorización, sus derechos en ella, total o parcialmente, recibiendo en moneda libremente convertible el precio equivalente, salvo pacto expreso en contrario.

ARTÍCULO 8.- El importe que corresponda recibir al inversionista extranjero en los casos a que se

refieren los artículos 6 y 7 de esta Ley se determina por acuerdo entre las partes. De ser necesario acudir en cualquier momento del proceso a un tercero para establecer el importe, se selecciona una organización de prestigio internacional en la valoración de negocios, autorizada por el Ministerio de Finanzas y Precios.

ARTÍCULO 9.1.- El Estado garantiza al inversionista extranjero la libre transferencia al exterior en moneda libremente convertible, sin pago de tributos u otro gravamen relacionados con dicha transferencia, de:

a) los dividendos o beneficios que obtenga por la explotación de la inversión; y

b) las cantidades que deberá recibir en los casos a que se refieren los artículos 4, 6 y 7 de esta Ley.

2.- Las personas naturales extranjeras que presten sus servicios a una empresa mixta, a las partes en cualquier otra forma de asociación económica internacional o a una empresa de capital totalmente extranjero, siempre que no sean residentes permanentes en la República de Cuba, tienen derecho a transferir al exterior los haberes que perciban dentro de la cuantía y conforme a las demás regulaciones dictadas por el Banco Central de Cuba.

ARTÍCULO 10.- Las empresas mixtas y los inversionistas nacionales y extranjeros partes en los contratos de asociación económica internacional, son sujetos del régimen especial de tributación que dispone esta Ley, hasta el vencimiento del plazo por el que fueron autorizadas.

CAPÍTULO IV DE LOS SECTORES DESTINATARIOS DE INVERSIONES EXTRANJERAS Y DE LA CARTERA DE OPORTUNIDADES

ARTÍCULO 11.1.- La inversión extranjera puede ser autorizada en todos los sectores, con excepción de los servicios de salud y educación a la población y de las instituciones armadas, salvo en sus sistemas empresariales.

2.- El Consejo de Ministros aprueba las oportunidades de inversión extranjera a promover y las políticas generales y sec-

toriales para la inversión extranjera, las que se publican en la Cartera de Oportunidades de inversión extranjera por el Ministerio del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera.

3.- Los órganos, organismos de la Administración Central del Estado y entidades nacionales patrocinadoras de la inversión extranjera tienen la obligación, conforme a las políticas aprobadas, de identificar y presentar al Ministerio del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera las propuestas de negocios con inversión extranjera.

4.- El Ministro del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera informa anualmente al Consejo de Ministros el estado de conformación y actualización de la Cartera de Oportunidades por los órganos, organismos de la Administración Central del Estado y entidades nacionales patrocinadoras de la inversión extranjera.

CAPÍTULO V DE LAS INVERSIONES EXTRANJERAS

Sección Primera De las modalidades de la inversión extranjera

ARTÍCULO 12.- La inversión extranjera definida en la presente Ley, puede manifestarse como:

a) inversión directa, en las que el inversionista extranjero participa como accionista en una empresa mixta o de capital totalmente extranjero o con aportaciones en contratos de asociación económica internacional, participando de forma efectiva en el control del negocio; y

b) inversiones en acciones o en otros títulos-valores, públicos o privados, que no tienen la condición de inversión directa.

ARTÍCULO 13.1.- La inversión extranjera adopta alguna de las modalidades siguientes:

a) empresa mixta;

b) contrato de asociación económica internacional; o

c) empresa de capital totalmente extranjero.

2.- Como contratos de asociación económica internacional clasifican, entre otros, los contratos a riesgo para la exploración de recursos naturales no renovables, para la construcción, la producción agrícola, la administración

hotelera, productiva o de servicios y los contratos para la prestación de servicios profesionales.

Sección Segunda

De la empresa mixta

ARTÍCULO 14.1.- La empresa mixta implica la formación de una persona jurídica distinta a la de las partes, adopta la forma de compañía anónima por acciones nominativas y le es aplicable la legislación vigente en la materia.

2.- Las proporciones del capital social que deben aportar los inversionistas nacionales y los inversionistas extranjeros, son acordadas por los socios y establecidas en la autorización.

3.- El convenio de asociación es el acuerdo suscrito entre los socios y contiene los pactos fundamentales para la conducción del negocio que pretenden desarrollar.

4.- La constitución de una empresa mixta requiere la forma de escritura pública como requisito esencial para su validez y a la misma se incorporan los estatutos sociales y se adjuntan la Autorización y el convenio de asociación.

5.- Los estatutos sociales incluyen disposiciones relacionadas con la organización y operación de la sociedad.

6.- La empresa mixta adquiere personalidad jurídica cuando se inscribe en el Registro Mercantil.

7.- Creada una empresa mixta, pueden cambiarlos accionistas, por acuerdo entre estos, previa aprobación de la autoridad que otorgó la Autorización.

8.- Las empresas mixtas pueden crear oficinas, representaciones, sucursales y filiales, tanto en el territorio nacional como en el extranjero, así como tener participaciones en entidades en el exterior.

9.- La disolución y liquidación de la empresa mixta se rige por lo dispuesto en sus estatutos sociales, sujeto a lo previsto en la legislación vigente.

Sección Tercera

Del contrato de asociación económica internacional

ARTÍCULO 15.1.- El contrato de asociación económica internacional tiene, entre otras, las características siguientes:

a) no implica la constitución de una persona jurídica distinta a la de sus partes;

b) puede tener por objeto la realización de cualquier actividad contenida en la Autorización;

c) las partes tienen libertad para estipular todos los pactos y cláusulas que entiendan convenir a sus intereses, con tal de que no infrinjan el objeto autorizado, las condiciones de la Autorización o la legislación vigente; y

d) cada parte contratante hace aportaciones distintas, constituyendo una acumulación de participaciones de las cuales son propietarios en todo momento y aunque sin llegar a constituir un capital social, les es dable llegar a formar un fondo común, siempre y cuando quede determinada la porción de propiedad de cada uno de ellos.

2.- En los contratos de asociación económica internacional cuyo objeto sea la administración hotelera, productiva o de servicios o la prestación de servicios profesionales, no se acumulan participaciones ni se crea un fondo común y tienen las características descritas en los apartados 3 y 4 de este artículo.

3.- Los contratos de asociación económica internacional para la administración hotelera, productiva o de servicios tienen como objetivos lograr mejores servicios al cliente o producciones con mayor calidad, beneficiarse con el uso de una marca internacionalmente reconocida y con la publicidad, así como la comercialización y promoción internacionales del inversionista extranjero. Los mismos poseen entre otras, las características siguientes:

a) el inversionista extranjero actúa a nombre y en representación del inversionista nacional, en lo que respecta al contrato de administración firmado;

b) no se comparten utilidades; y

c) el pago al inversionista extranjero se condiciona a los resultados de su gestión.

4.- Los contratos de asociación económica internacional para la prestación de servicios profesionales tienen, entre otras, las características siguientes:

a) se suscriben con compañías extranjeras consultoras de reconocido prestigio internacional; y

b) tienen por objeto la prestación conjunta de servicios de auditoría, asesoría contable, servicios de avalúos y finanzas corporativas, servicios de reingeniería organizacional, mercadotecnia y gestión de negocios e intermediación de seguros.

5.- El contrato de asociación económica internacional requiere para su validez la forma de escritura pública y entra en vigor al momento de su inscripción en el Registro Mercantil.

6.- Otorgado un contrato de asociación económica internacional no pueden cambiar sus partes, salvo por acuerdo entre ellas y con la aprobación de la autoridad que concedió la Autorización.

7.- La terminación del contrato de asociación económica internacional se rige por lo dispuesto en el mismo, sujeto a lo previsto en la legislación vigente.

Sección Cuarta

De la empresa de capital totalmente extranjero

ARTÍCULO 16.1.- En la empresa de capital totalmente extranjero, el inversionista extranjero ejerce la dirección de la misma, disfruta de todos los derechos y responde por todas las obligaciones prescritas en la Autorización.

2.- El inversionista extranjero en empresas de capital totalmente extranjero, previa inscripción en el Registro Mercantil, puede establecerse dentro del territorio nacional:

a) como persona natural, actuando por sí mismo;

b) como persona jurídica, constituyendo una filial cubana de la entidad extranjera de la que es propietario, mediante escritura pública, bajo la forma de compañía anónima por acciones nominativas; o

c) como persona jurídica, estableciendo una sucursal de una entidad extranjera.

3.- Las empresas de capital totalmente extranjero constituidas como filial pueden crear oficinas, representaciones, sucursales y filiales, tanto en el territorio nacional como en el extranjero, así como tener participaciones en entidades en el exterior.

4.- La disolución y liquidación de la empresa de capital totalmente extranjero bajo la forma de filial cubana, se rige por lo dispuesto en

sus estatutos sociales, sujeto a lo previsto en la legislación vigente.

5.- La terminación de las actividades autorizadas a la persona natural y a la sucursal de compañía extranjera se rige por lo dispuesto en la Autorización y en lo que al efecto se establezca en la legislación vigente.

CAPÍTULO VI DE LAS INVERSIONES EN BIENES INMUEBLES

ARTÍCULO 17.1.- De conformidad con las modalidades establecidas en la presente Ley, pueden realizarse inversiones en bienes inmuebles y obtener su propiedad u otros derechos reales.

2.- Las inversiones en bienes inmuebles a que se refiere el apartado anterior pueden destinarse a:

a) viviendas y edificaciones, dedicadas a domicilio particular o para fines turísticos;

b) viviendas u oficinas de personas jurídicas extranjeras; o

c) desarrollos inmobiliarios con fines de explotación turística.

CAPÍTULO VII DE LOS APORTES Y SU VALORACIÓN

ARTÍCULO 18.1.- A los fines de esta Ley se consideran aportes los siguientes:

a) aportaciones dinerarias, que en el caso del inversionista extranjero lo es en moneda libremente convertible;

b) maquinarias, equipos, u otros bienes tangibles;

c) derechos de propiedad intelectual y otros derechos sobre bienes intangibles;

d) derecho de propiedad sobre bienes muebles e inmuebles y otros derechos reales sobre estos, incluidos los de usufructo y superficie; y

e) otros bienes y derechos.

Los aportes que no consistan en moneda libremente convertible se valoran en esa moneda.

2.- La transmisión a favor de los inversionistas nacionales de la propiedad o de otros derechos reales sobre bienes de propiedad estatal, para que sean aportados por aquellos, se efectúa bajo los principios establecidos en la Constitución de la República y previa certificación del Ministerio de Finanzas y Precios, oído el parecer del órgano, organismo o entidad

correspondiente y con la aprobación del Consejo de Ministros o su Comité Ejecutivo, según proceda.

En lo que respecta a los aportes de derechos de propiedad intelectual y otros derechos sobre bienes intangibles, se estará sujeto a lo dispuesto en la legislación que regula esta materia.

3.- Las aportaciones dinerarias en moneda libremente convertible se tasan por su valor en el mercado internacional y a los efectos del cambio en pesos cubanos, se aplican las tasas de cambio del Banco Central de Cuba. La moneda libremente convertible que constituye aporte de capital extranjero, se ingresa al país a través de una institución bancaria autorizada a realizar operaciones en el territorio nacional y se deposita en esta según las regulaciones vigentes en esta materia.

4.- Los aportes de la parte extranjera que no sean aportaciones dinerarias, que estén destinados al capital social de empresas mixtas, de empresas de capital totalmente extranjero o que constituyen aportaciones en contratos de asociación económica internacional, se valoran a través de los métodos que acuerden libremente los inversionistas siempre que sean los generalmente aceptados por las normas internacionales de valoración, acreditándose su valor por el correspondiente certificado pericial extendido por entidades que posean autorización del Ministerio de Finanzas y Precios y son transcriptos en la escritura pública que se otorgue.

CAPÍTULO VIII DE LA NEGOCIACIÓN Y AUTORIZACIÓN DE LA INVERSIÓN EXTRANJERA

ARTÍCULO 19.1.- Para la creación de una asociación económica internacional, el inversionista nacional debe negociar con el inversionista extranjero cada aspecto de la inversión, incluida su factibilidad económica, los aportes respectivos, según corresponda, la forma de dirección y administración que tiene esa asociación, así como los documentos jurídicos para su formalización.

2.- Si se tratase de una empresa de capital totalmente extranjero, el Ministerio del Comercio Exterior

y la Inversión Extranjera indica al inversionista, la entidad cubana responsable de la rama, subrama o de la actividad económica en la que pretende realizar su inversión, con la que debe analizar su proposición y obtener la correspondiente aprobación escrita.

ARTÍCULO 20.- El Estado cubano autoriza inversiones extranjeras que no afecten la defensa y seguridad nacional, el patrimonio de la nación y el medio ambiente.

ARTÍCULO 21.1.- La aprobación para efectuar inversiones extranjeras en el territorio nacional se otorga atendiendo al sector, la modalidad y las características de la inversión extranjera, por los órganos del Estado siguientes:

- a) el Consejo de Estado;
- b) el Consejo de Ministros; y
- c) el jefe del organismo de la Administración Central del Estado autorizado para ello.

2.- El Consejo de Estado aprueba la inversión extranjera, cualquiera que sea su modalidad, en los casos siguientes:

- a) cuando se exploren o exploren recursos naturales no renovables, excepto al amparo de contratos de asociación económica internacional a riesgo que se aprueban y autorizan según el apartado 3 inciso d) del presente artículo; y
- b) cuando se realicen para la gestión de servicios públicos, tales como transporte, comunicaciones, acueductos, electricidad, la realización de una obra pública o la explotación de un bien de dominio público.

Aprobada la inversión extranjera por el Consejo de Estado, en los casos anteriormente previstos, se dicta la Autorización por el Consejo de Ministros.

3.- El Consejo de Ministros aprueba y dicta la Autorización de la inversión extranjera, cuando se trate de:

- a) desarrollos inmobiliarios;
- b) empresas de capital totalmente extranjero;
- c) la transmisión de la propiedad estatal u otros derechos reales sobre bienes estatales;
- d) los contratos de asociación económica internacional a riesgo para la explotación de recursos naturales no renovables y su producción;

e) la intervención de una empresa extranjera con participación de capital público;

f) el uso de fuentes renovables de energía;

g) el sistema empresarial de los sectores de la salud, la educación y de las instituciones armadas; y

h) otras inversiones extranjeras que no requieran la aprobación del Consejo de Estado.

4.- El Consejo de Ministros puede delegar en jefes de los organismos de la Administración Central del Estado la facultad de aprobar y autorizar inversiones extranjeras en los casos de su competencia y atendiendo a su modalidad o sectores destinatarios.

ARTÍCULO 22.1.- Para la constitución de una empresa mixta o empresa de capital totalmente extranjero, así como para la celebración de un contrato de asociación económica internacional, corresponde presentar la solicitud ante el Ministro del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera, de conformidad con lo previsto en el Reglamento de la presente Ley.

2.- Si el objetivo de la inversión aprobada es la gestión de un servicio público, la realización de una obra pública o la explotación de un bien de dominio público, el Consejo de Ministros, una vez aprobado por el Consejo de Estado, otorga la correspondiente concesión administrativa, bajo los términos y condiciones que establezca, de conformidad con lo previsto en la legislación vigente.

3.- La decisión que deniega o autoriza la inversión extranjera por la autoridad competente, se dicta dentro del plazo de sesenta días naturales, contados a partir de la fecha de presentación de la solicitud y debe ser notificada a los solicitantes.

En los casos de las modalidades de inversión extranjera sujetas a la aprobación de jefes de organismos de la Administración Central del Estado, la decisión se dicta dentro del plazo de cuarenta y cinco días naturales, contados a partir de la fecha en que fue admitida.

ARTÍCULO 23.- Las modificaciones a las condiciones establecidas en la Autorización requieren aprobación de la autoridad competente conforme establece el artículo 21 de la presente Ley.

ARTÍCULO 24.- Las condiciones establecidas en la Autorización pueden ser aclaradas, por medio del Ministerio del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera, a instancias de los inversionistas.

CAPÍTULO IX DEL RÉGIMEN BANCARIO

ARTÍCULO 25.1.- Las empresas mixtas, los inversionistas nacionales y los inversionistas extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional y las empresas de capital totalmente extranjero, abren cuentas en cualquier banco del Sistema Bancario Nacional, por medio de las cuales efectúan los cobros y pagos que generan sus operaciones según el régimen monetario vigente. Asimismo, podrán acceder a los servicios que ofrecen las instituciones financieras establecidas en el país.

2.- Las empresas mixtas y los inversionistas nacionales partes en contratos de asociación económica internacional, previa autorización del Banco Central de Cuba y con arreglo a las regulaciones vigentes, pueden abrir y operar cuentas en moneda libremente convertible en bancos radicados en el extranjero. Así mismo pueden concertar operaciones crediticias con instituciones financieras extranjeras de acuerdo con las regulaciones vigentes en esta materia.

CAPÍTULO X DEL RÉGIMEN DE EXPORTACIÓN E IMPORTACIÓN

ARTÍCULO 26.1.- Las empresas mixtas, los inversionistas nacionales y los inversionistas extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional y las empresas de capital totalmente extranjero tienen derecho, de acuerdo con las disposiciones establecidas a tales efectos, a exportar e importar directamente lo necesario para sus fines.

2.- Las empresas mixtas, las partes en los contratos de asociación económica internacional y las empresas de capital totalmente extranjero adquirirán, preferentemente bienes y servicios en el mercado nacional, ofrecidos en iguales condiciones de calidad,

precios y plazos de entrega a las del mercado internacional.

CAPÍTULO XI DEL RÉGIMEN LABORAL

ARTÍCULO 27.- En la actividad de las inversiones extranjeras se cumple la legislación laboral y de seguridad social vigente en la República de Cuba, con las adecuaciones que figuran en esta Ley y su Reglamento.

ARTÍCULO 28.1.- Los trabajadores que presten sus servicios en las actividades correspondientes a las inversiones extranjeras serán por lo general, cubanos o extranjeros residentes permanentes en la República de Cuba.

2.- No obstante, los órganos de dirección y administración de las empresas mixtas o de las empresas de capital totalmente extranjero o las partes en los contratos de asociación económica internacional pueden decidir que determinados cargos de dirección superior o algunos puestos de trabajo de carácter técnico, se desempeñen por personas no residentes permanentes en el país y en esos casos determinar el régimen laboral a aplicar así como los derechos y obligaciones de esos trabajadores.

3.- Las personas no residentes permanentes en el país que sean contratadas están sujetas a las disposiciones legales de inmigración y extranjería vigentes en la nación.

ARTÍCULO 29.1.- Las empresas mixtas, las partes en los contratos de asociación económica internacional y las empresas de capital totalmente extranjero pueden ser autorizadas por el Ministerio del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera a crear un fondo de estimulación económica para los trabajadores cubanos y extranjeros residentes permanentes en la República de Cuba que presten sus servicios en actividades correspondientes a las inversiones extranjeras. Las contribuciones al fondo de estimulación económica se hacen a partir de las utilidades obtenidas.

2.- Se exceptúan de la creación del fondo de estimulación previsto en el apartado que antecede, los contratos de administración hotelera, productiva o de servicios y los contratos para la prestación de servicios profesionales.

ARTÍCULO 30.1.- El personal cubano o extranjero residente permanente en la República de Cuba que preste servicios en las empresas mixtas, con excepción de los integrantes de su órgano de dirección y administración, es contratado por una entidad empleadora a propuesta del Ministerio del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera y autorizada por el Ministerio de Trabajo y Seguridad Social.

Los miembros del órgano de dirección y administración de la empresa mixta son designados por la junta general de accionistas y se vinculan laboralmente a la empresa mixta en los casos que corresponda.

Solo por excepción, al otorgarse la Autorización, puede disponerse que todas las personas que presten sus servicios en la empresa mixta puedan ser contratadas directamente por esta y siempre con arreglo a las disposiciones legales vigentes en materia de contratación laboral.

2.- Los trabajadores cubanos o extranjeros residentes permanentes en la República de Cuba que presten sus servicios a las partes en los contratos de asociación económica internacional son contratados por la parte cubana, con arreglo a las disposiciones legales vigentes en materia de contratación laboral.

3.- En las empresas de capital totalmente extranjero, los servicios del personal cubano o extranjero residente permanente en la República de Cuba, con excepción de los integrantes de su órgano superior de dirección y administración, se prestan mediante un contrato que suscribe la empresa con una entidad empleadora propuesta por el Ministerio del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera y autorizada por el Ministerio de Trabajo y Seguridad Social.

Los miembros de los órganos de dirección y administración de la empresa de capital totalmente extranjero son designados y se vincularán laboralmente a esta en los casos que corresponda.

4.- Los pagos a los trabajadores cubanos y extranjeros residentes permanentes en la República de Cuba se efectúan en pesos cubanos.

ARTÍCULO 31.1.- La entidad empleadora a que se refiere el artículo anterior, contrata individualmente a los trabajadores cubanos y extranjeros residentes permanentes en la República de Cuba, los que mantienen con ella su vínculo laboral de acuerdo con lo dispuesto en la legislación vigente en la materia.

2.- Cuando las empresas mixtas o las empresas de capital totalmente extranjero consideren que un determinado trabajador no satisface sus exigencias en el trabajo, pueden solicitar a la entidad empleadora que lo sustituya por otro. Cualquier reclamación laboral se resuelve en la entidad empleadora de conformidad con el procedimiento establecido en la legislación específica.

ARTÍCULO 32.- No obstante lo dispuesto en los artículos precedentes de este Capítulo, en la Autorización que apruebe la inversión extranjera, a modo de excepción, puede establecerse regulaciones laborales especiales.

ARTÍCULO 33.- Se reconocen conforme a lo previsto en la legislación vigente, los derechos de los trabajadores cubanos que participan en la obtención de resultados tecnológicos u organizativos consistentes en innovaciones que aporten beneficios económicos, sociales o medioambientales.

CAPÍTULO XII DEL RÉGIMEN ESPECIAL DE TRIBUTACIÓN

ARTÍCULO 34.- Las empresas mixtas y los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional, en cuanto al cumplimiento de las obligaciones tributarias y sus derechos como contribuyentes se regirán por lo establecido en las disposiciones vigentes sobre la materia, con las adecuaciones que se disponen en los artículos siguientes.

ARTÍCULO 35.- Se exime del pago del impuesto sobre los ingresos personales, a los inversionistas extranjeros socios en empresas mixtas o partes en contratos de asociación económica internacional, por los ingresos obtenidos a partir de los dividendos o beneficios del negocio.

ARTÍCULO 36.1.- El impuesto sobre utilidades, se paga por las

empresas mixtas, los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional aplicando un tipo impositivo del quince por ciento sobre la utilidad neta imponible.

2.- Se exime del pago del impuesto sobre utilidades a las empresas mixtas y partes en los contratos de asociación económica internacional por un período de ocho años a partir de su constitución. El Consejo de Ministros podrá extender el período de exención aprobado.

3.- Se exime del pago del impuesto sobre utilidades, por la utilidad neta u otros beneficios autorizados a reinvertir, en los casos en que sea aprobada la reinversión de estos en el país por la autoridad competente.

4.- Cuando concurra la explotación de recursos naturales, renovables o no, puede aumentarse el tipo impositivo del impuesto sobre utilidades por decisión del Consejo de Ministros. En este caso puede elevarse hasta en un cincuenta por ciento.

ARTÍCULO 37.1.- Las empresas mixtas y los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional pagan el impuesto sobre las ventas con una bonificación del cincuenta por ciento en el tipo impositivo a aplicar sobre las ventas mayoristas.

2.- Se exime del pago de este impuesto a las empresas mixtas y a los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional, durante el primer año de operación de la inversión.

ARTÍCULO 38.1.- Las empresas mixtas y los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional pagan el impuesto sobre los servicios con una bonificación del cincuenta por ciento en el tipo impositivo a aplicar.

2.- Se exime del pago de este impuesto a las empresas mixtas y a los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional, durante el primer año de operación de la inversión.

ARTÍCULO 39.- Se exime del pago del impuesto por la utilización de la fuerza de trabajo a las

empresas mixtas y a los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional.

ARTÍCULO 40.- Las empresas mixtas y los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional pagan los impuestos por el uso o explotación de las playas, por el vertimiento aprobado de residuales en cuencas hidrográficas, por el uso y explotación de bahías, por la utilización y explotación de los recursos forestales y la fauna silvestre y por el derecho de uso de las aguas terrestres, con una bonificación del cincuenta por ciento durante el período de recuperación de la inversión.

ARTÍCULO 41.- Se exime del pago del impuesto aduanero a las empresas mixtas, los inversionistas nacionales y extranjeros, partes en contratos de asociación económica internacional, por las importaciones de equipos, maquinarias y otros medios durante el proceso inversionista, de acuerdo con las normas establecidas al respecto por el Ministro de Finanzas y Precios.

ARTÍCULO 42.- Son sujetos pasivos de la contribución territorial para el desarrollo local, las empresas mixtas, los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional y las empresas de capital totalmente extranjero.

Se eximen del pago de la contribución territorial para el desarrollo local, durante el período de recuperación de la inversión, a las empresas mixtas, así como a los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional.

ARTÍCULO 43.1.- Se excluyen de lo establecido en los artículos precedentes a los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional que tengan por objeto la administración hotelera, productiva o de servicios y la prestación de servicios profesionales, que tributan con arreglo a lo dispuesto en la Ley del Sistema Tributario y las normas que la complementan.

2.- Los inversionistas extranjeros partes en los contratos a que se refiere el apartado precedente

están exentos del impuesto sobre las ventas y el impuesto sobre los servicios.

ARTÍCULO 44.- Las empresas de capital totalmente extranjero están obligadas durante su plazo de vigencia, al pago de los tributos con arreglo a la legislación vigente, sin perjuicio de los beneficios de carácter fiscal que se establezcan por el Ministerio de Finanzas y Precios, siempre que sea de interés para el país.

ARTÍCULO 45.- A los fines de esta Ley, la Aduana General de la República puede conceder a las personas naturales y jurídicas a que se refiere el presente Capítulo, facilidades especiales en cuanto a las formalidades y al régimen aduanero, en correspondencia con lo establecido en la legislación vigente.

ARTÍCULO 46.- El pago de tributos y demás derechos recaudables en aduanas, se realiza conforme a la legislación vigente en la materia, excepto los casos que establezca el Consejo de Ministros en ocasión de autorizar la modalidad de inversión.

ARTÍCULO 47.- El Ministerio de Finanzas y Precios, oído el parecer del Ministerio del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera, teniendo en cuenta los beneficios y la cuantía de la inversión, la recuperación del capital, las indicaciones que se dispongan por el Consejo de Ministros para los sectores de la economía priorizados, así como los beneficios que pueda reportar a la economía nacional, puede conceder exenciones totales o parciales, de manera temporal o permanente, u otorgar otros beneficios fiscales de conformidad con lo establecido en la legislación tributaria vigente, para cualesquiera de las modalidades de inversión extranjera reconocidas en esta Ley.

CAPÍTULO XIII DE LAS RESERVAS Y SEGUROS

ARTÍCULO 48.1.- Las empresas mixtas, los inversionistas nacionales y extranjeros partes en los contratos de asociación económica internacional y las empresas de capital totalmente extranjero, constituyen con cargo a sus utilidades y con carácter obligatorio, una reserva para cubrir las contin-

gencias que pudieran producirse en sus operaciones.

2.- El procedimiento para la formación, utilización y liquidación de la reserva prevista en el apartado anterior, es regulado por el Ministerio de Finanzas y Precios.

ARTÍCULO 49.- Sin perjuicio de la reserva a que se refiere el artículo anterior, las empresas mixtas, los inversionistas nacionales y extranjeros partes en los contratos de asociación económica internacional y las empresas de capital totalmente extranjero, pueden constituir reservas con carácter voluntario con sujeción a las regulaciones del Ministerio de Finanzas y Precios.

ARTÍCULO 50.1.- Las empresas mixtas, los inversionistas nacionales y extranjeros partes en los contratos de asociación económica internacional y las empresas de capital totalmente extranjero están obligados a contratar el seguro de los bienes de cualquier tipo y las responsabilidades. Las aseguradoras cubanas tendrán el derecho de primera opción bajo condiciones competitivas a escala internacional.

2.- Las instalaciones industriales, turísticas o de otra clase o los terrenos, que sean cedidos en arrendamiento por empresas estatales u otras organizaciones nacionales, son aseguradas por el arrendatario a favor del arrendador, en correspondencia con las condiciones previstas en el apartado anterior.

CAPÍTULO XIV DEL RÉGIMEN DE REGISTRO E INFORMACIÓN FINANCIERA

ARTÍCULO 51.- Las empresas mixtas, los inversionistas nacionales y extranjeros partes en los contratos de asociación económica internacional y las empresas de capital totalmente extranjero antes del comienzo de sus operaciones, cuentan con treinta días naturales a partir de la fecha de notificación de la Autorización para el otorgamiento de los documentos públicos notariales necesarios y dentro de los treinta días siguientes a este acto, se inscriben en el Registro Mercantil.

ARTÍCULO 52.- Las empresas mixtas, las partes en los contratos de asociación económica internacional

y las empresas de capital totalmente extranjero están sujetas al cumplimiento de las Normas Cubanas de Información Financiera dictadas por el Ministerio de Finanzas y Precios.

ARTÍCULO 53.1.- Los sujetos referidos en el artículo anterior, presentan al Ministerio del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera el informe anual de sus operaciones y cualquier otra información que se requiera, de conformidad con lo previsto en el Reglamento de la presente Ley.

2.- La presentación del informe anual dispuesto en el apartado anterior se realiza con independencia de sus obligaciones informativas con el Ministerio de Finanzas y Precios, la administración tributaria correspondiente, la Oficina Nacional de Estadísticas e Información, así como la información exigida por las normativas metodológicas y de control del Plan de la Economía Nacional.

CAPÍTULO XV CIENCIA, TECNOLOGÍA, MEDIO AMBIENTE E INNOVACIÓN

ARTÍCULO 54.- La inversión extranjera se estimula, autoriza y opera en el contexto del desarrollo sostenible del país lo que implica que, en todas sus fases, se atenderá cuidadosamente la introducción de tecnología, la conservación del medio ambiente y el uso racional de los recursos naturales.

ARTÍCULO 55.- El Ministerio del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera somete las propuestas de inversión que reciba a la consideración del Ministerio de Ciencia, Tecnología y Medio Ambiente, el que evalúa su conveniencia desde el punto de vista ambiental y decide si se requiere la realización de una evaluación de impacto ambiental, así como la procedencia del otorgamiento de las licencias ambientales pertinentes y el régimen de control e inspección, conforme a lo dispuesto en la legislación vigente.

ARTÍCULO 56.1.- El Ministerio de Ciencia, Tecnología y Medio Ambiente dicta las medidas que se requieran para dar solución adecuada a las situaciones que ocasionen daños, peligros o riesgos para el medio ambiente y el uso racional de los recursos naturales.

2.- La persona natural o jurídica responsable del daño o perjuicio está obligada al restablecimiento de la situación ambiental anterior y a la correspondiente reparación o indemnización, según el caso.

ARTÍCULO 57.- El Ministerio del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera, presenta a la consideración del Ministerio de Ciencia, Tecnología y Medio Ambiente la propuesta de inversión que reciba, este último, evalúa su factibilidad tecnológica y las medidas para la protección y gestión de la propiedad intelectual necesarias para garantizar la soberanía tecnológica del país.

ARTÍCULO 58.- Los derechos sobre los resultados logrados en el marco de cualesquiera de las modalidades de inversión extranjera, susceptibles de ser protegidos por la vía de la propiedad intelectual, se rigen por lo acordado en los documentos constitutivos en correspondencia con la legislación vigente en esta materia.

CAPÍTULO XVI DE LAS ACCIONES DE CONTROL

ARTÍCULO 59.1.- Las modalidades de inversión extranjera están sujetas a las acciones de control establecidas en la legislación vigente y se realizan por el Ministerio del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera, así como por otros órganos, organismos de la Administración Central del Estado o entidades nacionales rectoras en las diferentes actividades con competencia para ello.

2.- Las acciones de control tienen el propósito de evaluar, entre otros, el cumplimiento de:

a) las disposiciones legales vigentes; y

b) las condiciones aprobadas para la constitución o instrumentación de cada negocio.

CAPÍTULO XVII DEL RÉGIMEN DE SOLUCIÓN DE CONFLICTOS

ARTÍCULO 60.1.- Los conflictos que surgen de las relaciones entre los socios de una empresa mixta o entre los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional o entre los socios de una empresa de capital totalmente extranjero

bajo la forma de compañía anónima por acciones nominativas, se resuelven según lo acordado en los documentos constitutivos, salvo los casos previstos en este Capítulo.

2.- Igual regla se aplica cuando el conflicto se produce entre uno o más socios y la empresa mixta o la empresa de capital totalmente extranjero a la que pertenecen.

3.- Los conflictos surgidos con motivo de la inactividad de los órganos de gobierno de las modalidades de inversión extranjera previstas en la Ley, así como de la disolución o terminación y liquidación de estas, serán resueltos en todos los casos por la Sala de lo Económico del Tribunal Provincial Popular que corresponda.

4.- Los conflictos que surgen de las relaciones entre los socios de una empresa mixta o de una empresa de capital totalmente extranjero bajo la forma de compañía anónima por acciones nominativas o entre los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional, que han sido autorizados para llevar a cabo actividades vinculadas a los recursos naturales, servicios públicos y ejecución de obras públicas, son resueltos por la Sala de lo Económico del Tribunal Provincial Popular que corresponda, excepto disposición contraria prevista en la Autorización.

La regla anterior se aplica cuando el conflicto se produce entre uno o más socios extranjeros y la empresa mixta o la empresa de capital totalmente extranjero a la que pertenecen.

ARTÍCULO 61.- Los litigios sobre la ejecución de contratos económicos que surgen entre las distintas modalidades de inversión extranjera previstas en la Ley o entre ellas con personas jurídicas o naturales cubanas, pueden ser resueltos por la Sala de lo Económico del Tribunal Provincial Popular que corresponda, sin perjuicio de someterlo a instancias arbitrales conforme a la ley cubana.

DISPOSICIONES ESPECIALES

PRIMERA: Las empresas mixtas, los inversionistas nacionales y extranjeros partes en contratos de asociación económica internacional y las empresas de capital totalmente extranjero, están sujetas a

las regulaciones que se establezcan en la legislación vigente en materia de reducción de desastres.

SEGUNDA: Las disposiciones de esta Ley, su Reglamento y las normas complementarias, son de aplicación a la inversión extranjera que se establezca en las zonas especiales de desarrollo con las adecuaciones que dispongan las normas especiales que para ellas se dicten y siempre que no se opongan a su funcionamiento. Sin perjuicio de lo anterior, los regímenes especiales concedidos en la presente Ley serán de aplicación a estas inversiones, cuando les resulten más beneficiosos.

DISPOSICIONES TRANSITORIAS

PRIMERA: Esta Ley es de aplicación en lo sucesivo a las asociaciones económicas internacionales, a las empresas de capital totalmente extranjero existentes y a las que están en operaciones a la fecha de su entrada en vigor.

Los beneficios concedidos al amparo del Decreto-Ley No. 50 "Sobre asociación económica entre entidades cubanas y extranjeras", de 15 de febrero de 1982 y de la Ley No. 77 "Ley de la Inversión Extranjera", de 5 de septiembre de 1995, se mantienen durante todo el plazo de vigencia de la asociación económica internacional o de la empresa de capital totalmente extranjero.

SEGUNDA: Esta Ley se aplica a las solicitudes de autorización de inversión extranjera que estén en tramitación a la fecha de su entrada en vigor.

TERCERA: Las disposiciones complementarias dictadas por los distintos organismos de la Administración Central del Estado para la mejor aplicación y ejecución de las normas de la Ley No. 77, de 5 de septiembre de 1995, en lo concerniente a cada uno, continúan aplicándose en lo que no se opongan a la presente Ley. Los organismos implicados, en un plazo no mayor de tres meses, contados a partir de la entrada en vigor de esta Ley, revisarán las mencionadas normas y, oído el parecer del Ministerio del Comercio Exterior y la Inversión Extranjera, las armonizarán conforme a las prescripciones de esta Ley.

CUARTA: Las empresas mixtas,

las partes en los contratos de asociación económica internacional y las empresas de capital totalmente extranjero, pueden ser autorizadas excepcionalmente por el Consejo de Ministros, para realizar determinados cobros y pagos en pesos cubanos.

QUINTA: Para proceder al pago en pesos cubanos que se establece en el apartado 4 del artículo 30, debe obtenerse previamente dichas cantidades con pesos convertibles.

SEXTA: El pago de los tributos y demás derechos recaudables en aduanas por los inversionistas se realiza en pesos convertibles, aun en aquellos casos en que su importe se exprese en pesos cubanos.

SÉPTIMA: Lo regulado en las Disposiciones Cuarta, Quinta y Sexta que anteceden, mantienen su vigencia hasta que se disponga en el país la unificación monetaria, a partir de lo cual, los sujetos obligados en esta Ley se regirán por las normas que a tales efectos se establezcan.

DISPOSICIONES FINALES

PRIMERA: El Consejo de Ministros dictará el Reglamento de la presente Ley dentro de los noventa días siguientes a su aprobación.

SEGUNDA: Se derogan la Ley No. 77 "Ley de la Inversión Extranjera", de 5 de septiembre de 1995; el Decreto-Ley No. 165 "De las Zonas Francas y Parques Industriales", de 3 de junio de 1996; y los acuerdos No. 5279, de 18 de octubre de 2004; No. 5290, de 11 de noviembre de 2004; No. 6365, de 9 de junio de 2008, adoptados por el Comité Ejecutivo del Consejo de Ministros y cuantas otras disposiciones legales se opongan a las prescripciones de esta Ley.

TERCERA: La presente Ley entra en vigor a los noventa días siguientes de su aprobación.

CUARTA: Publíquese, junto a su Reglamento y demás disposiciones complementarias en la Gaceta Oficial de la República para su conocimiento general.

DADA en la sala de sesiones de la Asamblea Nacional del Poder Popular, Palacio de las Convenciones, en la ciudad de La Habana, a los 29 días del mes de marzo de 2014.

Juan Esteban Lazo Hernández

Annexe No. 2

ANEXO No. 1

LISTA DE ACTIVIDADES QUE SE APRUEBA PARA EJERCER POR CUENTA PROPIA

No. ACTIVIDADES

- 1) Afinador y Reparador de Instrumentos Musicales (tiene que cumplir con lo dictaminado en la Resolución No. 34 del 9 de Febrero del 2001 del Ministerio de Cultura).
- 2) Aguador (el que transporta agua utilizando diferentes medios de su propiedad y cobra por este servicio, no incluye la venta de agua en vaso)
- 3) Albañil
- 4) Alquiler de Trajes y otros Medios Relacionados con este Vestuario (sombreros, Pamela, guantes, bufandas, velos, flores etc.)
- 5) Alquiler de Caballos Ponéis, con Fines de Recreación Infantil
- 6) Amolador
- 7) Artesano, (sólo para los que están inscriptos en el Registro Nacional del Creador de las Artes Plásticas y miembros de la Asociación Cubana de Artistas y Artesanos)
- 8) Artesano (excepto los artistas registrados en el Registro Nacional del Creador de las Artes Plásticas y miembro de la Asociación Cubana de Artistas y Artesanos). Deben cumplir según las materias primas que utiliza para la confección de sus producciones con las medidas higiénicos sanitario, del medio ambientales, la aprobación de la Ley de Minas; del Ministerio de la Agricultura y Ley Forestal, etc.
- 9) Arriero
- 10) Barbero
- 11) Bordadora Tejedora
- 12) Boyero o Carretero
- 13) Carpintero (referido a reparación y mantenimiento de muebles e inmuebles así como la elaboración de muebles a solicitud directa del cliente, no incluye la comercialización de estos)
- 14) Carretillero
- 15) Cerrajero
- 16) Cobrador Pagador de Impuestos
- 17) Coche de Uso Infantil Tirado por Animales Menores
- 18) Comprador- Vendedor de Discos Musicales Usados (esta prohibido la venta de cintas grabadas ni discos compactos., dicha facultad es solo de la red de establecimientos, autorizados.)
- 19) Constructor Vendedor o Reparador de Artículos de Mimbres (tiene que cumplir con las indicaciones del Ministerio de la Agricultura, según Ley Forestal y la de Medio Ambiente)
- 20) Cristalero (solo en función de la reparación de muebles e inmuebles)
- 21) Criador Vendedor de Animales Afectivos
- 22) Cuidador de Animales de Trabajo
- 23) Cuidador de Enfermos
- 24) Cuidador de Niños (debe cumplir con las indicaciones higiénicas sanitarias, medio ambientales, y otras, avaladas por las Direcciones Municipales de Higiene y Epidemiología. La cantidad de niños no puede ser superior a 10 con 2 cuidadoras, en aras de garantizar la 13 máxima atención en la prestación de este servicio, teniéndose en cuenta la capacidad del local donde se ejercerá la actividad con el objetivo de garantizar que no exista hacinamiento.)
- 25) Chapistero de Bienes Muebles con Remaches (refrigerador, neveras, lavadoras, etc.)
- 26) Decorador (se refiere al que decora o adorna, pone decoraciones, decora diferentes locales o habitaciones)
- 27) Desmochador de Palmas.
- 28) Elaborador Vendedor de Carbón (tiene que cumplir las indicaciones según del Ministerio de la Agricultura según Ley Forestal y la del Medio Ambiente)
- 29) Elaborador Vendedor de Yugos y Frontiles (tiene que cumplir las indicaciones del Ministerio de la Agricultura según Ley Forestal y la del Medio Ambiente)

- 30) Electricista
- 31) Electricista Automotriz
- 32) Encargado, Limpiador y Turbinero de Inmuebles (excluye el domicilio de otro TPCP, o
- 33) Arrendador de vivienda, habitaciones o espacios).
- 34) Encuadernador de Libros
- 35) Engrasador de Autos y Similares
- 36) Entrenador de Animales Afectivos (tiene que cumplir con las normas higiénico sanitarias, comunales y de convivencia)
- 37) Forrador de Botones
- 38) Fotógrafo (incluye toma de fotos en cintas de vídeo)
- 39) Fregador de Equipos Automotores
- 40) Grabador Cifrador de Objetos
- 41) Herrador de Animales ó Productor Vendedor de Herraduras y Clavos
- 42) Instructor de Automovilismo (incluye el aprendizaje teórico y práctico)
- 43) Jardinero
- 44) Lavandero (en función de ayudar a los integrantes del núcleo familiar que trabajan fuera, se excluye el domicilio de otro trabajador por cuenta propia ó arrendador de vivienda, habitaciones o espacio).
- 45) Leñador (tiene que cumplir con las indicaciones del Ministerio de la Agricultura según Ley
- 46) Forestal y del Medio Ambiente)
- 47) Limpiabotas
- 48) Limpiador y Comprobador de Bujías
- 49) Limpiador y Reparador de Fosas
- 50) Manicurista (incluye depilado de cejas)
- 51) Maquillista (incluye limpieza de cutis y masaje facial)
- 52) Masillero
- 53) Mecánico de Equipos de Refrigeración
- 54) Mecanógrafo
- 55) Mensajero (debe cumplir con el carné de salud, en la frecuencia que está determinado por Salud Publica y cumplir con las normas higiénicas - sanitarias)
- 56) Modista o Sastre (teniendo en cuenta la demanda de la población el Consejo de la
- 57) Administración Municipal, puede autorizar la comercialización de las producciones en las áreas de concentración, tomándose todas la medidas para garantizar que la comercialización la realice la personas que confecciona las producciones y no por otras personas)
- 58) Molinero (debe cumplir con las indicaciones sobre el medio ambiente, higiénico sanitarias y de convivencia)
- 59) Operador de Compresor de Aire (debe cumplir con las medidas de seguridad en la operación de estos equipos)
- 60) Parqueador Cuidador de Equipos Automotor, Ciclos y Triciclos (incluye las motos. Sólo puede prestar el servicio en áreas de su propiedad)
- 61) Peluquera (incluye limpieza de cutis y maquillaje)
- 62) Personal Domésticos (en función del cuidado y limpieza de un domicilio, en ayuda a los integrantes del núcleo familiar, se excluye el domicilio de otros trabajadores por cuenta propia ó arrendador de vivienda, habitaciones y espacios)
- 63) Peluquero de Animales Domésticos
- 64) Pintor Automotriz
- 65) Pintor de Inmuebles
- 66) Pintor de Bienes Muebles, Refrigeradores ó Barnizador
- 67) Pintor Rotulista
- 68) Piscicultor (para crías de peces no comestibles y venta a personas naturales. No incluye la producción y comercialización de peceras, ni de accesorios para esta.
- 69) Plasticador
- 70) Plomero
- 71) Pocero
- 72) Ponchero ó Reparador de Neumáticos (para utilizar el compresor de aire en la comercialización debe tener licencia de Operador de Compresor de aire)

- 73) Productor Vendedor de Escobas, Cepillos y Similares (las materias primas a utilizar son sólo de origen vegetal, tiene que cumplir con las indicaciones del Ministerio de la Agricultura, ley Forestal y la del Medio Ambiente)
- 74) Productor Vendedor de Artículos de Alfarería (no incluye el productor de ladrillos, tubos, tejas, sifas y otros con el fin de materiales de la construcción). Tiene que presentar la aprobación según Ley de Minas.)
- 75) Productor Vendedor de Bastos, Paños y Monturas.
- 76) Productor Vendedor de Calzado, (sólo para los que están inscriptos en el Registro Nacional del Creador de las Artes Plásticas y miembros de la Asociación Cubana de Artistas y Artesanos).
- 77) Productor Vendedor de Calzado (excepto los Artistas registrados en el Registro Nacional del Creador de las Artes Plásticas y miembro de la Asociación Cubana de Artistas y Artesanos).
- 78) Vendedor de Hierbas Medicinales, Alimento para el Ganado y Artículos Religiosos. (atendiendo a la demanda popular, se autoriza la venta de piezas y accesorios para practicas religiosa de origen africano, siempre que se pué da comprobar la licitud de la materias primas utilizadas, excepto las piezas que tengan valor artístico que se regulan por la resolución No 33 de febrero de 2001, del Ministerio de Cultura. Se exceptúa la comercialización de artículos de alfarería, herrería y metales ferrosos o no ferrosos)
- 79) Productor Vendedor de Flores y Plantas Ornamentales
- 80) Productor Vendedor de Piñatas y otros Artículos Similares para Cumpleaños Infantiles
- 81) Profesor de Taquigrafía, Mecanografía e Idiomas
- 82) Profesor de Música y otras Artes (tiene que cumplir con lo dictaminado en la Resolución No.34 del 9 de Febrero del 2001 del Ministerio de Cultura, donde se establece, que tiene poseer el titulo en la especialidad que imparte, contar con no menos de cinco años, y excepcionalmente podrá autorizarse a personas que demuestren sus conocimientos y aptitud docente.)
- 83) Pulidor de Metales
- 84) Quiropedista.
- 85) Relojero.
- 86) Reparador de Artículos de Joyería y Platería
- 87) Reparador de Bastidores de Cama
- 88) Reparador de Baterías Automotrices (tiene que cumplir con las indicaciones del Ministerio de Ciencia Tecnología y Medio Ambiente referidas a la protección del medio ambiente, las condiciones higiénico sanitarias y de seguridad y salud en el trabajo)
- 89) Reparador de Bicicletas (no incluye comercialización de partes y piezas)
- 90) Reparador de Bisutería
- 91) Reparador de Cercas y Caminos
- 92) Reparador de Cocinas (no incluye la comercialización de piezas)
- 93) Reparador de Colchones (no puede producir ni comercializar colchones y muelles para estos).
- 94) Reparador de Enseres Menores (radios, planchas, ollas de presión, ventiladores, cafeteras y otros similares)
- 95) Reparador de Artículos de Cuero y Similares (no produce, ni comercializa ningún producto)
- 96) Reparador de Equipos Eléctricos y Electrónicos
- 97) Reparador de Equipos Mecánicos y de Combustión
- 98) Reparador de Equipos de Oficina
- 99) Reparador de Espejuelos
- 100) Reparador y Llenado de Fosforeras (no incluye la comercialización de productos y accesorios)
- 101) Reparador de Máquinas de Coser
- 102) Reparador de Monturas y Arreos
- 103) Reparador de Paraguas y Sombrillas
- 104) Restaurador de Obras de Arte, (en el caso de esta actividad, se debe tener experiencia
- 105) Profesional en trabajos de restauración, poseer conocimientos técnicos específicos sobre el
- 106) Establecimiento de diagnósticos y técnicas para la intervención de las obras y estas condiciones deben estar avalados por el Centro de Conservación, Restauración y Museología del Consejo Nacional de Patrimonio Cultural del Ministerio de Cultura y cumplir con las reglas establecidas en la Resolución No. 34 del 9 de Febrero del 2001 del Ministerio de Cultura).

- 107) Restaurador de Muñecos y otros Juguetes
- 108) Sereno o Portero de Edificio de Viviendas (excluye el domicilio de otro trabajador por Cuenta propia ó arrendador de vivienda, habitaciones o espacio)
- 109) Talabartero Vendedor de Artículos Varios, (sólo para los que están inscriptos en el Registro Nacional del creador de las Artes Plásticas y miembros de la Asociación Cubana de Artistas y Artesanos). (No repara estos artículos. Cuando se dedique también a la reparación tendrá que obtener esta licencia).
- 110) Talabartero Vendedor de Artículos Varios (excepto los artistas registrados en el Registro
- 111) Nacional del Creador de las Artes Plásticas y miembro de la Asociación Cubana de Artistas y Artesanos)
- 112) Tapicero (incluye la reparación del mueble a tapizar. No podrá producir, ni comercializar muebles tapizados, box-spring, etc.)
- 113) Techador
- 114) Teñidor de Textiles
- 115) Tostador de Granos (debe cumplir con las orientaciones del cuidado del medio ambiente, higiénico sanitarias)
- 116) Traductor de Documentos e Intérpretes (deben contar con el aval de la Asociación Nacional de Traductores e Intérpretes.)
- 117) Trasquilador
- 118) Trillador
- 119) Zapatero Remendón
- 120) Botero o Lancharo
- 121) Carga y Transportación de Personal en Triciclos y Bicicletas
- 122) Carretonero
- 123) Cochero
- 124) Chofer de Auto de Alquiler

Annexe No. 3



Evaluación de la creación de Marinas en el litoral del Centro Histórico

Desde el punto de vista de uso para el frente marítimo, en los estudios realizados hasta el momento, se ha analizado la posibilidad y conveniencia de la existencia de pequeñas marinas - para embarcaciones de recreo y/o deportivas de pequeño formato- en la zona de la Alameda de Paula y en algún otro punto de la orilla este de la Bahía, como por ejemplo, Casablanca.

Los muelles Sierra Maestra 1 y 3 se prevé su utilización como terminales y atraque de pequeños o medianos cruceros y megayates.

Un estudio mas profundo del tema estaría sujeto a decisiones sobre seguridad marítima, posibilidades de operación del puerto y la defensa, para lo que sería conveniente realizar las oportunas consultas con los organismos encargados de las mismas.

La factibilidad económica de un proyecto de esta índole también es un elemento a tener en cuenta, dados los altos costos de inversión y las condiciones específicas de nuestro país.

PM-OHCH

28 de mayo de 2009

Annexe No. 4

**lineamientos de diseño urbano
para la avenida del puerto**

tramo muelle de caballería_almacenes san José

**taller de urbanismo
dirección general de proyectos
de arquitectura y urbanismo**

oficina del historiador de la ciudad



**dirección de proyectos de arquitectura y
urbanismo
taller de urbanismo**

arq. orlando inclán
arq. arianna martínez
arq. libertad rodríguez
arq. claudia castillo
arq. daniel lópez
ing. josé martínez
ing. j. gregorio andino
ing. orestes garcía

taller puerto viejo

arq. jinnet gómez
arq. alena ferrá

investigación histórica
lic. yamira rodríguez



convertir el territorio en un
factor generador
de oportunidades, desarrollo e intercambio

económico
social
cultural



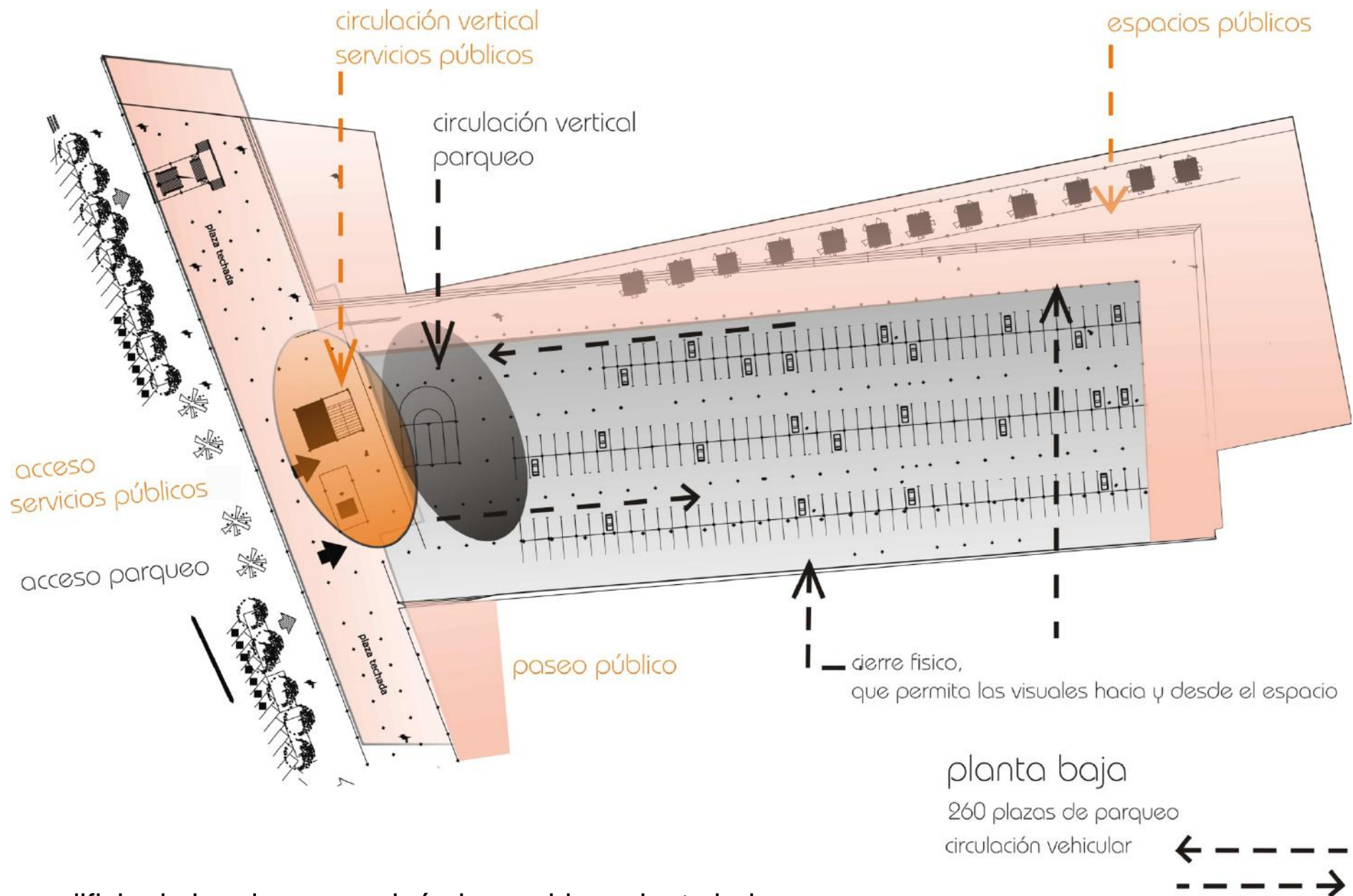




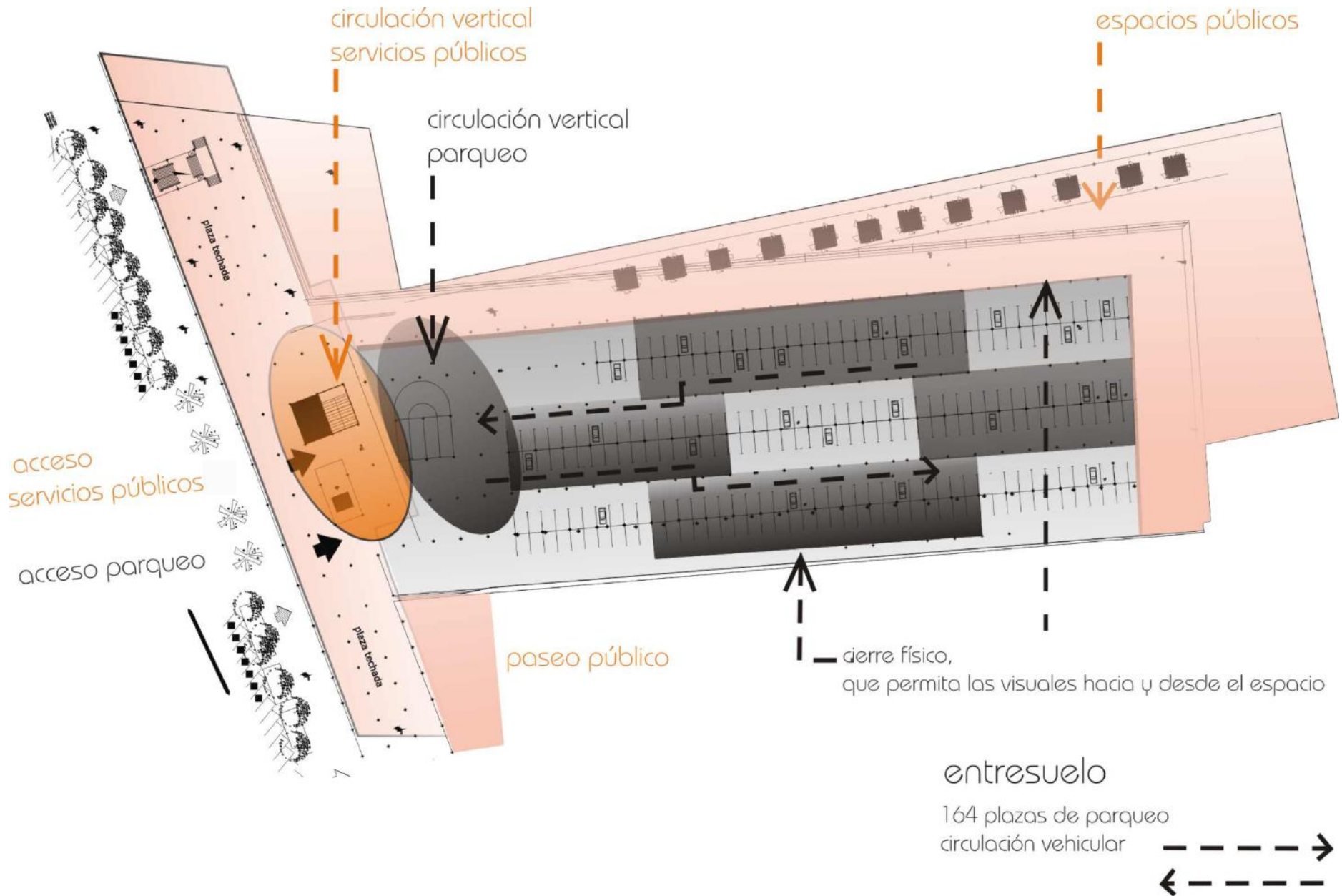
Baratino
Carpinetti

San Ignazio

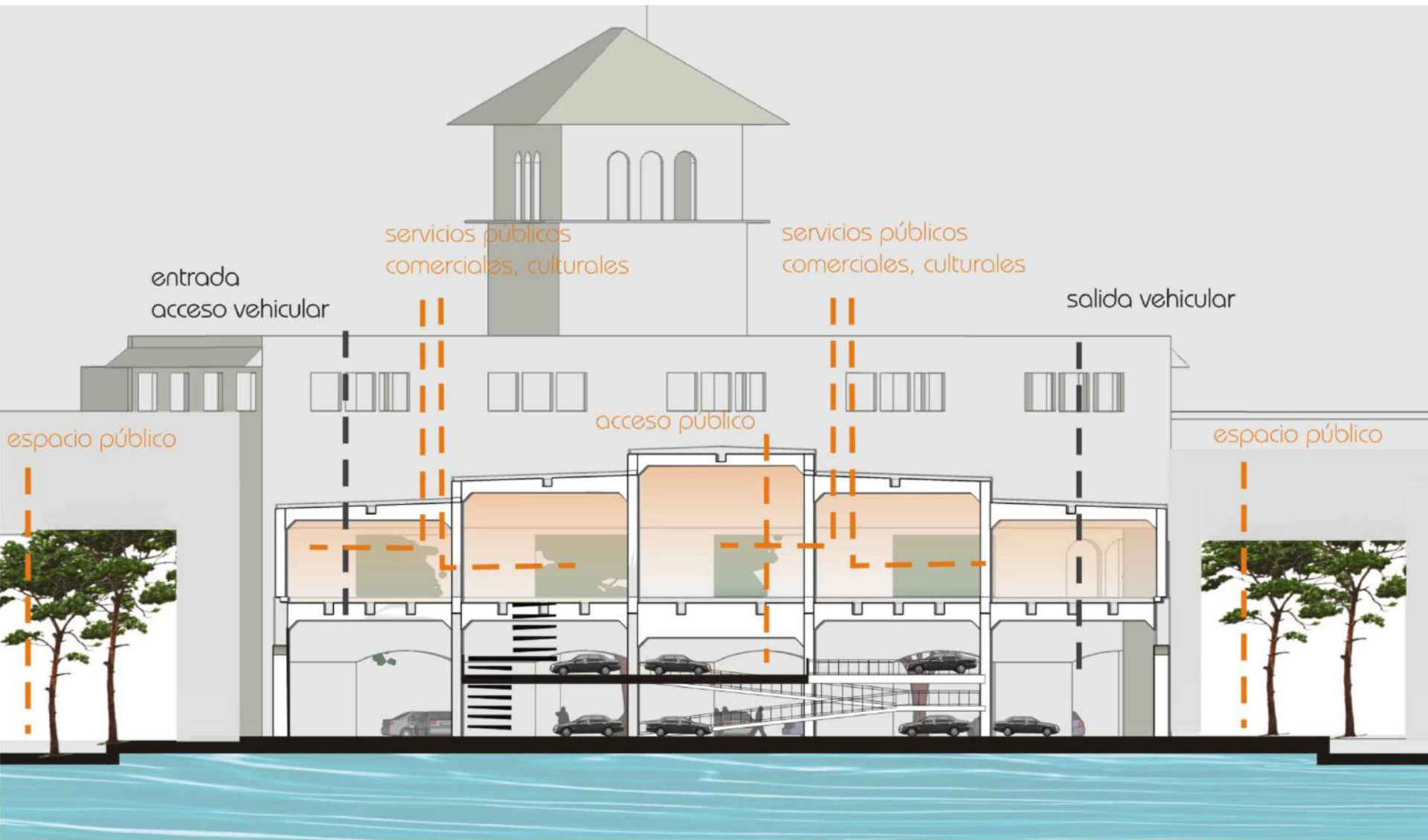
Via Baratino



edificio de la aduana_espigón la machina_planta baja



edificio de la aduana_espigón la machina_entresuelo



espigón la machina_corte transversal

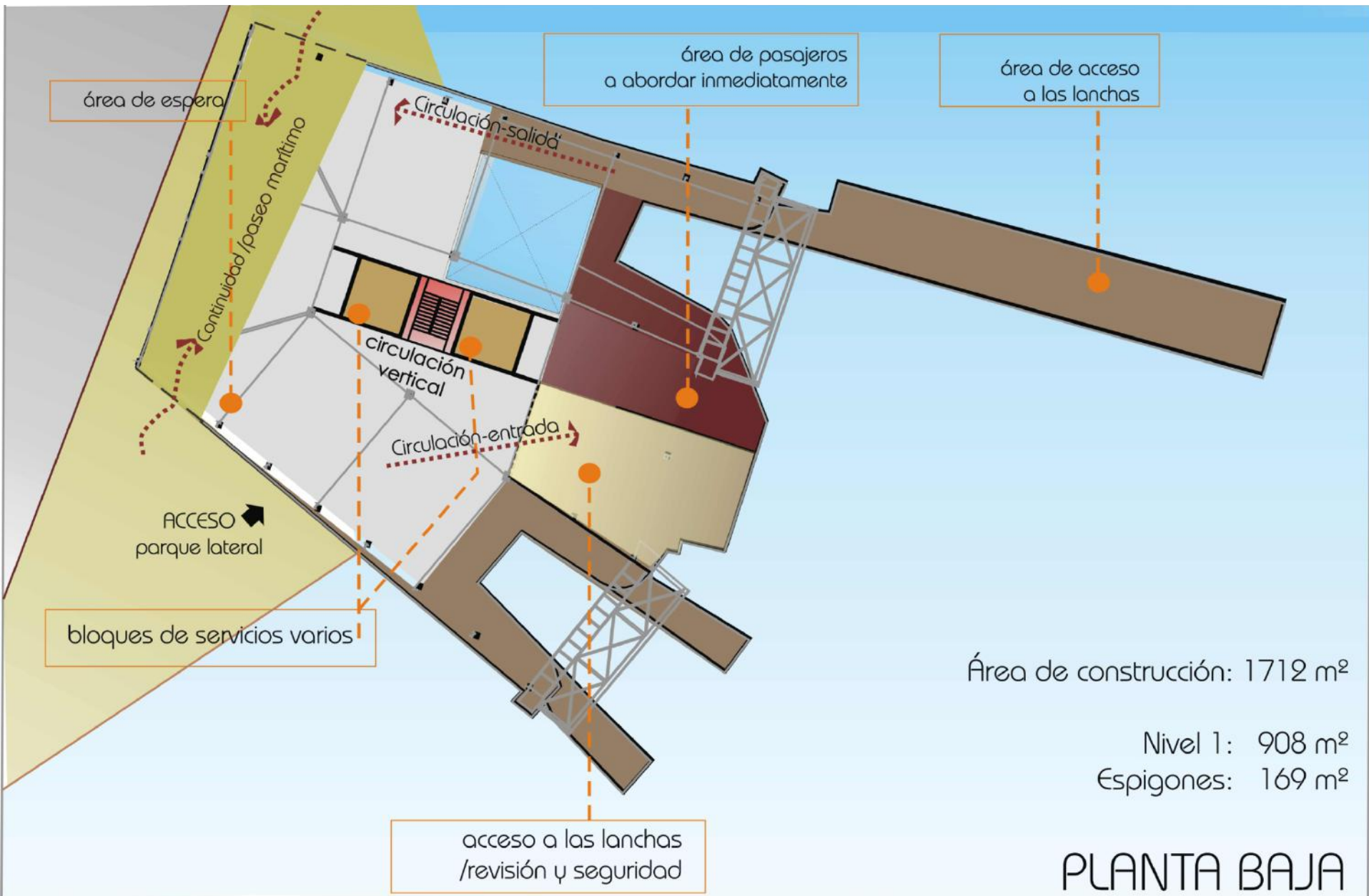


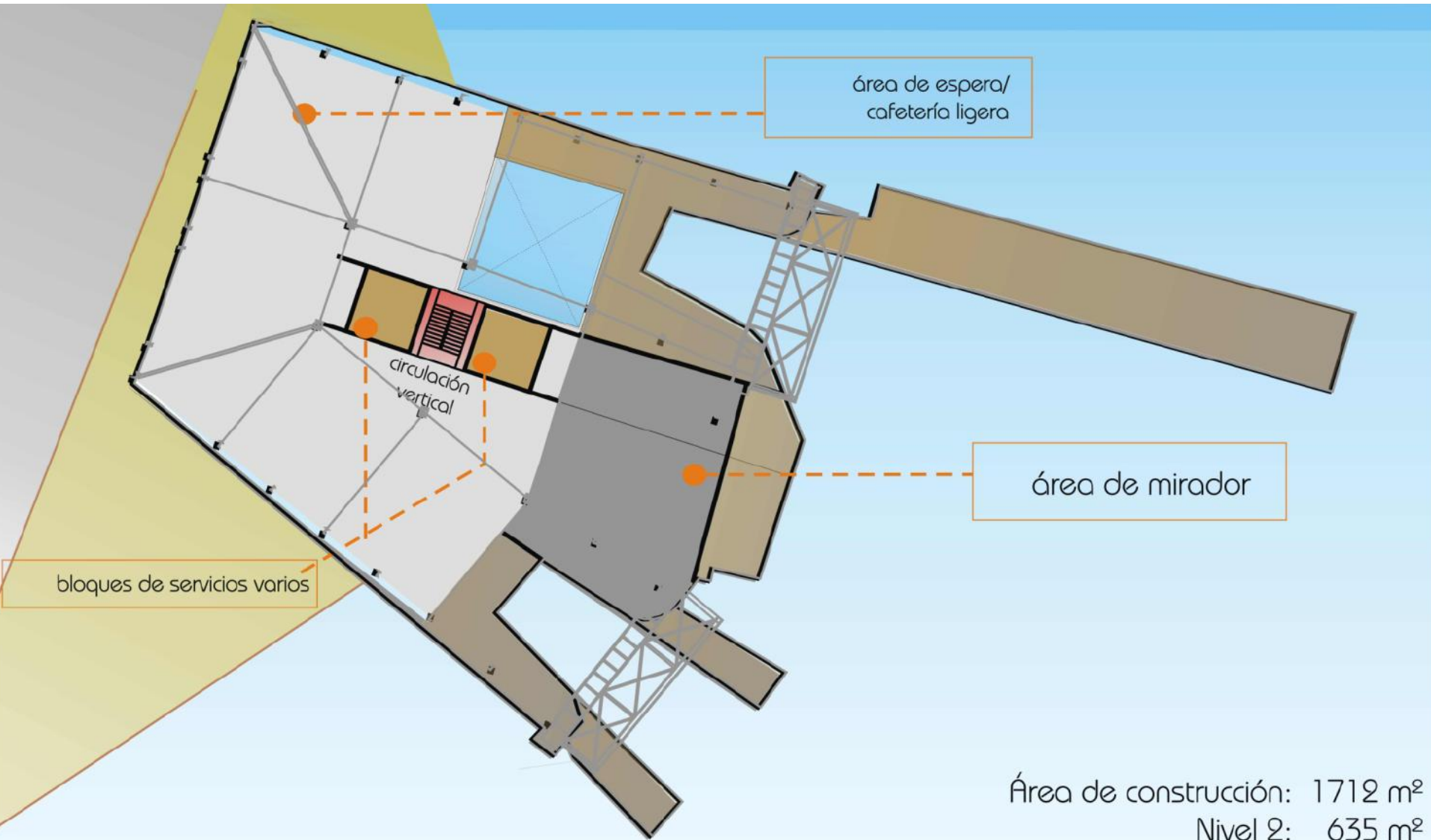






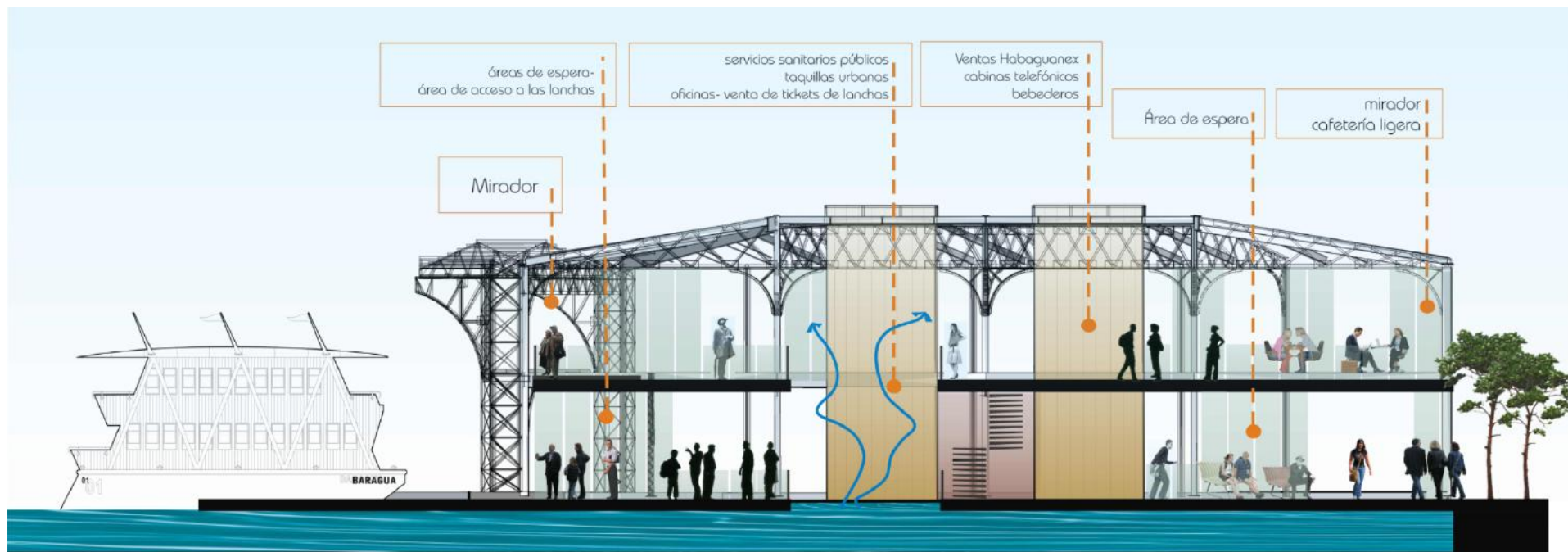




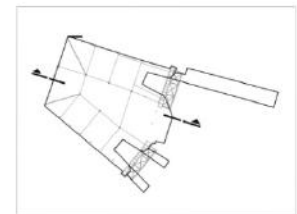


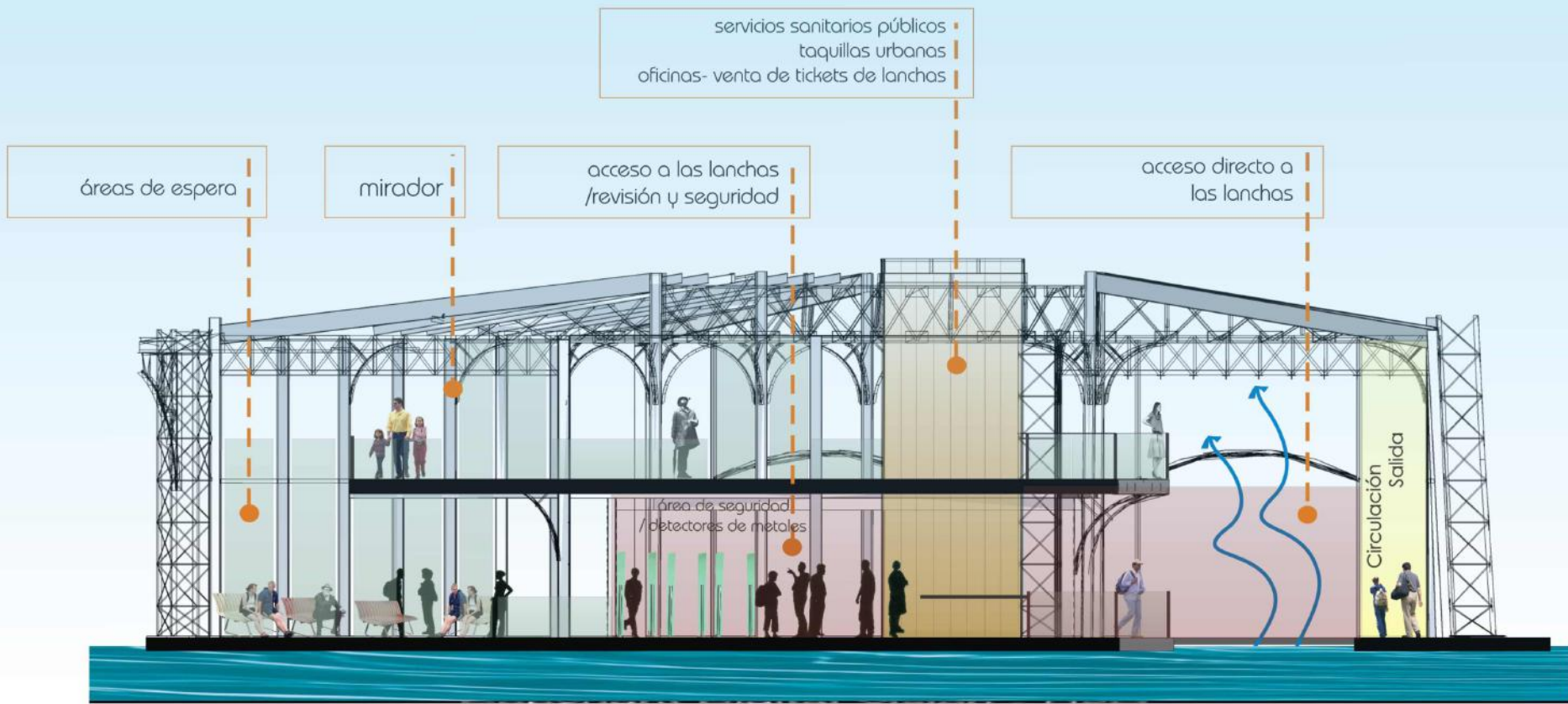
Área de construcción: 1712 m²
Nivel 2: 635 m²

PLANTA ALTA

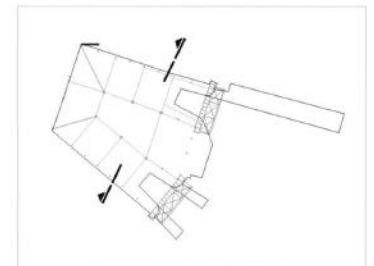


CORTE LONGITUDINAL





CORTE TRANSVERSAL



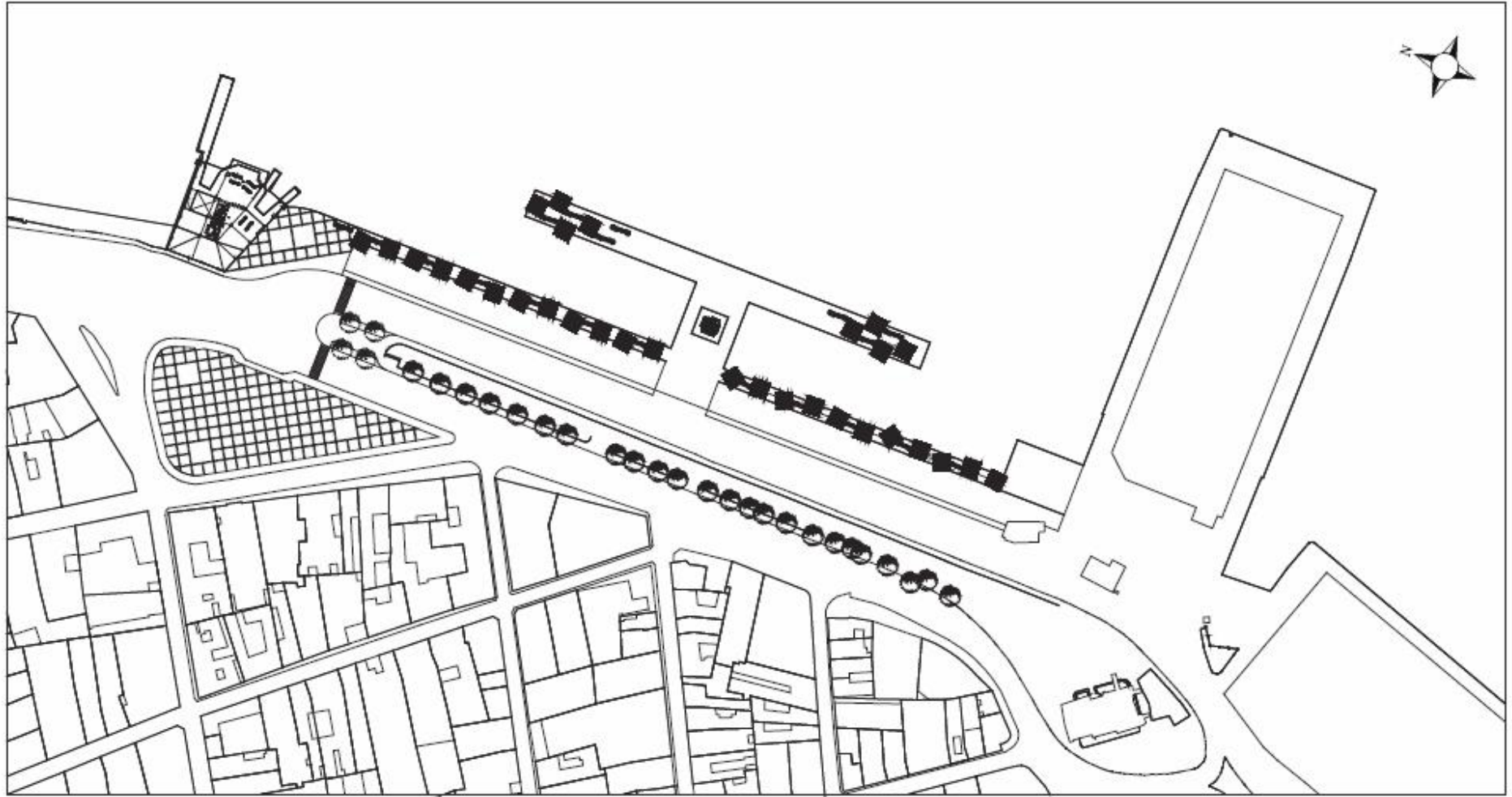


SERVICIOS
SANITARIOS
PÚBLICOS

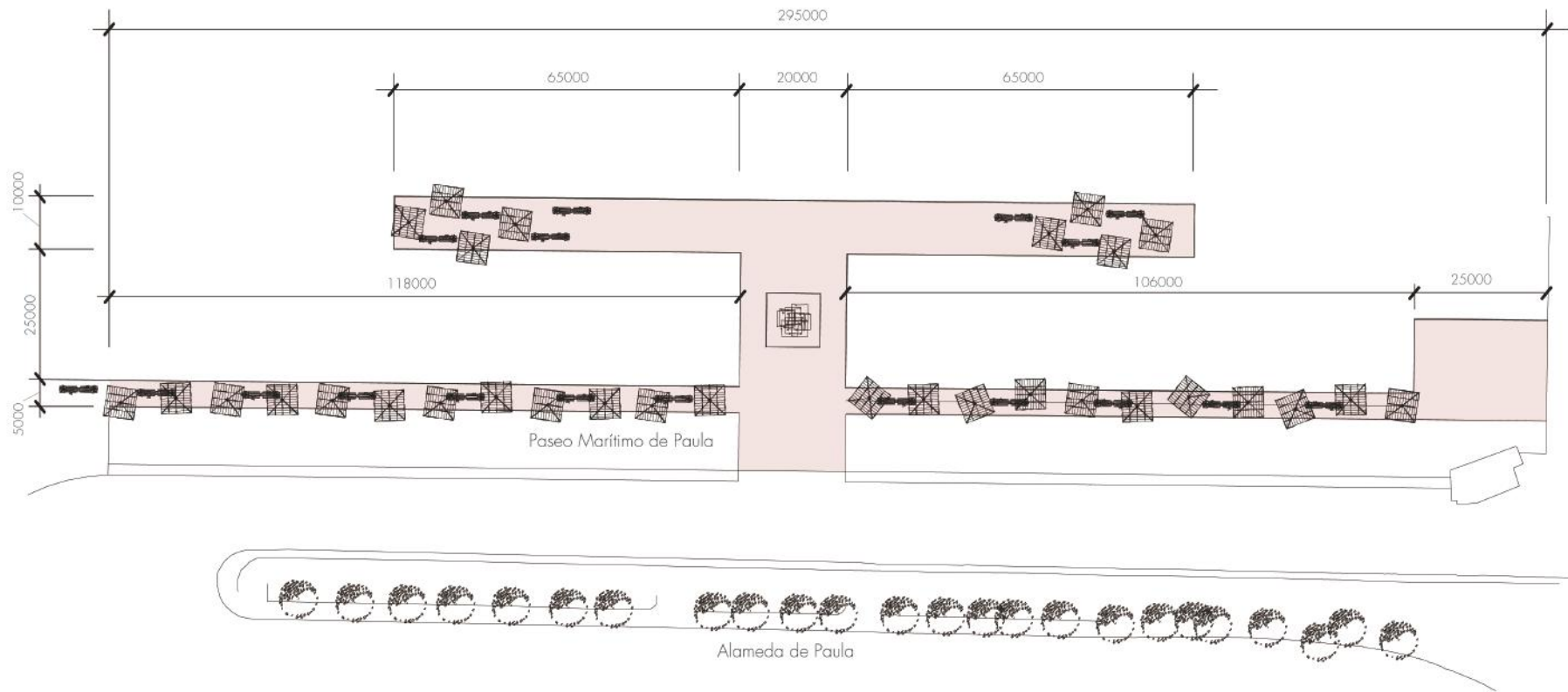


cabinas telefónicas
ETECSA

ventas de productos
HABAGUANEX
ventas de productos



PLAN GENERAL



paseo marítimo de paula









documentos utilizados

-reanimación de la avenida del puerto. la punta –gancedo. estrategia de intervención
grupo de inversiones. marzo 2009

-regulaciones urbanísticas avenida del puerto
plan maestro

diseños utilizados

-paradas de transporte público
arq. alejandro ventura. enero 2009

-lanchita de regla
dis. pedro luis díaz
dis. joao lueiro

fotos utilizadas

fot. armando zambrana
dis. pedro luis díaz